LEGATION OF THE
UNITED STATES OF AMERICA

No. 845. Bucharest, April 12, 1939.

Subject: Statements of Prime Minister Calinescu and Foreign Minister Gafencu Regarding Foreign Affairs.

DEPARTMENT OF STATE
1939 MAY 2 PM 12 22
DIVISION OF COMMUNICATIONS AND RECORDS

1 copy encl in Li.

DIVISION OF EUROPEAN AFFAIRS
MAY 3 1939
File Cor
DEPARTMENT OF STATE

ADVISER ON POLITICAL RELATIONS
MR. DUNN
MAY 4 1939
DEPARTMENT OF STATE

Distribution Instruc

771.00/68

771.00
not
740.00

The Honorable

The Secretary of State,

Washington.

DEPARTMENT OF STATE
DIVISION OF COMMUNICATIONS AND RECORDS
PUBLICATIONS SECTION

Copy of accompanying documents stamped to be returned to DCR

GDG

Sir:

771.00/66

I have the honor to refer to my despatch No. 826 of March 30, 1939, with which I enclosed translations of statements regarding foreign affairs by Prime Minister Calinescu and Foreign Minister Gafencu on the occasion of the meeting of the Superior National Council in celebration of the first anniversary of the present Constitution. The speeches of Mr. Calinescu and Mr. Gafencu have now been published in the French language and I am
1/ accordingly transmitting two copies thereof with this despatch as of possible interest to the Department.

Respectfully yours,

Franklin Mott Gunther

Franklin Mott Gunther.

Enclosure:
1- As stated.
710.
t.
CKH:EMS.

LA ROUMANIE
ET LA CRISE DE L'EUROPE CENTRALE

Déclarations de M. ARMAND CALINESCO
PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,
Ministre de l'Intérieur et Ministre,
par-intérim, de la Défense Nationale

ET DE

M. GRÉGOIRE GAFENCO
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES

EDITIONS DU SOUS-SECRÉTARIAT D'ETAT
DE LA PROPAGANDE

THIS DOCUMENT MUST BE RETURNED TO THE
DIVISION OF COMMUNICATIONS AND RECORDS

LA ROUMANIE
ET LA CRISE DE L'EUROPE CENTRALE

Déclarations de M. ARMAND CALINESCO
PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,
Ministre de l'Intérieur et Ministre,
par-intérim, de la Défense Nationale

ET DE

M. GRÉGOIRE GAFENCO
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES

EDITIONS DU SOUS-SECRÉTARIAT D'ETAT
DE LA PROPAGANDE

Devant les derniers événements de l'Europe Centrale, la Roumanie a pu affirmer, une fois de plus, sa volonté pacifique et, en même temps, faire valoir ses droits intangibles. Décidée à faciliter toute collaboration internationale qui pourrait consolider la paix, la Roumanie a fait preuve, ces derniers temps, de sa ferme volonté de défendre ce qui constitue ses droits sacrés et son honneur.

Les déclarations de M. Armand Calinesco, Président du Conseil et celles de M. Grégoire Gafenco, Ministre des Affaires Etrangères, démontrent pleinement cette double base et ce double but de la politique roumaine. N'ayant rien à demander et n'ayant rien à céder, la Roumanie a fait preuve, durant la crise de l'Europe Centrale, de patience, de sang froid et de bonne volonté. Elle n'a rien à se reprocher, ni du point de vue de la morale internationale, pour la passé, ni du point de vue politique, pour la construction de l'avenir.

Les détails inédits fournis par le Président du Conseil et par le Ministre des Affaires Etran-

M. ARMAND CALINESCO

DISCOURS

de M. ARMAND CALINESCO

PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES

prononcé le 27 Mars 1939, devant le Conseil Supérieur du „Front de la Renaissance Nationale".

J'ai tenu à convoquer le Conseil du Front de la Renaissance Nationale, afin qu'il puisse écouter les explications des représentants du Gouvernement au sujet de la situation générale du Pays. Composé des Conseillers Royaux et des représentants de diverses professions, ce Conseil est, dans notre régime, le seul organe politique légal.

Il constitue, en outre, une élite politique au sein de laquelle seront recrutés les éléments dirigeants de l'Etat. C'est pourquoi j'ai jugé utile que vous soyez informés, et qu'à votre tour, vous informiez le Pays de l'action déployée par le gouvernement, pendant ces moments particulièrement difficiles.

Sans doute, il n'est pas question que vous partagiez une responsabilité quelconque. Le système d'une responsabilité collective chez nous, nous l'avons expérimenté dans le passé et nous en connaissons les résultats. Si nous nous sommes heurtés, sur notre route, à des difficultés, si nous avons eu à souffrir, cela est dû, précisément, à cette responsabilité fictive. En effet, a-t-on vu une seule faute sanctionnée dans le passé? A-t-on pu constater que ceux qui se sont rendus coupables d'incurie et de malversations aient, personnellement, subi les conséquences de leurs actes?

Une sanction a été prise, sans doute, mais il a fallu qu'elle fût générale et définitive, à savoir: l'effondrement du vieux régime.

Je n'entends pas faire, aujourd'hui, un procès qui, demeurera d'autant plus vif dans la mémoire des citoyens, que les événements seront plus durs. Mais je le souligne, afin que d'aucuns scrutent leur conscience et qu'ils puissent voir s'ils ont encore l'autorité morale d'élever la voix, sous le poids des fautes du passé.

En ce qui concerne, donc, la responsabilité, au nom du Gouvernement que j'ai l'honneur de

présider, je déclare que nous entendons l'assumer toute, devant le Souverain et le Pays; devant le Pays entier, qui pèse les difficultés dans les grandes lignes objectives et qui ne juge pas à travers le prisme des rancunes personnelles et des intérêts mesquins.

Quelle est cette action de gouvernement? En présence de quels problèmes nous sommes — nous trouvés?

Dans le discours que j'ai tenu, le 27 Février, à l'occasion de l'anniversaire de la nouvelle Constitution, j'ai exposé largement, l'activité déployée durant une année, dans tous les domaines de la vie d'Etat. J'ai montré les conditions dans lesquelles a été effectuée la réorganisation administrative, judiciaire et scolaire; j'ai montré l'activité économique et financière; j'ai exposé le programme des grands travaux publics réalisés.

Ainsi fut franchie une première étape, qui a été en mesure de donner au Pays un nouvel aspect. Nous nous trouvions sur le point d'inaugurer un nouveau programme de travaux, dans lequel l'accent devait porter sur la vie économique et sur les améliorations nécessaires dans ce secteur.

Pendant ce temps, la situation internationale s'assombrit à cause des graves perturbations en Tchécoslovaquie, et des interventions militaires de l'étranger.

Un fait, notamment, intéressait de près la Roumanie, à savoir la mobilisation de l'armée hongroise et l'entrée, d'une partie de cette armée, dans la Russie Sous-Carpathique, afin de l'annexer.

Le problème de la Russie Sous-Carpathique ne se pose pas pour la première fois. Ce problème avait déjà été posé l'automne dernier. Le gouvernement roumain fut sondé alors, pour savoir s'il aurait quelque objection à élever dans le cas d'un changement territorial dans cette région et s'il voulait y participer.

Il va sans dire que nous avons donné, alors, la seule réponse conforme à nos obligations. La Roumanie ne pouvait être d'accord avec la moindre atteinte portée à un Etat ami et allié. Pour ce qui est d'une participation à une telle action, la chose ne pouvait même pas être prise en considération.

Nous entendions donner à cette attitude du gouvernement roumain une signification mo-

rale, non seulement pour ce cas isolé, mais afin de caractériser toute notre conception concernant les relations internationales.

Nous avons voulu que l'on sache que la Roumanie, lorsqu'elle conclut des alliances, leur demeure sincèrement et loyalement fidèle. C'est ainsi que l'intégrité territoriale de la Tchécoslovaquie put alors, être sauvée.

Mais quand, ces derniers temps, cette question fut à nouveau posée, elle ne revêtait plus le même aspect. L'action centrifuge déployée au dedans des frontières de l'Etat tchécoslovaque impliquait, par elle-même, la renonciation à tout appui de la part des pays amis. D'ailleurs, s'il y eut une seule démarche en ce sens, durant la crise, ce fut celle du chef de l'Etat Sous-Carpathique, qui nous demandait, précisément, le rattachement de son pays à l'Etat roumain et, par conséquent, le renoncement à son indépendance. Il va de soi que la Roumanie n'avait aucun intérêt à vouloir incorporer un territoire habité par une nationalité étrangère, et c'est pourquoi elle ne s'est pas arrêtée une seconde, à l'idée d'accéder à la demande qui lui avait été faite.

Ce fait ne pouvait nous empêcher d'annoncer

que, dans une région proche de notre frontière nordique, il existe également des intérêts roumains.

En quoi ces intérêts consistaient-ils, et quelle forme pouvait leur donner satisfaction, c'était là une question à établir ultérieurement.

Ainsi, la Hongrie n'a pas été empêchée d'entrer et d'occuper avec ses troupes la région Sous-Carpathique. Le gouvernement de Budapest a entrepris d'annexer un territoire habité dans sa majeure partie par une nationalité étrangère. Par cette annexion, l'Etat hongrois a modifié son aspect purement national. Il ne nous appartient naturellement pas de juger cette situation. Nous nous bornons à la constater. En tout cas, le gouvernement de Budapest n'a pu manquer de voir dans cette circonstance une attitude de neutralité amicale de la part de la Roumanie. La seule mesure que nous ayons prise fut d'envoyer à proximité de la frontière du Maramures quelques unités militaires, composées d'effectifs de paix, dans le but de protéger le territoire national contre d'éventuelles incursions du dehors. D'ailleurs, le passage par cette région d'un nombre important de réfugiés, dont

les plus nombreux, en formation militaire, et qui, soit dit en passant, ont reçu chez nous un accueil civilisé, — a confirmé la précaution que nous avons prise.

Malgré l'attitude correcte observée par le gouvernement roumain, le 14 Mars, nous fûmes néanmoins informés, et nous constations que l'armée hongroise continuait intensivement à mobiliser et que cinq corps d'armée étaient concentrés à la frontière même de la Roumanie, dans la direction du Somes et du Mures.

Quel pouvait être le but de cette massive concentration de forces, après que la Russie Sous-Carpathique eût été occupée sans aucune opposition de notre part? Que poursuivait-on? L'action entreprise au nord, par sa nature même, l'attitude agressive de la presse hongroise et celle du poste de radio de Budapest, la concentration de nombreuses troupes à la frontière roumaine, tout cela était de nature à nous inspirer une légitime inquiétude.

Notre gouvernement ne pouvait se laisser surprendre par les événements et c'est pourquoi il a pris immédiatement toutes les mesures qu'il a

jugées conformes aux intérêts de sécurité de l'Etat.

Aussi a-t-il fait savoir, dès l'abord, aux Chancelleries étrangères que nous étions décidés à défendre nos frontières.

Pour l'intégrité de son territoire, la Roumanie se battra contre quiconque, de toutes ses forces et sans plus s'attarder à peser le résultat du combat. Nous avons un patrimoine sacré que nos prédécesseurs nous ont légué; nous sommes obligés de le conserver au prix de tous les sacrifices.

Quoi qu'il arrive, l'Histoire ne pourra qu'enregistrer notre volonté de vie indépendante et notre courage de la défendre.

Voilà ce que nous avons dit.

Mais, pour que cette décision soit effective, nous avons appelé sous les armes plusieurs contingents de réservistes, afin de compléter ainsi les forces nécessaires à la sécurité des frontières. Et, alors, s'est produit ce phénomène admirable, que vous tous, avez certainement vu: le pays a répondu à l'appel avec un enthousiasme émouvant. Les hommes ont accouru vers les casernes dès le premier jour. Ils sont venus trois,

quatre fois plus nombreux qu'ils n'avaient été appelés.

Cette manifestation du peuple et particulièrement de la classe paysanne a constitué la preuve la plus éloquente du sentiment d'orgueil national et de la force réelle dont nous disposons.

Dans cette manifestation, nous avons trouvé également le témoignage que la politique de sécurité et de dignité menée par le gouvernement était dans l'esprit même du pays.

Pour mieux marquer le caractère de nos mesures militaires, les troupes concentrées ont été postées dans une zone préventive, à un jour de marche de la frontière.

Notre décision a été de nous y maintenir, uniquement pour la défense du pays et seulement dans la mesure où une insécurité existerait de ce côté.

J'arrive à la seconde question qui a formé l'objet de notre action de gouvernement et sur laquelle j'estime nécessaire de donner quelques éclaircissements supplémentaires.

Il s'agit de la récente convention économique roumano-allemande.

En quoi consiste cette convention? Mais d'a-

bord, quel est son caractère et quel rapport a-t-elle avec les derniers evènements internationaux?

Je dois rappeler que les négociations, quant à cette question, ont commencé dès le mois de Février dernier, par conséquent à une époque où la crise de l'Europe centrale n'était pas encore déclenchée. J'ajouterai même que ces négociations ont été prévues dès le mois de Novembre dernier, quand un premier accord de payement a été signé avec l'Allemagne. Par conséquent, le début de ces négociations et leur cours ont eu un caractère absolument normal, concernant la réglementation naturelle des échanges de marchandises entre les deux pays. Si l'idée même de la convention et sa négociation ont été indépendantes du cours des événements politiques, il est évident, par contre, que l'aboutissement des négociations a dû avoir un effet favorable sur la situation politique générale.

Les deux parties contractantes ont tenu à affirmer expressément au début de la convention qu'elles „poursuivent des buts pacifiques". Une telle déclaration ne peut être considérée autrement que comme une tentative d'assurer la tranquillité et la paix dans cette partie de l'Europe.

Mais, en dehors de cette déclaration, toute la teneur de la convention a un caractère exclusivement économique. Voilà donc un premier point précisé.

J'ai ouï dire que dans certains milieux, l'on s'est demandé si, en cette circonstance, l'indépendance économique du pays a été assurée.

En ce qui me concerne, j'estime cette demande parfaitement légitime. Je vous déclare même qu'elle me réjouit.

Pourquoi? Parce-que ce souci témoigne de la vitalité de notre nation, de son désir de vivre libre dans le concert des Etats européens. Je puis tranquilliser tout le monde. Un tel problème, celui de l'amoindrissement de notre indépendance, ne s'est posé à aucun moment et ne pouvait se poser.

Vous vous imaginez aisément qu'en tant que chef du gouvernement, je n'aurais pas accepté une telle discussions, moi surtout, qui, un an durant, ai lutté pour assurer l'ordre intérieur et pour éliminer les formations politiques qui, par des actions irréfléchies, auraient menacé cette indépendance.

Je voudrais néanmoins que les choses ne fussent pas jugées au moyen d'idées préconçues ou sous l'obsession de quelques légendes intéressées.

Nous avons conclu un accord économique loyal. Et nous l'avons fait parce que nous y avons trouvé, nous-mêmes, un intérêt. Nous avons discuté, comme il était naturel, sur un pied d'égalité et nous avons assuré les nécessités de notre économie.

Certes, l'Allemagne trouve aussi dans l'application de la convention la satisfaction d'intérêts importants. Mais cela, est tout-à-fait naturel. Chacune des parties contractantes doit trouver ses avantages. Sans cette réciprocité, il ne peut y avoir de convention viable. Mais, ce qui m'intéresse, moi, c'est la satisfaction des intérêts de mon pays. Et il ne peut y avoir de doute qu'il en soit ainsi.

En quoi consiste l'accord?

La Roumanie vend à l'Allemagne une partie de ses produits agricoles, forestiers et miniers. Elle y achète, en revanche, de l'armement, des machines pour équiper les industries et des installations d'utilité publique. Pour que cet échange de marchandises soit plus intense, on prévoit

des collaborations techniques et financières susceptibles d'aider notre production. Pareille collaboration existait déjà dans le pays entre les facteurs de production et le capital d'autres Etats.

Permettez-moi de m'arrêter un instant sur l'influence que, pour ma part, j'attends de cet accord, sur l'économie roumanie.

En premier lieu, il est hors de doute que l'agriculture va connaître un renouveau. Par l'encouragement de nouvelles cultures et par les débouchés qui nous seront assurés, on arrivera à améliorer la répartition actuelle des cultures et à augmenter le rendement du sol. En ce qui concerne les exploitations forestières, nous avons d'immenses domaines que, faute d'installations, de voies de communication et de capitaux, nous ne pouvons mettre en valeur et de la sorte, le matériel ligneux est perdu.

Par la concours technique et financier que prévoit le nouvel accord on arrivera à mettre en valeur une immense richesse. On peut dire la même chose au sujet des exploitations minières. Par la création de zones libres dans le voisinage de nos ports, on arrivera à intensifier la vie économique dans ces régions. Les ouvriers

trouveront du travail, les matières premières un débouché proche et les produits industriels qui entreront dans le pays par ces zones, seront à meilleur compte, puisque leur coût de production en sera réduit. D'ailleurs, les exemples des autres pays sont concluants pour mettre en évidence l'importance de ces zones, qui ont préoccupé tous nos économistes, sans résultat, dans le passé.

Il va da soi, que pour réaliser effectivement ces avantages, nous devrons travailler, et travailler ferme. Les avantages ne peuvent pas s'acquérir sans travail. En premier lieu, il nous faudra faire, d'abord — comme le dit le prof. Iorga — un statut de l'économie nationale. Il nous faudra édifier un plan bien défini pour le développement rationnel et méthodique de l'agriculture, ainsi qu'un plan pour le développement rationnel et méthodique de notre industrie. L'activité future sur le terrain économique ne pourra être abandonnée à son sort; elle devra être régie, et le gouvernement demandera au Conseil supérieur économique d'élaborer d'urgence et soigneusement tous ces plans.

L'accord roumano-allemand prévoit en outre,

des fournitures d'armement et d'aviation. Un crédit important nous est assuré à cette fin. Nous avons facilité, par la même occasion, la livraison des armements qui étaient commandés dans les fabriques de Bohême.

Si tel est l'objectif que poursuit la Convention, voyons quelles en sont les conditions d'exécution.

Le principe qui se trouve à sa base est de conserver d'abord le maintien de l'équilibre des échanges économiques réciproques.

En second lieu, les paiements entre l'Allemagne et la Roumanie se feront sur la base du vieil accord et le cours du Leu, par rapport au Mark, ne subira aucune modification.

Enfin, en troisième lieu, ce qui nous a préoccupé a été de ne pas porter préjudice, par cette convention, à nos rapports commerciaux avec les autres Etats. La Roumanie ne peut limiter l'échange de marchandises à un seul Pays. Une telle situation aurait, en effet, des conséquences politiques.

Il faut d'ailleurs remarquer que jamais et de nulle part, une demande de monopole n'a été formulée. Mais, sans même être saisis d'une telle

demande, nous avons tenu à exprimer clairement que la nouvelle convention ne pouvait empêcher d'autres échanges. Ainsi, le premier article prévoit expressément: „Le plan économique tiendra compte des possibilités de développement de la production roumaine, des nécessités intérieures roumaines et des nécessités d'échange économique de la Roumanie avec les autres pays".

Notre liberté d'action est donc pleinement assurée et nous sommes à même d'offrir, à n'importe quel autre pays, une convention sur les mêmes bases. D'ailleurs, en ce moment, une commission met au point, à Paris, certains arrangements économiques avec la France et une commission d'experts anglais s'est fait annoncer à Bucarest.

Voilà, dans les grandes lignes, la teneur de la convention économique conclue avec l'Allemagne, son caractère et les effets utiles que nous sommes en droit d'attendre de l'application de cette convention, pour l'économie nationale.

Ainsi, dans ces circonstances difficiles, les plus graves que le pays ait connues, durant ces 25 dernières années, le gouvernement a cons-

cience d'avoir fait son devoir. Il a réussi dans l'action qu'il s'était proposée, parvenant à sauvegarder les intérêts du pays, et je dois ajouter que cette action a été aidée par l'oeuvre de pacification et d'élévation morale qui s'est accomplie au cours de cette dernière année.

Sans cette oeuvre, je ne sais quel aurait été le résultat. Mais, aujourd'hui, nous pouvons regarder en toute confiance le déroulement des événements".

M. GRÉGOIRE GAFENCO

Ministre des Affaires Etrangères

LE DISCOURS
de M. GRÉGOIRE GAFENCO
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES

prononcé le 27 Mars 1939, devant le Conseil Supérieur du „Front de la Renaissance Nationale".

Lorsque me fut confiée la mission, pleine de responsabilités, que je remplis actuellement, j'ai tenu à souligner que notre politique extérieure se développait sous la haute et sage direction de S. M. le Roi et qu'elle ne dépend donc pas des changements de personnes ou des changements de gouvernement. C'est, dans la plus complète acception de cette expression, une politique nationale.

Aujourd'hui, après trois mois d'activité déployée au service de l'Etat, en cette époque qui peut compter double, comme les jours passés au front, je tiens à répéter ces paroles:

Nous devons réaliser une „politique nationale" sur laquelle nous avons, tous, le devoir de veiller. Je suis heureux de pouvoir en parler devant les dignitaires du Front, appelés à défendre et à renforcer tout ce qui est „politique nationale".

Le mot „Front" comprend, par lui-même, la notion de danger, mais aussi celle de la décision tranquille et courageuse de faire face au danger. Il signifie aussi le sacrifice, le combat, l'unité. Lorsque nous nous alignons dans le „Front", nous sentons comment se serrent, autour de nous, nos camarades. Et nous nous rendons compte que l'heure des vaines querelles est passée: c'est le sort de notre pays qui est en jeu. Nous pouvons donc parler franchement.

Au cours de cet hiver, la Roumanie a traversé des circonstances particulièrement sérieuses. Des malentendus qui se sont propagés et se sont approfondis, entretenaient à notre égard des pensées qui n'étaient pas amicales, et créaient une atmosphère favorable aux manoeuvres dirigées contre nos frontières et contre la sécurité de l'Etat. Des informations et des communications qui nous parvenaient d'un peu partout, nous

avertissaient d'avoir à nous tenir en garde contre la toute première manifestation de la crise européenne. Nos voisins alliés, sous l'influence de ces informations, se montraient, eux aussi, inquiets de notre sort.

Nous nous sommes rendu compte que notre premier devoir, était d'éclaircir cette atmosphère, en expliquant nos buts et en renforçant nos positions.

Nous avons tenu, tout particulièrement, à éclaircir nos rapports avec l'Europe Centrale, de plus en plus rapprochée. Et, écartant les malentendus, nous nous sommes efforcés, par une politique calme et réfléchie, de prouver que nous sommes prêts, sans renoncer à nos idéaux, non plus qu'à nos amitiés, à établir, d'Etat à Etat, avec n'importe quelle Puissance, des rapports naturels et loyaux, sur la base des réalités économiques et géographiques.

Nous avons précisé cette attitude politique dans trois déclarations qui ne sont pas demeurées sans écho:

Le 28 Décembre, dans un exposé à la Radio, nous disions:

„Notre volonté de paix tient compte des cir-

constances et des situations actuelles. La paix, qui doit être organisée à nouveau, dépend de la façon selon laquelle sera réglementée, en premier lieu, la vie internationale, tenant compte des forces de travail, de production et d'échanges de chaque Etat. La Roumanie est disposée à mettre toutes ses forces au service d'un tel arrangement pacifique entre les peuples.

Parlant, un mois plus tard, à Galatz, je rappelais que „Nous sommes les représentants vers l'Orient, vers la Mer Noire et les mers chaudes, de tout le Bassin du Danube où s'accumulent les fruits du travail et du pouvoir de vie, non seulement de la Roumanie, mais de tous les Etats riverains du fleuve. Ce lien naturel entre des producteurs voisins ou rapprochés, exige que nous reconnaissions tous, l'importance qui lui revient. Selon que nous réussirons, dans le cadre d'une collaboration pacifique, à satisfaire des intérêts qui se complètent et s'apparentent entre eux, le Danube pourra être, pour tous les pays qu'il arrose, une source de progrès et de puissance".

„Evidemment, ajoutions-nous, que la haute mission que nous avons à remplir dépendra de

la liberté que nous saurons garder aux embouchures du Danube, pour la plus grande satisfaction des intérêts si différents et si éloignés qui se rencontrent ici, et qui, presque toujours, se sont amicalement conciliés avec les nôtres. En réalité, ici, aux embouchures du Danube, nous nous rendons compte que l'existence et la liberté de l'Etat roumain, but de nos efforts séculaires, sont une garantie de paix et un intérêt national de la plus haute importance".

Enfin, à Belgrade, au cours de la visite que je fis au Gouvernement yougoslave, j'insistais de nouveau sur le fait que: „Les grandes réalités qui dominent actuellement la situation internationale sont les nécessités de vie, de travail, de production et d'échanges des peuples et des Etats. Ceux qui tiennent compte de ces nécessités et s'efforcent de leur venir en aide, remplissent un devoir de solidarité européenne".

Je me suis permis de rappeler ces paroles, par lesquelles je soulignais que notre pays donnait un sens précis et réel à sa politique de paix, parce qu'elles constituent autant de jalons sur la voie d'une détente nécessaire et de rapprochements naturels qui ne peuvent que contribuer à tran-

quilliser les esprits et l'état de choses dans l'Europe danubienne.

Je pense, évidemment, avant tout, aux éclaircissements qui étaient nécessaires entre nous et le Reich allemand dont la position, de plus en plus étendue sur le Danube, prenait, pour nous, une importance de plus en plus grande. L'entrée de l'Allemagne dans la Commission Européenne du Danube aux côtés des autres grandes Puissances: la France, la Grande Bretagne et l'Italie, et la conclusion de l'Accord économique, sur lequel je reviendrai, du reste, sont en bonne partie, les fruits d'une politique mûrement réfléchie et contribuent à une détente nécessaire.

Mais je songe aussi aux autres grandes Puissances auxquelles nous sommes liés par des sentiments anciens et fidèles, à la France, notre amie de toujours, à laquelle nous liera, dans quelques jours, consacrant tant de sentiments et de souvenirs communs, un Accord culturel; à l'Angleterre, dont l'autorité dans le monde garantit l'équilibre si nécessaire des forces; aux énergies jeunes et à l'essor créateur de l'Italie, vers laquelle se portent, sans répit, tant de sympathies roumaines.

Je songe aussi à notre voisine, la Russie Soviétique, avec laquelle nous entretenons, depuis de si longues années, des rapports de bon voisinage. Ne remplissons-nous pas un devoir d'ordre général, quand nous nous efforçons d'écarter de l'Europe Danubienne d'injustes malentendus, de dangereuses agitations, en y développant des rapports pacifiques et naturels? Et n'est-ce pas notre devoir de remplir cette mission avec le même zèle que nous mettons à suivre tous les efforts de détente ou d'entente entre les grandes Puissances, sur qui pèse la lourde charge de sauvegarder la civilisation européenne?

Nous avons parachevé cette politique d'éclaircissement par une action soutenue en vue de resserrer nos liens d'alliance.

A Belgrade, au cours de la visite que j'ai eu l'honneur de faire à M. Stoyadinovitch, alors Président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères, nous avons pu constater, avec nos voisins, que les rapports d'amitié et d'alliance entre la Roumanie et la Yougoslavie sont établis sur des bases solides et précises, que la disparition de la Petite Entente n'ont pas entamés.

L'accueil si amical que le Gouvernement po-

lonais a réservé, tout récemment, au Ministre roumain des Affaires Etrangères, nous a permis d'éclaircir certains problèmes communs entre la Pologne et nous, et d'établir un accord parfait entre les deux pays.

La Conférence Balkanique, enfin, a eu lieu à Bucarest, dans une atmosphère de chaleureuse amitié et nous a prouvé que l'entente qui nous lie aux Turcs, aux Grecs et aux Yougoslaves, est appelée à gagner, dans les circonstances actuelles, une importance de plus en plus grande.

Je me fais un agréable devoir d'insister sur le fait qu'au cours de la récente crise, les assurances d'amitié que nous avons échangées avec tous nos alliés, et plus particulièrement les sentiments de loyale et fidèle amitié qui nous ont été témoignés par le Gouvernement Turc, prouvent que l'Entente Balkanique peut constituer, en toutes circonstances, un appui solide pour les Etats qui la composent.

La visite que le Président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères de Bulgarie, a faite récemment à Ankara, a été une occasion favorable pour prouver que tous les Etats Balkani-

ques se rendent compte des intérêts communs qui les lient.

Le communiqué publié à l'issue de cette visite, a provoqué, dans notre pays aussi, l'intérêt le plus vif et le plus sympathique.

La crise qui s'est déclenchée en Europe Centrale, nous a trouvés, à la suite de cette action diplomatique, dans une situation consolidée: **les négociations économiques avec l'Allemagne étaient commencées, nos liens avec nos voisins alliés étaient renforcés, le danger d'une pression sur nos frontières avait fortement diminué.**

Il est évident que le Gouvernement a pris les mesures militaires nécessaires pour assurer la sécurité du pays au moment où, aux frontières de la Roumanie, se déroulaient des combats et étaient mobilisées des troupes. Ces mesures militaires, auxquelles les Roumains de tous les coins du pays ont répondu avec un admirable anthousiasme, ont prouvé d'une façon éclatante, que la politique de paix de la Roumanie n'est pas due à un sentiment de faiblesse, mais se base, en toute confiance, sur une force pleine de vie et de courage.

Sans nous laisser troubler par les évènements

et par les agitations qu'ils ont provoqués, nous avons pu, au plein de la crise internationale, poursuivre en toute tranquillité, notre action, en renforçant partout les positions de notre pays.

Il y a lieu de rappeler, à cette occasion, notre politique à l'égard de la mobilisation de l'armée magyare et de l'occupation de la Russie subcarpathique.

Je vous rappelle, Messieurs, que l'automne dernier, la Roumanie a rejeté la proposition qui lui fut faite, de consentir au détachement de la Russie subcarpathique de la Tchécoslovaquie. Par cette attitude, la Roumanie a tenu à prouver, jusqu'au bout, sa loyauté envers un allié. Elle voulait aussi garder une voie libre vers Prague et vers l'Occident.

L'arbitrage de Vienne, partageant l'ancienne région ruthène entre la Hongrie et l'Etat autonome de Russie ou Ukraine subcarpathique, a coupé, en trois endroits, la seule voie de communication qui parvenait jusqu'à nous. L'Etat autonome ne présentait plus pour nous, ni le sens d'un devoir politique, ni l'importance d'un lien de communication. Afin de prouver une attitude amicale envers la Pologne et compré-

hensive envers la Hongrie, qui désiraient une frontière commune, nous nous sommes désintéressés de ce problème. Et nous n'avons caché à personne ce désintéressement.

C'est pourquoi, après le démembrement de l'Etat Tchécoslovaque, lorsque les troupes magyares sont entrées en Russie subcarpathique, elles n'y sont pas entrées „**contre**" notre volonté.

Mieux encore: nous avons donné à nos voisins une autre preuve de bonne volonté. Nous n'avons pas donné suite aux propositions de M. Volochine et du Gouvernement d'Ukraine subcarpathique, qui désiraient une „fusion" avec la Roumanie, bien que ces propositions, venant des cercles compétents de Hust, eussent au moins, la même valeur que les appels que le gouvernement magyar déclare avoir reçus de la part du peuple ukrainien.

Nous avons voulu, de la sorte, en l'époque trouble que nous traversons, mettre clairement en évidence le principe qui se trouve à la base de notre politique: **„nous ne prenons rien de ce qui ne nous appartient pas, mais nous défendons et nous renforçons tout ce qui nous appartient".**

Voilà pourquoi nous avons pris toutes les

mesures nécessaires pour que nos troupes de couverture ne dépassent pas le territoire du pays, et pourquoi nous avons porté cette mesure à la connaissance du Gouvernement magyar, attirant en même temps, son attention sur les intérêts qui se rattachaient à notre frontière du Maramouresh.

Le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère hongrois des Affaires Etrangères, avec qui notre Ministre à Budapest a tenu contact pendant toute cette période, a remercié M. Bossy, à plusieurs reprises, pour notre attitude bienveillante et fut toujours courtois, évitant, comme il était naturel, de prendre à notre égard une attitude comminatoire que nous n'aurions, en aucun cas, pu admettre. Plus encore: M. le Sous-Secrétaire d'Etat a confirmé à notre Ministre que l'article paru dans le „Pester L'oyd" et la déclaration similaire faite au poste magyar de radiodiffusion, et qui annonçaient qu'après l'occupation de l'Ukraine subcarpathique, le Gouvernement magyar ferait une déclaration catégorique concernant le respect de toutes les frontières des Etats voisins, en tenant compte de leurs intérêts de frontière, représentaient bien les vues du

Gouvernement hongrois et que le Gouvernement de Budapest était en effet, décidé à faire une telle déclaration.

Notre étonnement fut donc grand quand nous apprîmes que, dans son discours devant la Commission des Affaires Etrangères, le comte Csaky, entre autres choses fort bonnes, a laissé entendre que l'attitude de la Roumanie n'a pu être réfrénée que grâce à son incomparable énergie...

Nous ne suivrons pas M. Csaky dans la voie d'un échange de paroles qui ne saurait convaincre ni effrayer personne. Nous poursuivons, à la frontière, le renforcement de la paix entre les peuples. L'opinion du Gouvernement dont j'ai l'honneur de faire partie, ainsi que mon opinion personnelle concernant la nécessité de bons rapports entre Roumains et Hongrois, sont connues de tout le monde. Nous avons la conviction d'avoir prouvé nos bonnes intentions au cours de ces journées de crise.

Il va de soi que nous poursuivons notre voie sans aucune faib'esse. Nos voisins ont traversé des jours d'agitation et de nervosité. Devant la mobilisation hongroise qui, à certains endroits, avait atteint même notre frontière, nous avons

dressé, calmes et fermes, le mur de nos troupes concentrées. Quand la Hongrie démobilisera, nous réduirons, dans une même mesure, nos dispositions militaires. Tout retrait de la frontière des troupes d'en face — et on m'a dit que de telles dislocations ont déjà commencé — sera suivi, chez nous, de mesures similaires. Nous n'élèverons aucune difficulté dans la voie d'une rapide entente, loyale et de bonne foi.

Tandis que se déroulaient ces évènements, les négociations pour un accord économique roumano-allemand ont pris fin.

M. le Président du Conseil a fait un exposé clair et détaillé de l'Accord signé il y a quelques jours. Je ne reviendrai donc pas sur le contenu de cet accord qui a été examiné de très près par de nombreux spécialistes compétents.

En ma qualité de Ministre des Affaires Etrangères, je me bornerai à rappeler les points suivants:

1. Par l'Accord conclu entre les délégués de S. M. le Roi de Roumanie et le Fuehrer-Chancelier, il est insisté sur **les buts pacifiques** des deux Etats. Une si catégorique déclaration ne peut que contribuer à l'éclaircissement et au ren-

forcement de la situation des pays de l'Europe danubienne. Elle contribuera, sans conteste, aussi, à calmer les esprits tout autour de nous.

Une collaboration économique, en vue de l'intensification des échanges par l'augmentation de la production exige du temps, une période de paix et de sécurité. Autrement, l'Accord ne peut être avantageux pour aucune des parties contractantes.

2. L'Accord tient compte de la nécessité pour la Roumanie de conserver et de développer ses relations économiques avec tous les autres Etats. Mieux encore: il facilite, à la Roumanie, l'augmentation du volume de ses échanges avec l'étranger.

En effet, liant l'augmentation du volume des échanges avec l'Allemagne d'une exploitation plus complète et plus rationnelle des ressources nationales et d'une augmentation de la production, le développement des rapports économiques roumano-allemands ne sera que la conséquence d'une augmentation du potentiel économique roumain et d'un relèvement du niveau de vie de la population. Or, le développement économique de la Roumanie contribuera tout natu-

rellement, à l'intensification des relations commerciales avec tous les pays. C'est pourquoi il est naturel que nous cherchions la possibilité de resserrer nos liens économiques avec d'autres pays. Nous sommes en voie de conclure un nouvel accord de Commerce avec la France. On nous a annoncé l'arrivée d'une Commission économique britanique. On poursuit, ainsi, la possibilité d'une collaboration que, conformément à notre politique de paix constructive, nous souhaitons aussi fructueuse que possible pour nous et pour tous ceux qui travaillent avec notre pays.

3. L'accord facilite, enfin, notre tâche, qui consiste à renforcer le pays. C'est le but le plus élevé que nous poursuivons. Nous le renforcerons par des armements, par des dotations techniques, par l'assainissement et le relèvement des classes paysannes. Loin de nous affaiblir, l'accord nous donnera la possibilité de nous défendre et de renforcer notre indépendance. Il va de soi que chacun de ces biens signifie du travail. Nous devrons payer en travail, l'armement, la dotation et le relèvement de notre peuple. C'est toujours par le travail que nous devrons défendre notre complète indépendance.

Le moment est venu, du reste, de comprendre que dans un monde profondément troublé, et où on lutte et travaille d'arrache pied, nous ne pouvons défendre, avec ou sans accord, les biens d'un pays étendu et riche comme le nôtre, que par un labeur sérieux et soutenu.

Que le grand mérite de cet Accord soit de nous avoir rappelé à la réalité, décidés à mettre au service du pays et d'un idéal d'indépendance pour lequel notre peuple lutte depuis des siècles, en dehors de nos vertus militaires, toute notre puissance de travail fécond et créateur, aussi.

Il est certain, Messieurs, qu'à la suite des faits dont je vous ai parlé, la situation s'est éclaircie. Aboutir à un tel éclaircisement fut le but de nos efforts.

Il est vrai que cette situation, que nous avons réussi à redresser par un travail soutenu, peut être, à tout moment, influencée par les évenements qui se déroulent dans le monde. Partout, le trouble existe encore dans les esprits et dans les coeurs. On ressent la nécessité d'un accord général sur des principes de morale et de vie internationale, sans lequel il ne peut y avoir ni

tranquillité, ni paix; sans lequel il ne peut plus y avoir de civilisation européenne.

Parmi ces principes, celui qui nous semble le plus important, est le respect dû à l'existence nationale libre de chaque peuple. Sans troubler personne, sans diriger ses pensées contre qui que ce soit, chaque peuple a le devoir d'éclaircir, envers lui-même, les conditions dans lesquelles il entend lutter pour son existence.

La Roumanie a prouvé, au cours des journées que nous avons traversées, qu'elle entend travailler pour la paix par des faits concrets, s'efforçant de resserrer sur des bases réelles, les rapports naturels entre les peuples. Elle a prouvé de même qu'elle est décidée à défendre, **les armes à la main,** ses frontières et son indépendance. Si jamais une atteinte était portée à ces biens, elle se battrait!

Elle poursuivra sa politique de courage réfléchi, conservant la foi, qu'en dépit des terribles épreuves que le monde subit de nos jours, la sagesse des dirigeants et le calme des peuples finiront par l'emporter.

DEPARTMENT OF STATE

DIVISION OF EUROPEAN AFFAIRS

May 9, 1939.

Summary of despatch no. 867 from Legation at Bucharest dated April 18, 1939.

Subject: Foreign Minister Gafencu's Travels

While in Turkey, it is reported that MM. Gafencu and Saraçoğlu agreed to do everything reasonably possible to bring Bulgaria into the Balkan Entente. Gafencu expressed Rumania's special gratitude to Turkey for her recent assurances regarding action against Bulgaria should the latter attack Rumania. The communiqué issued at the close of the conversations referred to the strengthening of the ties of the Balkan countries "in the spirit of the Pact at Salonika". This, of course, refers to the agreement whereby Bulgaria was permitted to rearm.

On his journey to Berlin M. Gafencu was accompanied by Herr Fabricius, German Minister in Bucharest. It is interesting to learn that Colonel Beck met the train at Cracow and journeyed with M. Gafencu from that city to the German border.

M. Gafencu had for some time hoped to establish personal contacts with other

Foreign

Foreign Ministers, and Mr. Gunther attaches no particular significance to the reasons for his visit to Berlin. Certainly there were topics of conversations of immediate concern to both countries, such as the new economic treaty and Germany's recent inclusion in the European Commission of the Danube.

PM

Eu:Coe:AMR.

LEGATION OF THE
UNITED STATES OF AMERICA
Bucharest, April 18, 1939.

No. 867.

Subject: Foreign Minister Gafencu's Visit to Istanbul and Berlin, and to other Western Capitals.

DIVISION OF EUROPEAN AFFAIRS
MAY 3 1939
DEPARTMENT OF STATE

RECEIVED
DEPARTMENT OF STATE
1939 MAY 2 PM 2 37

MID.
MAY 16 1939

ADVISER ON POLITICAL RELATIONS
MAY 11 1939
DEPARTMENT OF STATE

ASSISTANT SECRETARY OF STATE
MAY 15 1939

DEPARTMENT OF STATE
MAY 23 1939
DIVISION OF NEAR EASTERN AFFAIRS

The Honorable

The Secretary of State,

Washington.

Sir:

I have the honor to refer to my despatch No. 833 of April 5, 1939, in which I reported that Foreign Minister Grégoire Gafencu was planning a trip to Turkey and to certain capitals of Western Europe, including Berlin and possibly Rome, and to report that he left Bucharest, suddenly and unexpectedly, on the evening of April 7th and returned to Bucharest on the 10th after two days of conversations with Turkish Foreign Minister Saracioglu at Istanbul.

On April 6th it had been announced that Mr. Gafencu had accepted an invitation from Herr von

Ribbentrop

771.00/69
FILED
MAY 24 1939

Ribbentrop to visit Berlin on April 18th and 19th, so it did not seem unnatural that he should wish before those dates to obtain the immediate views of Turkey, both as a fellow member of the Balkan Entente and as the "keeper of the Straits". It is reported that, in addition to affirming continued solidarity and harmony of views, the two Foreign Ministers agreed to do everything reasonably possible to bring Bulgaria into the Balkan Entente. I understand, too, that Mr. Gafencu took occasion to express Rumania's special gratitude to Turkey for having given assurance during the recent crisis that she would immediately attack Bulgaria in case that country made any move of aggression on Rumanian territory.

The communiqué issued at the close of the conversations was in the following terms (translation):

> "The Ministers of Foreign Affairs of Turkey and Rumania, Messrs. Saracioglu and Gr. Gafencu, profited by their meeting at Istanbul by examining in the light of recent events the common and solid interests of their countries within the framework of the Balkan Entente.
>
> "The two Ministers are agreed that the pacific and firm policy of the Balkan Entente has as its objective the strengthening of the security and independence of the friendly and allied peoples and the strengthening of their ties with neighboring peoples in the spirit of the Pact at Salonika and that this policy must be conducted with decision."

After the reading of the communiqué Mr. Gafencu gave the following statement to the press (translation):

> "You saw the communiqué. I have nothing to add. As I said to an American

colleague

colleague of yours, no negotiations took place between the Turkish Minister of Foreign Affairs and the undersigned. He who says negotiation means an effort toward a gradual rapprochement of divergent interests, or at least those which do not harmonize. We have never had occasion to note between ourselves such divergencies.

"Whenever I have a meeting with my eminent colleague, Mr. Saracioglu, I do so to inform myself, to consult and to note that the accord between us is perfect, as far as our thoughts and sentiments are concerned. And we seal this understanding by a vigorous hand shake. I can assure you that this time, too, the hand shake was especially vigorous."

Mr. Gafencu left Bucharest for Berlin on April 16th, accompanied by the German Minister (Fabricius) and a small suite of Foreign Office personnel. According to news despatches, Colonel Beck met the train at Cracow and traveled with him as far as Katovice, which afforded the Foreign Ministers of the two allied countries an opportune occasion to compare notes in the light of recent events. Mr. Gafencu is to be in Berlin today and tomorrow and to proceed to Brussels the following day. It is expected that from there he will go on to London and then stop at Paris, and possibly Rome, on his return trip.

Nothing definite is known here as to any particular subjects that will be introduced into the discussions at Berlin. As previously reported, Mr. Gafencu has for some weeks cherished the desire to establish personal contact with his opposite numbers in the western capitals, and the fact of Germany's new position in European affairs, plus Germany's recent inclusion in the

European

European Commission of the Danube (despatch No. 786 of March 4, 1939) and the conclusion of the German-Rumanian economic treaty (reported in various telegrams and despatches), should provide an ample range of topics of conversation which are of immediate concern to both countries.

One report that has come persistently to my attention is to the effect that the coincidence of Mr. Gafencu's presence in Berlin with that of the attendance of an important Bulgarian delegation at Hitler's birthday celebration will be utilized to bring about tentative pourparlers exploring the possibilities of a Bulgaro-Rumanian rapprochement. It is similarly reported that the question of a rapprochement with Hungary may likewise be discussed.

It will be particularly noted that Mr. Gafencu's visit in Berlin falls on the 18th and 19th, today and tomorrow, whereas the celebration of Hitler's birthday, to which many countries are sending delegations, takes place on the 20th. Many observers consider, and I am inclined to agree, that Mr. Gafencu has purposely fixed the date of his visit to Brussels in order that he may have a prepared and adequate reason for his not remaining to take part in those celebrations. A Rumanian delegation will attend the festivities on the 20th, however, and is composed as follows:

Dr. Alexander Vaida Voevod, Royal Councilor, former premier and head of the "Rumanian Front" party,

George Bratianu, formerly leader of the Dissident Liberals,

Mr.

Mr. Théophile Sidorovici, Commander of the youth organization "Strajeri Tarii",

Prof. Victor Valcovici, Secretary General of the National Renaissance Front,

General Victor Dombrowski, Mayor of the Municipality of Bucharest.

A few days ago Mrs. Gafencu took occasion to remark facetiously to me that her "husband has no intention of being mixed up with these four prisoners of war".

During Mr. Gafencu's absence Prime Minister Calinescu will serve as Acting Minister of Foreign Affairs.

Respectfully yours,

Franklin Mott Gunther

Franklin Mott Gunther.

710
Cr. 030
t.

CKH:EMS

Copies to Paris, Berlin, Istanbul, Budapest, Sofia.

EU
RAD

LEGATION OF THE
UNITED STATES OF AMERICA

No. 883. Bucharest, May 2, 1939.

Subject: Foreign Minister Gafencu's Tour of the Western Capitals.

DIVISION OF EUROPEAN AFFAIRS
MAY 22 1939
DEPARTMENT OF STATE

File Cop

RECEIVED
DEPARTMENT OF STATE
1939 MAY 16 PM 1 26
DIVISION OF COMMUNICATIONS AND RECORDS

ADVISER ON POLITICAL RELATIONS
MR. DUNN
JUN 6 1939
DEPARTMENT OF STATE

771.00/70

771.00
740.02

DEPARTMENT OF STATE
ASSISTANT SECRETARY

The Honorable

The Secretary of State,

Washington.

Sir:

771.00/69

I have the honor to refer to my despatch No. 867 of April 18, 1939 on the above subject, I have the honor to state that news despatches and other reports reaching Bucharest indicate that Foreign Minister Gafencu's tour of the Western capitals, now drawing to a close, has been everywhere well received and, in addition to constituting a considerable success for him personally, has satisfactorily fulfilled his desires to establish valuable personal contacts and to gather comprehensive information pertinent to the present international situation. Having visited Berlin, Brussels, London

and

and Paris according to program, he is now in Rome, and I understand that he will stop in Belgrade for two days on his return trip to Bucharest.

Mr. Gafencu undertook the trip avowedly for purposes of information rather than of negotiation, and so far as I have learned here no concrete or striking developments were attempted or realized. Visits, receptions, ceremonies and functions have been assiduously reported from all the capitals visited, and much stress has been laid on the cordiality and frankness marking the Foreign Minister's conversations with the various statesmen. Youthful and prepossessing in appearance and personality, Mr. Gafencu is a man of definite charm and of undoubted sincerity and ability. He has not recently been in good health and his doctor urged him not to undertake such a pretentious program of travel and work at present, but, in spite of serious liver trouble, he insisted on going ahead.

Perhaps the greatest interest attaches to the first stage, his visit to Berlin, on April 18th and 19th, because of the delicacy of the relations between Rumania and Germany. In the reports reaching here, there was persistent mention of two interesting points, namely, that Reich statesmen had indicated great satisfaction over the treatment accorded the German minority in Rumania and that assurances were given that Germany was not disposed to support territorial pretensions of other countries at the expense of Rumania. Other reports stated that Germany had intimated her intention not to intervene in case of a localized

conflict in the Balkans.

At Brussels, where Mr. Gafencu spent April 21st and 22nd, there were naturally no critical subjects for discussion and reports coming from that capital contained little beyond expressions of friendship and good will. While there, Mr. Gafencu gave the Belga News Agency a rather lengthy statement, a translation of
1/ which I am enclosing herewith.

Justas in Berlin the recent German-Rumanian commercial treaty offered a rather special background for the discussions, so in London (April 23-25) the various aspects of the still more recent British (and French) guarantee to Rumania (and Greece) naturally added interest to the talks. At the conclusion of the visit, the following communiqué was issued (translation):

741.71

> "The visit to London of the Minister for Foreign Affairs of Rumania has offered a welcome occasion for an exchange of views between Mr. Grigore Gafencu and the Prime Minister and the Minister for Foreign Affairs of Great Britain.
>
> "On both sides the conversations have been characterized by the most complete sincerity and cordiality. They permitted the putting into evidence of the general community of views which exists between the two Governments on the subject of the present problems."

A leading article in the London TIMES of April 27th deals with Mr. Gafencu's activities in London and is taken in many quarters as constituting an authorized summary of the significant aspects of his visit. A
2/ copy of the full text of the article is enclosed herewith.

From the Foreign Minister's sojourn in Paris little has come to my attention beyond an abundance of the

compliments

compliments and expressions of friendship which always flow so freely between France and Rumania when occasion offers. I am enclosing as of possible interest, however, a translation of a statement which Mr. Gafencu gave to LE FIGARO, since a news telegram from Paris states that it serves as the theme for almost all commentaries in the French press.

I trust I shall see the Foreign Minister soon after his return to Bucharest, in which case I shall be in a position to give a further account of the results of his trip.

Respectfully yours,

Franklin Mott Gunther.

Franklin Mott Gunther.

Enclosures:

1- Translation of statement of Mr. Gafencu to Belga News Agency.

2- Copy of article from London TIMES of of April 27th.

3- Translation of statement of Mr. Gafencu to LE FIGARO.

710.
030.
t.

CKH:EMS

Copies to Paris, London.

Enclosure No. 1 to Despatch No. 883 of May 2, 1939 from American Legation at Bucharest, Rumania

FOREIGN MINISTER GAFENCU'S STATEMENT TO THE BELGA NEWS AGENCY

Translated from TIMPUL, April 24, 1939

"I am happy to find myself at Brussels and I bring the greeting of the Rumanian people to the Belgian nation to which we are bound by very old and affectionate memories.

"It has been particularly agreeable for me to be able to present, this morning, my respectful homage to His Majesty the King.

"It is a new common tie between our countries to have on the Throne two courageous and wise Sovereigns, whose prestige has passed well beyond the national frontiers. It is to them that we owe, beyond the shadow of a doubt, the loyal and firm policy of peace which we are following and which is considered everywhere with interest, confidence and understanding.

"I am also grateful to Mr. Pierlot, Prime Minister and Minister of Foreign Affairs, and to Mr. Sap, Minister of Economy, who gave me such a kind reception and whom I had the pleasure of assuring the cordial sentiments of my Government.

"I consider that, although situated at the two extremities of Europe, our countries are applying a policy whose points of analogy have often become truly identical within the framework of the same efforts of independence and peace. I am also convinced that Belgo-Rumanian economic relations will be still closer in the near future and that the volume of commercial exchange will continually increase. We wish, however, to develop economic relations with all countries to which we are bound by complementary interests. We believe, indeed, that the best foundation of peace today resides in the organization, by common effort, of the economic life of peoples, having in mind their level of production, commercial exchanges and labor: this is a duty of European solidarity.

"I recall that His Majesty King Leopold always favored with his high authority the idea that only an accord well studied and well established among the economies of the different countries could revive the security and the confidence which we all need so much today.

"It is possible that in the near future the small and medium-sized states of Europe will have an important role to play in the maintenance of peace.

"They will be able---in these disturbing times when there is talk, so often and so unjustly, of aggressive encirclement and war, which no one desires or pursues---

they

they will be able, I repeat, to organize and practice the only encirclement which can be conceived today, peaceful encirclement of hostile currents which clash in Europe. To these states falls the mission of clearly wording this European language, concerning which there has already been some question and whose syntax has not yet been established, as well as harmony of verbs. Such a language could not but give expression today--- I am perfectly convinced---to unanimous hostility of the nations against war.

"Let us recall the words of Vauvenargues: 'Vice foments war and virtue combats it.'

"With the means of destruction today, when virtue is combatted, no one will be able to profit from a Europe in ruins."

Asked regarding his impression of his trip to Germany, Gafencu stressed the perfect courtesy of the reception given him at Berlin.

"I believe," he said, "that the conversations which I had have contributed in clarifying the relations between Germany and Rumania.

"I am happy that this trip brings me soon to London, Paris and Rome, where I shall visit eminent statesmen who preside over the politics of these countries, always friends of Rumania."

Mr. Gafencu pointed out on his departure that this interview was the only one he had granted since his departure from Bucharest.

Copy of Article in "The Times" of London, April 27, 1939.

Enclosure No. 2 to Despatch No. 883 of May 2, 1939 from American Legation at Bucharest, Rumania

GREAT BRITAIN AND RUMANIA

The Foreign Minister of Rumania, M. Gafencu, left London yesterday after a visit which has fulfilled its purpose. A new man in Bucharest found himself in office in new circumstances; and it has been invaluable both from his point of view and from ours that he should have spent the best part of three days holding conversations with leading personalities in London in the worlds of politics and of trade. Nor is the value of the visit lessened by the fact that he came here by way of Brussels after a long talk with Herr Hitler in Berlin, and that he has gone on from London to Paris. In his many contacts M. Gafencu has impressed his personality on all as typical of the young and virile new Rumania which is growing up with an enhanced sense of self-confidence and a determination to play a part in the affairs of Europe commensurate with its enlarged frontiers and its growing forces of organized production.

There was no question of negotiating details during the Foreign Minister's brief visit. In respect of politics they are in the hands of the capable Rumanian envoy who remains in London, and in respect of economic affairs they are being dealt with at this moment by the British Trade Mission under Sir Frederick Leith-Ross in Bucharest. Meanwhile the contacts of M. Gafencu with Mr. Chamberlain and Lord Halifax have established complete identity of views as to the paramount necessity of maintaining against all threats the national independence of Rumania and her freedom to negotiate, both politically and economically, with all countries on equal terms. It is fundamental in a Europe as conceived by Great Britain, Rumania, and all like-minded nations, that every organized State should be the sovereign master of its own political and economic destinies. Great Britain, in the several pledges already given to Poland, Greece, and Rumania—— and in all probability to be extended to others——has made herself, in fact, as she always has been in theory, the champion of this principle. The new practical obligations thus assumed must inevitably influence the commercial as well as the political relations of herself with the connected nations. Most of them——Rumania certainly—— require arms and equipment to defend the principle and the policy which have been commonly adopted. In making trade arrangements to correspond to the new conditions it is essential that Great Britain and France——our chief associate in this policy——should, to the very utmost of their capacity, meet the needs of nations less well equipped industrially than themselves.

No one denies the natural tendency of German trade and industry to extend southeastwards along the Danube valley to the borders of the Black Sea and the Aegean. Rumania does not deny it and does not object to it. She

has

has recently concluded a commercial agreement with the Reich, and its provisions may be enlarged. She only fears and resists economic penetration when it appears to connote economic domination and to pave the way for political domination. In Germany, where so much is heard of the harshness of the comparatively mild Treaty of Versailles, little is ever said of the far harsher Treaties of Brest Litovsk and Bucharest which were imposed in 1918 respectively upon Soviet Russia and Rumania. In Rumania the Treaty of Bucharest is still remembered with bitterness, abhorrence, and humiliation. The country is firmly resolved——and now, as then, she has allies to support her resolve——that she will never again become the vassal of the Reich which she was during the period between the signing of the Treaty in May, 1918, and the final victory of the Entente Powers at the end of the same year.

Enclosure No. 3 to Despatch No. 883 of May 2, 1939 from American Legation at Bucharest, Rumania

FOREIGN MINISTER GAFENCU'S STATEMENT TO "LE FIGARO"

Translated from Le Moment, dated April 29, 1939

I have set forth to Lord Halifax, openly and sincerely, the pacific policy of Rumania, who, faithful to her old friendships, wishes to extend the sphere of her economic collaboration to all countries which present for her complementary economic interests. At the same time, Rumania supports in a most active manner the efforts of Europe to consolidate peace.

This pacific policy, which I have expressed in exactly the same terms to the German leaders, permits me to suppose that, in spite of the difficulties which Europe is traversing today, there are always certain initiatives, certain political activities, which always bring forth the same echo.

DEPARTMENT OF STATE

DIVISION OF EUROPEAN AFFAIRS

June 10, 1939.

Summary of despatch No. 894 from Legation at Bucharest dated May 15, 1939.

Subject: M. Gafencu's Western Tour

During the Hitler-Gafencu conversations Hitler talked for 70 minutes and Gafencu for a bare 10. Mr. Gunther asked M. Gafencu if he were satisfied, using the French word "content", with his conversations in Berlin to which the Foreign Minister replied somewhat wryly "Content - C'est beaucoup dire."

To With respect to the visit of M. Potemkin Bucharest, Mr. Gunther has learned that the Rumanian Foreign Minister described Rumania's reluctance to enter into any commitments with Russia as fear of compromising the Rumanian policy of not provoking Germany. One concrete result of the Gafencu-Potemkin talks was an assurance given by the latter that the U.S.S.R. would name a minister to Bucharest, a post which has been vacant for over a year.

Eu:Coe:AMR.

NO RECORD OF PREVIOUS

PREVIOUS ATTACHED

PREVIOUS TALLIED EU 5-17-39

PREVIOUS CHARGED .....

PREVIOUS INDEXED UNDER 771.00/20

LEGATION OF THE
UNITED STATES OF AMERICA

No. 894. Bucharest, May 15, 1939.

Subject: Activities of Foreign Minister Gafencu.

RECEIVED
DEPARTMENT OF STATE
1939 MAY 31 PM 3 20
DIVISION OF
COMMUNICATIONS
AND RECORDS

Distribution Instructions
for
MID in Confidence
JUN 21 1939

ADVISER ON POLITICAL RELATIONS
MR. DUNN
JUN 19 1939
DEPARTMENT OF STATE

STRICTLY CONFIDENTIAL

DEPARTMENT OF STATE
JUN 23 1939
DIVISION OF
NEAR EASTERN AFFAIRS

DEPARTMENT OF STATE
ASSISTANT SECRETARY

771.00/71

The Honorable

The Secretary of State,

Washington.

Sir:

Referring to my despatch No. 883 of May 2, 1939, regarding Foreign Minister Gafencu's tour of the western capitals, I have the honor to report that he arrived in Bucharest on May 6th, having stopped off at Belgrade for a day on the journey from Rome.

Mr. Gafencu's tour retained its "informative" character to the end and I have no reason to believe that he engaged in any particular negotiations with Yugoslav officials, whereas it was in no way unnatural that he should wish to compare notes at the end of his visit to the various capitals and to seek renewed assurances of Yugoslavia's loyalty to the Balkan Entente in view of

that

that country's changing situation vis-à-vis the Axis powers. I was interested to note his remark to the press at Lubliana to the effect that he felt he could say that "there is not a statesman in Europe who wants war". The communiqué issued at the close of his conversations in Belgrade is quoted here as a matter of record:

> "On the occasion of the visit of His Excellency Mr. Gr. Gafencu, Minister for Foreign Affairs of the Kingdom of Rumania, made to the Minister for Foreign Affairs of the Kingdom of Yugoslavia, His Excellency Mr. Alexandru Tzintzar Markovici, at Belgrade on May 5, 1939, the two Ministers proceeded to an exchange of views on the questions which interest the two friendly and allied countries and especially concerning the conversations which the two Ministers for Foreign Affairs have had recently with the leading personalities of the Great Powers and of the other European States.
>
> "Messrs. Gr. Gafencu and Al. Tzintzar Markovici have been able to note that the policy of peace which Rumania, Yugoslavia and their friends and allies pursue, in a spirit of perfect collaboration, is fittingly appreciated and that it meets the full understanding of all the powers."

I had learned from the Secretary General of the Ministry of Foreign Affairs (Cretzianu) that when in Berlin Mr. Gafencu had been received by Chancellor Hitler and was held in conversation for an hour and twenty minutes----Hitler talking an hour and ten minutes and Gafencu a bare ten. When I saw the Foreign Minister a few days ago I took occasion to ask him if he was satisfied----using the French word content----with his conversations in Berlin, to which he replied, somewhat wryly, that "'Content' - C'est beaucoup dire." He allowed me to feel, however, that he had no unpleasant surprises

in

in Berlin and that his talks there had been as satisfactory and agreeable as could have been expected.

Mr. Gafencu reached Bucharest just in time to receive and entertain at luncheon the Soviet Assistant People's Commissar for Foreign Affairs, Mr. Potemkin, who stopped here on his return trip to Moscow from Ankara. After luncheon the two statesmen had an hour or two alone, certainly not enough time for any extensive negotiations, although the problem of Rumanian relations with Russia is of growing importance in view of the new system of guarantees now springing up and of the Russian desire to formulate a Black Sea Pact which would include Russia, Turkey, Rumania and, if possible, Bulgaria. As stated in my telegram No. 106 of May 12, 7 p.m., I understand that Mr. Gafencu was able to explain Rumania's reluctance to enter into any commitments with Russia for fear of compromising the Rumanian policy of not provoking Germany and because of the advantages accruing from Rumania's and Poland's position as buffer states between Germany and Russia. Another reason for such reluctance, probably not mentioned to Mr. Potemkin, might be found in the difficulty of swinging Rumanian public opinion to the point of accepting any closer relations with Russia. The talks generated certain rumors, sent abroad in press despatches by several correspondents, to the effect that Mr. Potemkin had offered Rumania a guarantee of independence similar to that already given by Great Britain, but I have gained no confirmation on this

point

point and am inclined to doubt that such a proposal received any other than cursory consideration.

One concrete result of the Gafencu-Potemkin talks was an assurance given by the latter that the Soviet Government would name a Minister to Bucharest, a thing which Mr. Gafencu has desired for some time. This post has been vacant ever since Mr. Ostrovsky was withdrawn over a year ago as a means of expressing disapproval of the Goga regime, and in the present circumstances the appointment of a Minister to head the Soviet representation here would seem to be in every way desirable.

Mr. Gafencu's visit to Ankara is scheduled to take place in June. It has been announced for the second half of June, but some opinion inclines to the likelihood that in view of recent developments he may decide to go much earlier.

Respectfully yours,

Franklin Mott Gunther.

Franklin Mott Gunther.

030.
Cr. 710.
t.

CKH:EMS

Copies to Paris, Berlin, London, Belgrade, Ankara.

LEGATION OF THE
UNITED STATES OF AMERICA

No. 929 Bucharest, June 12, 1939.

Subject: Transmitting Texts of International Acts to which Rumania is a Party.

OFFICE OF THE ADVISER ON INTERNATIONAL ECONOMIC AFFAIRS
JUL - 8 1939
DEPARTMENT OF STATE

DIVISION OF EUROPEAN AFFAIRS
DEPARTMENT OF STATE

771.00/72

RECEIVED
DEPARTMENT OF STATE
JUN 27 PM 4 08
1939
DIVISION OF COMMUNICATIONS AND RECORDS

TREATY DIVISION
JUN 29 1939
DEPARTMENT OF STATE

DEPARTMENT OF STATE
DIVISION OF COMMUNICATIONS AND RECORDS
PUBLICATIONS SECTION
JUN 28 1939

For the Attention of the Treaty Division.

The Honorable

The Secretary of State,

Washington.

Sir:

1/ I have the honor to transmit herewith two copies of the Monitorul Oficial No. 126 of June 3, 1939, in which are published, in the French and Rumanian languages, the following:

1) General Accord concerning the Regulation of Reciprocal Railway Communications between the Kingdom of Rumania and the Kingdom of Yugoslavia, signed at Belgrade December 23, 1938. By Decree Law No. 2264 dated June 2, 1939, the Government is authorized to ratify and put this accord into effect.

The

The accord provides for the exchange of ratifications to take place at Bucharest as soon as possible and goes into effect on the thirtieth day thereafter. It remains in force indefinitely, or until one of the contracting parties requests denunciation with an advance notice of six months.

2) The International Act concerning Intellectual Cooperation signed by forty-five countries at Paris on December 3, 1938. By Decree Law No. 2265 dated June 2, 1939, the Government is authorized to ratify and carry it into execution.

Respectfully yours,

For the Minister:

Frederick P. Hibbard

Frederick P. Hibbard,
Secretary of Legation.

Enclosures:
1. Two copies of Monitorul Ofical No. 126 of June 3, 1939, Part I.

Enclosure No. 1 to Despatch No. 929 of June 12, 1939 from American Legation at Bucharest, Rumania

Anul CVII — Nr. 126. **10** LEI EXEMPLARUL Sâmbătă 3 Iunie 1939.

REGATUL ROMANIEI

MONITORUL OFICIAL

PARTEA I-a

LEGI, DECRETE

JURNALE ALE CONSILIULUI DE MINIŞTRI, DECIZIUNI MINISTERIALE, COMUNICATE, ANUNŢURI JUDICIARE (DE INTERES GENERAL).

ABONAMENTE ÎN LEI	PARTEA I-a sau a II-a				Desbaterile parlament.
	1 an	6 luni	3 luni	1 lună	sesiune
ÎN ŢARĂ:					
Particulari	1.800	900	459	150	1.200
Autorităţi de Stat, judeţ şi comune urbane	1.500	750	375	—	1.200
Autorităţi comunale rurale	1.000	500	250	—	1.200
ÎN STRĂINĂTATE	4.000	—	—	—	2.400
Un exemplar din anul curent lei	10 part. I-a		15 part. II-a		10
„ „ „ anii trecuţi „	30				20

Abonamentul la partea III-a (Desbaterile parlamentare) pentru sesiunile prelungite sau extraordinare se socoteşte 200 lei lunar (minimum 1 lună).

Abonamentele şi publicaţiile pentru autorităţi şi particulari se plătesc anticipat. Ele vor fi însoţite de o adresă din partea autorităţilor şi de o cerere timbrată din partea particularilor.

Instituţia nu garantează transportul ziarului.

Pentru trimiterea chitanţelor sau a ziarului şi pentru cereri de lămuriri, petiţionarii vor trimite în plus suma de 10 lei spese de birou şi porto simplu.

LAMURIRI: Toate publicaţiile se măsoară cu liniametrul corp 10. Linia M. O. se socoteşte aproximativ 6 cuvinte. Rândurile necomplete se calculează ca linii întregi.

PUBLICAŢII ÎN LEI	Inserţia	LINIA M. O.
JURNALELE CONSILIULUI DE MINIŞTRI		
Pentru acordarea avantajelor legii pentru încurajarea industriei la industriaşi şi fabricanţi	3.000	—
Idem, la meseriaşi şi mori tărăneşti	700	—
Schimbări de nume încetăţeniri	1.000	—
CITAŢIILE		
Curţilor de Casaţie, de Conturi, de Apel şi Tribunalelor	300	—
Judecătoriilor	150	—
PUBLICAŢIILE PENTRU AMENAJAMENTE DE PĂDURI		
Păduri între 0— 10 ha.	100	—
„ „ 10,01— 20 „	200	—
„ „ 20,01— 100 „	300	—
„ „ 100,01— 200 „	1.000	—
„ „ 200,01— 500 „	1.500	—
„ „ 500,01—1000 „	2.000	—
„ peste 1000	3.000	—
PUBLICAŢII DIVERSE		
Pentru brevete de invenţiuni	70	—
„ schimbări de nume	150	—
„ libera practică profesională	300	—
„ pierderi de acte	100	—
Diferite pentru autorităţi	—	15
„ particulari	—	17
Comerciale, bilanţuri, tabele, citaţii de hotărnicie	—	25

Publicaţiile primite până la ora 10 dimineaţa se inserează în Monitorul Oficial din a treia zi

Toată corespondenţa se va trimite pe adresa: Monitorul Oficial, Bucureşti I. — Bulevardul Elisabeta, 29

Telegrame: MONITOFICIAL = Telefon 5—1820, 5—1828, 5—1829 = Cont C. E. C. 201

SUMAR:

Nr. publicaţiei		Pagina
	Decrete Regale	3480—3522
	Ministerul de Interne	*3480—3485*
2.254.	— Lege pentru organizarea jandarmeriei	3480—3485
	Ministerul Sănătăţii şi Asistenţei Sociale	*3485*
2.244.	— Mişcare în Corpul tehnic sanitar	3485
	Ministerul Economiei Naţionale	*3485*
2.266.	— Exportul cailor	3485
	Ministerul Regal al Afacerilor Străine	*3486—3522*
2.264, 2.265.	— Ratificări de convenţii	3486—3522
	Jurnale ale Consiliului de Miniştri	3522
	Ministerul Regal al Afacerilor Străine	*3522*
	Rectificare	3522
	Deciziuni Ministeriale	3522—3525
	Ministerul de Interne	*3522*
9.979 A.	— Fixare de domiciliu obligator	3522
	Ministerul Educaţiunii Naţionale	*3523*
95.337.	— Denumire de şcoală	3523
27.116.	— Punere în retragere	3523
	Ministerul Agriculturii şi Domeniilor	*3523*
131.197.	— Delegaţiune	3523
131.193, 134.165.	— Detaşări	3523
	Ministerul Apărării Naţionale	*3523—3525*
911.	— Delegaţiuni	3523—3525
785.	— Retragere din şcoală	3525
	Ministerul Înzestrării Armatei	*3525*
24.	— Modificare de deciziuni	3525
	Ministerul Economiei Naţionale	*3525*
22.246.	— Prelungirea termenului înlăuntrul căruia se prohibeşte importul tuturor maşinilor destinate unor fabrici de aparate optice, în afară de cele necesare S. A. „Industria Optică Română“	3525
	Deciziuni şi Comunicate ale Instituţiilor Publice Autonome	3526
	Loteria de Stat pe clase	*3526*
	Comunicate şi Circulări Ministeriale	3527—3533
	Preşedinţia Consiliului de Miniştri	*3527—3532*
	Straja Ţării, legea ei organică	3527—3532
	Ministerul Educaţiunii Naţionale	*3533*
	Infiinţări de posturi	3533
	Ministerul de Finanţe	*3533*
	Tablou de firme înscrise pe lista răilor furnisori ai Statului	3533
	Anunţuri Judiciare	3533
	Cereri de schimbare de nume	*3533*
	Cereri de naturalizare	*3533*
	Ordonanţe judecătoreşti	*3533*
	Mandate judecătoreşti	*3533*
	Cota oficială a cerealelor	*3533*
	Sumarul părţii a II-a	3534

DECRETE REGALE

MINISTERUL DE INTERNE

CAROL al II-lea,

Prin graţia lui Dumnezeu şi voinţa naţională, Rege al Românieĭ,

La toţi de faţă şi viitori, sănătate :

Asupra raportului preşedintelui Consiliului Nostru de Miniştri şi miniştrilor Noştri secretari de Stat la Departamentul Internelor, Apărării Naţionale şi Justiţiei cu Nr. 10.534 din 30 Mai 1939;

Având în vedere jurnalul Consiliului Nostru de Miniştri Nr. 1.561 din 31 Mai 1939 ;

Având în vedere avizul Consiliului Legislativ Nr. 282 din 5 Mai 1939 ;

Pe temeiul art. 46 şi 98 din Constituţiune,

Am decretat şi decretăm :

LEGE PENTRU ORGANIZAREA JANDARMERIEI

Şeful secţiei va avea la reşedinţa sa jandarmii necesari pentru organizarea de patrule călări sau pe biciclete, motociclete, etc.

Acolo unde nevoile de poliţie impun, două sau mai multe secţii de jandarmi se pot grupa într'un sector de jandarmi comandat de un ofiţer inferior.

Formaţiunile teritoriale, din cuprinsul unui judeţ, formează o legiune de jandarmi comandată de un ofiţer superior, care va dispune de ofiţerii şi jandarmii necesari pentru serviciul la reşedinţă şi organizarea unei unităţi de rezervă, precum şi pentru înlocuirea eventualelor lipsuri dela teritoriu.

Legiunile de jandarmi din cuprinsul unui Ţinut formează un regiment de jandarmi comandat de un colonel sau locot.-colonel, care va dispune de ofiţerii şi jandarmii necesari pentru funcţionarea serviciului la reşedinţă şi pentru inspecţii şi control.

Art. 7. — Formaţiunile mobile şi speciale sunt formate din unităţi, dislocate pe terîteriu, conform nevoilor operative po-

cadrele active ale armatei, fiind consideraţi combatanţi şi înscrişi deosebit în anuarul armatei.

Art. 15. — Ofiţerii de intendenţă şi administraţie, precum şi ofiţerii tehnici, medicii umani, veterinari şi farmacişti, necesari jandarmeriei, se vor da de Ministerul Apărării Naţionale, la cererea Corpului de Jandarmi.

La caz de nevoie se pot angaja diurnişti civili.

B. *Recrutarea subofiţerilor*

Art. 16. — Jandarmii subofiţeri se recrutează numai dintre absolvenţii şcoalei subofiţeri de jandarmi.

Pentru a fi admişi în şcoala subofiţerilor de jandarmi candidaţii trebue să îndeplinească condiţiunile prevăzute în legea asupra corpului subofiţerilor în armată şi în plus:

Să fie de origină etnică română;

Să aibă talia de minimum 1.65 m.

Art. 17. — Jandarmii subofiţeri vor fi confirmaţi definitiv în jandarmerie, prin Decizie Ministerială, pe baza propunerilor ierarhice, după un stagiu obligatoriu de doi ani la postul de jandarmi.

Jandarmii subofiţeri confirmaţi vor fi înscrişi în anuarul [illegible]

[illegible]

[illegible]

[

armatei, cu care ocazie se va ţine seamă de serviciul lor de specialitate, precum şi de întrebuinţarea jandarmeriei în timp de război.

Pentru ca un general de brigadă să poată fi înaintat la gradul de general de divizie trebue să fi trecut cu succes la o călătorie de comandament probele de capacitate pentru funcţiunea de mare pretor, verificate apoi prin exercitarea acestei funcţiuni la o manevră regală şi să fi îndeplinit cel puţin un an funcţiunea de comandant al corpului de jandarmi, sau să fi fost numit prin D. M. şi să fi îndeplinit funcţiunea de ajutor al comandantului corpului de jandarmi cel puţin doi ani.

Art. 31. — Inaintarea jandarmilor subofiţeri se face de comandantul corpului de jandarmi, în limita vacanţelor bugetare şi pe baza propunerilor şefilor ierarhici, cu îndeplinirea următoarelor condiţiuni:

Pentru a fi înaintat plotonier subofiţerul instructor trebue să fi absolvit şcoala de ofiţeri de poliţie şi să aibă patru ani vechime, dintre care doi ani cel puţin ca şef de patrulă la un post, sau un an ca şef de patrulă şi un an în centrul de instrucţie la ploton de instrucţie.

Pentru a fi înaintat plotonier major plotonierul trebue să fi absolvit şcoala de şefi de secţie şi să aibă vechimea de patru ani, dintre care cel puţin trei ani ca şef de post, sau cel puţin doi ani şef de post şi un an încheetor la ploton de instrucţie, sau cel puţin doi ani ca încheetor de ploton la un centru de instrucţie şi un an şef de post.

Pentru a fi înaintat plotonier major adjutant plotonierul major trebuie să aibă cel puţin trei ani vechime în grad şi să fi îndeplinit timp de doi ani funcţia de şef de secţie.

Subofiţerii de orice grad, folosiţi în serviciul de agenţi informatori, li se consideră ca stagiu la teritoriu, numai pentru un singur grad, timpul servit ca agent informator.

CAPITOLUL V

Mutări

Art. 32. — Mutările de ofiţeri şi subofiţeri vor avea la bază principiul stabilităţii şi se vor face:

a) Prin înaintare;

b) La cerere;

c) In interes de serviciu;

d) Disciplinar.

Art. 33. — Mutările ofiţerilor se fac prin decret regal de către Ministerul de Interne, după propunerea comandantului corpului de jandarmi.

Art. 34. — Mutările jandarmilor în termen se fac de comandantul de regiment pentru formaţiunile din unitatea sa.

Mutarea subofiţerilor şi funcţionarilor civili se face de comandantul corpului de jandarmi, pe baza propunerilor şefilor ierarhici, iar repartiţia locurilor se face pe baza principiului selecţiunii.

In principiu mutările se fac odată pe an, afară de mutările disciplinare care se fac în tot cursul anului.

CAPITOLUL VI

Instrucţia

Art. 35. — Pregătirea personalului ce încadrează jandarmeria se face în şcolile prevăzute la art. 9 şi la centrele de instrucţie.

In şcoli se vor preda cursuri de specialitate militară, de îmbogăţirea cunoştinţelor generale, precum şi practica instrucţiei profesionale şi militare.

In centrele de instrucţie se face:

Instrucţie militară.

Instrucţie de specialitate.

Instrucţia militară se va face după directivele Marelui Stat Major, iar instrucţia de specialitate după directivele şi programele date de Comandamentul Corpului de Jandarmi.

TITLUL III.

CAPITOLUL I

Atribuţiuni

Art. 36. — Atribuţiunile jandarmeriei sunt:

a) Prevenirea infracţiunilor;

b) Menţinerea şi restabilirea ordinei în caz de turburări;

c) Paza ordinei publice şi siguranţei de Stat;

d) Adunarea informaţiunilor referitoare la ordinea publică şi siguranţa Statului şi raportarea lor organelor în drept;

e) Cercetarea şi urmărirea tuturor infracţiunilor prevăzute de legile civile, militare şi ordonanţele autorităţilor locale;

f) Prinderea infractorilor, adunarea şi păstrarea probelor, dresarea actelor şi înaintarea lor împreună cu făptuitorii autorităţilor în drept, potrivit legilor în vigoare;

g) Executarea mandatelor de aducere şi de arestare, a ordinelor, intervenţiilor şi cererilor primite în scris dela autorităţile cu atribuţiuni de poliţie generală.

In caz de vădită urgenţă, ordinele se vor transmite telegrafic şi se vor confirma în scris sau prin note telefonice, cu număr de ordine.

h) Asistenţa şi ajutorul, la cererea scrisă a celorlalte autorităţi recunoscute de lege, sau organele acestora, când sunt împiedecate în exerciţiul funcţiunii lor.

Art. 37. — Şefii de posturi conduc serviciul la post şi răspund de executarea atribuţiunilor ce le incumbă pe teritoriul postului respectiv.

Art. 38. — Comandanţii de legiuni, comandanţii de sectoare şi şefii de secţii au îndatoririle următoare:

A instrui, conduce şi administra unităţile respective şi de a controla executarea serviciului şi administraţia la formaţiunile în subordine;

A stabili şi menţine legătura de serviciu cu toate autorităţile de pe teritoriul unde funcţionează.

Art. 39. — Comandanţii de regimente au atribuţiunea de a administra, de a îndruma şi a controla serviciul la formaţiunile în subordine, iar prin inspecţiuni cât mai dese de a se încredinţa despre:

Bunul mers al serviciului;

Pregătirea militară şi profesională a ofiţerilor şi jandarmilor;

Buna conservare şi întreţinere a materialelor de tot felul.

Art. 40. — Comandantul Corpului de Jandarmi comandă şi administrează, încredinţându-se prin inspecţiuni de modul executării serviciului şi de menţinerea uniformităţii lui.

Art. 41. — In timp de război ofiţerii jandarmi vor fi numiţi în funcţiunea de pretori militari pe lângă cartierele armatelor, corpurilor de armată, diviziilor şi ori unde nevoia va cere, atât în zona armatei de operaţiuni, cât şi în zona interioară.

In această calitate ei au atribuţiuni de poliţie operativă, administrativă, judiciară şi ca instanţe de judecată.

Numirea, organizarea, competinţa şi procedura pretorilor este aceea prevăzută de art. 57 şi următorii din codul justiţiei militare.

Unităţilor de jandarmi puse la dispoziţia marilor unităţi li se vor da misiuni de poliţia şi siguranţa trupelor şi câmpului de luptă sau de paza lucrărilor de artă, depozitelor, fabricilor şi altele de asemenea.

CAPITOLUL III

Serviciul ordinar şi extraordinar

Art. 42. — Exercitarea atribuţiunilor jandarmeriei cuprinde:

Serviciul ordinar;

Serviciul extraordinar.

Art. 43. — Serviciul ordinar este acela care se execută zilnic sau la epoci periodice, fără a mai fi trebuinţă de ordin spe-

cial sau cerere şi cuprinde atribuţiunile prevăzute de art. 36, paragraful *a—f* inclusiv.

Art. 44. — Serviciul extraordinar este acela care se execută numai în virtutea ordinelor sau cererilor, după cum se prevede la paragraful *g* şi *h* de sub art. 36.

Art. 45. — Jandarmul este personal răspunzător de executarea serviciului ordinar.

In executarea serviciului extraordinar este răspunzător cel ce a dat ordinul sau autoritatea care a făcut cererea.

Jandarmul rămâne răspunzător numai pentru modul cum a executat ordinul sau cererea.

La cererea părţii vătămate, jandarmul este obligat a elibera pe loc copie certificată de pe ordinul sau de pe adresa primită.

Art. 46. — Ordinele se adresează în scris comandantului de legiune pe teritoriul căruia urmează a se executa; în caz de urgenţă, celei mai apropiate formaţiuni sau direct jandarmului.

Actele care ar atinge sau ar restrânge libertatea individuală nu pot fi executate decât pe bază de ordin scris, ori care ar fi autoritatea dela care emană

Art. 47. — Cererile se îndrumează autorităţilor locale cu atribuţiuni de poliţie; în cazuri urgente direct jandarmului.

Art. 48. — Jandarmii nu pot fi sustraşi, în niciun fel, dela executarea serviciului lor ordinar sau extraordinar.

Insărcinări străine serviciului sau care le-ar scădea prestigiul sunt interzise.

CAPITOLUL IV

Dreptul de instrumentare

Art. 49. — Ofiţerii de jandarmi până la comandantul de legiune inclusiv, precum şi subofiţerii de jandarmi absolvenţi ai şcoalei de ofiţeri de poliţie judiciară, încadraţi la posturile de jandarmi, secţii şi sectoare, sunt ofiţeri de poliţie judiciară.

Actele încheiate de aceştia, în calitate de ofiţeri de poliţie judiciară, vor fi înaintate tribunalelor militare sau instanţelor de drept comun, potrivit competenţei lor.

Competenţa teritorială

Art. 50. — Ofiţerii şi subofiţerii jandarmi care au calitatea de ofiţeri de poliţie judiciară sunt competenţi a instrumenta pe toată întinderea teritoriului formaţiunii la care funcţionează.

Ei nu pot intra în cercetarea infracţiunilor comise de un superior al lor decât dacă este vorba de un flagrant deliet; în care caz se vor conforma art. 144 şi următorii din codul justiţiei militare.

Ei pot continua urmărirea şi pe teritoriul altei formaţiuni, când se află pe urmele făcătorilor de rele, cu obligaţiunea de a înconoştiinţa pe ofiţerul de poliţie judiciară competent şi de a continua această urmărire, până ce va fi înlocuit de organul competent.

CAPITOLUL V

Actele încheiate de jandarmi

Art. 51. — Constatarea infracţiunilor se face de către jandarmul ofiţer de poliţie judiciară, prin încheiere de procese-verbale şi potrivit dispoziţiunilor din codul de procedură penală.

Art. 52. — Jandarmii nu pot fi chemaţi ca martori sau informatori înaintea justiţiei pentru a confirma constatările consemnate în actele dresate de ei.

CAPITOLUL VI

Intrebuinţarea armei

Art. 53. — Jandarmii, în serviciu, au dreptul a face uz de armă în următoarele împrejurări:

a) Dacă sunt în legitimă apărare;

b) Dacă în caz de crimă infractorii fug şi la somaţiile legale nu se predau şi nu este alt mijloc de a-i opri;

c) In caz de evadare, sau fugă de sub escortă, a condamnaţilor şi urmăriţilor pentru crimă, când nu se opresc la somaţiunile legale;

d) Sub comandă, la ordinul comandantului, care singur răspunde de ordinul dat.

Art. 54. — Orice întrebuinţare de armă se va constata fără amânare, din oficiu, de o comisiune alcătuită din judecătorul de pace, pretorul local şi comandantul legiunii, în scopul de a constata dacă a fost sau nu cazul de a întrebuinţa arma.

Iniţiativa convocării aparţine fiecăruia din membrii comisiunii, care vor lucra sub preşedinţia judecătorului.

TITLUL IV

Incompatibilităţi

CAPITOLUL I

Art. 55. — Ofiţerii jandarmi până la comandanţii de legiune inclusiv, precum şi subofiţerii jandarmi, nu pot fi repartizaţi pentru serviciu în judeţele lor de origine sau în judeţele de origine ale soţiilor lor.

Art. 56. — Ofiţerii şi subofiţerii jandarmi, de orice grad, nu pot fi comercianţi sau arendaşi, nici direct şi nici prin persoane interpuse.

Ei nu pot ocupa nicio altă funcţiune publică sau particulară.

TITLUL V

Mobilizarea

Art. 57. — Şefii de posturi îndeplinesc funcţiunea de comandanţi de garnizoană şi exercită controlul asupra şefilor de garnizoană din raza postului respectiv.

Ei au autoritatea asupra tuturor oamenilor care aparţin vreunui element al armatei şi aduc la îndeplinire ordinele ce primesc dela autorităţile militare.

Pentru asigurarea, pregătirea şi executarea lucrărilor de mobilizare, şeful de post are atribuţiunile prevăzute de legile şi regulamentele militare.

TITLUL VI

Administraţia

CAPITOLUL I

Solde şi indemnizaţii

Art. 58. — Fondurile necesare jandarmeriei se prevăd anual în bugetul Ministerului de Interne şi se administrează conform legii contabilităţii publice, legilor şi regulamntelor de administraţie în armată, precum şi instrucţiunile de detaliu ce se vor da de comandantul corpului de jandarmi, impuse de organizarea specială a acestei instituţii şi necesitatea de a putea fi hrănite toate formaţiunile ce se găsesc răspândite pe întreg teritoriul ţării.

Art. 59. — Soldele, accesoriile, indemnizaţiile, gradaţiile şi drepturile de orice natură ale ofiţerilor şi subofiţerilor din jandarmerie sau acelea prevăzute de legea soldelor în armată, lgea corpului subofiţerilor şi legile bugetare.

In afară de aceste drepturi, ofiţerii şi subofiţerii de jandarmi vor mai primi o indemnizaţie fixă lunară, numită „indemnitate de jandarm", care va fi de 10 la sută asupra salariului primitor pentru fiecare grad.

Art. 60. — In afară de atribuţiunile specificate în art. 36—40 din legea de faţă, ofiţerii şi subofiţerii jandarmi din formaţiunile teritoriale sunt obligaţi să controleze hrana, îmbrăcămintea, starea sanitară, disciplina şi în special modul de executare al serviciului ordinar şi extraordinar la formaţiunile în subordine, după cum urmează:

Şeful de secţie inspectează formaţiunile în subordine cel puţin odată la două săptămâni.

Comandantul de sector inspectează formaţiunile în subordine cel puţin odată pe lună.

Comandantul şi ajutorul comandantului de legiune inspectează formaţiunile în subordine, până la postul de jandarmi inclusiv, cel puţin odată la trei luni.

Comandantul de regiment şi ajutorul său inspectează toate formaţiunile în subordine până la postul de jandarmi inclusiv cel puţin odată pe an.

Comandantul corpului de jandarmi şi ajutoarele sale inspectează formaţiunile în subordine după un plan în prealabil întocmit.

Pentru a face faţă cheltuielilor de deplasare necesitate de inspecţiunile de rigoare fixate mai sus, organele rspective vor primi o indemnitate fixă lunară cu începere dela bugetul 1940/941, astfel:

Şeful de secţie 1/5 din solda primitoare.

Comandantul de sector 1/4 din solda primitoare.

Ajutorul com. al legiunei 1/4 din solda primitoare.

Comandanţii de legiuni vor primi o indemnizaţie de 1/2 sau 3/7 sau 3/8 din solda primitoare, după categoria legiunilor, ce se va fixa prin Decizie Ministerială în raport cu întinderea judeţului, numărul populaţiei, numărul localităţilor, precum şi numărul posturilor din judeţul respectiv.

Ajutorul comandantului de regiment 1/3 din solda primitoare.

Comandantul de regiment 2/5 din solda primitoare.

Ajutorul comand. corp. de jandarmi 1/2 din solda primitoare

Comandantul corpului de jandarmi 2/3 din solda primitoare.

Art. 61. — In caz de deplasare a ofiţerului sau subofiţerului jandarm, cu ordin expres, în interesul serviciului, în afara teritoriului formaţiunei sale, aceştia vor primi misia regulamentară corespunzătoare gradului.

Aceleaşi indemnităţi se vor plăti ofiţerilor şi subofiţerilor jandarmi şi în cazul deplasărilor chiar în interiorul formaţiunilor respective pentru executări de servicii extraordinare cerute de autorităţi de care jandarmeria nu depinde direct.

Aceste indemnităţi cad în sarcina solicitatorilor de servicii extraordinare.

Art. 62. — In caz de mutare, în interesul serviciului, dela o unitate la alta, ofiţerii şi subofiţerii jandarmi au dreptul la o indemnitate de mutare de 50% pentru cei căsătoriţi şi 30% pentru cei necăsătoriţi, calculată asupra retribuţiunei lunare.

Art. 63. — Solda gradului de plotonier major adjutant va fi solda primitoare a gradului de plotonier major sporită cu 1/5.

CAPITOLUL II.

Drepturi la pensie.

Art. 64. — Drepturile la pensie ale ofiţerilor jandarmi se stabilesc în conformitate cu legea generală de pensiuni şi cu aplicarea dispoziţiunilor specificate la art. 8 din suscitata lege.

Art. 65. — Drepturile la pensie pentru subofiţerii jandarmi se stabilesc în conformitate cu legea generală de pensiuni, durata maximă de serviciu fiind de 25 ani, iar limita de vârstă fixată la 50 ani împliniţi, pentru toate gradele.

Art. 66. — Descendenţii şi soţiile ofiţerilor şi subofiţerilor jandarmi morţi în timpul şi din cauza serviciului sau în urmărire de răufăcători, potolire de răscoale, rebeliuni, adunări sediţioase, tumultoase, ori atacaţi de răufăcători, li se acordă pensiunea corespunzătoare salariului integral pe care l-au avut în timpul morţii.

Constatarea împrejurărilor care au produs moartea se va face de către comisiunea prevăzută la art. 54 din legea de faţă.

In caz când decedatul nu a avut copii şi a fost singurul sprijin al părinţilor săi, lipsiţi de mijloace de existenţă, li se vor servi părinţilor, cât vor fi în viaţă, 50% din drepturile de pensiune prevăzute la aliniatul precedent.

Art. 67. — Ofiţerii şi subofiţerii jandarmi cari rămân infirmi din cauzele arătate mai sus, infirmitate ce-i pun în imposibilitate de a-şi câştiga existenţa, în afară de drepturile ce decurg din pensionare, vor primi odată pentru totdeauna o sumă egală cu de şase ori solda cu accesorii.

Art. 68. — In caz când infirmitatea nu-i pune în imposibilitate de a-şi câştiga existenţa, dar totuşi nu mai este apt pentru serviciul de jandarm, va primi o sumă egală cu de trei ori solda cu accesorii, în afară de drepturile ce decurg din pensionare.

Pentru jandarmii în termen, în cazurile specificate în art. 66 şi 67, se aplică dispoziţiunile din legea de pensionare a gradelor inferioare din armată.

Art. 69. — Constatarea infirmităţilor produse ofiţerilor, subofiţerilor şi jandarmilor în termen, în exerciţiul serviciului lor, se va face de comisiile medicale mixte prevăzute de legea poziţiei ofiţerilor, legea subofiţerilor şi legea generală de pensiuni, iar stabilirea împrejurărilor în care s'a produs infirmitatea se va face pe bază de proces-verbal încheiat de comandantul unităţii respective.

Dispoziţiunile art. 63, alienatul 1 şi 2 din legea corpului subofiţerilor nu sunt aplicabile subofiţerilor jandarmi.

Art. 70. — In caz de deces al ofiţerului sau subofiţerului jandarm, familia acestora are dreptul la o indemnitate de înmormântare egală cu salariul şi accesoriile respective pe trei luni.

CAPITOLUL III

Recompense.

Art. 71. — Pentru faptele meritorii, precum şi pentru faptele de eroism şi curaj civic, subofiţerii jandarmi pot fi propuşi pentru recompense şi distincţiuni în ordinea următoare:

a) Citarea prin ordin de zi;
b) Medalia Bărbăţie şi Credinţă clasa III-a;
c) Medalia Bărbăţie şi Credinţă clasa II-a;
d) Medaila Bărbăţie şi Credinţă clasa I-a;
e) Virtutea Militară.

Pentru ofiţerii jandarmi, distincţiunile sunt cele prevăzute în regulamentul respectiv, iar condiţiunile de obţinere sunt aceleaşi ca şi pentru ceilalţi ofiţeri ai armatei.

Art. 72. — In afară de aceste recompense se mai pot acorda subofiţerilor şi jandarmilor în termen, de către Corpul de jandarmi, recompense băneşti, pe baza propunerilor şefilor ierarhici şi în condiţiunile ce se vor stabili prin regulament.

Art. 73. — Ofiţerii, subofiţerii şi janadrmii în termen au dreptul la un concediu de 30 zile pe an.

Concediul se va acorda în serii în tot timpul anului; el se poate revoca în interesul serviciului.

CAPITOLUL IV

Drepturi de îmbrăcăminte

Art. 74. — Imbrăcămintea şi echipamentul subofiţerilor jandarmi se va da de Stat în natură, sau eventual în bani, odată la 2 ani.

CAPITOLUL V

Personalul civil

Art. 75. — Poziţia, disciplina, salarizarea şi înaintările personalului civil din Corpul jandarmeriei, specificate în art. 19, 20 şi 21 din legea de faţă, sunt cele prevăzute în legea asupra statutului funcţionarilor publici, legea asupra maeştrilor militari şi legea contractelor de muncă.

CAPITOLUL VI

Localuri

Art. 76. — Localurile necesare formaţiunilor jandarmeriei cad în sarcina Ministerului de Interne şi se vor construi după modelele ce se vor fixa prin regulamentul legii de faţă.

CAPITOLUL VII

Uniforma, echipamentul şi armătura

Art. 77. — Uniforma şi echipamentul ofiţerilor, subofiţerilor şi jandarmilor va fi cel prevăzut în regulamentul de uniforme al armatei.

Art. 78. — Jandarmii vor fi dotaţi de către Ministerul Înzestrării cu armamentul necesar potrivit utilizării lor în timp de pace şi război şi după indicaţiunile Marelui Stat Major.

TITLUL VII.

Dispoziţiuni trnzitorii

Art. 79. — Dispoziţiunile art. 30 şi 31 relativ la stagiu şi comandă sunt aplicabile ofiţerilor şi subofiţerilor înaintaţi în ultimul grad, începând dela data punerii în aplicare a legii de faţă.

Art. 80. — Pentru a completa deficitele actuale de ofiţeri de jandarmi, se pot primi şi confirma în jandarmerie ofiţeri proveniţi din alte arme, care la data promulgării prezentei legi fac deja serviciul în formaţiunile jandarmeriei.

Primirea şi confirmarea acestora se va face pe baza unei selecţionări riguroase şi a unui examen special ce se va efectua de către o comisiune instituită în acest scop de către Ministerul de Interne, după propunerea Corpului de jandarmi.

Trecerea acestora în Corpul jandarmeriei se va face prin Inalt Decret, cu avizul Ministerului Apărării Naţionale.

Art. 81. — Prescripţiunile legii de faţă vor fi desvoltate prin regulamentul ei.

Art. 83. — Toate legile şi dispoziţiunile contrare legii de faţă sunt şi rămân abrogate.

Dat în Bucureşti la 2 Iunie 1939.

CAROL.

Preşedintele Consiliului de Miniştri,
ministrul internelor
şi ad-interim la Ministerul Apărării Naţionale,
Armand Călinescu.

Ministrul justiţiei,
Victor Iamandi.

Nr. 2.254.

MINISTERUL SĂNĂTĂŢII ŞI ASISTENŢEI SOCIALE

Prin decretul regal cu Nr. 2.244 din 31 Mai 1939, se face următoarea mişcare în Corpul tehnic sanitar superior din serviciile dependinte de Ministerul Sănătăţii şi Asistenţei Sociale, în conformitate cu dispoziţiunile legii sanitare şi de ocrotire şi în baza avizului dat de comisiunea administrativă ce funcţionează pe lângă acest minister, prin procesul-verbal Nr. 30 din şedinţa dela 13 Mai 1939 şi anume:

D-l Pop Corneliu, subdirector clasa I (farmacist) la Institutul chimico-farmaceutic, se înaintează în postul de director clasa II (farmacist) la Direcţia materialelor.

D-l dr. Banu Ioan, şef de serviciu cl. I (medic) la Direcţia medicinei curative din minister, se numeşte definitiv în postul de subdirector clasa I (medic) la aceeaşi direcţie, conform art. 540 din legea sanitară şi de ocrotire.

D-l dr. Sglimbea Gh., şef de serviciu clasa I (medic) la Direcţia balneo-climatică din minister, se numeşte definitiv în postul de subdirector clasa I (medic) la aceeaşi direcţie, conform art. 540 din legea sanitară şi de ocrotire.

D-na dr. Băişoiu Eufrosina, şef de secţie clasa I (medic) la Serviciul sanitar al jud. Ilfov, se numeşte definitiv în postul de subdirector cl. I (medic) la Direcţia oficiului de studii şi documentare din minister, conform art. 540 din legea sanitară şi de ocrotire.

D-na dr. Trofin Eugenia, şef de secţie clasa II (medic) la Direcţia medicinei curative din minister, se înaintează în postul de şef de secţie cl. I (medic) la Direcţia bunurilor.

D-l dr. Cornel Dărămuş, actual medic definitiv al oraşului Alba-Iulia, se confirmă în aceeaşi calitate ca medic şef al oraşului Alba-Iulia, plătit din postul de medic şef al municipiului, după cum a fost transformat prin bugetul pe anul 1939/940.

D-l dr. Mihai Zolog, şef de secţie la Institutul de igienă şi sănătate publică din Cluj, se numeşte definitiv în postul de subdirector la acelaşi institut, post creat prin bugetul pe anul 1939/940.

D-l dr. Eftimie Constantin, actual medic definitiv al spitalului Tg.-Neamţ, se încadrează în aceeaşi calitate în postul de medic primar la acelaşi spital, după cum a fost prevăzut prin bugetul pe anul 1939/940.

D-l dr. Mareş Vasile, actual medic primar definitiv al secţiei medicale dela Spitalul „I. C. Brătianu" din Piteşti, se transferă în aceeaşi calitate în postul de medic primar al Secţiei de boli interne dela Spitalul „Pavel şi Ana Cristea" din Bacău.

D-l dr. Tătaru Vasile, actual medic stagiar al Circ. Coltău din jud. Satul-Mare şi d-l dr. Petre Vulcu, medic stagiar al Circ. Bucium din acelaşi judeţ, se transferă în aceeaşi calitate unul în locul celuilalt prin consimţimânt reciproc.

D-l dr. Cristian Alexandru, medic cu concurs în specialitate, se numeşte definitiv în postul de medic primar stomatolog (de consultaţii) la Ambulatorul policlinic Braşov.

D-l dr. Hochtei Coloman, medic definitiv al Circ. Ardusat din jud. Satul-Mare, se transferă în interesul serviciului, în aceeaşi calitate, în postul de medic al Circ. Lupşa, jud. Turda.

D-l dr. Surdu Cuza, medic definitiv al Circ. Dobra, judeţul Hunedoara, se transferă în interesul serviciului, în aceeaşi calitate, în postul de medic al Circ. Argetoaia din jud. Dolj.

Medicii sanitari stagiari, pe bază de examen de capacitate, mai jos menţionaţi, se confirmă definitiv în posturile ce ocupă şi anume:

D-l dr. Tăutan Liviu la Circ. Sălcina-de-Jos, jud. Turda.

D-l dr. H. Manoliu la Circ. Moşniţa-Nouă, jud. Timiş-Torontal.

D-l dr. Gherşin Rozenzweig la Circ. Beceni, jud. Buzău.

D-l dr. Dumitru Alexandrescu la Circ. Dochia, jud. Neamţ.

D-l dr. Zavidzon Lev la Circ. Gura-Căinari, jud. Soroca.

D-na Maria Zaharia Dumitra, medicul Spitalului şi Circ. Baimaclia din jud. Cahul, se pune în retragere din oficiu pentru a-şi aranja drepturile la pensie pentru caz de boală.

D-l dr. Gherş Fişman, medicul Circ. Tătăreşti, jud. Cetatea-Albă, se pune în retragere din oficiu pentru a-şi aranja drepturile la pensie pentru caz de boală.

MINISTERUL ECONOMIEI NAŢIONALE

Prin decretul regal Nr. 2.266 din 2 Iunie 1939, Ministerul Economiei Naţionale este autorizat a încuviinţa, cu avizul prealabil al Ministerului Apărării Naţionale, exportul de cai, în executarea contractelor de cumpărare, cu dată certă, încheiate anterior datei de 13 Mai 1939.

Organele vamale vor admite asemenea exporturi, pe baza autorizaţiilor emise de Ministerul Economiei Naţionale, în conformitate cu dispoziţiunile de mai sus.

MINISTERUL REGAL AL AFACERILOR STRĂINE

CAROL al II-lea,

Prin graţia lui Dumnezeu şi voinţa naţională, Rege al României.

La toţi de faţă şi viitori, sănătate:

Asupra raportului preşedintelui Consiliului Nostru de Miniştri şi miniştrilor Noştri secretari de Stat la Departamentele Afacerilor Străine, Lucrărilor Publice şi Comunicaţiilor şi Justiţiei sub Nr. 34.581 din 31 Mai 1939;

Având în vedere jurnalul Consiliului de Miniştri Nr. 1.571 din 1939 şi avizul Consiliului Legislativ Nr. 314 din 27 Mai 1939;

In temeiul art. 98 din Constituţie,

Am decretat şi decretăm:

L E G E

pentru ratificarea Acordului general privind reglementarea comunicaţiilor feroviare între Jugoslavia şi România, semnat la 23 Decemvrie 1938 la Belgrad

Art. unic. — Guvernul este autorizat a ratifica şi a face să se execute Acordul general privind reglementarea comunicaţiilor feroviare între Iugoslavia şi România, semnat la 23 Decemvrie 1938 la Belgrad.

Dat în Bucureşti la 2 Iunie 1939.

CAROL

Preşedintele Consiliului de Miniştri,
Armand Călinescu

Ministrul afacerilor străine,
Gr. Gafencu

Ministrul lucrărilor publice şi al comunicaţiilor,
M. Ghelmegeanu

Ministrul justiţiei,
Victor Iamandi

Nr. 2.264.

ACCORD GENERAL

CONCERNANT LE RÉGLEMENT DES COMMUNICATIONS FERROVIAIRES RECIPROQUES ENTRE LE ROYAUME DE ROUMANIE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.

LE ROYAUME DE ROUMANIE d'une part, et le ROYAUME DE YOUGOSLAVIE d'autre part, dénommés dans le texte ci-après: „Les Parties Contractantes", désirant régler les communications ferroviaires réciproques entre les deux Etats, ont résolu de conclure un Accord à ce sujet.

Les Plénipotentiaires nommés à cet effet, à savoir:

Pour le Royaume de Roumanie:

Monsieur DAN GEBLESCO, Chargé d'Affaires de Roumanie, et

Pour le Royaume de Yougoslavie:

Son Excelence Monsieur le Dr. MEHMED SPAHO, Ministre des Communications.

Lesquels après avoir déposé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes:

Article premier.

Dispositions conventionnelles, lois et règlements.

Les communications ferroviaires entre les deux Parties Contractantes seront réglées par les dispositions du présent Accord. De plus en tant que ledit Accord n'en dispose pas autrement, les dispositions des arrangements et tarifs conclus entre les deux Parties Contractantes ou entre les administrations ferroviaires desdites Parties, ainsi que les dispositions des conventions et accords internationaux, auxquels les deux Parties Contractantes ou leurs administrations ferroviaires ont adhéré, seront valables de même que les lois et règlements en vigueur sur le territoire de chacun des deux Etats.

Article 2.

Souplesse à assurer au trafic.

1. Les Deux Parties Contractantes prendront des mesures en vue d'assurer aux communications ferroviaires entre leurs territoire une souplesse conforme aux besoins du trafic limitrophe et du transit. Notamment, les services des chemins de fer, des postes, de douane, de police et autres, seront réglés de façon à ce que le transport des voyageurs, des bagages, des colis-messageries et des marchandises s'effectue avec le plus de célérité possible.

ACORD GENERAL

PRIVIND REGLEMENTAREA COMUNICAŢIILOR FEROVIARE RECIPROCE ÎNTRE REGATUL ROMÂNIEI ŞI REGATUL IUGOSLAVIEI

REGATUL ROMÂNIEI pe de o parte, şi REGATUL IUGOSLAVIEI pe de altă parte, denumite în textul ce urmează: „Părţile Contractante", dorind să reglementeze comunicaţiile feroviare reciproce între cele două State, au hotărît să încheie un Acord în această privinţă.

Plenipotenţiari numiţi în acest scop, anume:

Pentru Regatul României:

Dl. DAN GEBLESCU, Insărcinat cu Afaceri al României, şi

Pentru Regatul Iugoslaviei:

Excelenţa Sa Dl. Dr. MEHMED SPAHO, Ministrul Comunicaţiilor,

Care, după ce au depus deplinele lor puteri, găsite în bună şi cuvenită formă, au convenit asupra dispoziţiilor următoare:

Articolul 1.

Dispoziţiuni convenţionale, legi şi regulamente

Comunicaţiile feroviare între cele două Părţi Contractante vor fi reglementate prin dispoziţiile prezentului Acord. Mai mult, atât timp cât zisul Acord nu dispune altfel, dispoziţiunile Aranjamentelor şi Tarifelor încheiate între cele două Părţi Contractante sau între Administraţiile feroviare a ziselor Părţi, precum şi dispoziţiile Convenţiunilor şi Acordurilor Internaţionale la care Părţile Contractante sau Administraţiile lor feroviare au aderat, vor fi valabile la fel ca şi legile şi regulamentele în vigoare pe teritoriul fiecăruia din cele două State.

Articolul 2.

Elasticitatea ce trebue asigurată traficului

1. Cele două Părţi Contractante vor lua măsuri în scop de a asigura comunicaţiunilor feroviare între teritoriile lor o elasticitate conformă nevoilor traficului limitrof şi a tranzitului. Cu deosebire, serviciile de cale ferată, poştă, vamă, poliţie şi altele vor fi organizate în aşa fel încât transportul călătorilor, bagajelor, coletelor-mesagerii şi mărfurilor să se efectueze cu cea mai mare rapiditate posibilă.

2. Lors des conférences périodiques concernant les horaires, les administrations tiendront compte des intérêts du trafic limitrophe et du transit. Elles s'accorderont, en particulier, sur les heures de départ et d'arrivée des trains ainsi que sur les correspondances de ceux-ci dans les gares de transmission, tout en tenant compte des nécessités des formalités douanières et du contrôle des passeports.

3. Dans le cas où le trafic devrait être suspendu ou limité à cause des difficultés du mouvement, les administrations des chemins de fer des deux Etats s'entendront, le plus tôt possible, sur les conditions dans lesquelles le trafic provenant du territoire de l'un des Etats Contractants ou à destination de ce territoire pourrait être maintenu.

4. Dans le cas de restriction du trafic intérieur, le trafic réciproque entre les Etats Contractants et le trafic de transit provenant du territoire de l'un des Etats Contractants ne seront pas soumis à des restrictions plus étendues que celles prévues pour le trafic de l'Etat en cause on pour le trafic en transit vers le même Etat de destination.

5. Il est convenu que dans les cas d'accumulation de marchandises, les transports d'un pays Contractant ne devront pas être favorisés au détriment des transports de l'autre Etat Contractant. Dans ce cas les transports accumulés devront être expédiés en tenant compte de l'urgence motivée par la nature de la marchandise (bétail, marchandise sujette à prompte détérioration) dans une proportion correspondant à la totalité des transports accumulés.

2. Cu ocaziunea Conferinţelor periodice privind orariile, Administraţiunile vor ţine seamă de interesele traficului limitrof şi ale tranzitului. Ele se vor înţelege, în particular, asupra orelor de plecare şi de sosire a trenurilor, precum şi de corespondenţa acestora în gările de transmisiune, ţinându-se totuşi seamă de necesităţile formalităţilor vamale şi a controlului paşapoartelor.

3. In cazul când traficul ar trebui suspendat sau limitat din cauza greutăţilor de mişcare, Administraţiunile Căilor Ferate a celor două State se vor înţelege, în cel mai scurt timp, asupra condiţiilor în care traficul provenind din teritoriul unuia din Statele contractante sau cu destinaţia acestui teritoriu, ar putea fi menţinut.

4. In cazul restrângerii traficului interior, traficul reciproc între Statele contractante şi traficul de transit provenind din teritoriul unuia din Statele contractante nu vor fi supus la restricţii mai mari decât cele prevăzute pentru traficul Statului în cauză sau pentru traficul de transit spre acelaşi Stat de destinaţiune.

5. Este înţeles că în cazul acumulării de mărfuri, transporturile dintr'una din Ţările contractante nu vor trebui să fie favorizate în dauna transporturilor din celălalt Stat contractant. In acest caz transporturile acumulate vor trebui să fie expediate, ţinându-se seama de urgenţa cerută de natura mărfii (vite, mărfuri proprii să se altereze repede), într'o proporţie corespunzând totalităţii transporturilor acumulate.

Article 3.

Gares de transmission.

1. Le trafic ferroviaire entre les deux Parties Contractantes s'effectuera par les points frontière et dans les gares de transmission qui seront fixés par des conventions spéciales.

2. Dans ces gares de transmission se feront, outre le service des chemins de fer, le service de douane et de police ainsi que, le cas échéant, le service de poste, le service sanitaire, vétérinaire, phytopathologique, etc.

Articolul 3

Gări de transmisiune

1. Traficul feroviar între cele două Părţi Contractante se va efectua prin punctele de frontieră şi în gările de transmisie fixate prin convenţiuni speciale.

2. In aceste gări de transmisiune se vor face, în afară serviciului de cale ferată, serviciul de vămuire şi de poliţie, precum şi dacă este cazul, serviciul poştal, serviciul sanitar, veterinar, fitopatologic etc.

Article 4.

Arrangements du service local.

1. Afin d'assurer l'exécution intégrale du présent Accord, les Administrations ferroviaires conclueront, suivant les dispositions de celui-ci et avec le concours des autres services intéressés, un arrangement de service local pour chaque point frontière, tout en tenant compte des circonstances et des conditions spéciales à chacun d'eux.

2. Une carte de la ligne entre la frontière et la gare de transmission, ainsi qu'une carte de cette dernière, portant en couleurs les constructions et installations, aussi bien utilisées en commun que réservées à l'usage exclusif de l'administration voisine, seront annexées à chaque arrangement de service local. Cette carte sera complétée d'une spécification des constructions et installations utilisées.

Les cartes et les spécifications seront fournies par l'administration sur le territoire de laquelle la gare de transmission est située.

Articolul 4.

Aranjamente ale serviciului local

1. In scop de a asigura executarea integrală a Acordului de faţă, Administraţiunile feroviare vor încheia, următor dispoziţiunilor acestuia, cu ajutorul celorlalte, servicii interesate, un Aranjament de serviciu local pentru fiecare punct de frontieră, ţinându-se în acelaşi timp socoteală de împrejurările şi de condiţiile speciale fiecăruia din ele.

2. O hartă a liniei dintre frontieră şi gara de transmisie, precum şi un plan al acesteia din urmă, pe care să fie prevăzute în culori construcţiunile şi instalaţiunile, acelea utilizate în comun ca şi cele rezervate exclusiv întrebuinţării de către Administraţiunea vecină, vor fi anexate fiecărui Aranjament de serviciu local. Această hartă va fi completată cu o specificare a construcţiunilor şi instalaţiilor întrebuinţate.

Hărţile şi specificaţiunile vor fi puse la dispoziţie de Administraţia pe teritoriul căreia este situată gara de transmisie.

Article 5.

Egalité de traitement dans le transport des marchandises.

1. En principe les marchandises remises au transport dans l'un des Etats Contractants ne seront pas traitées plus favorablement, en ce qui concerne leur transport, que les marchandises remises au transport sur le territoire de l'autre Etat Contractant.

2. Toutefois rien ne s'oppose à ce qu'exceptionnellement les transports qui présentent un intérêt vital pour un pays, aussi bien transports intérieurs que ceux d'importation ou d'exportation, aient temporairement la priorité sur le transit de moindre importance économique.

Articolul 5.

Egalitate de tratament în transportul mărfurilor

1. In principiu, mărfurile de transportat într'unul din Statele contractante nu vor fi tratate mai favorabil, în ce privește transportul lor, decât mărfurile de transportat pe teritoriul celuilalt Stat contractant.

2. Totuși, nimic nu se opune ca în mod excepțional transporturile ce prezintă un interes vital pentru una din țări, atât transporturile interne, cât și cele de import și export, să aibă în mod trecător prioritatea asupra transitului de o importanță economică mai mică.

Article 6.

Droit de propriété et utilisation des constructions et installations à la frontière.

Sauf stipulations contraires du présent accord ou d'autres conventions internationales, chacune des Parties Contractantes, sur le territoire de laquelle sont situées la gare de transmission et la ligne entre cette dernière et la frontière y exerce des droits souverains.

Toutes les constructions et installations se trouvant dans les gares de transmission et sur les lignes entre ces gares et la frontière, sont la propriété de l'administration sur le territoire de laquelle elles sont situées.

Les administrations ferroviaires des deux Parties Contractantes s'entendront en conformité du présent accord, sur l'utilisation des constructions et installations nécessaires à la communication ferroviaire.

Conformément aux dispositions en vigueur, chacune des administrations ferroviaires est tenue d'entretenir sur son territoire toutes les constructions et installations de la gare de transmission, ainsi que celles se trouvant sur la ligne entre cette gare et la frontière.

Les prescriptions de détail seront fixées d'un commun accord dans les arrangements de service local.

Les constructions coupées par la frontière, telles que les ponts, les viaducs ferroviaires, y compris les piles, les culées et les installations seront surveillées et entretenues d'après les arrangements des services locaux, fixés de commun accord.

Les administrations ferroviaires intéressées s'entendront sur les travaux qui dépassent ceux de l'entretien courant, ainsi que sur le renouvellement éventuel desdites constructions et installations. En cas d'urgence ou de danger, il appartiendra à l'administration chargée de l'entretien d'executer les travaux requis et d'en aviser, sans délai, l'autre administration.

Articolul 6.

Dreptul de proprietate și de utilizare a construcțiunilor și instalațiunilor la frontieră

In afara cazului unor stipulațiuni contrare ale Acordului de față sau a altor Convențiuni internaționale, fiecare din Părțile Contractante, pe teritoriul căreia se găsește gara de transmisie și linia între aceasta și frontieră, își exercită drepturile suverane.

Toate construcțiunile și instalațiile găsindu-se în gările de transmisie și pe liniile între aceste gări și frontieră, sunt proprietatea administrației pe teritoriul căreia se găsesc.

Administrațiile feroviare a celor două Părți Contractante se vor înțelege, în conformitate cu Acordul de față, asupra întrebuințării construcțiilor și instalațiunilor necesare comunicațiunii feroviare.

Conform dispozițiunilor în vigoare, fiecare din Administrațiile de drum de fier este ținută să întrețină pe teritoriul său toate construcțiile și instalațiile gării de transmisie, precum și cele găsindu-se pe linia între această gară și frontieră.

Dispozițiunile de amănunt vor fi stabilite de comun acord prin Aranjamentele de serviciul local.

Construcțiile tăiate de frontieră, precum podurile, viaductele de cale ferată, precum și picioarele de pod, culeele și instalațiile incluse, vor fi supravegheate și întreținute conform Aranjamentelor de serviciu local, fixate de comun acord.

Administrațiile feroviare interesate se vor înțelege asupra lucrărilor ce depășesc pe cele de întreținere obișnuită, precum și asupra refacerii eventuale a ziselor construcții și instalații. In cazuri de urgență sau de primejdie, administrația însărcinată cu întreținerea va fi obligată să execute lucrările cerute și să prevină fără întârziere cealaltă administrație.

Article 7.

Dispositions concernant la langue.

1. A la gare de transmission, de même que sur la ligne entre celle-ci et la frontière, les relations de service, tant orales qu'écrites se feront dans la langue officielle de l'Etat sur le territoire duquel la gare de transmission est située.

2. L'expédition des trains dans les gares de transmission pour l'administration voisine se fera d'après les prescriptions et dans la langue de service de l'administration locale. Des détails et modifications eventuelles pourront être prévus dans les arrangements de service local.

Articolul 7.

Dispoziții privind limba

1. In gara de transmisie, precum și pe linia dintre frontieră și gară, relațiunile de serviciu atât verbal cât și scrise se vor face în limba oficială a Statului pe al cărui teritoriu se găsește gara de transmisie.

2. Expedierea trenurilor în gările de transmisie spre administrația vecină se va face după prescripțiile și în limba de serviciu a administrațiunii locale. Amănuntele și modificările eventuale vor putea fi prevăzute în Aranjamentele de serviciu local.

3. Les locaux de service réservés dans les gares de transmission à l'utilisation exclusive de l'administration voisine ou les locaux de service utilisés en commun seront designés par des écriteaux protant la dénomination officielle; ces écriteaux seront rédigés en langue officielle de chacum des deux Etats. La désignation dans la langue officielle de l'administration voisine aura toujours la première place, pour les locaux de service exclusivement réservés à l'usage de cette administration, ou bien pour les parties des locaux de service destinés à cet usage. Les autres inscriptions destinées à l'information du public seront rédigées dans les langues de service des deux administrations en réservant la première place à celle qui est écrite dans la langue de service de l'administration locale.

4. Les gares de transmission et les gares frontières auront à afficher, aux endroits destinés pour ce but, les horaires et les avis officiels d'importance pour le trafic par le point frontière respectif, que l'autre administration leur remettra rédigés dans sa langue officiele.

3. Localurile de serviciu rezervate în gările de transmisie întrebuinţării exclusive de către administraţia vecină sau localurile de serviciu întrebuinţate în comun, vor fi desemnate prin tabele pe care să fie indicată denumirea oficială; aceste tabele vor fi scrise în limba oficială a fiecăruia din cele două State. Desemnarea în limba oficială a administraţiei vecine va fi totdeauna în primul rând, pentru localurile de serviciu exclusiv rezervate uzului acestei administraţiuni, sau pentru părţile din localurile de serviciu destinate acestui uz. Celelalte inscripţii destinate informării publicului vor fi scrise în limba de serviciu a celor două administraţii, rezervându-se locul întâi inscripţiei scrise în limba de serviciu a Administraţiei locale.

4. Gările de transmisie şi gările de frontieră vor trebui să afişeze, la locurile indicate acestui scop, orariile şi avizele oficiale importante pentru traficul prin punctul de frontieră respectiv, pe care cealaltă administraţie le va trimite scrise în limba sa oficială.

Article 8.

Ecussons officiels.

Les offices de douane et de police de l'un des Etats ont le droit de pourvoir leurs locaux de service, se trouvant sur le teritoire de l'autre Etat, d'écussons officiels portant les armes de leur Etat.

Articolul 8.

Steme oficiale

Oficiile de vamă şi de poliţie a unuia din State au dreptul de a prevede localurile lor de serviciu, ce se găsesc pe teritoriul celuilalt Stat, cu steme oficiale, reprezentând armele Statului lor.

Article 9.

Agents de l'Etat limitrophe en service dans la gare de transmission et sur la ligne entre la dite gare el la frontière de l'Etat.

1. L'administration ferroviaire voisine pourra se servir de ses propres agents dans la gare de transmission et sur la ligne entre celle-ci et la frontière, autant que les fonctions spéciales à y exercer seront de nature à rendre nécessaire l'exercice de ces fonctions par les propres agents de chaque administration. Ces agents seront tenus d'exercer leurs fonctions conformément aux prescriptions et règlements de l'administration qui les délègue. Les rapports entre ces agents et l'administration qui les emploie sont exclusivement régis par les lois et règlements de celui des Etats de l'administration duquel ces agents dépendent.

2. En outre l'administrtaion ferroviaire voisine a le droit pour défendre ses intérêts et notamment en ce qui concerne l'accomplissement du service de transmission, d'établir dans la gare de transmission son bureau de représentation, dont les rapports avec l'administration locale seront réglés dans les arrangements de service local.

3. Il est interdit d'employer des militaires sur le territoire de l'autre Etat, exception faite dans le sens de l'article 14 des gardes-frontière aux ordres du Ministère des Finances roumain, employés exclusivement pour le service douanier et des gendarmes qui font le service de police yougoslave, tant qu'ils sont employés exclusivement au service de police de frontière. De même, ne pourront être employées au service sur le territoire de l'autre Etat:

a) les personnes qui ont commis des actes dirigés contre la sécurité ou l'existance de l'autre Etat Contractant;

b) les personnes qui ont été condamnées par un tribunal pénal par un jugement définitif si cette condamnation entraine

Articolul 9.

Agenţii Statului limitrof de serviciu în gara de transmisie şi pe linia între zisa gară şi frontiera Statului

1. Administraţia feroviară vecină va putea să se servească de proprii săi agenţi în gara de transmisie şi pe linia între aceasta şi frontieră atât timp cât funcţiunile speciale ce trebuesc îndeplinite acolo vor fi de natură a face necesar exercitarea acestor funcţii de proprii agenţi ai fiecărei Administraţii. Aceşti agenţi vor fi ţinuţi să exercite funcţiunile lor conform prescripţiunilor şi regulamentelor Administraţiei care-i deleagă. Raporturile între aceşti agenţi şi Administraţia care-i întrebuinţează, sunt, în mod exclusiv, reglementate de legile şi regulamentele acelui Stat căruia aparţine Administraţia de care depind aceşti agenţi.

2. In afară de aceasta, administraţia feroviară vecină are dreptul, pentru a apăra interesele sale, în special în ce priveşte executarea serviciului de transmisie, să-şi stabilească în gara de transmisie un birou de reprezentare, ale cărui raporturi cu administraţia locală vor fi reglementate prin Aranjamente de serviciu local.

3. Este interzis de a întrebuinţa militari pe teritoriul celuilalt Stat, făcându-se excepţie în sensul art. 14 pentru grănicerii depinzând de Ministerul de Finanţe Român, întrebuinţaţi exclusiv pentru serviciu vamal şi pentru jandarmii care fac serviciu de poliţie iugoslav, atât timp cât sunt întrebuinţaţi în mod exclusiv la serviciu de poliţie al frontierei. Tot astfel nu vor putea fi întrebuinţaţi în serviciu pe teritoriul celuilalt Stat:

a) persoanele care au comis acte îndreptate contra siguranţei sau existenţei celuilalt Stat contractant;

b) persoanele care au fost condamnate de un tribunal penal printr'o judecată definitivă, dacă această condamnare atrage

l'incapacité de remplir un office (un service) public, tant que durent les conséquences de cette condamnation, ou durant le délai d'épreuve au cas de condamnation avec sursis;

c) les personnes qui ont été condamnées pour contrebande ou pour toute autre infraction contre les prescriptions de douane.

4. Chacune des administrations intéressées ne pourra déléguer ses agents sur le territoire de l'Etat limitrophe qu'en nombre strictement nécessaire.

5. Les agents des chemins de fer en service dans les gares de transmission, de même que sur les lignes entre la frontière et les gares de transmission, seront tenus de connaître les prescriptions et règlements qui régissent leur service sur les lignes et dans les gares mentionnées.

6. Quant à la question de savoir si les agents en service sur le territoire de l'Etat limitrophe sont dûment qualifiés à cet égard, les règlements et certificats d'aptitude délivrés par l'administration dont ces agents dépendent seront valables.

7. Les agents de l'administration ferroviaire de l'un des Etats Contractants, en service sur le territoire de l'autre Etat, sont soumis, en ce qui concerne leur service, aux ordres édictés par les organes compétents de l'administration ferroviaire locale, autant que ceux-ci, au sens de l'arrangement de service local, sont en droit de les donner.

Article 10.

Obligations générales des agents et leur rappel.

1. Les agents des Parties Contractantes en service dans les gares de transmission et sur les lignes entre ces gares et la frontière, se prêteront mutuellement aide et assistance dans l'accomplissement de leurs devoirs de service, notamment lorsqu'il s'agit d'empêcher ou de découvrir des infractions.

2. Les agents des deux Parties Contractantes sont tenus dans leurs relations réciproques au cours de tous les actes officiels et de toutes les fonctions du service de se conduire amicalement et avec tact. Il en est de même dans leurs relations en dehors du service. Les agents qui négligeraient ce devoir seront changés à la réquête motivée d'une administration de l'autre Partie Contractante.

3. De même seront changés, à la requête motivée d'une administration de l'autre Partie Contractante, les agents contre lesquels des plaintes auraient été élevées pour d'autres motifs, notamment pour agitation politique, ou encore ceux qui seront convaincus de s'être livrés à la contrebande, d'avoir enfreint de toute autre façon les règlements de douane ou d'avoir causé un dommage au fisc de l'autre Etat.

4 En cas de besoin chacune des Parties Contractantes peut demander, par voie diplomatique, à l'autre le changement d'un agent même sans invoquer le motif.

5. Il sera donné suite, sans retard, aux demandes mentionnées aux alinéas 2—4 ci-dessus et tendant au changement d'un agent.

Article 11.

Fautes de service.

1. Le pouvoir disciplinaire à l'égard des agents en service sur le territoire de l'autre Etat, en ce qui concerne la sanction contre leurs fautes de service, appartient exclusivement aux autorités de l'Etat qui les délègue.

după sine incapacitatea de a îndepilini o funcţie (un serviciu), publică, atât timp cât durează consecinţele acestei condamnări sau în timpul perioadei de încercare în cazul unei condamnări suspendate;

c) persoanele care au fost condamnate pentru contrabandă sau pentru orişicare altă infracţiune contra prescripţiilor vamale.

4. Fiecare din Administraţiunile interesate nu va putea delega agenţii săi pe teritoriul Statului vecin decât într'un număr strict necesar.

5. Agenţii Căilor Ferate cu serviciul în gările de transmisie, precum şi pe liniile între frontieră şi gările de transmisie, vor fi ţinuţi să cunoască prescripţiile şi regulamentele care reglementează serviciul lor pe liniile şi în gările citate.

6. In ce priveşte chestiunea de a şti dacă agenţii în serviciu pe teritoriul Statului vecin sunt îndreptăţiţi de a avea această calitate, regulamentele şi certificatele de aptitudine eliberate de Administraţia de care depind aceşti agenţi vor fi valabile.

7. Agenţii administraţiunii feroviare a unuia din Statele contractante în serviciu pe teritoriul celuilalt Stat, sunt supuşi, în ce priveşte serviciul lor, ordinelor emise de organele competinte ale administraţiei feroviare locale într'atât cât acestea sunt în drept de a le da conform Aranjamentului de serviciu local.

Articolul 10.

Obligaţiunile generale ale agenţilor şi rechemarea lor

1. Agenţii Părţilor Contractante făcând serviciu în gările de transmisie şi pe liniile între aceste gări şi frontieră, îşi vor aduce reciproc ajutor şi asistenţă pentru îndeplinirea datoriilor lor de serviciu, în special când este vorba de a împiedica sau de a descoperi infracţiunile.

2. Agenţii celor două Părţi Contractante sunt ţinuţi ca în raporturile lor reciproce, în cursul tuturor actelor oficiale şi a tuturor funcţiunilor serviciului, să se poarte prieteneşte şi cu tact. De asemeni în ce priveşte raporturile lor în afara serviciului. Agenţii care ar călca această datorie vor fi schimbaţi după cererea motivată a unei administraţii de către cealaltă Parte Contractantă.

3. De asemeni vor fi schimbaţi, după cererea motivată a Administraţiei a celeilalte Părţi Contractante, agenţii contra cărora s'ar fi depus plângeri pentru alte motive, în special pentru agitaţiuni politice sau mai cu osebire cei care vor fi dovediţi că s'au dedat la contrabande, că au călcat într'altfel regulamentele vamale sau că au cauzat daune fiscului celuilalt Stat.

4. In caz de nevoie, fiecare din Părţile Contractante poate cere pe cale diplomatică ceilalte, schimbarea unui agent chiar fără a produce un motiv.

5. Se va da curs fără întârziere cererilor menţionate în alineatele 2 până la 4 de mai sus şi care tind la schimbarea unui agent.

Articolul 11.

Greşeli de serviciu

1. Puterea disciplinară în ce priveşte agenţii în serviciul pe teritoriul celuilalt Stat, cât despre sancţiunea greşelilor lor de serviciu, aparţine în mod exclusiv autorităţilor Statului care i-a delegat.

2. En cas de faute de service concernant les communications ferroviaires aux termes du présent Accord, l'administration dans la circonscription de laquelle la faute a été commise procède à une instruction sur les éléments de fait, s'il y a lieu de concert et avec l'aide de l'administration intéressée de l'autre Partie Contractante. Le résultat de l'instruction sera porté à la connaissance de l'administration ferroviaire de l'autre Partie Contractante, qui prendra les mesures nécessaires et en avisera. Les agents l'administration menant l'instruction, pourront sur leur demande, être entendus dans la langue officielle de leur Etat.

Article 12.

Aide et assistance aux agents en service.

1. Les agents et les offices des Parties Contractantes en service dela gare de transmission et sur la ligne entre cette dernière et la frontière, se prêteront mutuellement aide et assistance dans l'exercice de lurs fonctions, notamment lorsqu'il s'agit d'empêcher ou de découvrir des infractions.

2. Les agents et les offices d'une Partie Contractante prêteront aux offices et agents de l'autre Partie en service sur le territoire indiqué à l'alinéa ci-dessus l'aide et l'assistance nécessaires demandées; ils accèderont à ces demandes dans la même mesure que s'il s'agissait de demandes émanant de leurs propres offices ou agents, en tant que les lois et les règlements de l'Etat respectif le permettent.

3. Les Parties Contractantes s'engagent à assurer sur leur territoire, aux offices de l'administration voisine et à ses agents, la possibilité d'exercer paisiblement leurs fonctions, notamment en ce qui concerne la réception et l'expédition de l'argent de l'office et des valeurs de l'administration, des notes et documents de service et de veiller à leur sûreté comme s'il s'agissait de leur propre service. Les envois doivent être accompagnés par une liste spécifiant le contenu, les valeurs et les sommes envoyées, avec, pour ces dernières, l'indication de leur provenance.

La douane a le droit de contrôler si le contenu correspond à la liste. Tout envoi doit être déclaré la douane.

Articlè 13.

Agents de contrôle.

1. Il appartient chacune des administrations intéressées de contrôler le fonctionnement du service fait par ses agents sur le territoire de l'autre Etat.

2. Les organes de contrôle devront s'abstenir de toute ingérance directe dans le service de l'exploitation. Au besoin ils pourront se substituer aux organes contrôlés.

Articlè 14.

Franchissement de la frontière de l'Etat et séjour temporaire dans l'autre Etat.

1. En vertu d'un permis délivré par l'office compétent, les agents de chaque Partie Contractante, désignés pour le service dans les gares de transimission ou sur les lignes situées entre celles-ci et la frontière, auront la faculté de franchir la frontière en vue d'exercer ce service et de séjourner sur le territoire de l'autre Stat, dans la zone du chemin de fer tant pendant la durée de leur service que dans les intervalles, et cela sans passeports ou visas. Ces permis seront délivrés d'aprè un modèle

2. In caz de greşeală de serviciu privind comunicaţiile feroviare în sensul prezentului Acord, administraţia în circumscripţia căreia s'a comis greşala, procedează la facerea unei instrucţii asupra elementelor de fapt, dacă este cazul de acord şi cu ajutorul administraţiei interesate a celeilalte Părţi Contractante. Rezultatul instrucţiei va fi adus la cunoştinţa Administraţiei feroviare a celeilalte Părţi Contractante, care va lua măsurile necesare şi va aviza. Agenţii care nu cunosc în deajuns limba oficială a administraţiei care instrueşte, vor putea, pe baza cererii lor, să fie audiaţi în limba oficială a Statului lor.

Articolul 12.

Ajutor şi asistenţă pentru agenţii în serviciu

1. Agenţii şi prepuşii Părţilor Contractante în serviciu la gara de transmisie şi pe linia între aceasta şi frontieră, îşi vor da în mod reciproc ajutor şi asistenţă în exerciţiul funcţiunii lor, în special când este vorba de a împiedica sau de a descoperi infracţiuni.

2. Agenţii şi prepuşii unei Părţi Contractante vor da prepuşilor şi agenţilor celeilalte Părţi Contractante în serviciu pe teritoriul menţionat în alineatul de mai sus, ajutorul şi asistenţa necesară cerute; vor răspunde acestor cereri în aceeaşi măsură ca şi cum ar fi vorba de cereri provenind dela proprii lor prepuşi sau agenţi, atât cât legile şi regulamentele Statului respectiv o permit.

3. Părţile Contractante se obligă a asigura pe teritoriul lor prepuşilor administraţiei vecine şi agenţilor săi, posibilitatea de a exercita în mod paşnic funcţiunile lor, în special în ce priveşte primirea şi expedierea banilor Administraţiei şi a valorilor ei, a notelor şi a documentelor de serviciu şi de a veghea la siguranţa lor, ca şi cum ar privi propriul lor serviciu. Trimeterile trebue să fie însoţite de o listă care să specifice conţinutul, valorile şi sumele trimise, cu, pentru acestea din urmă, indicarea provenienţei lor.

Vama are dreptul de a controla dacă conţinutul corespunde listei. Ori şi ce trimitere trebue să fie declarată la vamă.

Articolul 13.

Agenţi de control

1. Este în căderea fiecăreia din Administraţiile interesate de a controla funcţionarea serviciului îndeplinit de agenţii săi pe teritoriul celuilalt Stat.

2. Organele de control vor trebui să se abţină dela orice ingerinţă directă în serviciul exploatării. La nevoie se vor putea substitui organelor controlate.

Articolul 14.

Trecerea frontierei Statului şi şederea temporară în celălalt Stat

1. In virtutea unui permis eliberat de oficiul competent, agenţii fiecărei Părţi Contractante, desemnaţi pentru serviciul în gările de transmisie sau pe linia situată între acestea şi frontieră, vor avea posibilitatea de a trece frontiera în scop de a-şi face serviciul şi de a şedea pe teritoriul celuilalt Stat, în zona căii ferate, atât în timpul serviciului, cât şi în intervale, şi aceasta fără paşapoarte sau vize. Aceste permise vor fi eliberate după un model convenit. Administraţiunile

convenu. Les administrations intéressées se communiqueront les noms des offices autorisés à délivrer lesdits permis. Leur durée de valabilité sera conforme aux circonstances des divers cas; toutefois, elle n'excédera pas un an. La circulation en dehors de la zone du chemin de fer ne sera permise qu'en vertu d'une carte délivrée par l'office de police de la gare de transmission sur la base du permis susmentionné. Cette carte ne sera valable que sur le territoire de la commun où est située la gare de transmission.

2. Tour franchir la frontieré il suffit aux agents des chemins de fer desservant les trains et les locomotives, au lieu d'un permis de l'inscription de leurs noms dans le rapport du train; de même pour les agents de poste faisant le service dans les vagons postaux, il suffira de l'inscription de leurs noms dan les rapports de service de la course postale resepctive. Pour séjourner sur le territoire de l'autre Etat en dehors de la zone du chemin de fer, il leur sera délivré par l'office de police de la gare de transmission sur la base de cette inscription dans le rapport du train ou de la course postale, des cartes spéciales libellées au porteur. Il sera nécessaire de toujours remettre ces cartes audit office de police avant le retour de ces agents dans leur propre Etat. Des dispositions analogues à celles de la dernière phrase de l'alinéa 1 ci-dessus s'appliqueront auxdites cartes.

3. En cas d'interruption de la communication par télégraphe et par téléphone, les courriers, chargés de la transmission des messages officiels, par écrit, au sujet du service d'exploitation, ont le droit de passer la frontière à condition de présenter un tel message. Pour le franchissement de la frontière au retour, il suffira de la copie du message respectif visée par le destinataire. Le courrier respectif devra être également muni d'une autorisation délivrée à cet égard par le commissaire de police de la station ou par son adjoint.

En cas d'absence de ceux-ci, cette autorisation pour passer la frontière sera délivrée par le chef de station ou par son remplaçant.

4. Les agents en service sur le territoire de l'autre Etat sont autorisés à porter en service et endehors du service l'uniforme ou les insignes de leur fonction. Ils y seront tenus pour autant que les règlements de leur administration l'exigent.

Le port d'armes n'est autorisé qu'en tant que celles-ci font partie de leur équipement de service et seulement dans la zone du chemin de fer; il ne doit en être fait usage que dans le cas de légitime défense.

5. Les agents qui franchissent la frontière au cours de leur service ou en vue d'accomplir leur service seront autorisés, sous réserve de la visite de la douane à importer avec eux, sans payer les droits de douane et autres taxes, les objets évidemment destinés à leur consommation personelle pour un jour de service, y compris la durée du voyage d'aller et de retour. Tout de même les dispositions légales en vigueur dans le pays d'importation seront appliquées pour les articles monopolisés.

6. Les agents indiqués à l'alinéa ci-dessus seront, sur la base des permis mentionnées audit alinéa, transportés gratuitement sur le parcours entre la gare de transmission et la frontière.

Article 15.

Franchissement de la frontière de l'Etat et résidence fixé dans l'autre Etat.

En vertu d'une carte d'identité délivrée d'après le modèle convenu, les agents en service sur le territoire de l'autre Etat ainsi que les membres de leur famille vivant dans leur ménage, pourront résider dans l'endroit où ils exercent leur service. Comme endroit où ils exercent leur service on entend le terri-

interesate îşi vor comunica numele prepuşilor autorizaţi a elibera zisele permise. Durata de valabilitate va fi conformă circumstanţelor a diverselor cazuri; totuşi, nu va depăşi un an. Circulaţia în afara zonei căii ferate nu va fi permisă decât cu o autorizaţie eliberată de oficiul de poliţie al gării de transmisie, pe baza permisului susmenţionat. Această autorizaţie nu va fi valabilă decât pe teritoriul comunei în care se găseşte gara de transmisie.

2. Pentru trecerea frontierei este de ajuns ca agenţii căilor ferate funcţionând în trenuri şi locomotive, în loc de permis, să fie înscrişi nominal în raportul trenului; de asemeni pentru agenţii poştali, făcând serviciul în vagoanele poştale, va fi deajuns ca numele lor să fie înscrise în rapoartele de serviciu ale cursei poştale respective. Pentru şederea pe teritoriul celuilalt Stat în afara zonei căii ferate, li se vor elibera de către oficiul de poliţie al gării de transmisie, pe baza acestei înscrieri în raportul trenului sau al cursei poştale, autorizaţii speciale la purtător. Va trebui ca totdeauna aceste autorizaţii să fie înapoiate zisului oficiu de poliţie înaintea înapoierii acestor agenţi în propriul lor Stat. Dispoziţiuni analoage celor din ultima frază a alineatului 1 de mai sus se vor aplica ziselor autorizaţii.

3. In caz de întreruperea comunicaţiilor prin telegraf şi prin telefon, curierii însărcinaţi cu transmisia înştiinţărilor oficiale, scrise, în ce priveşte serviciul exploatării, au dreptul de a trece frontiera cu condiţia de a arăta o astfel de înştiinţare. Pentru trecerea frontierei la înapoiere, va fi deajuns să prezinte copia înştiinţării respective vizată de destinatar. Curierul respectiv va trebui de asemeni să aibă o autorizaţie eliberată în acest scop de comisarul de poliţie al staţiei sau de ajutorul său.

In cazul lipsei acestora, această autorizaţiune de a trece frontiera va fi eliberată de şeful staţiei sau de înlocuitorul său.

4. Agenţii în serviciu pe teritoriul celuilalt Stat sunt autorizaţi să poarte în timpul serviciului sau în afara serviciului, uniforma sau insignele funcţiunii lor. Vor fi ţinuţi într'atâta cât regulamentele Administraţiunii lor o cer.

Portul armelor nu este autorizat decât într'atâta cât ele fac parte din echipamentul lor de serviciu şi numai în zona căii ferate; nu trebuesc întrebuinţate decât în cazul de legitimă apărare.

5. Agenţii care trec frontiera în timpul serviciului lor sau în scop de a-şi îndeplini serviciul, vor fi autorizaţi, sub rezerva vizitei vamale, a duce cu ei, fără a plăti taxe vamale sau altele, obiectele destinate în mod vădit consumului lor personal în timpul unei zile de serviciu, cuprinzându-se şi durata drumului dus şi întors. Totuşi vor fi aplicate dispoziţiunile legale în vigoare în ţara importatoare în ce priveşte articole monopolizate.

6. Agenţii indicaţi în alin. 1 de mai sus, vor fi transportaţi, pe baza permisului menţionat în zisul alineat, în mod gratuit pe parcursul între gara de transmisie şi frontieră.

Articolul 15

Trecerea frontierei Statului şi reşedinţa fixă în celălalt Stat

In virtutea unei cărţi de identitate eliberată după modelul convenit, agenţii în serviciul pe teritoriul celuilalt Stat, precum şi membrii familiilor lor ce conviețuiesc împreună, vor putea avea reşedinţa în locul unde îşi exercită funcţiunea. Prin locul unde îşi exercită funcţiunea se înţelege teritoriul

toire de la commune où est située la gare de transmission. Ces personnes en tant que ressortissants de l'un des Etats Contractants, pourront franchir (à l'entrée et à la sortie), sur présentation de ladite carte, la frontière par la route douanière menant la gare de transmission ou située près de cette gare.

Article 16.

Dispositions douanières.

1. Dans les gares de frontière et sur les lignes situées entre ces gares et la frontière, les prescriptions douanières de l'Etat respectif, seront appliquées pour le trafic de voyageurs, de bagages, de colis-messageries et marchandises.

2. Les trains de voyageurs et de marchandises pourront franchir la frontière en tout temps, d'après l'itinéraire.

Pour les trains facultatifs ou spéciaux on doit aviser l'office douanier au plus tard au moment du départ du train de la station frontière.

3. Afin d'accélérer les formalités dans les gares de frontière ou de transmission et sur les lignes situées entre ces gares et la frontière le agents de douane et de police de l'autre Etat Contractant seront autorisés à accompagner les trains entre les stations frontières et à commencer la surveillance douanière et de police ainsi que les opérations préliminaires concernant la révision douanière et des passeports. Ces agents seront transportés gratuitement dans ce but entre les gares-frontières.

Les prescriptions douanières et de police de l'Etat respectif seront appliquées après le passage de la frontière.

4. Il est interdit l'arrêter et d'amener de force dans l'autre Etat les ressortissants de l'Etat sur le territoire duquel se trouve la gare de transmission. Lesdits ressortissants ayant enfreint les prescriptions indiquées aux alinea 1 et 3 ci-dessus seront invités à l'office respectif par les agents de douane ou de police de l'Etat sur le territoire duquel se trouve la gare de transmission, pour la constation des faits. Un fonctionnaire de douane ou de police de l'Etat qui a demandé la constatation des faits devra, toutefois, être présent à cette procédure Dès que celle-ci est terminée, la personne en question est autorisée à continuer sa route. De même, un fonctionnaire de douane ou de police de l'Etat sur le territoire duquel se trouve la gare de transmission doit être appelé si le ressortissant de ces Etats oppose résistance à un acte de service des agents de douane ou de police de l'autre Etat et si la contrainte physique est nécessaire.

5. Les agents des chemins de fer, douane police, poste etc., qui franchissent la frontière en service, en vertu des dispositions du présent Accord, devront se présénter à l'office de douane en vue d'une révision douanière éventuelle s'ils désirent quitter la gare frontière pour se rendre dans la commune à laquelle elle appartient.

La même formalité est à remplir au retour.

6. Les objits destines au service des offices situés sur le territoire étranger, ainsi que les uniformes et équipements des agents qui y sont en service, pourront être importés ou exportés en franchise de douane et sans perception de taxes quelconques sur la présentation d'une attestation signée par le Chef du service compétent. La même disposition s'applique aux objets de deménagement usagés, spécifiés dans un inventaire annexé à l'attestation officielle et destinés à l'usage des agents déplacés, des membres de leurs familles, ainsi qu'aux objets leur appartenant qu'ils envoient dans leur pays pour être réparés ou nettoyés etc. Les interdictions d'ordre économique frappant les importations et les exportations ne s'appliqueront pas à ces objets.

comunei unde este situată gara de transmisie. Aceste persoane, în calitatea lor de supuşi ai unuia din Statele contractante, vor putea trece (la intrare şi la ieşire) frontiera, pe baza prezentării suszisei cărţi de identitate prin drumul vamal ducând la gara de transmisie sau situat lângă această gară.

Articolul 16.

Dispoziţiuni vamale

1. In gările de frontieră şi pe liniile situate între aceste gări şi frontieră, prescripţiile vamale ale Statului respectiv se vor aplica pentru traficul de călători, bagaje, de colete-mesagerii şi de mărfuri.

2. Trenurile de călători şi de mărfuri vor putea trece frontiera în ori şi ce timp, conform itinerariului.

Pentru trenurile facultative sau speciale trebue ca oficiul vamal să fie avizat cel mai târziu în momentul plecării trenului din staţia de frontieră.

3. In scop de a grăbi formalităţile în gările de frontieră sau de transmisie şi pe liniile ce se găsesc între aceste gări şi frontieră, agenţii vamali şi de poliţie a celuilalt Stat Contractant vor fi autorizaţi să însoţească trenurile între staţiunile de frontieră şi a începe supravegherea vamală şi de poliţie, precum şi operaţiile premergătoare privind revizia vamală şi a paşapoartelor. Aceşti agenţi vor fi transportaţi în mod gratuit în acest scop între gările de frontieră.

Prescripţiile vamale şi de poliţie ale Statului respectiv se vor aplica după trecerea frontierei.

4. Este interzis de a aresta şi de a duce cu forţa în celălalt Stat supuşii Statului pe teritoriul căruia se găseşte gara de transmisie. Zişii supuşi, care au călcat prescripţiile indicate în alineatele 1 şi 3 de mai sus, vor fi poftiţi la oficiul respectiv de către agenţii vamali sau de poliţie ai Statului pe teritoriul căruia se găseşte gara de transmisie, în scop de a se constata faptele. Un funcţionar vamal sau de poliţie al Statului care a cerut constatarea faptelor, va trebui totuşi să fie de faţă la această procedură. De îndată ce aceasta se termină, persoana în chestie este autorizată să-şi continue drumul. De asemeni un funcţionar vamal sau de poliţie al Statului pe teritoriul căruia se găseşte gara de transmisie trebue chemat dacă supusul acestui Stat opune rezistenţă unui act de serviciu al agenţilor vamali sau de poliţie a celuilalt Stat şi dacă constrângerea fizică este necesară.

5. Agenţii căilor ferate, vamali, de poliţie, poştali, etc. care trec frontiera în timpul serviciului, pe baza dispoziţiunilor acordului de faţă, vor trebui să se prezinte la oficiul vamal în vederea unei eventuale revizii vamale, dacă vor să părăsească gara de frontieră, pentru a se duce în comună căreia aparţine gara.

Aceeaşi formalitate trebue îndeplinită şi la înapoiere.

6. Obiectele destinate serviciului prepuşilor ce se găsesc pe teritoriul străin, precum uniformele şi echipamentele agenţilor care îşi fac serviciul, vor putea fi importate sau exportate cu scutire de vamă şi fără percepere de ori şi ce fel de taxe, pe baza unei dovezi semnată de şeful serviciului competent. Aceeaşi dispoziţie se aplică obiectelor casnice vechi, specificate într'un inventar anexat dovezii oficiale şi destinate întrebuinţării de către agenţii ce se deplasează, a membrilor familiilor lor, precum şi obiectelor ce le aparţin şi pe care le trimet în ţara lor, pentru a fi reparate sau curăţite, etc. Interzicerile de ordin economic lovind importul şi exportul nu se aplică acestor obiecte.

7. Les pièces de rechange du matériel roulant avarié, demandées à l'administration étrangère en vertu des accords et règlements sur l'emploi réciproque des voitures et wagons en trafic international, de même qeu les pièces avarieées, seront transportées en franchise de douane et sans perception d'un droit quelconque, sur la présentation d'une attestation officielle, signée par le chef du serviec compétent, de l'administration expéditrice constatant la destination de ces pièces.

8. Les matériaux et les instruments nécessaires pour l'exécution des travaux de la part d'un administration sur le territoire de l'autre, seront transportées, au-delà de la frontière en franchise de droits de douane sous condition que les matériaux non utilisés et les instruments soient retournés après l'accomplissement des travaux sur le territoire de l'administration qui a executé les travaux.

Il este nécessaire, lors de l'importation de ces matériaux et instruments de présenter une demande, accompagnée d'une liste en double exemplare, spécifiant:

a) le genre et la quantité du matériel et

b) le nombre, le poids et la dénomination des instruments pour lesquels on demnade une permission d'importation temporaire.

Pour ces instruments ainsi que pour les matériaux non utilisés une déclaration par écrit doit être faite, que ceux-ci seront exportés, après préavis à l'office douanier, une fois les travaux achevés.

Dans le cas contraire le reste des matériaux non utilisés ainsi que les instruments seront soumis aux droits de douane de l'Etat dans lequel ils se trouvent.

Les demandes et les formalités seront exemptées de toutes taxes.

7. Piesele de schimb ale materialului rulant stricat, cerute dela administrația străină, pe baza acordurilor și regulamentelor, privitoare la întrebuințarea reciprocă a vagoanelor în traficul internațional, precum și piesele avariate, vor fi transportate cu scutire de vamă și fără perceperea vreunei taxe, pe baza unei dovezi oficiale, semnată de șeful serviciului competent al administrației expeditoare, constatând destinația acestor piese.

8. Materialele și instrumentele necesare executării lucrărilor de către una din administrații, pe teritoriul celeilalte, vor fi transportate peste frontieră, cu scutire de vamă, sub condiția că materialul neîntrebuințat și instrumentele să fie trimise înapoi, după îndeplinirea lucrărilor pe teritoriul administrației care a executat lucrările.

Este necesar ca, odată cu importul acestor materiale și instrumente, să se prezinte o cerere, însoțită de o listă în dublu exemplar, specificând:

a) felul și cantitatea materialului, și

b) numărul, greutatea, și denumirea instrumentelor pentru care se cere un permis de import temporar.

Pentru aceste instrumente, precum și pentru materialele neîntrebuințate, trebuește făcută o declarație scrisă cum că aceste materiale și instrumente vor fi exportate, după ce oficiul vamal își va da preavizul, de îndată ce lucrările se vor fi terminat.

In cazul contrar, restul materialelor neîntrebuințate, precum și instrumentele vor fi supuse taxelor de vamă ale Statului în care ele se găsesc. Cererile și formalitățile vor fi scutite de ori și ce taxe

Article 17.

Dispositions concernant les services postaux.

Afin d'être assuré contre tout risque, le transport du matériel postal et du personnel respectif sera au moins effectué dans un compartiment réservé d'un vagon à voyageurs et au besoin dans un wagon postal ou fourgon.

Articolul 17.

Dispoziţiuni privind serviciile poştale

In scop de a fi asigurat contra ori și cărui risc, transportul materialului poștal și a personalului respectiv se va face cel puțin într'un compartiment rezervat al unui vagon de călători și la nevoie într'un vagon poștal sau furgon.

Article 18.

Responsabilité pour dommages et accidents.

La responsabilité pour dommages et accidents survenus dans les communications ferroviaires réciproques entre la frontière et la gare de transmission y compris cette gare, sera réglée, à l'exception de la responsabilité pour les dommages prévus par le contrat de transport, d'après les lois et règelments en vigueur à l'endroit où le dommage ou l'accident se produit, à moins que le présent accord en dispose autrement.

Dans les relations entre les deux administrations ferroviaires, la responsabilité et le droit de recours seront réglés par un arrangement spécial entre les dits administrations.

Articolul 18.

Responsabilitatea în ce privește daunele și accidentele

Responsabilitatea în ce privește daunele și accidentele întâmplate în comunicațiile feroviare reciproce între frontieră și gara de transmisie, precum și în această gară, va fi reglementată, cu excepția responsabilității pentru daunele prevăzute de contractul de transport, după legile și regulamentele în vigoare, la locul unde s'a produs dauna sau accidentul, afară dacă acordul de față dispune altfel.

In relațiile între cele două administrații feroviare, responsabilitatea și dreptul de recurs vor fi reglementate printr'un aranjament special între zisele administrații.

Article 19.

Points de contact tarifaire.

Exécution du service d'exploitation entre la frontière de l'Etat et la gare de transmission, ainsi que dans cette dernière.

1. Le point de contact tarifaire se trouve à la frontière sauf les cas prévus dans les conventions spéciales.

Articolul 19.

Puncte de contact tarifar

Executarea serviciului de exploatare între frontiera Statului și gara de transmisie, precum și în aceasta din urmă.

1. Punctul de contact tarifar se găsește la frontieră în afara cazurilor prevăzute prin convenţiuni speciale.

2. La conduite des trains affectés au trafic limitrophe entre la frontière et la gare jusqu'à laquelle la traction est faite sera réglée par convention spéciale contre remboursement des frais de traction. Ces frais seront fixés d'après des taxes unitaires.

Ces taxes unitaires et le mode de remboursement seront établis par la même convention entre les administrations ferroviaires des Parties Constractantes. Pour certaines espèces de trafic ferroviaire, ces administrations pourront convenir d'un mode spécial pour l'établissement du remboursement des frais de traction.

3. Le service dans les gares de transmission sera réglé par les arrangements de service locaux.

4. Seront valables pour la formation des trains les règlements adoptés par l'administration assurant leur conduite.

5. Les conventions spéciales règleront les questions de service dans les gares de transmission. Les arrangements de service locaux règleront les qusetions de détail tant pour le mouvement que pour la transmission des wagons, des bagages, des colis-messageries, des marchandises et de la poste, les questions concernant le service de manoeuvre ainsi que les dispositions détaillées relatives au service des trains sur la ligne entre la frontière et la gare de transmission, de même que dans cette dernière. La rédaction et l'usage des documents relatifs à la transmission (feuilles de train, feuilles de chargement, bordereaux de transmission des bagages et des marchandises), peuvent être réglés aussi par un arrangement spécial entre les deux administrations ferroviaires.

6. La question d'utilisation, à titre exceptionnel, des locomotives appartenant à l'administration voisine pour manoeuvre des wagons à la gare de transmission, sera réglée par les arrangements de service local; la nécessité de leur emploi, ainsi que les taxes unitaires à payer seront réglées par les conventions spéciales prévues à l'article précédent.

7. Les locomotives en circulation sur le ligne de l'autre administration correspondront aux conditions téchniques qui y régnent. Les prescriptions afférentes et les essais d'aptitude seront réciproquement reconnus valables.

8. Les administrations ferroviaires se communiqueront gratuitement, en temps utile, toutes les prescriptions, circulaires et instructions concernant le trafic par le point frontière. En cas d'urgence, le chef de la gare de transmission pourra s'entendre directement à cet égard avec les organes de l'autre administration qui seront désignés dans les arrangements de service local.

9. L'administration voisine sera informée à temps de toutes modifications apportées à l'exécution du service relatif au trafic par le point frontière, afin qu'elle puisse donner les instructions nécessaires à son personnel. En particulier, les administrations se communiqueront toutes les modifications apportées aux règlements sur le mouvement, ainsi que celle relatives aux installations dans la gare de transmission et sur la ligne entre cette dernière et la frontière, pour autant que ces modifications auront une certaine importance pour l'exécution du service d'exploitation.

Article 20.

Chauffage, nettoyage, éclairage, etc., des constructions et des installations.

Le cauffage, le nettoyage, l'écleirage, etc., des constructions, installations ou autres aménagements affectés au trafic par les points frontières indiqués, incombent à l'administration locale. Les dérogations éventuelles à cette disposition peuvent être stipulées dans des conventions spéciales.

2. Conducerea trenurilor care asigură traficul limitrof între frontieră şi gară, până la care se face tracţiunea, va fi reglementată prin convenţie specială contra rambursării cheltuielilor de tracţiune. Aceste cheltuieli vor fi fixate după taxe unitare.

Aceste taxe unitare şi modul de rambursare vor fi stabilite prin aceeaşi convenţiune între administraţiile feroviare ale Părţilor Contractante. Pentru unele feluri de trafic feroviar, aceste administraţii vor putea conveni asupra unui mod special de stabilirea rambursării cheltuielilor de tracţiune.

3. Serviciul în gările de transmisie va fi reglementat de aranjamentele de serviciu local.

4. Pentru formarea trenurilor vor fi valabile regulamentele adoptate de administraţia care asigură conducerea lor.

5. Convenţiuni speciale vor reglementa chestiunile de serviciu în gările de transmisie. Aranjamentele de serviciu local vor reglementa chestiunile de amănunt atât pentru mişcare cât şi pentru transmisia vagoanelor, bagajelor, coletelor-mesagerii, mărfurilor şi a poştei, chestiunile privind serviciul de manipulare, precum şi dispoziţiunile amănunţite relative la serviciul trenurilor pe linia dintre frontieră şi gara de transmisie, de asemenea şi în aceasta din urmă. Redactarea şi întrebuinţarea documentelor relative la transmisie (foi de tren, foi de încărcare, borderouri de transmisie a bagajelor şi a mărfurilor), pot fi reglementate de asemeni printr'o înţelegere specială între cele două administraţii feroviare.

6. Chestiunea întrebuinţării, în mod excepţional, a locomotivelor aparţinând administraţiei vecine pentru manevra vagoanelor în gara de transmisie, va fi reglementată prin aranjamentul de serviciu local; necesitatea întrebuinţării lor, precum şi taxele unitare de plătit, vor fi reglementate prin convenţiile speciale prevăzute de articolul precedent.

7. Locomotivele ce circulă pe linia celeilalte administraţii vor corespunde condiţiunilor tehnice cerute de acea administraţie. Prescripţiile aferente şi încercările de aptitudine vor fi reciproc recunoscute valabile.

8. Administraţiunile feroviare îşi vor comunica în mod gratuit, la timp util, toate prescripţiile, circulările şi instrucţiunile privind traficul prin punctul de frontieră. In cazuri de urgenţă, şeful gării de transmisie se va putea înţelege direct în această privinţă cu organele ceilalte administraţii care vor fi desemnate prin aranjamente de serviciu local.

9. Administraţia vecină va fi informată la timp de toate modificările aduse în executarea serviciului relative la traficul prin punctul de frontieră, astfel încât să poată da instrucţiunile necesare personalului său. In special, administraţiile îşi vor comunica toate modificările aduse regulamentelor de mişcare, precum şi cele privitoare la instalaţiile din gara de transmisie şi pe linia dintre aceasta din urmă şi frontieră, într'atât cât aceste modificări vor avea o oarecare importanţă pentru executarea serviciului de exploatare.

Articolul 20.

Incălzitul, curăţitul, luminatul etc., a construcţiilor şi a instalaţiunilor

Incălzitul, curăţitul, luminatul, etc. a construcţiilor, instalaţiilor sau alte localuri afectate traficului prin punctele de frontieră indicate, cad în sarcina administraţiunii locale. Eventualele derogări dela această dispoziţiune pot fi stipulate în convenţiuni speciale.

Article 21.

Interruption du trafic et du transport.

Les administrations intéressées se comuniqueront les empêchements du trafic et se prêteront assistance en cas d'obstacle a celui-ci et au transport par les points frontières. Elles s'entendront, s'il y a lieu, sur la manière d'y remédier. Les offices de l'administration voisine auxquels il appartient d'envoyer, en cas d'interruption dans le mouvement, les avis prescrits seront désignés dans l'arrangement local.

Articolul 21.

Intreruperea traficului şi a transportului

Administraţiunile interesate îşi vor comunica greutăţile traficului şi-şi vor da ajutor în cazul împiedecării lui şi a le transportului prin punctele de frontieră. Ele se vor înţelege, dacă este cazul, asupra modului de a remedia. Prepuşii administraţiei vecine, cărora le incumbă sarcina de a trimite, în cazul întreruperii mişcării avizele prescrise, vor fi desemnaţi prin aranjamentul local.

Article 22.

Secours en cas d'accidents ou d'empêchement aux mouvements.

1. Les deux administrations ferroviaires se prêteront mutuellement secours sur demande, en cas d'accident ferroviaire ou d'empêchements au mouvement sur leurs lignes ou dans leurs gares.

2. Les trains de secours et leurs equipes sont soumis lors du franchissement de la frontière à la surveillance de la douane et de la police mais ils sont exemptés des formalités douanières et de passeport. Le franchissement de la frontière doit être annoncé aux offices de la douane et de la police de la gare de transmission. Les trains de secours et leurs équipes sont tenus de retourner aussitôt les secours prêtés.

3. Les administrations intéressées détermineront dans chaque arrangement de service local la zone dans les limites de laquelle se prêteront secours et s'entendront sur les questions de détail à cet sujet.

4. L'administration locale ne pourra, en principe, utiliser une locomotive de l'administration voisine, en vue du secours à prêter, qu'avec l'assentiment du bureau de représentation de cette administration.

5. Les prestations faites par les trains de secours et par les chasse-neige sont à la charge de l'administration qui en a fait la demande par ses agents. La modalité pour fixer le remboursement des secours prêtés sera établie d'un commun accord par les administrations ferroviaires, dans une convention spéciale.

Articolul 22.

Ajutoare în caz de accidente sau de împiedicare la mişcare

1. Cele două administraţii feroviare îşi vor da reciproc ajutor, la cerere, în caz de accident de feroviar sau piedici la mişcare pe liniile lor sau în gările lor.

2. Trenurile de ajutor şi echipele lor sunt supuse, cu ocazia trecerii frontierei, supravegherii vamale şi poliţieneşti, dar sunt scutite de formalităţile vamale şi de paşaport. Trecerea frontierei trebue să fie anunţată oficiilor vamale şi poliţieneşti ale gării de transmisie. Trenurile de ajutor şi echipele lor sunt ţinute de a se reîntoarce de îndată ce ajutoarele au fost date.

3. Administraţiile interesate vor determina, prin fiecare aranjament de serviciu local, zona în limitele căreia îşi vor da ajutor şi se vor înţelege asupra chestiunilor de amănunt în această privinţă.

4. Administraţia locală nu va putea, în principiu, să întrebuinţeze o locomotivă a administraţiei vecine spre a da ajutor, decât cu asentimentul biroului de reprezentare a acestei administraţii.

5. Prestările trenurilor de ajutor şi a plugurilor de zăpadă, cad în sarcina Administraţiei care le-a cerut prin agenţii săi. Modalitatea de a fixa rambursarea ajutoarele date va fi stabilită de comun acord de administraţiile feroviare printr'o convenţie specială.

Article 23.

Signalisation et signalement des trains.

La signalisation et le signalement des trains entre les postes situés des deux côtés de la frontière — postes qui seront désignés dans la convention spéciale — se feront conformément aux prescriptions de l'administration conduisant les trains (l'administration désignée par la convention spéciale à faire la traction et la conduite des trains). Les communications afférentes se feront dans la langue officielle de cette administration. Il en est de même en ce qui concerne la remise, par ecrit, des ordres et instructions aux équipages des trains.

Articolul 23.

Semnalizarea şi semnalmentele trenurilor

Semnalizarea şi semnalmentele trenurilor între posturile ce se găsesc de amândouă părţile frontierei — posturi ce vor fi desemnate prin convenţia specială — se vor face conform prescripţiilor administraţiei ce conduce trenurile (administraţia desemnată prin convenţia specială de a face tracţiunea şi conducerea trenurilor). Comunicaţiile aferente se vor face în limba oficială a acestei administraţiuni. De asemeni în ceea ce priveşte transmisia prin scris a ordinelor şi instrucţiilor echipagiilor trenurilor.

Article 24.

Ligne télégraphique et téléphonique.

1. Les agents de l'administration voisine en service dans la gare de transmission ont le droit d'utiliser gratuitement, pour le service, les installations télégraphiques et téléphoniques

Articolul 24.

Linie telegrafică şi telefonică

1. Agenţii administraţiei vecine cu serviciul în gara de transmisie, au dreptul să întrebuinţeze în mod gratuit, pentru serviciu, instalaţiunile telegrafice şi telefonice afectate traficului

affectées au trafic ferroviaire entre les gares de transmission et les gares de l'administration voisine qui seront désignées dans les arrangements de service local.

2. Entre ces gares on emploiera:

a) une ligne télégraphique affectée à l'envoi, en général, des télégrammes de service;

b) une ligne télégraphique et téléphonique réservée au signalement des trains;

c) une ligne téléphonique reliant les stations;

d) une ligne pour sonneries et

e) éventuellement les transmissions des appareils de bloc de ligne.

Les dérogations peuvent être stipulées pans la convention spéciale.

3. Les heures de fonctionement des appareils téléphoniques et télégraphiques, la remise des télégrammes de service, le mode d'annoncer les perturbations dans le fonctionnement des lignes et la reprise de la communication seront stipulés en détail dans les arrangements de service local.

Article 25.

Locaux de service, dépôts pour locomotives.

L'administration locale assurera aux offices de l'Etat voisin, pour l'usage exclusif ou en commun, des locaux et emplacements de services, des dépôts de locomotives. des installations, des dortoirs et des logements hygièniques pour les agents. Les locaux etc. et les indemnités à payer seront fixés par la convention spéciale.

Article 26.

Remise et acceptation des voitures et wagons.

1. Les heures de la livraison et de l'acceptation des trains de marchandises dans les gares de transmission seront fixées d'un commun accord par les administrations intéressées, en tenant compte des intérêts du trafic, de la capacité des installations ferroviaires et des horaires.

2. En tenant compte des intérêts du trafic, les administrations intéressées des deux Parties Contractantes s'entendront, pour chaque point frontière, sur le service d'exploitation et de la remise et acceptation des trains les dimanches, jours de fête et autres jours fériés. Il ne sera pas toutefois dérogé aux dispositions du numéro 4 du paragraphe 3 du Règlement pour l'emploi réciproque des wagons en trafic international (R. I. V.), édition de Stockholm.

3. La remise et acceptation des voitures et wagons s'effectuera conformément aux accords en vigueur sur l'utilisation des voitures et fourgons en trafic international (R. I. C.), et pour les wagons conformément au règlement en vigueur pour l'emploi réciproque des wagons en trafic international (R. I. V.), ou bien suivant les dispositions qui seront établies par les administrations ferroviaires des Parties Contractantes dans les arrangements généraux ou spéciaux.

Article 27.

Correspondance de service.

1. Pour autant qu'on se servira exclusivement des installations ferroviaires, l'échange de la correspondence de service par écrit, par télégraphe et téléphone, ainsi que le transport des imprimés, billets, etc. se fera gratuitement. Il en sera

feroviar între gările de transmisie şi gările administraţiei vecine ce vor fi desemnate prin aranjamentele de serviciu local.

2. Intre aceste gări se va întrebuinţa:

a) o linie telegrafică afectată în general expedierii telegramelor de serviciu;

b) o linie telegrafică şi telefonică rezervată semnalării trenurilor;

c) o linie telefonică legând staţiunile între ele;

d) o linie pentru sonerie, şi

e) eventual transmisiile prin aparatele de bloc de linie.

Derogări se vor putea stipula prin convenţie specială.

..3. Orele de funcţionare ale aparatelor telefonice şi telegrafice, transmisia telegramelor de serviciu, modul de a anunţa perturbările în funcţionarea liniilor şi reluarea comunicaţiilor vor fi stipulate în amănut în aranjamentele de serviciu local.

Articolul 25.

Localuri de serviciu, depouri de locomotive

Administraţia locală va da spre folosinţă exclusivă sau în comun, oficilor Statului vecin localuri şi terenuri de serviciu, depouri de locomotive, instalaţiuni, dormitoare şi locuinţe igienice pentru agenţi. Localurile etc. şi indemnizaţiile de plătit vor fi fixate prin convenţie specială.

Articolul 26.

Expedierea şi primirea trăsurilor şi vagoanelor

1. Orele de expediere şi de primirea trenurilor de mărfuri în gările de transmisie vor fi fixate de comun acord de către administraţiile interesate, ţinând seamă de interesele traficului, de capacitatea instalaţiunilor feroviare şi de orarii.

2. Ţinând seama de interesele traficului, administraţiile interesate ale celor două Părţi Contractante se vor înţelege, pentru fiecare punct de frontieră, asupra serviciului de exploatare şi asupra expedierii şi primirii trenurilor în zilele de duminecă, de sărbătoare sau alte zile nelucrătoare. Totuşi nu se va deroga dela dispoziţiile numărului 4, —din paragraful 3,— al Regulamentului pentru întrebuinţarea reciprocă a vagoanelor în trafic internaţional (R. I. V.), ediţia din Stockolm.

3. Expedierea şi primirea trăsurlor şi vagoanelor se va efectua conform acordurilor în vigoare asupra întrebuinţării trăsurilor şi furgoanelor în trafic internaţional (R. I. C.) şi pentru vagoane, conform regulamentelor în vigoare asupra întrebuinţării reciproce a vagoanelor în trafic internaţional (R. I. V.) sau următori dispoziţiilor ce vor fi stabilite de către administraţiile feroviare ale Părţilor Contractante în aranjamentele generale sau speciale.

Articolul 27.

Corespondenţa de serviciu

1. Intr'atât cât se va întrebuinţa în mod exclusiv instalaţiunile feroviare, schimbul corespondenţei de serviciu prin scris, prin telegraf şi telefon, precum şi transportul imprimatelor, biletelor etc., se va face gratuit. De asemeni, în ce priveşte su-

de même des recettes en argent encaissées dans les gares de transmission et transportées à destination de l'administration voisine.

2. La remise de la correspondance de service des deux Administrations sera effectuée sur la base d'une feuille de remise et d'acceptation.

3. Les lettres de service, les colis, sommes d'argent et envois de valeur, dans les rapports entre les offices ferroviaires, de douane, de police dans l'Etat d'origine et les offices de ce même Etat situés sur le territoire de l'autre Etat, ainsi que dans le rapports que ces derniers offices entretiennent entre eux, peuvent être transportés seulement par les agents de service autorisés à franchir la frontière et en franchise de toutes taxes postales.

Article 28.

Constructions et installations nouvelles ou déjà existentes.

1. Les administrations intéressées des Parties Contractantes s'entendront, dans chaque cas particulier, sur les nouvelles constructions et installations, ainsi, que sur les modifications, l'agrandissement et l'amélioration des constructions et installations déjà existantes, dont l'administration aurait besoin pour un usage exclusif ou en commun.

2. Les frais de construction, si on ne stipule pas autrement dans la convention spéciale, sont à la charge de l'administration locale, qui est propriétaire.

Article 29.

Liquidation des créances.

1. La liquidation des créances dûes en conformité du présent accord se fera sur la base des factures que les administrations se communiqueront pour chaque trimestre, au plus tard dans la deuxième moitié du premier trimestre suivant le trimestre comptable. Le remboursement sera effectué dans le 60 jours à compter de la date de la réception de la facture. Les intérêts dûs pour cause de retard sont firés à 6% par an.

2. Le décompte des créances afférentes aux wagons, aux transports ou à d'autres créances quelconques, stipulées ou à stipuler séparément, ne tombe pas sous le coup de la présente disposition.

3. Toutes objections soulevées contre les factures ne sauraient en retarder le paiement. Les dettes des créances résultant des factures contre lesquelles des objections ont été soulevées, seront mises en ligne de compte dans les factures ultérieures. Les factures déjà réglées peuvent éventuellement donner lieu à des contestations. Chaque partie a le droit de vérifier les pièces annexées et de réclamer en cas d'erreur. En cas de nécessité une vérification commune sera entreprise et un procès-verbal signé par les représentants des deux addiminstrations sera dréssé à la fin de la vérification des pièces annexées à la facture.

4. Le droit de vérification est prescrit à l'expiration de deux ans à dater du jour de la réception de la facture par l'administration débitrice.

5. Afin de faciliter la liquidation des creances, les administrations ferroviaires payeront réciproquement les factures concernant les soummes dûes par les offices de douane, de poste, de police, etc. pour le loyer, l'eau, l'éclairage, le chauffage, etc.

Les factures respectives seront établies séparément pour chaque office (poste, douane, police, etc.).

mele de bani încasate în gările de transmisie și transportate cu destinația administrației vecine.

2. Expedierea corespondenței de serviciu a acelor două administrații se va face pe baza unei foi de expediție și de primire.

3. Scrisorile de serviciu, coletele, sumele de bani și valorile ce se vor schimba între oficiile feroviare, vamale de poliție ale Statului de origine și oficiile ale aceluiași Stat, situate pe teritoriul celuilalt Stat, precum și cele ce se vor schimba în raporturile pe care aceste ultime oficii le întrețin între ele, pot fi transportate numai de către agenții de serviciu autorizați de a trece frontiera și scutite de ori și ce taxă poștală.

Articolul 28.

Construcții și instalații noi sau deja existente

1. Administrațiunile interesate ale Părților Contractante se vor înțelege în fiecare caz în parte, asupra noilor construcții și instalații, precum și asupra modificărilor, măririlor și îmbunătățirilor la construcțiile și instalațiile deja existente, de care administrațiunea ar avea nevoie pentru întrebuințarea exclusivă sau în comun.

2. Cheltuielile de construcție, dacă nu se prevede altfel prin convenție specială, cad în sarcina administrațiunii locale, care este proprietară.

Articolul 29.

Lichidarea creanțelor

1. Lichidarea creanțelor datorite conform acordului de față, se va face pe baza facturilor pe care administrațiile și le vor comunica pentru fiecare trimestru, cel mai târziu în cea de a doua jumătate a primului trimestru următor trimestrului contabil. Rambursarea se va efectua în cele 60 de zile, începând dela data primirii facturii. Dobânzile datorate pentru întârzieri se fixează la 6% pe an.

2. Decontarea creanțelor aferente vagoanelor, transporturilor sau a altor creanțe oarecare, stipulate sau de stipulat în mod separat, nu cade sub prevederile prezentei dispoziții.

3. Ori și ce obiecțiuni ridicate contra facturilor nu vor duce la întârzierea plății. Sumele creanțelor rezultând din facturile contra cărora s'au ridicat obiecțiuni, vor fi în cont, în facturile ulteriore. Facturile deja achitate pot eventual să dea loc la contestații. Fiecare parte are dreptul de a verifica piesele anexe și de reclamă în caz de erori. In caz de nevoie se va face o verificare comună și se va întocmi un proces-verbal semnat de reprezentanții celor două administrații la sfârșitul verificării pieselor anexate la factură.

4. Dreptul de verificare se prescrie la expirarea a doi ani, începând din ziua primirii facturii de către administrația debitoare.

5. In scop de a ușura lichidarea creanțelor, administrațiile feroviare vor plăti reciproc facturile privind sumele datorate de către oficiile vamale, poștale, de poliție etc., pentru chirie, apă, iluminat, încălzit etc.

Facturile respective vor fi stabilite în mod separat pentru fiecare oficiu (poștă, vamă, poliție etc.).

Article 30.

Décompte des recettes du transport.

Le décompte des recettes du transport se fera sur la base d'arrangements spéciaux entre les administrations ferroviaires intéressées.

Article 31.

Remboursement des soldes.

1. Toutes les sommes à payer aux termes du présent Accord lorsqu'elles ne sont pas convenues en francs or d'un poids de 10/31 de grammes au titre de 0,900, seront calculées et versées dans la monnaie de l'Etat sur la territoire duquel l'administration, appelée à présenter la facture, a son siège.

2. Le remboursement des soldes réciproques sera effectué d'après les principes établis par les administrations ferroviaires centrales des deux Parties Contractantes, qui s'entendront s'il y a lieu, sur les mesures à prendre afin d'éviter les pertes résultant des variations du change.

Article 32.

Remboursement des frais.

Toutes les dépenses qu'une administration fera pour la construction ou l'entretien des locaux ou installations mis à la disposition des offices de l'autre Partie Contractante ainsi que les matériaux mis à leur disposition en exécution de cet Accord, lui seront remboursées intégralement par l'autre Partie Contractante y compris une majoration de 10% à titre de supplément administratif.

Article 33.

Sitiuation juridique des agents de l'Etat limitrophe.

1. Le séjour, le domicile et l'accomplissement d'un service sur le territoire de l'autre Etat ne change en rien la nationalité des agents d'un Etat en service sur le territoire de l'autre. Il en est de même des membres de leurs familles vivant dans leur ménage sur le territoire de l'autre Etat. Dans ces cas, ni le domicile, ni le séjour, ni la naissance n'entraîneront l'acquisition de la nationalité de cet Etat.

2. Les agents en service sur le territoire de l'autre Etat y seront considérés, en ce qui concerne leur protection juridique au point de vue pénal, comme fonctionnaires de l'Etat sur le territoire duquel ils se trouvent. En cas d'insulte ou de lésion, en dehors de la plainte déposée par la victime, les pouvoirs publics auront à porter plainte (proposition) de leur côté pour autant que cette plainte (proposition) est recevable. Les Parties Contractantes agiront dans ces circonstances de la même manière que s'il s'agissait de leurs propres agents.

3. Les agents délégués en service sur le territoire de l'autre Etat ainsi que les membres de leurs familles vivant dans leur ménage, sont exemptés, sur le territoire de l'autre Etat en tant qu'ils sont ressortissants de l'Etat qui les délègue, de toutes espèces de service militaire dans l'armée active et de toutes prestations imposées au lieu de ce service; pour les prestations militaires autres que celles ci-dessus indiquées, ainsi que pour les requisitions militaires, ils ne seront pas contraints dans une plus grande mesure que les nationaux et seulement conformément aux principes en viguer à cet égard.

Articolul 30.

Decontarea veniturilor provenite din transport

Decontarea veniturilor provenite din transport se va face pe baza aranjamentelor speciale între administrațiunile feroviare interesate.

Articolul 31.

Rambursarea soldurilor

1. Toate sumele de plătit conform acordului de față, când nu s'a convenit a fi efectuate în franci aur de o greutate de 10/31 gr., cu titlul 0.900, se vor calcula și vărsa în moneda Statului pe teritoriul căruia administrațiunea, chemată să prezinte factura, își are sediul.

2. Rambursarea soldurilor reciproce se va efectua, conform principiilor stabilite de administrațiunile feroviare centrale a celor două Părți Contractante, care se vor înțelege, dacă este cazul, asupra măsurilor de luat în scop de a evita pierderile rezultând din variațiunile de schimb.

Articolul 32

Rambursarea cheltuielilor

Toate cheltuielile pe care o administrație le va face pentru construirea sau întreținerea localurilor sau instalațiunilor puse la dispoziția oficiilor celeilalte Părți Contractante, precum și materialele puse la dispoziția lor, conform acestui acord, îi vor fi rambursate integral de cealaltă Parte Contractantă, plus o majorare de 10% cu titlul de supliment administrativ.

Articolul 33.

Situația juridică a agenților Statului limitrof

1. Reședința, domiciliul și îndeplinirea unui serviciul pe teritoriul celulalt Stat, nu schimbă întru nimic naționalitatea agenților unui Stat cu serviciul pe teritoriul celuilalt. Aceeași situațiune o au și membrii familiilor lor, trăind la un loc pe teritoriul celuilalt Stat. In acest caz, nici domiciliul, nici reședința, nici nașterea nu vor atrage căpătarea naționalității acestui Stat.

2. Agenții cu serviciu pe teritoriul celuilalt Stat, vor fi considerați acolo, în ce privește protecția lor juridică din punct de vedere penal, ca funcționari ai Statului pe teritoriul căruia se găsesc. In cazuri de insultă sau de leziuni, în afara plângerii depuse de victimă, puterea publică va trebui de asemenea să depuie plângere (propunere), într'atât cât această plângere (propunere) este de primit. Părțile Contractante vor lucra în aceste împrejurări în același mod ca și cum ar fi vorba de proprii lor agenți.

3 Agenții delegați cu serviciul pe teritoriul celuilalt Stat, precum și membrii familiilor lor, trăind la un loc cu ei, vor fi scutiți, pe teritoriul celuilalt Stat, în calitatea lor de supuși ai Statului ce-i deleagă, de orișice serviciu militar în armata activă și de orișice prestațiune impusă în locul acestui fel de serviciu; pentru prestațiunile militare, altele decât cele mai sus indicate, precum și pentru rechiziționile militare, ei nu vor fi constrânși într'o măsură mai mare decât naționalii și numai conform principiilor în vigoare, în această privință.

4. Sur le territoire de l'autre Etat, ils seront, en outre, complètement exemptés de l'obligation de remplir des fonctions d'ordre public auprès des tribunaux, autorités publiques ou collectives autonomes (communes), sauf celles de tuteurs (de curateurs) concernant les ressortissants de l'Etat auquel ils appartiennent.

Article 34.

Responsabilité pénale des agents en service sur le territoire de l'autre Etat.

1. Les agents mentionnés à l'alinéa 1 l'article 33 sont tenus durant leur séjour sur le territoire de l'autre Etat, d'observer ses lois générales, notamment les lois pénales ainsi que les règlements de police et ils sont à cet égard soumis à sa souveraineté. Si quelque autorité de cet Etat introduit contre l'un desdits agents une procédure pénale de quelque espèce qu'elle soit, elle en avisera par voie diplomatique l'autorité compétente dont dépend cet agent dans le plus bref délai possible.

2. Toute procédure pénale éventuelle introduite contre l'agent d'un Etat en service sur le territoire de l'autre Etat sera suivie avec la plus grande rapidité; il devra être donné avis par voie diplomatique du résultat de la procédure pénale à l'autorité dont dépend l'agent en lui envoyant copie du jugement définitif.

3. Les mesures qui, le cas échéant, devront être prises pour s'assurer de l'une des personnes nommées dans l'alinéa précédent, ne devront pas, autant que faire se pourra, troubler le fonctionnement du service, et en cas d'arrestation d'une personne de ce genre il en sera immédiatement donné avis au Chef de service auquel elle appartient.

Article 35.

Assurances sociales.

1. En ce qui concerne les assurances sociales des agents délégués pour un temps ou à demeure sur le territoire de l'autre Etat, seront exclusivement valables les dispositions juridiques de l'Etat où se trouve le siège de l'administration à laquelle lesdits agents sont subordonnés.

2. Seront compétents pour l'applications des assurances sociales, de même que pour la solution des contestations, les assureurs, les autorités et les tribunaux de l'Etat dont les dispositions juridiques doivent être appliquées d'après l'alinéa 1 ci-dessus.

3. Les prestations fournies en vertu des dispositions ci-dessus conformément aux prescriptions juridiques de l'autre Etat Contractant, auront quant à la responsabilité civile de l'employeur et des tiers, les mêmes effets de droit que les prestations accordées en vertu de ses propres prescriptions juridiques. Il n'existe pas de recours de l'une des administrations ferroviaire contre l'autre.

Article 36

Assistance en cas de maladie.

Si un agent de l'une des Parties Contractantes, en service sur le territoire de l'autre Partie, ou un des membres de sa famille vivant dans son ménage tombe malade ou bien a besoin d'assistance médicale dans d'autre cas également urgents, l'administration locale la lui fournit dans la même mesure qu'à ses propres agents.

4. Pe teritoriul celuilalt Stat ei vor fi de asemenea complet scutiţi de obligaţia de a presta funcţiuni publice pe lângă tribunale, autorităţi publice sau colective, autonome (comune), afară de cele de tutori (curatori) în ce priveşte naţionalii Statului căruia îi aparţin.

Articolul 34

Responsabilitatea penală a agenţilor cu serviciul pe teritoriul celuilalt Stat

1. Agenţii menţionaţi în alineatul 1 al art. 33, sunt ţinuţi, în timpul şederii lor pe teritoriul celuilalt Stat, să respecte legile generale, în special legile penale, precum şi regulamentele de poliţie şi sunt, în această privinţă, supuşi suveranităţii sale. Dacă o autoritate oarecare a acestui Stat, introduce contra unuia din agenţi o acţiune penală de orişice specie ar fi, ea va preveni pe cale diplomatică autoritatea competentă de care depinde acest agent, în cel mai scurt timp posibil.

2. Orişice procedură penală eventuală, introdusă contra unui agent al unui Stat, cu serviciul pe teritoriul celuilalt Stat, va fi urmată cu cea mai mare rapiditate; pe cale diplomatică se va aviza autoritatea de care depinde agentul asupra rezultatului procedurii penale, trimiţându-i-se copie de pe hotărîrea definitivă.

3. Măsurile care eventual vor trebui să fie luate pentru a se asigura de persoana celor citaţi în alineatul precedent, nu vor trebui, pe cât e posibil, să turbure funcţionarea serviciului, şi în caz de arestarea unei persoane de acest fel, va trebui imediat prevenit şeful serviciului căruia îi aparţine.

Articolul 35.

Asigurări sociale

1. In ce priveşte asigurările sociale a agenţilor delegaţi pentru un timp sau cu domiciliul pe teritoriul celuilalt Stat, vor fi valabile în mod exclusiv dispoziţiile juridice ale Statului pe teritoriul căruia se află sediul administraţiei căreia zişii agenţi îi sunt subordonaţi.

2. Vor fi competenţi pentru aplicarea asigurărilor sociale ca şi pentru rezolvarea contestaţiilor, asigurătorii, autorităţile şi tribunalele Statului cărui indispoziţii juridice se aplică, conform alineatului

3. Prestările făcute, conform dispoziţiilor de mai sus, după prescripţiile juridice ale celuilalt Stat contractant, vor avea în ce priveşte responsabilitatea civilă a patronului şi a terţilor, aceleaşi efecte de drept ca şi prestările făcute în virtutea propriilor sale prescripţii juridice. Nu există recurs a unei din administraţiile feroviare contra celeilalte.

Articolul 36.

Ajutoare în caz de boală

Dacă un agent al uneia din Părţile Contractante, cu serviciul pe teritoriul celeilalte Părţi, sau unul din membrii familiei sale, trăind la un loc cu el, se îmbolnăveşte sau are nevoie de ajutor medical în alte cazuri de asemenea urgente, administraţia locală trebue s'o acorde în aceaşi măsură ca propriilor săi agenţi.

Article 37.

Tribunal arbitral.

1. Toute contestation qui s'élèverait entre les Parties Contractantes au sujet de l'intérprétation ou de l'application des dispositions du présent accord et qui n'aura pu être réglée à l'amiable par la voie diplomatique, sera soumise à un tribunal arbitral qui sera spécialement constitué pour chaque litige pouvant surgir entre les deux Parties Contractantes. Ce tribunal arbitral, qui sera composé de trois membres don un nommé par chaque Partie Contractante et le troisième choisi parmi les ressortissants d'un Etat tiers et chargé de la fonction de Président dudit tribunal, sera désigné de commun accord par les deux Parties Contractantes, ou, à défaut d'accord, par l'office central des transports internationaux de Berne.

2. Le tribunal arbitral devra être constitué dans un délai maximum de trois mois à compter de la notification du litige. Le siège du tribunal sera fixé par le Président.

3. Le tribunal ainsi constitué fixera les règles de la procédure, sa décision sera rendue en dernier ressort et aura force obligatoire pour les deux Parties.

4. Avant la constitution du tribunal arbitral, les deux Parties Contractantes s'entendront sur le chiffre de la rémunération à verser au Président et aux membres du tribunal arbitral. Chacun des deux Gouvernements payera d'abord les rémunérations dues aux membres qu'il a nommés au tribunal arbitral, et par moitié celle du Président ainsi que les autres dépenses matérieles et de personnel dudit tribunal. Ces sommes constitueront une partie des frais de procédure. Le tribunal arbitral décidera également dans sa sentance si l'une des Parties doit rembourser à l'autre les frais la procédure et pour quelle somme.

Articlè 38.

Modification éventuelle, entrée en vigueur et valabilité de l'accord.

1. Chacun des gouvernements des Parties Contractantes est autorisé à notifier au Gouvernement de l'autre Partie les demandes en revision du présent Accord

2. La partie qui demandera une modification de l'Accord, sera tenue d'en déposer un projet. L'autre partie prendra position dans le plus bref délai possible quant à ce projet et pourra déposer, s'il y a lieu, un contre-projet, sur quoi des négociations seront entamées à ce sujet.

3. Le présent accord sera ratifié. L'échange des instruments de ratification se fera à Bucarest dans le plus bref délai possible. L'acccord entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des instruments de ratification; il restera en vigueur aussi longtemps qu'ils n'y aura pas eu dénonciation, que chacune des Parties Contractantes peut faire sur un préavis de six mois.

4. Dès l'entrée en vigueur du présent accord, toutes les dispositions comprises dans les accords et arangements conclus entre les deux administrations ferroviaires, qui sont contraires aux dispositions du présent accord, cesseront leurs effets.

Articlè 39.

Observations générales.

1. Sous la dénomination de „zone des chemins de fer", dans le sens du présent accord, on comprend le territoire appartenant aux deux administrations ferroviaires entre les gares frontière (respectivement gares de transmission) et le territoire de ces gares.

Articolul 37.

Tribunal arbitral

1. Orice contestaţie ce s'ar ridica între Părţile Contractante în ce priveşte contractarea sau aplicarea dispoziţiilar acordului de faţă, şi care nu va fi putut fi reglementată în mod amical pe cale diplomatică, va fi supusă unui arbitral care se va constitui în mod special pentru fiecare litigiu ce s'ar ivi între cele două Părţi Contractante. Acest tribunal arbitral, care va fi compus din 3 membri din care câte unul numit de fiecare parte contractantă, iar al treilea ales dintre resortisanţii unui Stat terţ şi însărcinat cu funcţiunea de preşedinte a zisului tribunal, va fi desemnat de comun acord de cele două Părţi Contractante, sau în lipsa acordului de oficiul central al transporturilor internaţionale din Berna.

2. Tribunalul arbitral va trebui să fie constituit într'un interval de maximum 3 luni, începând dela notificarea litigiului. Sediul tribunalului va fi fixat de preşedinte.

3. Tribunalul astfel constituit va hotărî regulele de procedură, decizia sa va fi dată în ultimă instanţă şi va avea putere obligatorie pentru cele două părţi.

4. Inainte de constituirea tribunalului arbitral, cele două Părţi Contractante se vor înţelege asupra cuantumului remuneraţiei de acordat preşedintelui şi membrilor tribunalului arbitral. Fiecare din cele două Guverne va plăti mai întâiu remuneraţiile cuvenite membrului pe care l-a numit în tribunalul arbitral, şi pe jumătate aceea cuvenită preşedintelui, precum şi celelalte cheltuieli de material şi de personal ale zisului tribunal. Aceste sume constituesc o parte din cheltuielile de procedură. Tribunalul arbitral decide de asemeni prin sentinţa sa, dacă una din părţi trebue să rambursezе celeilalte cheltuielile de procedură şi în ce măsură.

Articolul 38.

Modificarea eventuală, intrarea în vigoare şi valabilitatea acordului

1. Fiecare din guvernele Părţilor Contractante poate notifica guvernului celeilalte părţi cererile de revizuire ale acordului de faţă.

2. Partea care va cere modificarea acordului este ţinută să prezinte un proiect. Cealaltă parte trebue să ia atitudine în cel mai scurt timp posibil în ceea ce priveşte acest proiect şi poate să prezinte dacă este cazul un pontra-proiect, pe baza căruia vor începe negocierile în acest sens.

3. Acordul de faţă va fi ratificat. Schimbul instrumentelor de ratificare se va face la Bucureşti, în cel mai scurt timp posibil. Acordul va intra în vgioare în cea de a treizecea zi, după schimbul de instrumente de ratificare; va rămâne în vigoare atât timp cât nu va interveni denunţarea, pe care fiecare din părţile contractante poate s'o producă după un preaviz de şase luni.

4. De îndată ce acordul de faţă va intra în vigoare, toate dispoziţiile cuprinse în acordurile şi aranjamentele încheiate între cele două administraţii feroviare, care sunt contrarii dispoziţiilor prezentului acord, îşi vor înceta efectele.

Articolul 39.

Observaţiuni generale

1. Sub denumirea de „zona căilor ferate"', în sensul acordului de faţă, se înţelege teritoriul aparţinând celor două administraţii feroviare, între gările de frontieră (respectiv gările de transmisie) şi teritoriul acestor gări.

2. En tant que certaines questions ne sont pas reglées par le présent accord (comme par exemple celle de la double imposition, de l'extradition etc.) les dispositions des conventions spéciales en vigueur entre les deux pays seront appliquées.

Faute des conventions ou dispositions spéciales relatives aux questions ci-dessus, chaque Pays appliquera les prescriptions légales en vigueur sur son territoire.

3. Cet accord remplace la „Convention générale conclue entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et le Royaume de Roumanie, concernant le règlement des communications et du transit sur les chemins de fer des deux Royaumes, le 3 juin 1925".

Article 40.

Dispositions finales.

A l'article 1:

a) Les autorités des deux Parties Contractantes auront soin à ce que le présent accord soit observé par les chemins de fer prives qui prennent part au trafic ferroviaire entre les deux Parties Contractantes;

Ces chemins de fer privés peuvent revendiquer l'un de l'autre les droits accordés par le présent accord aux chemins de fer des Parties Contractantes.

b) Le présent accord n'affecte en rien les droits découlant en faveur des Parties Contractantes, des documents de concession concernant lesdits chemins de fer privés.

A l'article 7:

Il est bien entendu que les agents de l'Etat voisin pourront s'entretenir entre eux dans leur langue sur le territoire de l'autre Etat, aussi en relations de service.

Partout où, dans le présent accord, il est question d'agents on entend par le terme „agent" le personnel de toute catégorie dont se servent les diverses administrations des Parties Contractantes.

A l'articole 16 point 8:

L'exonération de droit de douane pour les matériaux sera accordée seulement dans les cas où ces materiaux seront utilisés pour les travaux dans les stations frontières ou sur le terrain appartenant à l'une des deux administrations ferroviaires des Parties Contractantes, entre les deux station-frontière.

A l'article 29 alinéa 4:

On réserve aux autorités supérieures des deux administrations le droit de présenter leurs contestations au plus tard dans un délai de trois ans à dater du jour de la réception de la facture par l'administration débitrice.

Aux articles 29 et 31:

Les administrations ferroviaires des Parties Contractantes s'entendront sur le point de savoir à quel Bureau de compensation se fera le remboursement des soldes provenant des comptes réciproques.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Beograd, en double original, le 23 décembre mil neuf cent trent-huit.

(ss) DAN GEBLESCU

(ss) Dr. M. SPAHO

2. Intr'atât cât unele chestiuni nu sunt reglementate prin acordul de faţă (ca de exemplu: aceea a dublei impuneri, a extrădării etc.), dispoziţiunile convenţiunilor speciale ce sunt în vigoare între cele două ţări vor fi aplicate.

In lipsa convenţiilor sau dispoziţiilor speciale cu privire la chestiunile de mai sus, fiecare ţară va aplica prescripţiile legale în vigoare pe teritoriul său.

3. Acest acord înlocueşte „Convenţiunea generală încheiată între Regatul Sârbilor, Croaţilor şi Slovenilor şi Regatul României, privitoare la reglementarea comunicaţiilor şi a transitului pe căile ferate a celor două regate, din 3 Iunie 1925".

Articolul 40.

Dispoziţiuni finale

La art. 1:

a) Autorităţile celor două Părţi Contractante vor avea grijă ca acordul de faţă să fie respectat de către căile ferate particulare, care iau parte la traficul feroviar între cele două Părţi Contractante. Aceste căi ferate particulare pot revendica una dela alta drepturile acordate prin acordul de faţă căilor ferate ale Părţilor Contractante;

b) Acordul de faţă nu afectează întru nimic drepturile decurgând în favoarea Părţilor Contractante, din documentele de concesionare privind zisele căi ferate particulare

La art. 7:

Este bine înţeles că agenţii Statului vecin vor putea convorbi între ei în limba proprie pe teritoriul celuilalt Stat, chiar şi în raporturile de serviciu.

Peste tot unde, în acordul de faţă, este vorba de agenţi, se înţelege prin termenul „agent" personalul de ori şi ce categorie de care se serveşte diversele adminstraţiuni ale Părţilor Contractante.

La art. 16, punctul 8:

Scutirea de vamă pentru materiale se va acorda numai în cazul când aceste materiale vor fi întrebuinţate pentru lucrările din staţiunile de frontieră sau pe terenul aparţinând uneia din cele două administraţii feroviare ale Părţilor Contractante, între cele două staţiuni de frontieră.

La art. 29, alineatul 4:

Se rezervă autorităţilor superioare ale celor două administraţii dreptul de a prezenta contestaţiunile cel mai târziu într'un interval de trei ani, începând cu data primirii facturii de către administraţia debitoare.

La articolele 29 şi 31:

Administraţiunile feroviare ale Părţilor Contractante se vor înţelege asupra chestiunii de a şti la ce birou de compensaţiune se va face rambursarea soldurilor provenind din conturile reciproce.

Drept care Plenipotenţiarii susnumiţi au semnat acordul de faţă, punând sigiliile lor.

Făcut la Belgrad, în dublu original, la 23 Decemvrie 1938.

(ss) DAN GEBLESCU.

(ss) Dr. EM. SPAHO.

CAROL al II-lea,

Prin graţia lui Dumnezeu şi voinţa naţională, Rege al Romăniei.

La toţi de faţă şi viitori, sănătate:

Asupra raportului preşedintelui Consiliului Nostru de Miniştri şi al miniştrilor Noştri secretari de Stat la Departamentele Afacerilor Străine şi Justiţiei sub Nr. 34.580 din 31 Mai 1939;

Având în vedere jurnalul Consiliului de Miniştri Nr. 1.572 din 1939 şi avizul Consiliului Legislativ Nr. 315 din 27 Mai 1939;

In temeiul art. 98 din Constituţie,

Am decretat şi decretăm:

LEGE

pentru autorizarea ratificării Actului internaţional de cooperaţie intelectuală, semnat la Paris la 3 Decemvrie 1938

Art. unic. — Guvernul este autorizat a ratifica şi a face să se execute Actul internaţional de cooperaţie intelectuală, semnat la Paris la 3 Decemvrie 1938.

Dat în Bucureşti la 2 Iunie 1939.

CAROL

Preşedintele Consiliului de Miniştri, **Armand Călinescu**

Ministrul justiţiei, **Victor Iamandi**

Ministrul afacerilor străine, **Gr. Gafencu**

Nr. 2.265.

ACTE INTERNATIONALE
CONCERNANT LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE

Les Gouvernements d'ALBANIE, de la REPUBLIQUE ARGENTINE, de BELGIQUE, du BRÉSIL, du CHILI, de CHINE, de COLOMBIE, de COSTA-RICA, de CUBA, du DANEMARK, de la RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, d'ÉGYPTE, d'EQUATEUR, d'ESPAGNE, d'ESTONIE, de FINLANDE, de la RÉPUBLIGUE FRANÇAISE, de GRÈCE, de GUATEMALA, d'HAITI, de IRAK, de IRAN, d'IRLANDE, de LETTONIE, de LITHUANIE, de LUXEMBOURG, du MEXIQUE, de MONACO, de NORVÈGE, du PANAMA, du PARAGUAY, des PAYS-BAS, du PÉROU, de POLOGNE, du PORTUGAL, de ROUMANIE, du SIAM, de SUÈDE, de SUISSE de TCHÉCHO-SLOVAQUIE, de TURQUIE, de l'UNION de l'AFRIQUE DU SUD, d'URUGUAY, de VÉNÉZUELA et de YOUGOSLAVIE,

Conscients de la mission qui leur incombe de sauvegarder le patrimoine spirituel de l'humanité et de favoriser le développement des sciences, des arts et des lettres;

Considérant que ce développement dépend dans une large mesure de la coopération intellectuelle;

Ayant constaté la valeur des efforts accomplis à cet effet par l'Organisation internationale de Coopération intellectuelle et les divers organes qui la constituent;

Persudés qu'il importe, dans l'intérêt de la paix, de favoriser les relations spirituelles des peuples grâce à l'action d'un organisme intellectuel présentant un triple caractère d'universalité, de permanence et d'independance;

Reconnaissant que l'Organisation internationale de coopération intellectuelle constitue, pour les Hautes Parties contractantes, une libre association, dénuée de tout caractère politique et ayant pour seul but de faire progresser la Coopération intellectuelle;

Considérant que les Commissions nationales de Coopération intellectuelle forment l'une des bases essentielles de l'Organisation internationale de Coopération intellectuelle et qu'il importe d'en accroître le nombre et les moyens d'action;

Considérant les service rendus par l'Institut international de Coopération intellectuelle;

Désireux d'assurer de nouveaux développements à l'initiative prise par le Gouvernement de la République française, qui s'est réalisée dans l'accord du 8 décembre 1924, conclu avec la Société des Nations;

Résolus à accroître les moyens financiers dont dispose déjà l'Institut par les contributions du Gouvernement de la République française et d'autres gouvernements;

Ont désigné leurs plénipotentiaires à cet effet:

ALBANIE.

Délégué:

M. MEHMED ABID, Chargé d'Affaires d'Albanie à Paris.

ACT INTERNAŢIONAL
PRIVITOR LA COOPERAŢIUNEA INTELECTUALĂ

Guvernele ALBANIEI, al REPUBLICEI ARGENTINE, al BELGIEI, al BRAZILIEI, al CHILEI, al CHINEI, al COLUMBIEI, al COSTA-RICAI, al CUBEI, al DANEMARCEI, al REPUBLICII DOMINICANE, al EGIPTULUI, al ECUADORULUI, al SPANIEI, al ESTONIEI, al FINLANDEI, al REPUBLICII FRANCEZE, al GRECIEI, al GUATEMALEI, din Haiti, al IRACULUI, al IRANULUI, al IRLANDEI, al LETONIEI, al LITUANIEI, al LUXEMBOURGULUI, al MEXICULUI, al MONACOULUI, al NORVEGIEI, din PANAMA, al PARAGUAYULUI, al OLANDEI, al PERULUI, al POLONIEI, al PORTUGALIEI, al ROMÂNIEI, al SIAMULUI, al SUEDIEI, al ELVEŢIEI, al CEHOSLOVACIEI, al TURCIEI, al UNIUNII AFRICEI de SUD, al URUGUAYULUI, al VENEZUELEI şi al IUGOSLAVIEI.

conştienţi de misiunea care le revine de a salvgarda patrimoniul spiritual al umanităţii şi de a favoriza desvoltarea ştiinţelor, artelor şi a literelor;

considerând că această desvoltare depinde într'o largă măsură de cooperaţiunea intelectuală;

constatând valoarea eforturilor îndeplinite în acest scop de către Organizaţiunea Internaţională de Cooperaţiune Intelectuală şi de către diversele organe care o constitue;

convinşi că e necesar, în interesul păcii, să se favorizeze relaţiile spirituale ale popoarelor, graţie acţiunii unui organism intelectual, prezentând un întreit caracter de universalitate, permanenţă şi independenţă;

recunoscând că Organizaţiunea Internaţională de Cooperaţie Intelectuală constitue, pentru Inaltele Părţi contractante, o asociaţiune liberă, desfăcută de orice caracter politic şi având ca singur scop să facă să progreseze cooperaţiunea intelectuală;

considerând că Comisiunile Naţionale de Cooperaţiune Intelectuală formează una din bazele esenţiale ale Organizaţiunii Internaţionale de Cooperaţiune Intelectuală şi că este necesar să i se sporească numărul şi mijloacele de acţiune;

considerând serviciile aduse de Institutul Internaţional de Cooperaţie Intelectuală;

doritoare de a asigura noi desvoltări la iniţiativa luată de către Guvernul Republicii Franceze, care s'a realizat prin acordul din 8 Decemvrie 1924, încheiat cu Societatea Naţiunilor;

decise să sporească mijloacele financiare de care dispune deja Institutul, prin contribuţiunile Guvernului Republicii Franceze şi ale altor Guverne;

au desemnat în acest scop pe plenipotenţiarii lor:

ALBANIA

Delegat:

Dl. MEHMED ABID, Insărcinat cu Afaceri al Albaniei la Paris.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE.

Délégué:

M. CARLOS A. PARDO, Secrétaire général de la Délégation permanente de la République Argentine près la Société des Nations.

BELGIQUE.

Délégués:

M. HAESAERT, Recteur de l'Université de Gand;

M. LAVERS, Directeur au Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

BRESIL.

Délégués:

M. ELISEU de MONTARROYOS, Délégué du Brésil auprès de l'Institut international de Coopération intellectuelle, Conseiller spécial auprés de l'Ambassade des États-Unis du Brésil à Paris;

M. JOAO PINTO, DA SILVA, Conseiller commercial de l'Ambassade des États-Unis du Brésil à Paris.

CHILI.

Délégués:

M. MOISÈS VARGAS, Chargé d'Affaires du Chili à Paris;

M. MIGUEL LUIS ROCUANT, ancien Ministre plénipotentiaire.

CHINE.

Délégués:

M. LI YU YING, Président de l'Académie nationale de Peiping;

M. SIAOYU, Expert de la Délégation chinoise.

COLOMBIE.

Délégués:

M. GREGORIO OBREGON, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Colombie à Paris;

M. JAIME JARAMILLO ARANGO, Ministre plénipotentiaire.

COSTA-RICA.

Délégué:

M. LUIS DOBLES SEGREDA, Chargé d'Affaires de Costa-Rica à Paris.

CUBA.

Délégués:

M. le Dr. MARIANO BRULL Y CABALLERO, Chargé d'Affaires p. i. de Cuba en Belgique;

Mlle FLORA DIAZ PARRADO, Premier Secrétaire de la Légation de Cuba à Paris.

DANEMARK.

Délégué:

M. WAMBERG, Conseiller de la Légation du Danemark à Paris.

REPUBLICA ARGENTINA

Delegat:

Dl. CARLOS A. PARDO, Secretar General al Delegaţiunii Permanente a Republicii Argentine pe lângă Societatea Naţiunilor.

BELGIA

Delegaţi:

Dl. HAESAERT, Rector al Universităţii din Gand;

Dl. LAVERS, Director în Ministerul Afacerilor Străine şi al Comerţului Extern.

BRAZILIA

Delegaţi:

Dl. ELISEU de MONTARROYOS, Delegat al Braziliei pe lângă Institutul Internaţional de Cooperaţiune Intelectuală, Consilier special pe lângă Ambasada Statelor-Unite a Braziliei la Paris;

Dl. JOAO PINTO da SILVA, Consilier comercial al Ambasadei Statelor-Unite ale Braziliei la Paris.

CHILI

Delegaţi:

Dl. MOISÈS VARGAS, Insărcinat cu Afaceri la Paris;

Dl. MIGUEL LUIS ROCUANT, fost Ministru plenipotenţiar.

CHINA

Delegaţi:

Dl. LI YU YING, Preşedintele Academiei naţionale din Peiping;

Dl. SIAOYU, Expert al Delegaţiunii chineze.

COLUMBIA

Delegaţi:

Dl. GREGORIO OBREGON, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Columbiei la Paris.

Dl. JAIME JARMILLO ARANGO, Ministru plenipotenţiar.

COSTA-RICA

Delegat:

Dl. LUIS DOBLES SEGREDA, Insărcinat cu Afaceri al Republicei Costa-Rica la Paris.

CUBA

Delegaţi:

Dl. Dr. MARIANO BRULL y CABALLERO, Insărcinat cu Afaceri a. i. al Cubei în Belgia;

D-ra FLORA DIAZ PARRADO, Primă Secretară de Legaţiune a Cubei la Paris.

DANEMARCA

Delegat:

Dl. M. WAMBERG, Consilier de Legaţiune al Danemarcei la Paris.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.

Délégué:

M. MAURICE de HANOT d'HARTOY, Ministre plénipotentiaires, Délégue de la République dominicaine auprès de la Société des Nations.

ÉGYPTE.

Délégué:

MAHMOUD FAKHRY PACHA, Envoé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Égypte à Paris, Délégué de l'Égypte auprès de l'Institut international de Coopération intellectuelle.

ÉQUATEUR.

Délégué:

M. ARTHUR BORRERO, Premier Secrétaire, Chargé d'Affaires p. i. de l'Équateur à Paris.

ESPAGNE.

Délégués:

M. J. BERGAMIN, Agrégé culturel à l'Ambassade d'Espagne à Paris;

M. LUIS ALVAREZ SANTULLANO, Premier Secrétaire à l'Ambassade d'Espagne à Paris.

ESTONIE.

Délégué:

M. OTTO STRANDMANN, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaires d'Estonie à Paris.

FINLANDE.

Délégué:

M. H. HOLMA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Finlande à Paris.

FRANCE.

Délégués:

M. EDOUARD HERRIOT, Président de la Chambre des Députés, Prèsident du Conseil d'Administration de l'Institut international de Coopération intellectuelle;

M. EMILE BOREL, ancien Ministre;

M. BASDEVANT, Jurisconsulte du Ministère des Affaires étrangères;

M. DE PANFIEU, Secrétaire d'Amssade

GRÈCE.

Délégué:

M. NICOLAS POLITIS, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaires de Gréce à Paris.

GUATÉMALA.

Délégué:

M. JOSÉ GREGORIO DIAZ, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaires de Guatémala à Paris.

REPUBLICA DOMINICANA

Delegat:

Dl. MAURICE de HANOT d'HARTOY, Ministru plenipotenţiar, Delegat al Republicii Dominicane pe lângă Societatea Naţiunilor.

EGIPT

Delegat:

MAHMOUD FAKHRY PACHA, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Egiptului la Paris, Delegat al Egiptului pe lângă Institutul Internaţional de Cooperaţie Intelectuală.

ECUADOR

Delegat:

Dl. ARTHUR BORRERO, Prim Secretar, Insărcinat cu Afaceri a. i. al Ecuadorului la Paris.

SPANIA

Delegaţi:

Dl. J. BERGAMIN, Agregat cultural al Ambasadei Spaniei la Paris;

Dl. LUIZ ALVAREZ SANTULLANO, Prim Secretar la Ambasada Spaniei la Paris.

ESTONIA

Delegat:

Dl. OTTO STRANDMANN, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Estoniei la Paris.

FINLANDA

Delegat:

Dl. M. HOLMA, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Finlandei la Paris.

FRANŢA

Delegaţi:

Dl. EDOUARD HERRIOT, Preşedintele Camerei Deputaţilor, Preşedinte al Consiliului de Administraţie al Instituului Internaţional de Cooperaţie Intelectuală;

Dl. EMILE BOREL, fost Ministru;

Dl. BASDEVANT, Jurisconsult al Ministerului Afacerilor Străine;

Dl. de PANAFIEU, Secretar de Ambasadă.

GRECIA

Delegat:

Dl. NICOLAS POLITIS, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Greciei la Paris.

GUATEMALA

Delegat:

Dl. JOSÉ GREGORIO DIAZ, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Guatemalei la Paris.

HAÏTI.

Délégué:

M. ABEL NICOLAE LÉGER, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Haïti à Paris.

IRAK.

Délégué:

M. ATTA AMIN, Chargé d'Affaires de l'Irak à Paris.

IRAN.

Délégués:

M. ANOUCHIVARAU SEPAHBODI, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de l'Iran à Paris;
M. VAKIL, Secrétaire de la Légation d'Iran à Paris.

IRLANDE.

Délégué:

M. C. C. CREMIN, Chargé d'Affaires d'Irlande à Paris.

LETTONIE.

Délégué:

M. OLGERD GROSVALD, Envoyé extraordinaire et Ministru plénipotentiaire de Lettonie à Paris.

LITHUANIE.

Délégué:

M. LADAS NATKEVICIUS, Chargé d'Affaires de Lithuanie à Paris.

LUXEMBOURG.

Délégue:

M. NICOLAS BRAUNSHAUSEN, ancien Ministre de l'Intérieur, du Commerce et de l'Industrie, Président de la Commission nationale luxembourgeoise de Coopération intellectuelle.

MEXIQUE.

Délégue:

M. BERNARDO REYES, Premier Secrétaire de la Légation du Mexique à Paris.

MONACO.

Délégue:

M. le Comte HENRI DE MALEVILLE, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Monaco à Paris.

NORVÈGE

Délégue:

M. H. C. BERG, Conseiller de la Légation de Norvège à Paris.

PANAMA.

Délégue:

M. ARNULFO ARIAS, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Panama à Paris.

HAÏTI

Delegat:

Dl. ABEL NICOLAS LEGER, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Haïti-ului la Paris.

IRAK

Delegat:

Dl. ATTA AMIN, Însărcinat cu Afaceri al Irakului la Paris.

IRAN

Delegaţi:

Dl. ANOUCHIVARAU SEPAHBODI, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Iranului la Paris;
Dl. VAKIL, Secretar de Legaţiune al Iranului la Paris.

IRLANDA

Delegat:

Dl. C. C. CREMIN, Însărcinat cu Afaceri al Irlandei la Paris.

LETONIA

Delegat:

Dl. OLGERD GROSVALD, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Letoniei la Paris.

LITUANIA

Delegat:

Dl. LADAS NATKEVICIUS, Însărcinat cu Afaceri al Lituaniei la Paris.

LUXEMBOURG

Delegat:

Dl. NICOLAS BRAUNSHAUSEN, fost Ministru de Interne, de Comerţ şi de Industrie, Preşedinte al Comisiunii Internaţionale luxemburgheze de Cooperaţie Intelectuală.

MEXIC

Delegat:

Dl. BERNARDO REYES, Prim Secretar al Legaţiunii Mexicului la Paris.

MONACO

Delegat:

Dl. Conte HENRI de MALEVILLE, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Monacului la Paris.

NORVEGIA

Delegat:

Dl. H. C. BERG, Consilier al Legaţiunii Norvegiei la Paris.

PANAMA

Delegat:

Dl. ARNULFO ARIAS, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar din Panama la Paris.

PARAGUAY.

Délégue:

M. le Dr. RAMON CABALLERO de BEDOYA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Paraguay à Paris.

PAYS-BAS.

Délégués:

M. le JONKHEER J. LOUDON, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Paris, Délégue des Pays-Bas auprès de l'Institut international de Coopération intellectuelle;

M. le Professeur J. P. A. FRANÇOIS, Directeur au Ministère des Affaires Étrangères.

PÉROU.

Délégue:

M. FRANCISCO GARCIA CALDERON, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Pérou à Paris, Délégué du Pérou auprès de l'Institut international de Coopération intellectuelle, Membre de la Commission internationale de Coopération intellectuelle.

POLOGNE.

Délégués:

M. FÉLIX FRANKOWSKI, Conseiller de l'Ambassade de Pologne à Paris;

M. FRANÇOIS PULASKI, Ministre plénipotentiaire, Délégué de la Pologne auprès de l'Institut international de Coopération intellectuelle, Directeur de la Bibliothèque polonaise à Paris;

M. JOSEPH MARLEWSKI, Chef de Section au Département politique du Ministère polonaise des Affaires Étrangères;

M. ZYGMUNT L. ZALESKI, Professeur à l'Université Josef Pilsudski de Varsovie, Délégué en France du Ministre de l'Instruction publique de Pologne.

PORTUGAL.

Délégue:

M-me VIRGINIA DE CASTRO E ALMEIDA, Femme de Lettres, Déléguée du Portugal auprès de l'Institut international de Coopération intellectuelle.

ROUMANIE.

Délégué:

M. GEORGES OPRESCU, Professeur à l'Université de Bucarest, Correspondant de l'Académie roumaine.

SIAM.

Délégué:

M. PHRA BAHIDDA NUKARA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Siam à Paris.

PARAGUAY

Delegat:

Dl. Dr. RAMON CABALLERO de BEDOYA, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Paraguayului la Paris.

OLANDA

Delegaţi:

Dl. de JONKHEER J. LOUDON, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Olandei la Paris, Delegat al Olandei pe lângă Institutul Internaţional de Cooperaţie Intelectuală.

Dl. Profesor J. P. A. FRANÇIS, Director în Ministerul Afacerilor Străine.

PERU

Delegat:

Dl. FRANCISCO GARCIA CALDERON, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Perului la Paris, Delegat al Perului pe lângă Institutul Internaţional de Cooperaţie Intelectuală, Membru al Comisiunii Internaţionale de Cooperaţie Intelectuală.

POLONIA

Delegaţi:

Dl. FELIX FRANKOWSKI, Consilier la Ambasada Poloniei la Paris;

Dl. FRANÇOIS PULASKI, Ministru plenipotenţiar, Delegat al Poloniei pe lângă Institutul Internaţional de Cooperaţie Intelectuală, Director al Bibliotecei poloneze din Paris;

Dl. JOSEPH MARLEWSKI, şef de secţiune la Departamentul politic al Ministerului polonez al Afacerilor Străine.

Dl. ZYGMUNT L. ZALESKI, Profesor la Universitatea Joseph Pilsudski din Varşovia, Delegat în Franţa de Ministerul Instrucţiunii Publice din Polonia.

PORTUGALIA

Delegată:

D-na VIRGINIA DE CASTRO E ALMEIDA, Literată, Delegată a Portugaliei pe lângă Institutul Inernaţional de Cooperaţie Intelectuală.

ROMÂNIA

Delegat:

Dl. GEORGE OPRESCU, Profesor la Universitatea din Bucureşti, Corespondent al Academiei Române.

SIAM

Delegat:

Dl. PHRA BAHIDDA NUKARA, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Siamului la Paris.

SUÈDE.

Délégués:

M. H. DE RIBBING, Conseiller de la Légation de Suède à Paris;

M. G. K. KJELLBERG, Secrétaire de la Légation de Suède à Paris.

SUISSE.

Délégués:

M. CAMILLE GORGÉ, Conseiller de Légation, Chef de la Section de la Société des Nations du Département politique fédéral;

M. AUGUSTE SIMONIUS, Professeur à l'Université de Bâle, Membre de la Commission suisse de Coopération intellectuelle.

TCHÉCO-SLOVAQUIE.

Délégué:

M. FRANTISEK CERNY, Conseiller de la Légation de Tchéco-Slovaquie à Paris.

TURQUIE.

Délégué:

M. DJELAL HAZIM ARAR, Ministre plénipotentiaire, Conseiller de l'Ambassade de Turquie à Paris.

UNION DE L'AFRIQUE DU SUD.

Délégué:

M. W. G. W. PARMINTER, Chargé d'Affaires de l'Union de l'Afrique du Sud à Paris.

URUGUAY.

Délégué:

M. HUGO BARBAGELATA, Délégué de l'Uruguay auprès de l'Institut international de Coopération intellectuelle.

VÉNÉZUELA.

Délégué:

M. C. PARRA-PEREZ, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Vénézuéla à Berne.

YOUGOSLAVIE.

Délégué:

M. de VOÏNOVITCH, Sénateur, ancien Ministre, Délégué de la Yugoslavie auprès de l'Institut international de Coopération intellectuelle.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes.

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes constatent que l'oeuvre de la Coopération intellectuelle est indépendante de la politique et fondée tout entière sur le principe de l'universalité.

SUEDIA

Delegaţi:

Dl. H. de RIBBING, Consilier de Legaţie al Suediei la Paris;

Dl. G. K. KJELLBERG, Secretar de Legaţie al Suediei la Paris.

ELVEŢIA

Delegaţi:

Dl. CAMILLE GORGÉ, Consilier de Legaţiune, Şeful Secţiunii Societăţii Naţiunilor la Departamentul politic federal;

Dl. AUGUSTE SIMONIUS, Profesor la Universitatea din Bâle, Membru în Comisiunea elveţiană de Cooperaţie Intelectuală.

CEHOSLOVACIA

Delegat:

Dl. FRANTISEK CERNY, Consilier la Legaţiunea Cehoslovaciei la Paris.

TURCIA

Delegat:

Dl. DJELAL HAZIM ARAR, Ministru plenipotenţiar, Consilier la Ambasada Turciei la Paris.

UNIUNEA AFRICEI DE SUD

Delegat:

Dl. W. G. W. PARMINTER, Însărcinat cu Afaceri al Uniunii Africei de Sud la Paris.

URUGUAY

Delegat:

Dl. HUGO BARBAGELATA, Delegat al Uruguayului pe lângă Institutul Internaţional de Cooperaţie Intelectuală.

VENEZUELA

Delegat:

Dl. C. PARRA-PEREZ, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Venezuelei la Berna.

IUGOSLAVIA

Delegat:

Dl. de VOÏNOVITCH, Senator, fost Ministru, Delegat al Iugoslaviei pe lângă Institutul Internaţional de Cooperaţie Intelectuală.

care, după ce şi-au comunicat deplinele lor puteri, găsite în formă bună şi corectă, au convenit, după cum urmează:

Articolul 1

Înaltele Părţi contractante constată că opera Cooperaţiei Intelectuale este independentă de politică şi fondată, în întregime, pe principiul universalităţii.

Article 2.

Une Commission nationale de coopération intellectuelle, instituée dans chacun des États parties au présent Acte, servira de centre pour développer cette oeuvre tant sur le plan national que sur le plan international, étant entendu qu'il sera tenu compte des conditions propres à chaque pays.

Toutes dispositions utiles seront prises pour favoriser la participation de ces Commissions nationales aux Conférences générales qu'elles tiendront périodiquement.

Article 3.

L'Institut international de coopération intellectuelle aidera de sa collaboration effective les Commissions nationales de coopération intellectuelle.

Article 4.

Chacune des Hautes Parties contractantes reconnaît la personalité juridique de l'Institut.

Article 5.

Chacune des Hautes Parties contractantes accorde à l'Institut international de coopération intellectuelle une contribution financière annuelle, laquelle s'établit en unités de 750 francs-or (1). La subvention minimum est d'une unité.

Au moment de la signature, ou de la ratification, ou de l'adhésion, chaque Partie contractante indique le nombre d'unités constitutives de sa contribution; le total des contributions ainsi versée à l'Institut vient s'ajouter à la subvention allouée par le Gouvernement de la République française aux termes de l'accord du 8 décemvre 1924.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent que le moyes de les associer toutes à la gestion administrative et financière de l'Institut leur est assuré par la mission des Délégués d'État auprès de l'Institut.

Les Délégués d'État des Hautes Parties contractantes qui le présent Acte sera entré en vigueur tiendront une réunion annuelle pour examiner en commun toutes question relatives à la gestion administrative et financière de l'Institut, ainsi que l'emploi des fonds mis à sa disposition.

Article 7.

Le présent Acte, dont les textes français et anglais feront également foi, pourra être signé, au nom des Gouvernements représentés à la Conférence pour la conclusion d'un Acte international concernant la Coopération intellectuelle, jusqu'au 30 avril 1939. Il sera ratifié. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement de la République française, qui en notifiera la réception à tous les Gouvernements qui ont été invités à ladite Conférence.

1) Le franc-or adopté par la Conférence équivant à 0,2903225 gramme d'or fin ou à 0,3225806 gramme d'or au titre de 900 millièmes.

Articolul 2

O Comisiune naţionaă de cooperaţie intelectuală, instituită în fiecare dintre Statele părţi la prezentul Act, va servi de centru pentru desvoltarea acestei opere, atât pe plan naţional, cât şi pe plan internaţional, fiind bine înţeles că se va ţine cont de condiţiunile proprii fiecărei ţări.

Se vor lua toate dispoziţiunile utile pentru a favoriza participarea acestor Comisiuni naţionale la Conferinţele generale pe care le vor ţine în mod periodic.

Articolul 3

Institutul Internaţional de Cooperaţie Intelectuală va ajuta cu colaborarea sa efectivă Comisiunile naţionale de cooperaţie intelectuală.

Articolul 4

Fiecare dintre Inaltele Părţi contractante recunoaşte personalitatea juridică a Institutului.

Articolul 5

Fiecare din Inaltele Părţi contractante acordă Institutului Internaţional de Cooperaţie Intelectuală o contribuţie financiară anuală, care se stabileşte în unităţi de 750 franci-aur (1). Subvenţiunea minimă e de o unitate.

In momentul semnării sau ratificării sau adeziunii, fiecare Parte contractantă indică numărul de unităţi constitutive al contribuţiunii sale; totalul contribuţiunilor astfel vărsate Institutului se adaugă subvenţiei alocate de Guvernul Republicii Franceze în virtutea acordului din 8 Decemvrie 1924.

Articolul 6

Inaltele Părţi contractante recunosc că mijlocul de a se asocia toate la gestiunea administrativă şi financiară a Institutului le este asigurat prin misiunea Delegaţilor de Stat pe lângă Institut.

Delegaţii de Stat ai Inaltelor Părţi contractante faţă de care prezentul Act va intra în vigoare, vor ţine o reuniune anuală pentru a examina în comun toate chestiunile relative la gestiunea administrativă şi financiară a Institutului şi a întrebuinţării fondurilor puse la dispoziţiunea lui.

Articolul 7

Prezentul Act, ale cărui texte francez şi englez vor face deopotrivă credinţă, va putea fi semnat, în numele Guvernelor reprezentate la Conferinţa pentru încheerea unui Act internaţional privitor la Cooperaţiunea Intelectuală, până la 30 Aprilie 1939. El va fi ratificat. Instrumentele de ratificare vor fi depuse pe lângă Guvernul Republicii Franceze, care va notifica primirea tuturor Guvernelor care au fost invitate la susz'sa Conferinţă.

1) Francul-aur adoptat de Conferinţă e echivalent cu 0,2903225 grame de aur fin, sau cu 0,3225806 grame aur la 900/1.000.

Article 8.

A partir du 1-er mai 1939, le présent Acte sera ouvert à l'adhésion des Etats auxquels le texte en aura été communiqué par le Gouvernement dela République française. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement de la République française qui en notifiera la réception à tous les Gouvernements invités à la Conférence pour la conclusion d'un Acte international concernant la Coopération intellectuelle.

Article 9.

Le présent Acte entrera en viqueur dès réception, par le Gouvernement de la République française, de la huitième ratification ou adhésion.

Chaque adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur du présent Acte, conformément à l'alinéa précédent, sortira ses effets à dater de sa réception par le Gouvernement de la République française.

Article 10.

Le pésent Acte pourra être dénoncé en tout temps par chacune des Hautes Parties contractantes, moyennant un préavis de deux ans.

Le dénonciation se fera par notification écrite adressée au Gouvernement de la République française, qui en informera toutes les autres Hautes Parties contractantes.

Si, à la suite de dénonciations, le nombre des Hautes Parties contractantes devenait inférieur à huit, le présent Acte cesserait d'être en vigueur.

Article 11.

Le présent Acte, rédigé en un seul exemplaire revetu de la signature du Président et de celle du Secrétaire général de la Conférence pour la conclusion d'un Acte international concernant la Coopération intellectuelle, sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française.

Copie certifiée conforme en sera remise à tous les États ayant participé à la Conférence.

Le même texte sera communiqué par le Gouvernement de la République française aux Gouvernements de tous autres États.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-mentionnés ont signé le présent Acte.

Fait à Paris, le trois décembre mil neuf cent trente-huit.

Le Président de la Conférence:
E. HERRIOT.

Le Secrétaire Général:
H. BONNET.

Albanie:
MEHMED ABID.

Nombre d'unités: une.

République Argentine:
Ad. referendum,
C. A. PARDO.

Nombre d'unités:

Belgique:

Nombre d'unités:

Articolul 8

Începând dela 1 Mai 1939, prezentul Act va fi deschis aderiunii Statelor cărora Guvernul Republicei franceze le-a comunicat textul. Instrumentele de adeziune vor fi depuse pe lângă Guvernul Republicei franceze, care va notifica primirea tuturor Guvernelor invitate la Conferinţă, pentru încheierea unui Act internaţional făcut la Cooperaţia intelectuală.

Articolul 9

Prezentul Act va intra în vigoare, odată cu primirea, de către Guvernul Republicei franceze, a celei de a opta ratificare sau adeziune.

Fiecare adeziune care va interveni după intrarea în vigoare a prezentului Act, conform alineatului precedent, va produce efecte după primirea sa de către Guvernul Republicei franceze.

Articolul 10

Prezentul Act va putea fi denunţat oricând, de fiecare din Inaltele Părţi contractante, cu un preaviz de doi ani.

Denunţarea se va face prin notificare scrisă, adresată Guvernului Republicei franceze, care va informa toate celelalte Inalte Părţi contractante.

Dacă, în urma denunţărilor, numărul Inaltelor Părţi contractate va fi inferior lui opt, prezentul Act va înceta de a mai fi în vigoare.

Articolul 11

Prezentul Act, redactat într'un singur exemplar, purtând semnătura Preşedintelui şi a Secretarului general al Conferinţei, pentru încheierea unui Act internaţional privitor la Cooperaţiunea intelectuală, va fi depus în arhivele Guvernului Republicei franceze.

O copie, certificată, conformă, va fi remisă tuturor Statelor ce au participat la Conferinţă.

Acelaşi text va fi comunicat de Guvernul Republicei franceze Guvernelor din celelalte ţări.

Drept care plenipotenţiarii susmenţionaţi au semnat prezentul Act.

Făcut la Paris, la 3 Decemvrie 1938.

Preşedintele Conferinţei:
E. HERRIOT.

Secretar General:
H. BONNET.

Albania:
MEHMED ABID.

Număr de unităţi: una.

Republica Argentina:
Ad. referendum,
C. A. PARDO.

Număr de unităţi:

Belgia:

Număr de unităţi:

Brésil:
E. MONTARROYOS.
JOAO PINTO DA SILVA.

Nombre d'unités:

Chili:
MOISÈS VARGAS.
MIGUEL LUIS ROCUANT.

Nombre d'unités:

Chine:
LI YU YING.

Nombre d'unités:

Colombie:
GREGORIO OBREGON.
J. JARAMILLO.

Nombre d'unités:

Costa-Rica:

Nombre d'unités:

Cuba:
MARIANO BRULL.
FLORA DIAZ PARRADO.

Nombre d'unités:

Danemark:

Nombre d'unités:

République Dominicaine:
HARTOY.

Nombre d'unités:

Égypte:
FAKHRY.

Nombre d'unités:

Équateur:
ARTHUR BORRERO.

Nombre d'unités:

Espagne:
JOSÉ BERGAMIN.

Nombre d'unités:

Estonie:

Nombre d'unités:

Finlande:

Nombre d'unités:

France:
E. HERRIOT.
ÉMILE BOREL.

Nombre d'unités:

Grèce:

Nombre d'unités:

Guatémala:

Nombre d'unités:

Haiti:

Nombre d'unités:

Irak:

Nombre d'unités:

Brazilia:
E. MONTARROYOS,
JOANO PINTA Da SILVA.

Număr de unităţi:

Chili:
MOISÈS VARGAS,
MIGUEL LUIS ROCUANT.

Număr de unităţi:

China:
LI YU YING.

Număr de unităţi:

Columbia:
GREGORIO UBREGON
J. JARMILLO.

Număr de unităţi:

Costa Rica:

Număr de unităţi:

Cuba:
MARIANO BRULL,
FLORA DIAZ PARRADO.

Număr de unităţi:

Danemarca:

Număr de unităţi:

Republica Dominicană:
HARTOY.

Număr de unităţi: una.

Egipt:
FAKHRY.

Număr de unităţi:

Ecuador:
ARTHUR BORRERO.

Număr de unităţi:

Spania:
JOSÉ BERGAMIN.

Număr de unităţi: trei.

Estonia:

Număr de unităţi:

Finlanda:

Număr de unităţi:

Franţa:
E. HERRIOT,
EMILE BOREL.

Număr de unităţi:

Grecia:

Număr de unităţi:

Guatemala:

Număr de unităţi:

Haiti:

Număr de unităţi:

Irak:

Număr de unităţi:

Iran:

Nombre d'unités:

Irlande:

Nombre d'unités:

Lettonie:

Nombre d'unités:

Lithuanie:

Nombre d'unités:

Luxembourg:

Nombre d'unités:

Mexique:

Ad referendum,
BERNARDO REYES.

Nombre d'unités:

Monaco:

CTE HENRI DE MALEVILLE.

Nombre d'unités:

Norvège:

Nombre d'unités:

Panama:

Nombre d'unités:

Paraguay:

R. J. CABALLERO DE BEDOYA.

Nombre d'unités:

Pays-Bas:

J. LOUDON

Nombre d'unités:

Perou:

F. GARCIA CALDERON.

Nombre d'unités:

Pologne:

FRANKOWSKI.
FR. PULASKI.

Nombre d'unités:

Portugal:

VIRGINIA DE CASTRO E ALMEIDA.

Nombre d'unités:

Roumanie:

Ad referendum,
G. OPRESCU.

Nombre d'unités: cinq:

Siam:

Nombre d'unités:

Suède:

Nombre d'unités:

Suisse:

C. GORGÉ.
A. SIMONIUS

Nombre d'unités:

Tchéco-Slovaquie:

Nombre d'unités:

Iran:

Număr de unităţi:

Irlanda:

Număr de unităţi:

Letonia:

Număr de unităţi:

Lituania:

Număr de unităţi:

Luxembourg:

Număr de unităţi:

Mexic:

Ad referendum,
BERNARDO REYES.

Număr de unităţi:

Monaco:

Contele HENRI DE MALEVILLE.

Număr de unităţi:

Norvegia:

Număr de unităţi:

Panama:

Număr de unităţi:

Paraguay:

R. J. CABALLERO DE BEDOYA.

Număr de unităţi:

Olanda:

J. LOUDON.

Număr de unităţi:

Peru:

F. GARCIA CALDERON.

Număr de unităţi:

Polonia:

FRANKOWSKI.
FR. PULASKI.

Număr de unităţi:

Portugalia:

VIRGINIA DE CASTRO Y ALMEIDA.

Număr de unităţi:

România:

Ad referendum,
G. OPRESCU.

Număr de unităţi: cinci.

Siam:

Număr de unităţi:

Suedia:

Număr de unităţi:

Elveţia:

C. GORGÉ.
A. SIMONIUS.

Număr de unităţi:

Cehoslovacia:

Număr de unităţi:

Turquie:

Nombre d'unités:

Union de l'Afrique du Sud:

Nombre d'unités:

Uruguay:

HUGO D. BARBAGELATA.

Nombre d'unités:

Vénézuela:

C. PARRA-PEREZ.

Nombre d'unités:

Yougoslavie:

Nombre d'unités:

Turcia:

Număr de unităţi:

Uniunea Africei de Sud:

Număr de unităţi:

Uruguay:

HUGO DE BARBAGELATA.

Număr de unităţi:

Venezuela:

C. PARRA-PEREZ.

Număr de unităţi:

Iugoslavia:

Număr de unităţi:

ACTE FINAL.

Les gouvernements d'ALBANIE, de la République ARGENTINE, de BELGIQUE, du BRESIL, du CHILI, de CHINE, de COLOMBIE, de COSTA-RICA, de CUBA, du DANEMARK, de la République DOMINICAINE, d'ÉGYPTE, d'ÉQUATEUR, d'ESPAGNE, d'ESTONIE, de FILANDE, dela République FRANÇAISE, de GRÈCE, de GUATEMALA, d'HAÏTI, de l'IRAK, de l'IRAN, d'IRLANDE, de LETTONIE, de LITHUANIE, de LUXEMBOURG, du MEXIQUE, de MONACO, de NORVÈGE, du PANAMA, du PARAGUAY, des PAYS-BAS, du PÉROU, de POLOGNE, du PORTUGAL, de ROUMANIE, du SIAM, de SUÈDE, de SUISSE, de TCHÉCO-SLOVAQUIE, du TURQUIE, de l'UNION de l'AFRIQUE du SUD, d'URUGUAY, du VENEZUELA et de YOUGOSLAVIE,

Ayant accepté l'invitation qui leur a été adressée, en exécution d'une résolution du Conseil de la Société des Nations, en date du 13 mai 1938, par les soins du Gouvernement de la République Française, en vue de la conclusion d'un Acte international concernant la Coopération intellectuelle,

Ont désigné les délégués ci-après:

ALBANIE.

Délégué:

M. MEHMED ABID, Chargé d'Affaires d'Albanie à Paris.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE.

Délégué:

M. CARLOS A. PARDO, Secrétaire général de la Délégation permanente de la République Argentine auprès de la Société des Nations.

BELGIQUE.

Délégués:

M. HAESAERT, Recteur de l'Université de Gand;

M. LAVERS, Directeur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

BRÉSIL.

Délégués:

M. ELISEU de MONTARROYOS, Délégué du Brésil auprès de l'Institut international de Coopération intellectuelle, Conseiller spécial auprès de l'Ambassade des États-Unis du Brésil à Paris;

M. JOAO PINTO DA SILVA, Conseiller commercial de l'Ambassade des États-Unis du Brésil à Paris.

ACT FINAL

Guvernele: ALBANIEI, REPUBLICEI ARGENTINEI, BELGIEI, BRAZILIEI, CHILII, CHINEI, COLUMBEI, COSTA-RICA, CUBEI, DANEMARCEI, REPUBLICEI DOMINICANE, EGIPTULUI, ECUADORULUI, SPANIEI, ESTONIEI, FINLANDEI, REPUBLICEI FRANCEZE, GRECIEI, GUATEMALEI, HAÏTI, IRAKULUI, IRANULUI, MONACO, NORVEGIEI, PANAMA, PARAGUAYULUI, OLANDEI, PERULUI, POLONIEI, PORTUGALIEI, ROMÂNIEI, SIAMULUI, SUEDIEI, ELVEȚIEI, CEHOSLOVACIEI, TURCIEI, UNIUNEA AFRICEI-DE-SUD, URUGUAYULUI, VENEZUELEI și IUGOSLAVIEI.

Acceptând invitațiunea care le-a fost adresată, în urma unei rezoluții a Consiliului Societății Națiunilor, cu data de 13 Mai 1938, de către Guvernul Republicii franceze, în vederea încheierii unui Act internațional, privitor la Cooperațiunea intelectuală,

Au desemnat următorii delegați:

ALBANIA

Delegat:

Dl. MEHMED ABID, Însărcinat cu Afaceri al Albaniei la Paris.

REPUBLICA ARGENTINĂ

Delegat:

Dl. CARLOS A. PARDO, Secretar General al Delegațiunii permanente a Republicii Argentine, pe lângă Societatea Națiunilor.

BELGIA

Delegați:

Dl. HAESAERT, Rector la Universitatea din Gand;

Dl. LAVERS, Director al Ministerului Afacerilor Străine și al Comerțului extern.

BRAZILIA

Delegați:

Dl. ELISEU DE MONTARROYOS, Delegat al Braziliei pe lângă Institutul internațional de Cooperație intelectuală, Consilier special pe lângă Ambasada Statelor Unite ale Braziliei la Paris;

Dl. JOAO PINTO da SILVA, Consilier comercial la Ambasada Statelor Unite ale Braziliei la Paris.

CHILI.

Délégués:

M. MOISÈS VARGAS, Chargé d'Affaires du Chili à Paris.

M. MIGUEL LUIS ROCUANT, ancien Ministre plénipotentiaire.

CHINE.

Délégués:

M. LI YU YING, Président de l'Académie nationale de Peiping;

M. SIAOYU, Expert de la délégation chinoise.

COLOMBIE.

Délégues:

M. GREGORIO OBREGON, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Colombie à Paris;

M. JAIME JARAMILLO ARANGO, Ministre plénipotentiaire.

COSTA-RICA.

Délégué:

M. LUIS DOBLES SEGREDA, Chargé d'Affaires de Costa-Rica à Paris.

CUBA.

Délégués:

M. le Dr. MARIANO BRULL y CABALLERO, Chargé d'Affaires p. i. de Cuba à Bruxelles;

M-lle FLORA DIAZ PARRADO, Premier Secrétaire de la Légation de Cuba à Paris.

DANEMARK.

Délégué:

M. WAMBERG, Conseiller de la Légation du Danemark à Paris.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.

Délégué:

M. MAURICE de HANOT d'HARTOY, Ministre plénipotentiaire, Délégué de la République dominicaine auprès de la Société des Nations.

EGYPTE.

Délégué:

MAHMOUD FAKHRY PACHA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Égypte à Paris, Délégué de l'Égypte auprès de l'Institut international de Coopération intellectuelle.

ÉQUATEUR.

Délégué:

M. ARTHUR BORRERO, Premier Secrétaire, Chargé d'Affaires p. i. de l'Équateur à Paris.

CHILI

Delegaţi:

Dl. MOISES VARGAS, Însărcinat cu Afaceri al Chili la Paris;

Dl. MIGUE LUIS ROCUANT, fost Ministru plenipotenţiar.

CHINA

Delegaţi:

Dl. LI YU YING, Preşedintele Academiei Naţionale din Peiping;

Dl. SIAOYU, Expert al Delegaţiunii chineze.

COLUMBIA

Delegaţi:

Dl. GREGORIO OBREGON, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Columbiei la Paris;

Dl. JAIME JARMILLO ARANGO, Ministru plenipotenţiar.

COSTA-RICA

Delegat:

Dl. LUIS DOBLES SEGREDA, Însărcinat cu Afaceri al Costei-Rica la Paris.

CUBA

Delegaţi:

Dl. Dr. MARIANO BRULL y CABALLERO, Însărcinat cu Afaceri a. i. al Cubei la Bruxelles;

Dra. FLORA DIAZ PARRADO, Primă Secretară de Legaţiune a Cubei la Paris.

DANEMARCA

Delegat:

Dl. WAMBERG, Consilier de Legaţiune al Danemarcei la Paris.

REPUBLICA DOMINICANĂ

Delegat:

Dl. Maurice De HANOT d'HARTOY, Ministru plenipotenţiar, Delegat al Republicii Dominicane pe lângă Societatea Naţiunilor.

EGIPT

Delegat:

Dl. MAHMOUD FAKHRY PAŞA, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Egiptului la Paris, Delegat al Egiptului pe lângă Institutul internaţional de Cooperaţie intelectuală.

ECUADOR

Delegat:

Dl. ARTHUR BORRERO, Prim Secretar, Însărcinat cu Afaceri a. i. al Ecuadorului la Paris.

ESPAGNE.

Délégués:

M. J. BERGAMIN, Agrégé culturel à l'Ambassade d'Espagne à Paris;

M. LUIS ALVAREZ SANTULLANO, Premier Secrétaire à l'Ambassade d'Espagne à Paris.

ESTONIE.

Délégué:

M. OTTO STRANDMANN, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Estonie à Paris.

FINLANDE.

Délégué:

M. H. HOLMA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Finlande à Paris.

FRANCE.

Délégués:

M. EDOUARD HERRIOT, Président de la Chambre des Députés, Président du Conseil d'Administration de l'Institut international de Coopération intellectuelle;

M. EMILE BOREL, ancien Ministre;

M. BASDEVANT, Jurisconsulte du Ministère des Affaires étrangères;

M. de PANAFIEU, Secrétaire d'Ambassade.

GRÈCE.

Délégué:

M. NICOLAS POLITIS, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Grèce à Paris.

GUATEMALA.

Délégué:

M. JOSÉ GREGORIO DIAZ, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Guatémala à Paris.

HAÏTI.

Délégué:

M. ABEL NICOLAS LÉGER, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Haïti à Paris.

IRAK.

Délégué:

M. ATTA AMIN, Chargé d'Affaires de l'Irak à Paris.

IRAN.

Délégués:

M. ANOUCHIVARAU SEPAHBODI, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de l'Iran à Paris;

M. VAKIL, Secrétaire de la Légation de l'Iran à Paris.

IRLANDE.

Délégué:

M. C. C. CREMIN, Chargé d'Affaires d'Irlande à Paris.

SPANIA

Delegaţi:

Dl. J. BERGAMIN, Agregat cultural la Ambasada Spaniei la Paris;

Dl. LUIZ ALVAREZ SANTULLANO, Prim Secretar la Ambasada Spaniei la Paris.

ESTONIA

Delegat:

Dl. OTTO STRANDMANN, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Estoniei la Paris.

FINLANDA

Delegat:

Dl. H. HOLMA, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Finlandei la Paris.

FRANŢA

Delegaţi:

Dl. EDOUARD HERRIOT, Preşedintele Camerei Deputaţilor, Preşedintele Consiliului de Administraţie al Institutului de Cooperaţie intelectuală;

Dl. EMILE BOREL, fost Ministru;

Dl. BASDEVANT, Jurisconsult al Ministerului Afacerilor Străine;

Dl. de PANAFIEU, Secretar de Ambasadă.

GRECIA

Delegat:

Dl. NICOLAS POLITIS, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Greciei la Paris.

GUATEMALA

Delegat:

Dl. JOSÉ GREGORIO DIAZ, Trimis extraordinar şi Ministru plenipoteniar al Guatemalei la Paris.

HAITI

Delegat:

Dl. ABEL NICOLAS LÉGER, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Haiti la Paris.

IRAK

Delegat:

Dl. ATTA AMIN, Insărcinat cu Afaceri al Irakului la Paris

IRAN

Delegaţi:

Dl. ANOUCHIVARAU SEPAHBODI, Trimis extraordinar şi Ministru plenipoteniţar al Iranului la Paris;

Dl. VAKIL, Secretar de Legaţiune al Iranului la Paris.

IRLANDA

Delegat:

Dl. C. C. CREMIN, Insărcinat cu Afaceri al Irlandei la Paris.

LETTONIE.

Délégué:

M. OLGERD GROSVALD, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Lettonie à Paris.

LITHUANIE.

Délégué:

M. LADAS NATKEVICIUS, Chargé d'Affaires de Lithuanie à Paris.

LUXEMBOURG.

Délégué:

M. NICOLAS BRAUNSHAUSEN, ancien Ministre de l'Intérieur, du Commerce et de l'Industrie, Président de la Commission nationale luxembourgeoise de Coopération intellectuelle.

MEXIQUE.

Délégué:

M. BERNARDO REYES, premier secrétaire de la Légation du Mexique à Paris

MONACO.

Délégué:

M. le Comte HENRI de MALEVILLE, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Monaco à Paris.

NORVÈGE.

Délégué:

M. H. C. BERG, Conseiller de la Légation de Norvège à Paris.

PANAMA.

Délégué:

M. ARNULFO ARIAS, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Panama à Paris.

PARAGUAY.

Délégué:

M. le Dr. RAMON CABALLERO de BEDOYA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Paraguay à Paris.

PAYS-BAS.

Délégués:

M. le JONKHEER J. LOUDON, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Paris, Délégué des Pays-Bas auprès de l'Institut international de Coopération intellectuelle.

M. le Professeur J. P. A. FRANÇOIS, Directeur au Ministère des Affaires étrangères.

LETONIA

Delegat:

Dl. OLGERD GROSVALD, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Letoniei la Paris.

LITUANIA

Delegat:

Dl. LADAS NATKEVICIUS, Insărcinat cu Afaceri al Lituaniei la Paris.

LUXEMBURG

Delegat:

Dl. NICOLAS BRAUNSHAUSEN, fost Ministru de Interne, de Comerţ şi de Industrie, Preşedinte al Comisiunii Naţionale luxembourgheze de Cooperaţie intelectuală.

MEXIC

Delegat:

Dl. BERNARDO REYES, Prim Scretar de Legaţiune al Mexicului la Paris.

MONACO

Delegat:

Dl. Conte HENRI de MALLEVILLE, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Monacului la Paris.

NORVEGIA

Delegat:

Dl. H. C. BERG, Consilier de Legaţiune al Norvegiei la Paris.

PANAMA

Delegat:

Dl. ARNULFO ARIAS, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Panamaei la Paris.

PARAGUAY

Delegat:

Dl. Dr. RAMON CABALLERO de BEDOYA, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Paraguayului la Paris.

OLANDA

Delegaţi:

Dl. JONKHEER J. LOUDON, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Olandei la Paris, Delegat al Olandei pe lângă Institutul Internaţional de Cooperaţie Intelectuală;

Dl. Profesor J. P. A. FRANÇOIS, Director în Ministerul Afacerilor Străine.

PÉROU.

Délégué:

M. FRANCISCO GARCIA CALDERON, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Pérou à Paris, Délégué du Pérou auprès de l'Institut international de Coopération intellectuelle, Membre de la Commission internationale de Coopération intellectuelle.

POLOGNE.

Délégués:

M. FÉLIX FRANKOWSKI, Conseiller de l'Ambassade de Pologne à Paris;

M. FRANÇOIS PULASKI, Ministre plénipotentiaire, Délégué de la Pologne auprès de l'Institut international de coopération intellectuelle, Directeur de la Bibliothèque polonaise à Paris;

M. JESEPH MARLEWSKI, Chef de Section au Département politique du Ministère polonais des Affaires étrangères;

M. ZYGMUNT L. ZALESKI, Professeur à l'Université Josef Pilsudski à Varsovie, délégue en France du Ministre de l'Instruction Publique de Pologne.

PORTUGAL.

Déléguée:

M-me VIRGINIA de CASTRO E ALMEIDA, Femme de Lettres, Déléguée du Portugal auprès de l'Institut international de Coopération intellectuelle.

ROMANIE.

Délégué:

M. GEORGES OPRESCU, Professeur à l'Université de Bucarest, Correspondant de l'Académie roumaine.

SIAM.

Délégué:

M. PHRA BAHIDDA NUKARA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Siam à Paris.

SUÈDE.

Délégués:

M. H. de RIBBING, Conseiller de la Légation de Suède à Paris;

M. G. K. KJELLBERG, Secrétaire de la Légation de Suède à Paris.

SUISSE.

Délégués:

M. CAMILLE GORGÉ, Conseiller de Légation, Chef de la Section de la Société des Nations du Département politique fédéral;

M. AUGUSTE SIMONIUS, Professeur à l'Université de Bâle, Membre de la Commission suisse de Coopération intellectuelle.

TCHÉCO-SLOVAQUIE.

Délégué:

M. FRANTISEK CERNY, Conseiller de la Légation de Tchéco-Slovaquie à Paris.

PERU

Delegat:

Dl. FRANCISCO GARCIA CALDERON, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Perului la Paris, Delegat al Perului pe lângă Institutul internaţional de Cooperaţie intelectuală, Membru în Comisiunea internaţională de Cooperaţie Intelectuală.

POLONIA

Delegaţi:

Dl. FELIX FRANKOWSKI, Consilier la Ambasada Poloniei la Paris;

Dl. FRANÇOIS PULASKI, Ministru plenipotenţiar, Delegat al Poloniei pe lângă Institutul internaţional de Cooperaţie intelectuală, Director al Bibliotecei poloneze din Paris;

Dl. JOSEPH MARLEWSKI, Şef de Secţie la Departamentul politic din Ministerul polonez al Afacerilor Străine;

Dl. ZYGMUNT L. ZALESKI, Profesor la Universitatea Joseph Pilsudski din Varşovia, Delegat în Franţa de Ministerul Instrucţiunii Publice din Polonia.

PORTUGALIA

Delegat:

D-na VIRGINIA de CASTRO E ALMEIDA, Literată, Delegată a Portugaliei pe lângă Institutul internaţional de Cooperaţie intelectuală.

ROMÂNIA

Delegat:

Dl. GEORGE OPRESCU, Profesor la Universitatea din Bucureşti, corespondent al Academiei Române.

SIAM

Delegat:

Dl. PHRA BAHIDDA NUKARA, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Siamului la Paris.

SUEDIA

Delegaţi:

Dl. H. de RIBBING, Consilier la Legaţiunea Suediei la Paris;

Dl. G. K. KJELLBERG, Secretar la Legaţiunea Suediei la Paris.

ELVEŢIA

Delegaţi:

Dl. CAMILLE GORGÉ, Consilier de Legaţiune, Şef al Secţiunii Ligii Naţiunilor la Departamentul politic federal;

Dl. AUGUSTE SIMONIUS, Profesor la Universitatea din Bâle, Membru al Comisiunii elveţiene de Cooperaţie intelectuală.

CEHOSLOVACIA

Delegat:

Dl. FRANTISEK CERNY, Consilier la Legaţiunea Cehoslovaciei la Paris.

TURQUIE.

Délégué:

M. DJELAL HAZIM ARAR, Ministre plénipotentiaire, Conseiller de l'Ambassade de Turquie à Paris.

UNION DE L'AFRIQUE DU SUD.

Délégué:

M. W. G. W. PARMINTER, Chargé d'affaires de l'Union de l'Afrique du Sud à Paris.

URUGUAY.

Délégué:

M. HUGO BARBAGELATA, Délégué de l'Uruguay auprès de l'Institut international de Coopération intellectuelle.

VÉNÉZUELA.

Délégué:

M. C. PARRA-PEREZ, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Vénézuéla à Berne.

YOUGOSLAVIE.

Délégué:

M. de VOÏNOVITCH, Sénateur, ancien Ministre, Délégué de Yougoslavie auprès de l'Institut international de Coopération intellectuelle.

Ont participé à la Conférence à titre d'observateurs:

BULGARIE.

M. VLADIMIR COUTICOV, Secrétaire de presse à la Légation de Bulgarie à Paris.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

M. MAYNARD B. BARNES, Premier Secrétaire de l'Ambassade des États-Unis d'Amérique à Paris.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD.

M. A. H. S. YEAMES, Premier Secrétaire de l'Ambassade de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Paris.

HONGRIE.

M. GEORGES DE KIRALDY LUKACS, Conseiller de la Légation de Hongrie à Paris.

JAPON.

M. SHOSHIRO SATO, Conseiller d'Ambassade,

Qui se sont réunis à Paris.

Le Secrétaire Général de la Société des Nations était représenté par M. ANDRÉ GANEM et la Commission internationale de Coopération intellectuelle par le Professeur GILBERT MURRAY, Président; M. G. de REYNOLD, Vice-Président et Rapporteur, et M. J.-D. de MONTENACH, Secrétaire.

La Conférence a appelé à sa Présidence M. EDOUARD HERRIOT, Président de la Chambre des Députés, Président du Conseil d'Administration de l'Institut international de Coopération intellectuelle, Premier Délégué de la France.

TURCIA

Delegat:

Dl. DJELAL HAZIM ARAR, Ministru plenipotenţiar, Consilier la Ambasada Turciei la Paris.

UNIUNEA AFRICEI DE SUD

Delegat:

Dl. W. G. W. PARMINTER, Însărcinat cu Afaceri al Uniunii Africei de Sud la Paris.

URUGUAY

Delegat:

Dl. HUGO BARBAGELATA, Delegat al Uruguayului pe lângă Institutul internaţional de Cooperaţie intelectuală.

VENEZUELA

Delegat:

Dl. C. PARRA-PEREZ, Trimis extraordinar şi Ministru plenipotenţiar al Venezuelei la Berna.

IUGOSLAVIA

Delegat:

Dl. de VOÏNOVITCH, Senator, fost ministru, Delegat al Iugoslaviei pe lângă Institutul internaţional de Cooperaţie intelectuală.

Au participat la Conferinţă cu titlul de observatori:

BULGARIA

Dl. VLADIMIR COUTICOV, Secretar de presă la Legaţiunea Bulgariei la Paris.

STATELE-UNITE ALE AMERICEI.

Dl. MAYNARD B. BARNES, Prim Secretar la Ambasada Statelor-Unite ale Americei la Paris.

MAREA BRITANIE ŞI IRLANDA DE NORD

Dl. A. H. S. YEAMES, Prim Secretar la Ambasada Marei Britanii şi a Irlandei de Nord la Paris.

UNGARIA

Dl GEORGES de KIRALDY-LUKACS, Consilier la Legaţiunea Ungariei la Paris.

JAPONIA

Dl. SHOSHIRO SATO, Consilier de Ambasadă,

Care s'au întrunit la Paris.

Secretarul General al Societăţii Naţiunilor era reprezentat prin Dl. ANDRÉ GANEM şi Comisiunea internaţională de Cooperaţie intelectuală prin Profesorul GILBERT MURRAY, Preşedinte; Dl. G. de REYNOLD, Vice-Preşedinte şi Raportor şi Dl. J. D. de MONTENACH, Secretar.

Conferinţa a ales ca Preşedinte pe Dl. EDOUARD HERRIOT, Preşedinte al Camerei Deputaţilor, Preşedinte al Consiliului de Administraţie al Institutului internaţional de Cooperaţie Intelectuală, Prim Delegat al Franţei.

La Conférence a désigné comme Vice-Présidents:

Son Excellence MAHMOUD FAKHRY PACHA, Délégué de l'Égypte;

Son Excellence M. NICOLAS POLITIS, Délégué de la Grèce;

Son Excellence M. SEPAHBODI, Délégué de l'Iran;

Son Excelence M. F. GARCIA CALDERON, Délégué du Pérou,

Et comme Secrétaire Général de la Conférence M. HENRI BONNET, Directeur de l'Institut international de Coopération intellectuelle.

La Conférence a constitué une Commission financière présidée par Son Excellence M. C. PARRA-PEREZ, et une Commission de rédaction présidée par Son Excellence M. F. GARCIA CALDERON.

Ont rempli les fonctions de Secrétaire de la Conférence M. D. SECRÉTAN et celles de Conseillers juridiques de la Conférence: MM. RAYMOND WEISS et HENRY MAAS GEESTERANUS.

A la suite des délibérations consignées aux procès-verbaux des séances, la Conférence a élaboré et adopté un Acte intitulé: Acte international concernant la Coopération intellectuelle.

La Conférence a, en outre, adopté la résolution suivante:

LA CONFÉRENCE.

Attendu qu'une période transitoire s'écoulera nécessairement entre la signature du présent Acte et sa ratification par les Hautes Parties contractantes;

Convaincue de l'absolue nécessité d'assurer le fonctionnement normal de l'Institut pendant cette période en lui permettant de recevoir des ressources régulières;

Prie les États qui contribuent jusqu'à présent au budget de l'Institut de continuer leurs versements jusqu'au moment où l'Acte international entrera en vigueur à l'égard de chacun de ces Etats;

Enfin, la Conférence a décidé de s'en remettre au Gouvernement de la République française du soin de vouloir bien porter le résultat de ses travaux et les Actes adoptés par elle à la connaissance du Conseil de la Société Nations.

Fait à Paris, le trois décembre mil neuf cent trente huit.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-mentionnés ont signé le présent protocole.

Le Président de la Conférence:
EDOUARD HERRIOT.

Le Secrétaire Général:
H. BONNET.

Albanie:
MEHMED ABID.

République Argentine:
C. A. PARDO.

Belgique:

Brésil:
E. MONTARROYOS.
JOAO PINTO DA SILVA.

Conferința a desemnat ca Vice-Președinți:

Excelența Sa Dl. MAHMOUD FAKHRY PAȘA, Delegatul Egiptului;

Excelența Sa Dl. NICOLAS POLITIS, Delegatul Greciei;

Excelența Sa Dl. M. SEPAHBODI, Delegatul Iranului;

Excelența Sa Dl. F. GARCIA CALDERON, Delegatul Perului,

Și ca Secretar General al Conferinței pe Dl. HENRI BONNET, Director al Institutului Internațional de Cooperație intelectuală.

Conferința a constituit o Comisiune financiară prezidată de Excelența Sa Dl. C. PARRA-PEREZ și o Comisiune de redactare prezidată de Excelența Sa Dl F. GARCIA CALDERON.

Au îndeplinit funcțiunile de Secretar al Conferinței Dl. M. SECRÉTAN și acelea de Consilieri juridici ai Conferinței D-nii: RAYMOND WEISS și HENRY MAAS GESTERANUS.

In urma deliberărilor consemnate în procesele-verbale ale ședințelor, Conferința a elaborat și adoptat un Act intitulat: Act internațional privitor la Cooperația intelectuală.

Conferința a mai adoptat următoarea rezoluțiune:

CONFERINȚA

Considerând că o perioadă transitorie va trebui să treacă între semnarea prezentului Act și ratificarea sa de către Inaltele Părți contractante;

Convinsă de absoluta necesitate de a asigura mersul normal al Institutului în timpul acestei perioade, permițându-i de a primi resurse regulate;

Roagă Statele care contribue până în prezent la bugetul Institutului să continue vărsămintele lor până în momentul când Actul internațional va intra în vigoare pentru fiecare dintre aceste State;

In fine, Conferința a decis să lase în seama Guvernului Republicei franceze grija de a aduce la cunoștința Societății Națiunilor rezultatul lucrărilor și Actele adoptate de ea.

Făcut la Paris, la 3 Decemvrie 1938.

Drept care plenipotențiarii susmenționați au semnat prezentul protocol.

Președintele Conferinței:
EDOUARD HERRIOT.

Secretàr General,
H. BONNET.

Albania:
MEHMED ABID.

Republica Argentina:
C. A. PARDO.

Belgia:

Brazilia:
E. MONTARROYOS.
JOAO PINTO DA SILVA.

Chili:
MOISÈS VARGAS.
MIGUEL LUIS ROCUANT.

Chine:
LI YU YING.

Colombie:
GREGORIO OBREGON.
J. JARAMILLO.

Costa-Rica:

Cuba:
MARIANO BRULL.
FLORA DIAZ PARRADO.

Danemark:

République Dominicaine:
HARTOY.

Égypte:
FAKHRY.

Équateur:
ARTURO BORRERO.

Espagne:
JOSÉ BERGAMIN.

Estonie:

Finlande:

France:
E. HERRIOT.
ÉMILE BOREL.

Grèce:

Guatémala:

Haiti:

Irak:

Iran:

Irlande:

Lettonie:

Lithuanie:

Luxembourg:

Mexique:
BERNARDO REYES.

Monaco:
CTE HENRI DE MALEVILLE.

Chili:
MOISÈS VARGAS.
MIGUEL LUIS ROCUANT.

China:
LI YU YING.

Columbia:
GREGORIO OREGON.
J. JARMILLO.

Costa-Rica:

Cuba:
MARIANO BRULL.
FLORA DIAZ PARRADO.

Danemarca:

Republica Dominicana:
HARTOY.

Egipt:
FAKHRY.

Ecuador:
ARTURO BORRERO.

Spania:
JOSE BERGAMIN.

Estonia:

Finlanda:

Franța:
E. HERRIOT.
EMILE BOREL.

Grecia:

Guatemala:

Haiti:

Irak:

Iran:

Irlanda:

Letonia:

Lituania:

Luxembourg:

Mexic:
BERNARDO REYES.

Monaco:
CONTELE HENRI DE MALEVILLE.

Norvège:

Panama:

Paraguay:
R. J. CABALLERO DE BEDOYA.

Pays-Bas:
J. LOUDON.

Pérou
F. GARCIA CALDERON.

Pologne:
FRANKOWSKI.
FR. PULASKI.

Portugal:
VIRGINIA DE CASTRO E ALMEIDA.

Roumanie:
G. OPRESCU.

Siam:

Suède:

Suisse:
C. GORGÉ.
A. SIMONIUS.

Tchéco-Slovaquie:

Turquie:

Union de l'Afrique du Sud:

Uruguay:
HUGO D. BARBAGELATA.

Vénézuela:
C. PARRA-PEREZ.

Yougoslavie:
L. DE VOÏNOVITCH.

Norvegia:

Panama:

Paraguay:
R. J. CABALLERO DE BEDOYA.

Olanda:
J. LOUDON.

Peru:
F. GARCIA CALDERON.

Polonia:
FRANKOWSKI.
FR. PULASKI.

Portugalia:
VIRGINIA DE CASTRO E ALMEIDA.

România:
G. OPRESCU.

Siam:

Suedia:

Elveția:
C. GORGÉ.
A. SIMONIUS.

Cehoslovacia:

Turcia:

Uniunea Africei de Sud:

Uruguay:
HUGO D. BARBAGELATA.

Venezuela:
C. PARRA-PEREZ.

Iugoslavia:
L. DE VOÏNOVITCH.

JURNALE ALE CONSILIULUI DE MINIȘTRI

MINISTERUL REGAL AL AFACERILOR STRAINE

RECTIFICARE

Jurnalul Consiliului de Miniștri Nr. 1.379 din 6 Mai 1939, publicat în Monitorul Oficial Nr. 120 din 26 Mai 1939 (pag. 3346), se va citi:

„*Art. I.* Să se pună în vigoare *dela 8 Aprilie 1939,* Acordul privind plățile comerciale, semnat la Paris la 31 Martie 1939, între guvernul francez și guvernul român și cele două liste anexe", (în loc de: „*Art. I.* Să se pună în vigoare *dela data semnării,* Acordul privind plățile comerciale, semnat la Paris la 31 Martie 1939, între guvernul francez și guvernul român, precum și cele două liste anexe").

DECIZIUNI MINISTERIALE

MINISTERUL DE INTERNE

Noi, președintele Consiliului de Miniștri și ministru secretar de Stat la Departamentul Internelor,

Având în vedere dispozițiunile art. 39 din legea pentru apărarea ordinei în Stat, publicată în Monitorul Oficial Nr. 88 din 15 Aprilie 1938;

Având în vedere jurnalul Consiliului de Miniștri Nr. 811 din 21 Aprilie 1938;

Având în vedere că din cercetările și perchezițiile făcute de organele polițienești și ale jandarmeriei, rezultă în mod neîndoelnic că numiții Gârcineanu Florin și Maricari Niculae, foști membri a fostelor partide „Totul pentru Țară" și „Garda de Fier", care au fost disolvate atât prin legea publicată în Monitorul Oficial Nr. 75 din 31 Martie 1938, cât și prin jurnalul Consiliului de Miniștri cu Nr. 811 din 21 Aprilie 1938, au continuat a avea o activitate clandestină interzisă de legea pentru apărarea ordinei în Stat și periculoasă pentru ordinea și siguranța Statului,

Decidem:

Art. I. Se fixează domiciliul obligator la Vaslui pe termen de un an, cu începere dela 13 Aprilie 1939, numiților Gârcineanu Florin și Maricari Nicolae, care s'au dovedit că activează în contra dispozițiunilor prevăzute în legea pentru apărarea ordinei în Stat.

Art. II. Direcțiunea Generală a Poliției și Inspectoratul General al Jandarmeriei sunt însărcinate cu executarea prezentei deciziuni.

Dată la 19 Mai 1939.

Președintele Consiliului de Miniștri și ministrul internelor,
Armand Călinescu.

Nr. 9.979 A.

MINISTERUL EDUCAŢIUNII NAŢIONALE

Prin decizia ministerială Nr. 95.337 din 26 Mai 1939, Şcoala primară din com. Duboz, jud. Timiş-Torontal, se va numi pe viitor: „Şcoala primară de Stat Episcop Dr. Iosif Traian Bădescu".

Idem Nr. 96.172 din 30 Mai 1939, d-l Sava Simniceanu, inspector general şef al Inspectoratului şcolar al Ţinutului Olt, este delegat, pe ziua de 26 Mai 1939, ca ordonanţator secundar pentru Inspectoratul şcolar al Ţinutului Olt.

In această calitate este autorizat să aprobe cheltuieli, să emită şi să semneze mandatele de plată în conformitate cu Legea Contabilităţii Publice şi în limita sumelor delegate de Minister.

MINISTERUL DE JUSTIŢIE

Prin decizia ministerială Nr. 27.116 din 26 Mai 1939, d-l Begunov Ioan, gardian la Penitenciarul judeţean Ismail, se pune în retragere pe data de 1 Iulie 1939, după cerere, având împlinită vârsta de 57 ani, pentru a-şi regula drepturile la pensie.

MINISTERUL AGRICULTURII ŞI DOMENIILOR

Prin decizia ministerială Nr. 131.197 din 26 Mai 1939, d-l Constantin Munteanu, inginer agronom stagiar, se însărcinează, pe data de 3 Mai 1939, cu conducerea pepinierii Bucovina-Sirăuţi, pendinte de Camera agricolă Hotin, din al cărei buget este salarizat, în locul d-lui Th. Bordeianu, ing. agronom şef, trecut în alt post.

Idem Nr. 131.193 din 26 Mai 1939, d-l Nicolae Iancu, inginer agronom inspector cl. I, dela fostul serviciu agricol al jud. Târnava-Mică, se detaşează pe data prezentei deciziuni la Institutul Naţional al Cooperaţiei.

Plata salariului i se va face dela Serviciile Agricole judeţene până la viitorul buget, când urmează a i se prevede postul la Ministerul Economiei Naţionale.

Idem Nr. 134.165 din 30 Mai 1939, d-l inginer agronom Radu C. Florea, profesor suplinitor la Şcoala de agricultură Sopot, jud. Dolj, se detaşează, pe data prezentei deciziuni, la Camera agricolă a jud. Baia.

MINISTERUL APĂRĂRII NAŢIONALE

Noi, preşedinte al Consiliului de miniştri şi ministru al apărării naţionale ad-interim, având în vedere:

Art. 19 şi 20 din legea pentru organizarea ministerelor;

Art. 25 şi urm. din legea de organizare a Ministerului Apărări Naţionale;

Art. 1, 44, 45, 46, 48, 49 şi 54 din legea asupra administraţiei în armată;

Art. 8, 9, 10, 11 şi 12 din legea asupra cotabilităţii publice şi în special capitolul III din acea lege, care se referă la executarea bugetului;

Art. 25 şi 30 din legea bugetară pe exerc. 1939/40, precum şi decretul-lege Nr. 1.762 din 27 Aprilie 1939, publicat în Monitorul Oficial Nr. 100 din 2 Mai 1939,

Decidem:

CAPITOLUL I

„Imputerniciri cu privire la angajarea cheltuielilor în administraţia centrală"

Art. 1. — D-l general de brigadă adjutant Mihail Gheorghe, subsecretar de Stat, este autorizat să aprobe, pentru noi şi în numele nostru, cheltuieli ale căror formalităţi de angajare s'au îndeplinit de către ordonatorii primari prin delegaţie, în contul creditelor prevăzute în diviziunea I din bugetul ordinar pe exerciţiul 1939/40, precum şi în contul creditelor extraordinare, având în vedere dispoziţiunile art. 79—114 şi 132 din legea contabilităţii publice, precum şi decretul-lege Nr. 1.762 din 1939, în limitele arătate mai jos:

a) Aprobă cheltuieli prin bună învoială până la suma de lei 1.500.000, precum şi adjudecări de licitaţii publice până la o valoare de lei 10.000.000.

Cheltuielile prin bună învoială, în condiţiunile art. 89 din legea contabilităţii publice şi art. 4 din decretul-lege Nr. 1.762/939, precum şi adjudecările de licitaţii publice care depăşesc sumele menţionate, îmi vor fi prezentate de către ordonatorii primari prin delegaţie împreună cu toate formele legale, pentru a le supune, prin Ministerul Finanţelor, aprobării Consiliului de Miinştri, după ce mai întâi s'a obţinut viza consilierului controlor în conformitate cu art. 102 din legea contabilităţii publice şi după ce în prealabil au fost văzute de d-l subsecretar de Stat sau de d-l secretar general, după caz, cu excepţia celor de grâu, grăunţe, păioase, carne şi măciniş, care, conform art. 2 din decretul-lege Nr. 1.762 din 1939, sunt scutite de viza consilierului controlor;

b) Semnează contracte pentru orice fel de materiale contractate în Administraţia centrală a Ministerului Apărării Naţionale, după cum urmează:

Prin bună învoială până la suma de lei 1.500.000, sau mai mari, având aprobarea Consiliului de Miniştri.

Prin licitaţie publică până la o valoare de lei 10.000.000.

Contractele cu o valoare de peste 10.000.000 lei îmi vor fi prezentate la semnat numai după ce în prealabil s'a obţinut aprobarea Consiliului de Miniştrii, conform art. 102 din legea contabilităţii publice.

Art. 2. — D-l general de brigadă Nicolescu Constantin, secretar general, este împuternicit să îndeplinească atribuţiunile menţionate mai jos, în legătură cu administrarea creditelor prevăzute în diviziunea I-a din bugetul ordinar de cheltuieli şi bugetul fondurilor cu afectaţiune specială pe exerc. 1939/40, precum şi din creditele extraordinare anume:

a) Aprobă cheltuieli prin bună învoială până la suma de lei 1.500.000, precum şi adjudecări de licitaţii publice până la suma de lei 5.000.000;

b) Semnează contracte prin bună învoială până la suma de lei 1.500.000 sau mai mari, având aprobarea Consiliului de Miniştri, precum şi prin licitaţie publică până la suma de 5.000.000 lei.

Art. 3. — Organele din minister cărora li se vor repartiza în administrare credite din diviziunea I a bugetului ordinar, din bugetul fondurilor cu afectaţiune specială pe exerc. 1939/40, precum şi din creditele exrtraordinare sunt:

Secretariatul general.
Marele Stat Major.
Inspectoratul general al cavaleriei.
Direcţia artileriei.
Direcţia geniului.
Direcţia domenii militare.
Direcţia sanitară, şi
Direcţia intendenţei.

Aceste organe, în calitate de ordonatori primari prin delegaţie, sunt autorizate să exercite atribuţiunile următoare:

a) Indeplinesc formele de angajare şi dispun lichidarea şi ordonanţarea cheltuelilor a căror angajare a fost aprobată, după caz, de subsemnatul sau de d-nii subsecretari de Stat şi secretar general;

b) Aprobă angajări de cheltuieli prin bună învoială până la suma de 1.500.000 lei, precum şi adjudecări de licitaţii publice până la suma de lei 2.000.000;

c) Aprobă referatele de angajarea cheltuielilor de materiale în limita drepturilor de aprobări dela alin. *b*, de mai sus, precum şi până la orice sumă, referatele de angajare a acelor cheltuieli de personal şi material ale căror alocaţiuni sunt fixe şi stabilite prin buget;

d) Semnează contracte rezultate din tratări prin bună învoială până la suma de lei 1.500.000, precum şi cele din licitaţii publice până la o valoare de lei 2.000.000;

e) Administrează veniturile Ministerului Apărării Naţionale ce le sunt repartizate prin bugetul interior de execuţie pe exerc. 1939/40.

Art. 4. — Inspectorii generali de arme şi servicii, care au în subordine direcţiunile susmenţionate, sunt datori să supravegheze şi să urmărească executarea cheltuielilor şi încasarea veniturilor.

Direcţiile sunt obligate să prezinte

inspectorilor generali respectivi planul de lucru şi de întrebuinţare a creditelor din bugetul ordinar, cât şi din creditele extraordinare, înainte de a fi prezentat subsemnatului, d-lui subsecretar de Stat sau d-lui secretar general, după caz.

Art. 5. — Inspectorii generali de arme şi servicii, inspectorul pregătirii premilitare şi comandantul trupelor de munte sunt autorizaţi să aprobe cheltuieli prin bună învoială până la suma de lei 1.500.000, însă numai în limita sumelor ordonanţate din bugetul ordinar, sub formă de avanse, pentru satisfacerea nevoilor în legătură cu serviciile ce conduc.

De asemenea, inspectorii generali de arme şi servicii, care au în subordine direcţiunii cu atribuţiuni de ordonatori primari, sunt autorizaţi să aprobe adjudecări de licitaţii până la suma de lei 3.000.000 şi să semneze contracte rezultate din licitaţii publice până la aceeaşi valoare.

D-l general de brigadă Skeletti Mihail, inspectorul pregătirii premilitare, mai este autorizat să aprobe cheltuieli prin bună învoială pentru cumpărări de materiale de tot felul şi drepturi de personal prevăzute în bugetul interior al inspectoratului pregătirii premilitare, care au acoperire din veniturile menţionate de art. 13 din legea pregătirii premilitare şi art. 38 din regulamentul acelei legi.

Art. 6. — Organele prevăzute la articolul precedent, directorii, cât şi şefii de servicii din Ministerul Apărării Naţionale, neîncadraţi în direcţii, precum şi Preşedintele Muzeului Militar Naţional sunt autorizaţi să aprobe cheltuieli prin bună învoială, în aceleaşi condiţiuni ca la art. 5 precedent, însă numai până la suma de lei 500.000 şi necondiţionat de avanse.

Art. 7. — Ordonanţele de plată, precum şi ordonanţele de delegaţie din bugetul ordinar şi din bugetul fondurilor cu afectaţiune specială pe exerciţiul 1939/40, prin care se deschid credite la administraţiile financiare din tot cuprinsul ţării, vor fi semnate pentru noi şi în numele nostru, pe baza art. 10 şi 121 din legea contabilităţii publice, de către organul împuternicit cu acestea şi menţionat la art. 20 de mai jos.

In această calitate va exercita următoarele atribuţiuni:

a) Va controla în prealabil toate actele pe care le primeşte dela ordonatorii primari prin delegaţie şi rămâne solidar răspunzător cu aceştia de orice nereguli s'ar constata ulterior.

Actele vor fi puse în concordanţă, în special cu dispoziţiunile legii contabilităţii publice şi, în general, cu toate celelalte legi organice ale armatei sau cu oricare alt caracter;

b) Va emite ordonanţe de plată şi de delegaţie numai în limita creditelor puse la dispoziţia ordonatorilor primari, cât şi a cotelor de distribuţie lunară deschise prin I. D. R. în contul bugetului ordinar, precum şi a tuturor creditelor extraordinare ce li se vor deschide în cursul exerc. 1939/40.

Art. 8. — Pentru Casa Dotaţiei Oastei (diviziunea III din bugetul ordinar pe exerc. 1939/40 şi articolele respective din bugetul fondurilor cu afectaţiune specială pe acelaşi exerciţiu), operaţiunile de angajarea, lichidarea şi ordonanţarea cheltuielilor se vor îndeplini de d-l preşedinte al comisiunii superioare a acelei Case, care totodată este şi administrator de venituri al acelei instituţiuni.

CAPITOLUL II

„Imputerniciri la comandamente, corpuri, servicii şi stabilimente

Art. 9. — Ordonatorii secundari sunt autorizaţi:

a) A aproba cheltuieli prin bună învoială până la suma de lei 1.500.000;

b) A aproba adjudecări de licitaţii publice până la suma de lei 10.000.000.

Art. 10. — Cheltuielile prin bună învoială şi adjudecările de licitaţii publice, ce depăşesc sumele menţionate la art. 9 de mai sus, îmi vor fi prezentate prin directorul Direcţiei intendenţei spre a fi supuse aprobării Consiliului de Miniştri, după ce mai întâi s'a obţinut viza consilierului controlor.

Art. 11. — Ordonatorii secundari au dreptul de a semna contracte după cum urmează:

a) Contractele prin bună învoială până la valoarea de 1.500.000 lei.

b) Contractele rezultate din licitaţii publice până la o valoare de 10.000.000 lei.

Contractele ce depăşesc sumele arătate, se vor semna numai după ce s'a obţinut în prealabil aprobarea Consiliului de Miniştri, vizele consilierului controlor şi Direcţiei contencios, în conformitate cu art. 105 din legea contabilităţii publice, cu excepţiile prevăzute de art. 2 din decretul-lege Nr. 1.762 din 1939, pentru contractele de grâu, grăunţe, păioase, carne şi măciniş, care vor fi vizate numai de avocatul Statului din garnizoana respectivă.

Art. 12. — Comandanţii de divizie, atât pentru aprovizionările de producte (grâu, făină, grăunţe şi păioase), necesare unităţilor ce le aparţin organic, precum şi pentru orice feluri de cheltuieli, sunt autorizaţi:

a) Să aprobe cheltuieli prin bună învoială până la suma de lei 750.000.

Aceste aprobări pot fi date de comandanţii de divizii, în limita sumelor alocate şi repartizate unităţilor în subordine, pentru satisfacerea nevoilor curente;

b) Să ţină licitaţii publice, supunând adjudecarea şi contractele spre aprobare ordonatorului secundar respectiv.

Art. 13. — Contractele care angajează creditele bugetare ale exerciţiului în curs nu vor depăşi limita anului financiar.

Contractele pentru aprovizionări în contul exerciţiului viitor şi cu plată din avansele date din F. O. R. A. sau alte fonduri ce se vor pune la dispoziţie, se vor încheia separat.

Art. 14. — Pentru aprovizionările de grâu, făină, grăunţe şi păioase, făcute cu bani gata şi predate imediat, în limitele prevăzute de art. 9 şi art. 12 de mai sus, nu este nevoie a se încheia contracte. Dacă însă predarea furniturilor se efectuiază treptat şi concomitent cu plata, nevoia de a se încheia contracte este absolută, în care caz trebuesc îndeplinite formalităţile prevăzute de art. 2 din decretul-lege Nr. 1.762 din 1939.

Art. 15. — Comandanţii de unităţi (regimente, stabilimente, servicii şi orice alte unităţi care fac administraţie proprie), vor putea face cumpărături în legătură cu întreţinerea efectivelor (hrană, întreţinere, echipament, armament şi altele) conform dispoziţiunilor regulamentare şi în limita drepturilor lunare ce decurg din alocaţiuni prevăzute în buget, însă stabilite din decizii ministeriale.

Art. 16. — Directorii de stabilimente (Institutul Geografic Militar, arsenalele, precum şi orice alte stabilimente tehnice de acest fel), pot aproba cheltuieli prin bună învoială până la suma de 250.000 lei din sumele ce le sunt acordate ca avanse din creditele bugetului ordinar, însă numai pentru satisfacerea nevoilor urgente în legătură cu reparaţia armamentului, întreţinerea muniţiunilor, întreţinerea şi funcţionarea atelierelor tehnice dela aceste stabilimente.

Art. 17. — Mandatele de plată se vor emite şi semna pentru şi în numele ordonatorilor secundari de către organele împuternicite şi menţionate la art. 22 de mai jos.

In această calitate, ce le revine conform dispoziţiunilar art. 120 şi 121 din legea contabilităţii publice, atribuţiunile şi îndatoririle lor sunt indicate la art. 7 de mai sus.

Art. 18. — Pe lângă fiecare ordonator secundar funcţionează câte un serviciu de contabilitate, ai căror conducători sunt numiţi la art. 23 de mai jos, cu atribuţiunile şi responsabilităţile prevăzute la art. 11, 12 şi 13 din legea contab. publice, completate cu instrucţiunile referitoare la punerea în aplicare a bugetului M. A. N. pe exerc. 1939/40.

CAPITOLUL III

„Numiri în funcţiunile administrative şi contabile"

Art. 19. — Pentru administrarea cheltuielilor din bugetul ordinar, din bugetul fondurilor cu afectaţiune specială, precum şi din creditele extraordinare, având, după caz, şi calitatea de administratori de venituri, se numesc persoanele următoare :

D-l General de brigadă Nicolescu Constantin, secretar general.

D-l General de brigadă Popescu Şt. Ion.

D-l General de brigadă Atanasescu Constantin.

D-l General de brigadă Mitrea Vasile, iar cu începere dela 12 Mai 1939 va funcţiona d-l General de brigadă Bellea Constantin.

D-l General de brigadă Ţonea Ion.

D-l Colonel Trotonghi Mihail.

Medicul Colonel Dr. Oprescu Nicolae.

Int. Colonel Sireteanu Cristofor, iar cu începere dela 5 Mai 1939 va funcţiona Int. Lt. Colonel Ciocănescu Andrei şi

D-l Titus Magheru, preşedintele Comisiunii Superioare a Casei Dotaţiei Oastei.

Art. 20. — Int. Colonel Mitroiu Alexandru se numeşte în funcţiunea de emitent al ordonanţelor de plată şi de delegaţie din bugetul ordinar de cheltuieli, bugetul fondurilor cu afectaţiune specială pe exerc. 1939/40, precum şi din creditele extraordinare.

Art. 21. — Se numesc, în calitate de ordonatori secundari, următoarele persoane :

D-l General de divizie Popescu Dumitru.

D-l General de divizie Argeşanu Gh.

D-l General de divizie Cornicioiu Grigore.

D-l General de divizie Ionescu Ştefan.

D-l General de divizie Partenie Ilie.

D-l General de divizie Vasilescu Cristea.

D-l General de divizie Ilcuşu Ioan.

D-l General de brigadă Atanasescu Constantin.

Art. 22. — Se numesc emitenţi ai mandatelor de plată, la ordonatorii secundari, următoarele persoane :

Int. Maior Ureche Ioan.

Adm. Maior Gunesch Andrei.

Int. Maior Răiculeanu Constantin.

Int. Maior Gorski Paul.

Int. Maior Ionescu A. Ion.

Int. Lt. Colonel Pataki Ioan.

Int. Maior Rovenţa Constantin.

Art. 23. — Se numesc şefi ai serviciilor de contabilitate la ordonatorii secundari următorii ofiţeri :

Int. Maior Stancu Nicolae.

Adm. Maior Marinescu Nicolae, iar cu începere dela 15 Mai 1939 va funcţiona Int. Maior Vurtejeanu Constantin.

Int. Căpitan Ene Stan.

Int. Maior Călin Gheorghe.

Int. Lt. Colonel Mihăescu Constantin.

Int. Maior Iordache Const.

Int. Maior Vintilescu Petre, iar cu începere dela 5 Mai 1939 va funcţiona Int. Maior Mihăilescu Ioan.

CAPITOLUL IV

Dispoziţiuni speciale

Art. 24. — Contractele de orice valoare, înainte de a fi semnate de mine, de d-l subsecretar de Stat, de d-l secretar general sau de d-nii ordonatori primari şi secundari, vor fi în prealabil prezentate Direcţiei Contencios din M. A. N., pentru a fi studiate din punct de vedere juridic şi pentru a se obţine avizul prevăzut de art. 105 din L. C. P.; după aceea, contractele se vor prezenta d-lui consilier controlor, pentru viza de control preventiv, în conformitate cu art. 46 din aceeaşi lege, cu excepţia contractelor pentru grâu, grăunţe, păioase, carne şi măciniş, care vor fi vizate numai de avocatul Statului din garnizoana respectivă.

Persoanele delegate de mine pentru semnarea contractelor pot cere şi obţine fie personal, fie prin avocatul public substituit, autentificarea acelor contracte.

Art. 25. — Formele ce se îndeplinesc, redactarea contractelor şi altele în legătură cu acestea, vor urma, — pe lângă normele din prezenta D. M., — şi pe acelea prevăzute în ordinul circ. Nr. 2.129 din 31 Mai 1934, publicat în M. Oastei Nr. 8 şi 9 din 1934.

Art. 26. — In caz de lipsă legală a unuia dintre ordonatorii primari sau secundari, emitenţii sau şefii de contabilitate, numiţi prin D. M. de faţă, se va propune la timp înlocuitorul, aceasta în scopul ca Dir. Contabilităţii Centrale a M. A. N. să întocmească D. Ministerială respectivă pentru numire în funcţiune.

Art. 27. — Autorizaţiunile şi împuternicirile din prezenta Decizie Ministrială se consideră date cu începere dela 2 Mai 1939 şi până la noi dispoziţiuni.

Art. 28. — Directorul Contabilităţii Centrale din Ministerul Apărării Naţionale şi toate organele administrative şi contabile, cărora li s'a acordat împuternicirile de mai sus, sunt însărcinaţi cu aducerea la îndeplinire a Deciziei Ministeriale de faţă.

Dată la 25 Mai 1939.

Preşedintele Consiliului de Miniştri,
şi ministru al apărării naţionale, ad-interim,
Armand Călinescu.

Nr. 911.

Prin decizia ministerială Nr. 785 din 20 Mai 1939, sublt. Filiti Barbu, detaşat la Şcoala aplicaţie cavalerie pentru a urma cursurile acelei şcoli, se înapoiază pe data prezentei decizii ministeriale Corpului de origine (Reg. 9 Roşiori), pentru caz de boală provenită din forţă majoră (accident), urmând a se prezenta din nou odată cu promoţia de ofiţeri 1937, păstrându-şi toate drepturile câştigate în promoţia sa.

MINISTERUL INZESTRĂRII ARMATEI

Decizie ministerială Nr. 24 din 2 Iunie 1939.

Având în vedere că prin decizia ministerială Nr. 15 din 20 Mai 1939 s'au prevăzut la art. II Inspectoratele şi Direcţiile din M. A. N. şi M. I. A. care să îndeplinească funcţiunea de ordonator primar prin delegaţie pentru „Fondul Apărării Naţionale" pe exerciţiul 1939/1940, iar la art. XI din aceeaşi decizie ministerială directorul Direcţiei fortificaţiilor n'a fost trecut nominal,

Decidem :

Art. 1. — Articolul XI din decizia ministerială Nr. 15 din 20 Mai 1939 se completează după cum urmează :

D-l colonel Vasiliu Dumitru, pentru Direcţia Fortificaţiilor.

Art. 2. — In această calitate de ordonator primar prin delegaţie pentru Fondul Apărării Naţionale va avea toate atribuţiunile prevăzute în decizia ministerială Nr. 15 din 20 Mai 1939.

Ministru, **Victor Slăvescu.**

MINISTERUL ECONOMIEI NAŢIONALE

Noi, ministru secretar de Stat la Departamentul Economiei Naţionale;

Având în vedere jurnalul Consiliului de Miniştri Nr. 3.134 din 10 Noemvrie 1937 şi decizia ministerială Nr. 75.299, ambele publicate în Monitorul Oficial Nr. 262 din 12 Noemvrie 1937;

Având în vedere dispoziţiunile decretului regal Nr. 1.861 din 1936, art. 3, alin. *c;*

Având în vedere referatul Direcţiunii desvoltării producţiei industriale jur. Nr. 4.699 din 1939 :

Decidem :

Art. I. Se prelungeşte pe o perioadă de 20 luni — până la 10 Noemvrie 1940, termenul înlăuntrul căruia se prohibeşte importul tuturor maşinilor, pieselor de maşini şi accesorii, destinate unei fabrici de aparate optice, acustice şi mecanice de precizie, în afară de cele necesare S. A. „Industria Optică Română".

Art. II. Directorul personalului, administraţiei şi secretariatului, este însărcinat cu aducerea la îndeplinire a dispoziţiunilor prezentei deciziuni.

Dată la 31 Mai 1939.

Ministru, **I. Bujoiu**

Nr. 22.246.

DECIZIUNI ŞI COMUNICATE ALE INSTITUŢIILOR PUBLIICE AUTONOME

LOTERIA DE STAT PE CLASE

CONEXATĂ CU LOTERIA UNIUNII FUNDAŢIILOR CULTURALE REGALE

PLANUL DE TRAGERE

LOTERIA 20-a (SISTEM MIXT)

15 IULIE — 15 OCTOMVRIE 1939

EMISIUNEA:

200.000 lozuri în 2 serii a câte 100.000 numere şi 4 clase

Fiecare sfert de loz matcă este dublat pentru fiecare clasă de un loz anexă cu tragere separată

CÂŞTIGURI:

75.872 divizibile
95.198 indivizibile } In valoare totală de lei 322.000.000

Câştigurile se plătesc jucătorilor fără nici o reţinere de impozite

CLASA INTÂIA cu tragerea la 15 Iulie 1939

LOTERIA PE CLASE (câştig divizibil)			LOTERIA ANEXĂ (câştig indivizibil)		
Câştiguri	a Lei	Total Lei	Câştiguri	a Lei	Total Lei
6	1.000.000	6.000 000	6	1.000.000	6.000.000
10	200.000	2.000.000	20	100.000	2.000.000
40	100.000	4.000.000			
80	40.000	3.200.000	200	10.000	2.000.000
10.000	800	8.000.000	8000	200	1.600.000
10.136			8.226		

Valoarea totală a câştigurilor Clasei I-a Lei 34.800.000

CLASA DOUA cu tragerea la 15 August 1939

Câştiguri	a Lei	Total Lei	Câştiguri	a Lei	Total Lei
2	1.000.000	2.000.000	1	1.000.000	1.000.000
10	100.000	1.000.000	10	100.000	1.000.000
200	20.000	4.000.000	100	10.000	1.000.000
400	6.000	2.400.000	3200	1.000	3.200.000
10000	800	8.000 000	8000	200	1.600.000
10.612			11.311		

Valoarea totală a câştigurilor Clasei a II-a Lei 25.200.000

CLASA TREIA cu tragerea la 15 Septemvrie 1939

Câştiguri	a Lei	Total Lei	Câştiguri	a Lei	Total Lei
2	1.000.000	2.000.000	1	1.000.000	1.000.000
10	100.000	1.000.000	10	100.000	1.000.000
200	20.000	4.000.000	100	10.000	1.000.000
400	6.000	2.400.000	3200	1.000	3.200.000
10000	800	8.000.000	8000	200	1.600.000
10.612			11.311		

Valoarea totală a câştigurilor Clasei a III-a Lei 25.200.000

CLASA PATRA cu tragerea la 15 Octomvrie 1939

Câştiguri	a Lei	Total Lei	Câştiguri	a Lei	Total Lei
2	6.000.000	12.000.000	10	1.000.000	10.000.000
10	1.000.000	10.000.000	40	100.000	4.000.000
20	400.000	8.000.000			
80	100.000	8.000.000	100	20.000	2.000.000
400	40.000	16.000.000	200	10.000	2.000.000
4000	6.000	24.000.000			
40000	3.200	128.000 000	64000	200	12.800.000
44.512			64.350		

Valoarea totală a câştigurilor Clasei a IV-a Lei 236.800.000

Preţul lozului inclusiv anexa	4/4	3/4	2/4	1/4
Pentru toate clasele . . . . . Lei	3.200	2.400	1.600	800
Pentru fiecare clasă . . . . . Lei	800	600	400	200

Jucătorii ce intră în joc la o clasă intermediară vor putea beneficia de facilităţi de plată autorizate de Regie prin afişaj special în fiecare Colectură.

COMUNICATE ŞI CIRCULĂRI MINISTERIALE

PREŞEDINŢIA CONSILIULUI DE MINIŞTRI

STRAJA ŢĂRII

Potrivit art. II din legea decretată sub Nr. 1.852 din 4 Mai 1939, se publică în întregime, cu noua numerotare a articolelor, legea pentru organizarea şi funcţionarea Străjii Ţării din 15 Decemvrie 1938, cu completările ce i s'au adus prin legea decretată sub Nr. 1.852 din 4 Mai 1939 şi publicată în Monitorul Oficial Nr. 106 din 9 Maj 1939.

L E G E
pentru organizarea şi funcţionarea Străjii Ţării

CAPITOLUL I

Dispoziţiuni generale

SECŢIA I

Scop, educaţia tineretului

Art. 1. — Straja Ţării este o instituţie de Stat deplin autonomă, cu personalitate juridică şi patrimoniu propriu.

Reprezentantul legal al Străjii Ţării este Comandantul ei.

Art. 2. — Educaţia morală, naţional-patriotică, socială şi fizică pentru tot tineretul de ambe sexe, pentru băieţi dela 7—18 ani (inclusiv), iar pentru fete dela 7—21 ani (inclusiv) este obligatorie şi încredinţată Străjii Ţării.

Art. 3. — Intregul tineret, prevăzut la articolul precedent, va fi organizat numai în unităţi străjereşti.

Alte organizaţiuni ale tineretului sunt interzise pe teritoriul României.

Art. 4. — Toate organizaţiunile de Stat şi particulare, care se ocupă sub orice formă de acest tineret, sunt supuse supravegherii, îndrumării şi controlului Străjii Ţării.

Art. 5. — Sunt străjeri şi străjere:

a) Tinerii dela 7—18 şi tinerele dela 7—21 ani, care fac parte din unităţile străjereşti;

b) Toţi cei care, trecuţi de vârsta susarătată, sunt admişi de către Comandamentul Străjii Ţării să activeze în unităţi străjereşti;

c) Comandanţii şi comandantele străjere.

Denumirea de „Străjă" sau „străjer(ă)" sub orice formă şi combinaţie nupoate fi purtată de nicio persoană, asociaţiune, grupare, întreprindere, etc., decât numai în cadrul şi cu aprobarea Străjii Ţării.

Art. 6. — Străjerii şi străjerele peste vârsta de 21 ani, străjerii comandanţi şi străjerele comandante din Straja Ţării, precum şi membrii comitetelor de conducere ale organizaţiunilor subordonate Străjii Ţării, vor depune următorul jurământ:

„Jur credinţă Regelui meu, Carol al II-lea;

„Jur dragoste şi jertfă Ţării şi Neamului Românesc;

„Jur ascultare şi supunere Străjii Ţării;

„Aşa să-mi ajute Dumnezeu!".

Străjerii şi străjerele până la vârsta de 14 ani vor face o făgăduinţă, iar dela 14—21 ani un legământ, ale căror formule se vor stabili de către Comandamentul Străjii Ţării.

Deviza străjerului este: „Credinţă şi muncă pentru Ţară şi Rege".

Art. 7. — Străjerii şi străjerele vor purta uniforme, insigne, embleme, medalii şi semne distinctive, iar unităţile străjereşti vor avea fanioane şi drapele încredinţate de Straja Ţării.

Toate acestea se vor fixa de către Comandamentul Străjii Ţării.

Insemnele, emblemele şi medaliile organizaţiilor străine similare se vor putea purta numai cu autorizarea Comandamentului Străjii Ţării.

Art. 8. — Straja Ţării supraveghează nutriţia şi igiena tineretului în epoca de desvoltare, prin organele sale, de comun acord cu departamentele interesate.

Art. 9. — Straja Ţării, în înţelegere cu Serviciul Social, va întocmi şi executa prin organele sale programul social de muncă în folos obştesc, pentru tineretul ce-i aparţine, potrivit vârstei, capacităţii, constituţiei fizice, pregătirii, îndeletnicirii, precum şi specificului regiunii în care se va desfăşura.

SECŢIA II

Organizaţiuni subordonate şi asociaţiunile afiliate lor

Art. 10. — Uniunea Federaţiilor Sportive din România (U. F. S. R.), Federaţiile sportive din ţară, Asociaţia Arcaşilor României (A. A. R.), Asociaţia Şoimii Carpaţilor (A. S. C.), Asociaţia Creştină a Tinerilor (A. C. T.) şi Asociaţia Creştină a Femeilor (A. C. F.), sunt organizaţiuni subordonate Străjii Ţării.

Art. 11. — Preşedinţii, precum şi jumătate din membrii comitetelor de conducere ale organizaţiunilor subordonate vor fi numiţi de către Straja Ţării.

Comitetele acestor organizaţiuni se vor compune din 11 persoane şi anume: preşedintele, primul vicepreşedinte, secretarul şi trei membri vor fi numiţi de Straja Ţării, iar al doilea vicepreşedinte, casierul şi trei membri vor fi aleşi în adunarea generală.

Nicio persoană nu va putea deţine decât de o singură funcţiune în cadrul acestor organizaţiuni. Funcţiunea de preşedinte al unei asociaţiuni este incompatibilă cu acea de preşedinte al federaţiunii sau uniunii de persoane juridice din care asociaţiunea face parte.

Bugetele organizaţiunilor subordonate sunt supuse aprobării Străjii Ţării, care are şi controlul execuţiei lor.

In caz de disolvare sau încetare a personalităţii lor juridice din orice altă cauză, patrimoniul organizaţiunilor subordonate şi al asociaţiunilor afiliate lor trece de drept — sub beneficiul de inventar — asupra Străjii Ţării.

Straja Ţării supraveghează, îndrumează şi controlează întreaga activitate a organizaţiunilor subordonate, asociaţiilor afiliate lor, precum şi a asociaţiunilor prevăzute de art. 4, prin Comandament şi unităţile sale.

Art. 12. — Personalitatea juridică a organizaţiunilor prevăzute la art. 4 şi 10, precum şi a tuturor asociaţiunilor afiliate lor se acordă, se reconfirmă şi se revocă prin Inalt Decret Regal, în urma avizului conform al Străjii Ţării, în condiţiunile prezentei legi, prin derogare dela dispoziţiunile legii pentru persoanele juridice.

Acest aviz se dă de către o comisiune specială compusă din: Comandantul Străjii Ţării, două persoane numite de către acesta, şeful Contenciosului Străjii Ţării şi un delegat al Ministerului de Interne.

Comandantul Străjii Ţării va desemna în caz de lipsă un înlocuitor.

Comisiunea va avea un secretar.

Acordarea, reconfirmarea şi revocarea personalităţii juridice, precum şi refuzul acordării şi reconfirmării sunt acte discreţionare.

Art. 13. — Inscrierea acestor persoane juridice se va face în registre speciale, atât la Straja Ţării, cât şi la instanţa judecătorească dela sediul lor. Pentru uniuni şi federaţii la Curţile de Apel, iar pentru celelalte asociaţiuni la tribunalul civil.

Viza registrelor asociaţiunilor este în căderea Curţii de Apel sau a tribunalului civil, după competinţă.

Art. 14. — Autorizaţiunea portului insignelor, emblemelor de orice fel, precum şi a uniformelor pentru organizaţiunile subordonate Străjii Ţării, se dă de către Comandamentul acestei instituţiuni.

Art. 15. — Comisiunea specială, prevăzută la art. 12, decide în primă şi ultimă instanţă în litigiile de ordin tehnic sau administrativ ale organizaţiunilor subordonate.

CAPITOLUL II
Organizare şi conducere

SECŢIA I
Comandantul Suprem

Art. 16. — Comandamentul Suprem al Străjii Ţării este Maiestatea Sa Regele, „Marele Străjer al Ţării".

Art. 17. — Maiestatea Sa Regele are ca organ consultativ „Consiliul Superior de Indrumare" (C. S. I.) al Străjii Ţării care se compune din:

Preşedintele Consiliului de Miniştri,
Sanctitatea Sa Patriarhul României,
Ministrul Educaţiei Naţionale,
„ Apărării Naţionale,
„ Aerului şi Marinei.
„ Internelor.
„ Finanţelor.
„ Sănătăţii şi Asistenţei Sociale.
„ Muncii.
„ Agriculturii şi Domeniilor.
„ Lucrărilor Publice şi al Comunicaţiilor.
Comandantul Străjii Ţării.
Preşedintele Serviciului Social.
Administratorul Casei Şcoalelor şi Culturii Poporului.
Personalităţile ce vor fi desemnate de către Maiestatea Sa Regele.

Art. 18. — Maiestatea Sa Regele întruneşte Consiliul Superior de Indrumare ori de câte ori socoteşte util în probleme de ordin educativ.

Art. 19. — Pentru executarea atribuţiunilor de ordin administrativ şi financiar, Consiliul superior de îndrumare se întruneşte sub preşedinţia preşedintelui Consiliului de Miniştri.

Hotărîrile Consiliului superior de îndrumare al Străjii Ţării, în chestiunile a căror execuţie depăşeşte posibilităţile Comandamentului, sunt executorii pentru ministerul sau autoritatea respectivă, din momentul comunicării procesului-verbal al acestui consiliu.

SECŢIA II
Comandantul

Art. 20. — Comandantul Străjii Ţării este autoritatea care are conducerea permanentă, efectivă, administrarea, controlul şi îndrumarea Străjii Ţării, precum şi a întregei activităţi străjereşti.

El este numit şi revocat prin înalt decret regal, la propunerea Consiliului superior de îndrumare, având în ce priveşte conducerea şi administrarea Străjii Ţării, acelaşi drept de decizie pe care îl au miniştrii secretari de Stat în conducerea ministerelor.

El reprezintă instituţia în faţa autorităţilor, în raporturile cu particularii şi în faţa instanţelor judecătoreşti.

El supraveghează, controlează şi îndrumează toate organizaţiunile subordonate Străjii Ţării.

El are dreptul de a lua măsuri disciplinare pentru întreg personalul Străjii Ţării.

Pentru funcţionarii detaşaţi are aceleaşi drepturi ca şi şeful autorităţii din care aceştia fac parte, în conformitate cu legile organice respective.

Comandantul poate delega parte din atribuţiunile sale unuia din membrii Comitetului permanent, şefului de Stat-Major, directorilor, şefilor serviciilor independente, precum şi comandanţilor de falângi, ţinuturi sau legiuni.

Delegaţiile se dau de comandant prin decizii publicate în Monitorul Oficial şi Buletinul Străjii Ţării.

Comandantul Străjii Ţării este inamovibil din momentul numirii, având rangul, salariul şi indemnizaţiile unui ministru secretar de Stat.

Prin derogare dela dispoziţiunile legii generale de pensiuni, cuantumul pensiunii sale este egal cu salariul primitor la data pensionării.

Art. 21. — Comitetul permanent al Străjii Ţării este compus din trei membri desemnaţi de către Consiliul superior de îndrumare.

Ei vor avea o indemnizaţie permanentă potrivit prevederilor bugetare.

Comitetul permanent formează pe lângă comandantul Străjii Ţării organul consultativ al acestuia.

Comandantul poate cere avize şi fiecărui membru din comitet în parte.

Consultarea comitetului sau a membrilor lui este facultativă pentru comandantul Străjii Ţării, în afară de cazurile în care prezenta lege dispune altfel.

In cazuri urgente, sau atunci când Consiliul superior de îndrumare nu se poate întruni, Comitetul permanent, sub preşedinţia comandantului Străjii Ţării, va da deciziuni în locul acestuia.

Pentru a decide este necesară prezenţa a cel puţin doi membri ai comitetului, sub preşedinţia comandantului, hotărîrile luându-se de majoritatea membrilor prezenţi, în caz de paritate decide votul comandantului.

Deciziunile astfel luate sunt executorii şi obligatorii ca şi deciziunile Consiliului superor de îndrumare.

Art. 22. — Comandantul Străjii Ţării, în conducerea instituţiunii, este ajutat de un şef de Stat-Major, cu îndatorîrile şi drepturile unui secretar general de minister.

Art. 23. — Comandantul poate avea la dispoziţiunea sa un număr de misionari onorifici, dintre personalităţile cu activitate deosebită în domeniul educaţiei tineretului.

SECŢIA III
Ierarhia şi gradele străjereşti

A. *Comandanţi (te)*

Art. 24. — Comandantul Suprem al Străjii Ţării, „Marele Străjer al Ţării", poartă ca semn distinctiv un şnur din fir de aur.

Comandantul Străjii Țării comandă Straja Țării, el poartă ca semn distinctiv un șnur galben din fir de mătase.

Șeful de Stat-Major al Străjii Țării ajută pe Comandant, el poartă ca semn distinctiv un șnur portocaliu din fir de mătase.

Comandantul(a) de falangă comandă falanga sau conduce o direcție și poartă ca semn distinctiv un șnur alb din fir de mătase.

Comandantul de Ținut comandă Ținut sau conduce un centru străjeresc și poartă ca semn distinctiv un șnur cenușiu din fir de mătase.

Comandantul(a) de legiune comandă legiune sau conduce un serviciu și poartă ca semn distinctiv un șnur albastru deschis din fir de mătase.

Comandantul(a) de cohortă comandă corhortă sau conduce o secție și poartă ca semn distinctiv un șnur albastru închis din fir de mătase.

Comandantul(a) de stol comandă stol sau conduce un birou și poartă ca semn distinctiv un șnur verde din fir de mătase.

Comandantul(a) de centurie comandă centurie sau are o funcție de birou și poartă ca semn distinctiv un șnur maron din fir de mătase.

Se poate încredința fiecărui comandat(ă) conducerea unei unități superioare sau inferioare gradului.

B. *Șefi (șefe)*

Șeful (a) de grupă conduce o grupă, purtând ca semn distinctiv trei stele verzi de postav pe brațul drept.

Șeful (a) de cuib conduce un cuib, purtând ca semn distinctiv două stele verzi de postav pe brațul drept.

Șeful(a) de cuibușor conduce un cuibușor, purtând ca semn distinctiv o stea verde de postav pe brațul drept.

SECȚIA IV

Statul-Major

Art. 25. — Statul Major al Străjii Țării se compune din: direcțiile, serviciile, secțiile și birourile necesare, în raport cu desvoltarea mișcării.

Direcțiile, serviciile, secțiile, birourile și numărul funcționarilor se vor fixa prin decizia Comandantului Străjii Țării.

CAPITOLUL III

Organizarea teritoriului

SECȚIA I

A. Unitățile

Art. 26. — Unitățile străjerești sunt organizate pe teritoriu: în falăngi, ținuturi, legiuni, cohorte, stoluri și centurii, iar subunitățile în grupe, cuiburi și cuibușoare.

Toate aceste unități sunt comandate de către comandant(ă), iar subunitățile conduse de către un șef(ă), afară de Straja Țării și Ținuturile care sunt comandate numai de comandanți.

B. Comandamentele unităților

Straja Țării este Comandamentul Suprem de conducere al întregului tineret al țării și al organizațiunilor subordonate. Ea asigură unitatea de gândire, simțire și acțiune a mișcării străjerești.

Falanga străjerilor cuprinde pe toți străjerii dela 7—18 ani, având sub ordine toate unitățile de străjeri din țară.

Falanga străjerelor cuprinde pe toate străjerele dela 7—21 ani, având sub ordine toate unitățile de străjere din țară.

Ținutul străjeresc are sub ordine toate unitățile de străjeri și străjere, precum și toate organizațiunile subordonate, asociațiunile afiliate lor, cât și asociațiunile prevăzute de art. 4, din cuprinsul teritoriului său, identic cu cel administrativ.

Legiunea de străjeri(e) are sub ordine toate utitățile de străjeri(e) din cuprinsul unui județ.

Cohorta de străjeri(e) are sub ordine toate unitățile de străjeri(e) din orașele reședință de județ sau din plasă. Capitala țării are patru cohorte corespunzătoare celor patru sectoare.

Stolul de străjeri(e) are sub ordine întregul tineret străjeresc grupat într'o instituție, școală, întreprindere, fabrică, etc.

Centuria este unitatea de bază în organizarea străjerească — prima formațiune de grupare a tineretului — condusă de o persoană majoră cu răspundere, inițiată în străjerie (ea corespunde în școală unei clase).

C. Subunități

Grupa de străjeri(e) se compune din două până la patru cuiburi de străjeri(e).

Cuibul de străjeri(e) este format din șase străjeri(e) și se compune din două cuibușoare.

Cuibușorul este format din trei străjeri(e).

Art. 27. — Programele, metoda de lucru și efectivele pentru fiecare unitate se vor stabili de către Comandamentul Străjii Țării.

SECȚIA II

Centrele de îndrumare străjerească

Art. 28. — Pentru pregătirea comandanților și comandantelor, necesari unităților străjerești, Straja Țării va organiza centre de îndrumare străjerească.

Organizarea și funcționarea acestor centre de îndrumare va fi stabilită de către Comandamentul Străjii Țării.

SECȚIA III

Tabere și colonii

Art. 29. — Straja Țării va organiza tabere și colonii străjerești.

Nimeni nu poate organiza și pune în funcțiune vreo tabără sau colonie de orice categorie și sub orice denumire, fără aprobarea prealabilă a Comandamentului Străjii Țării.

Straja Țării va exercita controlul și supravegherea asupra tuturor taberelor și coloniilor din țară, putând dispune desființarea imediată a acelor care nu ar corespunde condițiunilor de organizare și funcționare stabilite de ea.

Se exceptează dela cerința acestei aprobări taberele și coloniile înființate de Ministerul Apărării Naționale, Ministerul Aerului și Marinei și Serviciul Social.

Art. 30. — Fiecare tabără sau colonie va avea cel puțin un comandant(ă) străjer(ă), numit de Straja Țării.

Art. 31. — Comitetele școlare și autoritățile locale sunt obligate, în raport cu efectivele respective, să subvenționeze și să asigure buna funcționare a taberelor și coloniilor organizate de către Straja Țării și unitățile sale, pentru tineretul de pe teritoriul lor.

CAPITOLUL IV

Personalul

Art. 32. — Comandamentul Străjii Țării și organele sale se încadrează cu personal numit, detașat, delegat și angajat.

Art. 33. — Toate numirile și angajările se fac prin decizione, de către Comandantul Străjii Țării.

Art. 34. — Persoanele numite în Straja Țării sunt funcționari publici cu drept la pensie.

Dispozițiunile legii pentru statutul funcționarilor publici sunt aplicabile funcționarilor numiți.

Art. 35. — Detașarea sau delegarea militarilor (ofițeri, subofițeri) și a funcționarilor civili ceruți de către Straja Țării este obligatorie atât pentru departament, cât și pentru persoanele respective, când ea a fost făcută în conformitate cu tabelele de efective stabilite de către Consiliul Superior de Indrumare.

Art. 36. — Ofițerii activi, combatanți și asimilați, încadrați prin detașare în Straja Țării și unitățile sale, vor fi considerați ca făcând stagiul efectiv la unitate, pentru ofițerii asimilați și cei ce înaintează pe temeiul art. 60 din legea înaintărilor în armată, pe tot timpul încadrării lor în Straja Țării și unitățile sale, iar pentru ofițerii combatanți stagiul se consideră numai pentru un singur grad.

Art. 37. — Subofițerilor detașați în Straja Țării, li se vor aplica aceleași norme prevăzute în articolul precedent.

Art. 38. — Personalul didactic de orice grad care activează în Straja Țării și unitățile sale, care s'a distins prin muncă deosebită, la propunerea Comandantului Străjii Țării va avea prioritate, la drepturi egale, la transferări, numiri, definitivări, gradații, etc.

Art. 39. — Timpul cât un membru al corpului didactic este detașat în Straja Țării se consideră prezență efectivă la catedră. Inspecțiile prevăzute de legea învățământului pentru definitivare, avansare, etc., li se vor face la activitatea sa străjerească de către organele Ministerului Educațiunii Naționale, iar diferitele stagii, cerute de lege, se vor considera efectiv făcute la Straja Țării.

Art. 40. — Funcționarii civili detașați în Straja Țării, sunt considerați, pe tot timpul detașării lor, ca făcând serviciul efectiv la autoritatea din care sunt detașați.

Art. 41. — Inaintările personalului civil și militar detașat se fac de către șefii lor ierarhici și în drept, ținându-se seama în mod obligatoriu de calificarea făcută de către Comandantul Străjii Țării.

Art. 42. — Personalul detașat de către Ministerul Educațiunii Naționale figurează în bugetul acestui minister, sub capitol special, fiind remunerat cu salariul tip I. București, indiferent de reședința catedrei titulare sau a unităților Străjii Țării unde activează; aceleași dispoziții se aplică și detașaților din celelalte departamente.

Pentru suplinirea și diferența salariilor detașaților și degrevaților, Ministerul Finanțelor va pune la dispoziția ministerelor respective sumele necesare în afară de bugetul acelor ministere.

Art. 43. — Funcționarii civili și militari delegați în Straja Țării, păstrează și exercițiul funcțiunii ai căror titulari sunt, prin derogare dela legea cumulului, atât în privința funcțiunii cât și a remunerației.

Art. 44. — Persoanele angajate în Straja Țării sunt funcționari publici, specialiști, temporari și provizorii, diurniști, fără drept de pensie.

Funcțiunea exercitată și diurna plătită acestora ca angajați sunt exceptate dela legea cumulului.

Art. 45. — Personalul Străjii Țării din Comandament, numit, detașat sau delegat, va primi indemnizații de reprezentare lunare, în scopul de a-și acoperi cheltuieli ce efectiv sunt obligați a face, indemnizații de transport și misii, proporțional cu importanța funcțiunii, fixate anticipat prin bugetul anual.

Aceste indemnizații sunt exceptate dela legea cumulului, sunt scutite de orice impozite și nu pot fi urmărite pentru niciun fel de datorie către Stat, ținut, comună sau particulari.

Sumele fixe alocate personalului de pe teritoriu, lunar sau temporar, sunt scutite ca indemnizații efective de deplasare și vor fi justificate prin state nominale.

CAPITOLUL V
Organizarea finanțelor

SECȚIA I.
Buget, venituri, cheltuieli

Art. 46. — Fondurile necesare satisfacerii trebuințelor Străjii Țării se asigură prin:

a) Subvenția obligatorie anuală globală a Ministerului de Finanțe, fixată de către Consiliul Superior de Indrumare. In cazul când acest Consiliu nu se poate întruni, pentru a fixa subvenția noului an bugetar, se va trece din oficiu subvenția avută în anul expirat;

b) Subvențiile celorlalte ministere;

c) Subvențiile ținuturilor, municipiilor și comunelor;

d) Subvențile regiilor publice comerciale și întreprinderilor autonome de Stat și locale;

e) Venituri întâmplătoare și neprevăzute;

f) Donațiuni și legate;

g) Eventuale excedente ale exercițiilor închise;

h) Rămășițe de încasat din exerciții închise.

Art. 47. — Consiliul Superior de Indrumare va fixa cota subvenției anuale ce trebue vărsată Străjii Țării de către autoritățile și administrațiunile de Stat și locale, prevăzute la punctele: *b, c* și *d,* de sub art. 46.

Aceste subvenții constituesc pentru acele administrațiuni cheltuieli obligatorii.

In cazul când autoritatea respectivă omite să le înscrie în buget, ele vor fi înscrise din oficiu de autoritatea tutelară însărcinată cu aprobarea bugetului respectiv.

Art. 48. — Toate veniturile și cheltuielile sunt prevăzute într'un buget anual intern și autonom, alcătuit de către Straja Țării, care va fi supus aprobării Consiliului Superior de Indrumare, sub președinția președintelui Consiliului de Miniștri. Proiectul de buget, supus Consiliului Superior de Indrumare va avea semnăturile de aprobare ale președintelui Consiliului de Miniștri și ministrului de finanțe.

SECȚIA II
Angajarea fondurilor

Art. 49. — Operațiunile de aplicarea bugetului se fac conform legii contabilității publice, cu derogările prevăzute în prezenta lege.

Art. 50. — Straja Țării are autonomie financiară, putând dispune liber de veniturile sale, în limitele bugetului.

Eventualele excedente se pot utiliza, iar virimentele de fonduri se pot face cu aprobarea Comandamentului Străjii Țării.

Art. 51. — Atributele consilierului-controlor se exercită de către un funcționar al Străjii Țării, numit de către Comandantul Străjii Țării.

Art. 52. — Șeful și subșeful contabilității sunt funcționarii Străjii Țării.

Art. 53. — Straja Țării poate administra și exploata bunurile sale, în conformitate cu legea pentru organizarea și ad-

ministrarea pe baze comerciale a întreprinderilor şi avuţiilor publice.

Art. 54. — In toate cazurile în care legea contabilităţii publice sau orice alte legi şi regulamente cer aprobarea sau autorizarea Consiliului de Miniştri, autorizarea sau aprobarea se dă pentru Straja Ţării de către Consiliul Superior de Indrumare (C. S. I.).

Art. 55. — Dispoziţiunile legilor de măsuri financiare, speciale sau excepţionale nu sunt aplicabile Străjii Ţării.

SECŢIA III

Verificarea şi aprobarea conturilor

Art. 56. — Conturile de gestiune privind executarea bugetului, precum şi inventarul Străjii Ţării, sunt supuse aprobării Inaltei Curţi de Conturi, care va da şi descărcarea.

Pentru sumele alocate unităţilor Străjii Ţării, chitanţele comandanţilor respectivi, de primirea sumelor, constituesc acte descărcătoare în gestiunea Străjii Ţării.

Art. 57. — Dispoziţiunile articolului precedent nu impietează asupra dreptului comandantului Străjii Ţării de a verifica, oricând va crede de cuviinţă, gestiunea mânuitorilor de bani şi materiale, care sunt răspunzători în faţa instanţelor judiciare.

CAPITOLUL VI

Dispoziţiuni speciale

Art. 58. — Toate departamentele şi autorităţile de Stat locale vor colabora cu Straja Ţării în problemele ce interesează educarea tineretului.

Art. 59. — Statul, ţinuturile, municipiile, comunele, precum şi întreprinderile autonome de Stat şi locale, vor pune la dispoziţia comandamentelor unităţilor străjereşti terenurile, imobilele, mobilierul şi toate materialele de care au nevoie pentru realizarea programului.

Art. 60. — Folosinţa imobilelor Statului va fi dată Străjii Ţării prin jurnalul Consiliului de Miniştri.

Art. 61. — Corpul didactic şi personalul Ministerului Educaţiei Naţionale sunt obligaţi să colaboreze în permanenţă cu Straja Ţării, executând dispoziţiunile date de această instituţiune.

Art. 62. — Fabricarea, imprimarea şi desfacerea tuturor insignelor, emblemelor, stemelor, medaliilor, paftalelor, fanioanelor şi drapelelor străjereşti, constitue un drept de monopol al Străjii Ţării.

Art. 63. — Oricine va fabrica, imprima sau desface insignele, emblemele, stemele, medaliile, paftalele, fanioanele sau drapelele străjereşti, fără autorzaţia prealabilă şi scrisă a Străjii Ţării, se va pedepsi cu închisoare dela 1—5 ani, cu amendă dela 20.000—100.000 şi cu interdicţiune corecţională dela 1—5 ani.

Art. 64. — Straja Ţării va avea o tipografie proprie.

Această tipografie se bucură de aceleaşi drepturi ca şi Imprimeriile Statului, pentru executarea imprimatelor, registrelor, broşurilor, periodicelor, cartonajelor, clişeelor, ştampilelor metalice, precum şi a oricăror alte lucrări grafice necesare autorităţilor şi instituţiunilor de Stat, precum şi a ţinuturilor, judeţelor şi comunelor.

Art. 65. — Administrarea şi exploatarea monopolurilor, editurii, imprimeriei şi bunurilor Străjii Ţării, se vor face pe baze comerciale, de această instituţiune, prin Direcţia comercială a bunurilor Străjii Ţării.

Organizarea acestei direcţiuni se va face de Straja Ţării prin regulament interior.

Pentru administrarea şi exploatarea celor mai sus enumerate, Straja Ţării va putea contracta prin bună învoială şi în afară de cazurile prevăzute de legea contabilităţii publice şi celelalte legi organice, cu aprobarea Consiliului superior de îndrumare.

In această administrare şi exploatare Straja Ţării va ţine o contabilitate specială şi distinctă, în bani şi materiale, după normele de contabilitate industrială şi comercială.

Pentru Direcţia comercială a bunurilor sale, Straja Ţării va întocmi un buget special de venituri şi cheltuieli, ca anexă la bugetul său general, în care va figura numai prin soldul anual ce va rezulta din activitatea acelei direcţii comerciale.

Prevederile destinate cheltuielilor acelei direcţiuni vor putea fi sporite, în cursul executării bugetului, dacă activitatea acelei direcţiuni va da sporuri la venituri suficiente pentru acoperirea acelor cheltuieli.

Operaţiunile de încasări şi plăţi ale Direcţiunii comerciale a bunurilor Străjii Ţării se vor face prin Banca Naţională a României sau Casa Naţională de Economii şi Cecuri Poştale, unde va avea un cont special.

La sfârşitul anului bugetar această direcţiune va încheia un bilanţ, care va fi supus spre aprobare comandantului Străjii Ţării.

Beneficiul net constitue venit al Străjii Ţării.

In serviciile necesare acestei administrări şi exploatări, Straja Ţării va putea numi şi angaja direct funcţionari de specialitate, în afara normelor cuprinse în legile respective de organizarea corpurilor de funcţionari publici a acelor specialişti.

Art. 66. — Fabricarea obiectelor monopolizate, vânzarea acestora şi a produselor bunurilor Străjii Ţării, precum şi exploatarea editurii şi imprimeriei, se vor putea face şi prin alte administraţiuni publice sau particulare.

Fabricarea şi vânzarea obiectelor monopolizate de către particulari nu se va putea face decât în baza unui brevet eliberat de Straja Ţării.

Toate obiectele monopolizate puse în vânzare vor trebui să fie marcate cu un semn distinctiv, ce se va da de Straja Ţării.

Cei ce vor contrafface astfel de semne, se vor pedepsi cu închisoare dela 1—5 ani, cu amendă dela 20.000—100.000 lei şi cu interdicţiune corecţională dela 1—5 ani.

Cei ce legal autorizaţi a desface obiectele monopolizate, le vor vinde cu preţuri mai mari, ca cele stabilite de Straja Ţării, se vor pedepsi cu retragerea brevetului şi amendă dela 1.000—20.000 lei.

Art. 67. — Toate amenzile prevăzute în prezenta lege, se vor pronunţa în folosul Străjii Ţării.

Art. 68. — Conducerea serviciului contencios, prin derogare dela legea pentru organizarea Corpului avocaţilor publici, poate fi încredinţată unui ofiţer din cadrele justiţiei militare şi contencios, licenţiat sau doctor în drept.

Şeful serviciului contencios este ajutat de ofiţeri licenţiaţi sau doctori în drept din cadrele justiţiei militare şi contencios, precum şi de avocaţi publici, care sunt sub conducerea unui avocat public, în conformitate cu dispoziţiunile legii pentru organizarea Corpului de avocaţi publici.

Şeful serviciului contencios semnează în numele comandantului Străjii Ţării orice apeluri, opoziţii, recursuri sau revizuiri, şi în general, toate actele sau căile de atac pentru sezisarea instanţelor judecătoreşti de orice fel.

Art. 69. — Reuniunile şi spectacolele cu caracter educativ, moral, patriotic şi fizic, organizate de Straja Ţării sau unită-

ţile sale, sunt scutite de taxe pentru spectacole şi orice dări către Stat, ţinut şi comună.

Art. 70. — Personalul din Straja Ţării şi unităţile sale se bucură de reducere de 75 la sută, iar membrii familiilor personalului numit, de reducere de 50 la sută pe căile ferate române (C. F. R.), serviciul maritim român (S. M. R.), navigaţia fluvială română (N. F. R.), pe toate liniile parcurse de acestea.

Formaţiunile Străjii Ţării, care se deplasează în cadrul activităţii străjereşti, precum şi transportul materialelor necesare acestei instituţii, vor beneficia de o reducere de 75 la sută asupra tarifelor căilor ferate române (C. F. R.), serviciul maritim român (S. M. R.), navigaţiei fluviale române (N. F. R.), pe toate liniile acestora.

De asemenea, calea ferată română (C. F. R.) serviciul maritim român (S. M. R.) şi navigaţia fluvială română (N. F. R.), vor acorda Străjii Ţării gratuităţile impuse de nevoile sale de serviciu, stabilite anual de Straja Ţării.

Orice fel de reducere, de transport, pentru persoanele şi formaţiunile făcând parte din organele subordonate se vor acorda numai cu aprobarea Străjii Ţării.

Art. 71. — Echipele sau detaşamentele Străjii Ţării şi ale unităţilor sale, care pleacă în străinătate, vor primi numai cu avizul Străjii Ţării, paşapoarte individuale sau colective scutite de orice taxe.

Echipele sau detaşamentele organizaţiunilor subordonate vor pleca în aceleaşi condiţiuni, beneficiind însă numai de o reducere de 75 la sută asupra acelor taxe, reducere ce se acordă numai cu avizul Străjii Ţării.

Art. 72. — Nicio grupare a organizaţiunilor subordonate nu se va putea deplasa în străinătate fără autorizaţiunea prealabilă a Străjii Ţării.

Art. 73. — Nu se poate organiza niciun fel de asociaţiune sportivă şi nu se poate practica niciun fel de sport, sub orice formă, decât în cadrul şi sub directivele Uniunii federaţiilor sportive din România şi federaţiilor de specialitate.

Art. 74. — Orice instituţie particulară de orice gen, patron, întreprindere, fabrică, atelier, prăvălie, etc., care are tineret ce intră în prevederile legii de faţă, este obligată a-l trimite la programul de străjerie.

Art. 75. — Straja Ţării, împreună cu Ministerul Cultelor şi Subsecretariatul Propagandei, va întocmi programe de spectacole cu caracter educativ pentru tineret, care vor fi obligatorii pentru teatrele şi cinematografele de orice categorie.

Art. 76. — Straja Ţării şi unităţile sale sunt scutite de orice impozite sau taxe către Stat, ţinut şi comună, de taxele cuvenite Oficiului Naţional de Turism, staţiunilor balneare şi climaterice, precum şi de taxele pentru serviciii prestate de comune sau întreprinderi comunale.

Toate actele, registrele de contabilitate şi casierie, chitanţele şi borderourile, sunt de asemeni scutite de taxe de înregistrare, barou, portărei, timbre de orice fel, fix sau proporţional.

Sunt scutite de orice taxe şi impozite donaţiunile şi legatele făcute Străjii Ţării.

Corespondenţa simplă, recomandată, telegrafică sau de orice fel, precum şi mesageriile Străjii Ţării şi ale unităţilor sale, sunt scutite de timbre de franeare, timbre culturale, timbre de aviaţie, sau orice fel de timbre, precum şi de taxe.

Art. 77. — Decoraţiile străjereşti sunt:

a) „Pro-Virtute", o singură clasă, pentru răsplătirea faptelor de deosebit curaj sau jertfă de sine;

b) „Ordinul Straja Ţării", patru clase, pentru deosebite fapte şi mari realizări străjereşti, care se conferă numai comandanţilor (telor) străjeri (e);

c) „Ordinul şi Medalia Meritul Cultural", pentru străjerie, se conferă comandanţilor (telor) străjeri (e) şi persoanelor cu deosebite merite pentru mişcarea străjerească;

d) „Meritul Străjeresc", trei clase, se conferă tuturor persoanelor care au sprijinit sau au adus servicii reale Străjii Ţării;

e) „Medalia Straja Ţării", trei clase, se conferă pentru deosebite fapte străjereşti, tineretului care face parte în mod efectiv din unităţile Străjii Ţării.

Decoraţiile dela punctele: *a, b* şi *c,* se conferă prin Inalt Decret Regal, contrasemnat de Preşedintele Consiliului de Miniştri, în urma propunerii Comandantului Străjii Ţării; celelalte se conferă de Marele Străjer, în urma propunerii Comandantului Străjii Ţării.

Art. 78. — Toate Decretele Regale privind Straja Ţării, vor fi întocmite şi contrasemnate de către Preşedintele Consiliului de Miniştri, în urma cererii Comandantului Străjii Ţării.

CAPITOLUL VII
Dispoziţiuni finale şi transitorii

Art. 79. — In termen de şase luni dela publicarea prezentei legi în Monitorul Oficial, toate organizaţiunile subordonate îşi vor pune în concordanţă actele lor organice, pe baza cărora funcţionează, cu Constituţiunea Carol al II-lea şi prezenta lege şi vor cere Străjii Ţării reconfirmarea personalităţii lor juridice, chiar dacă le-a fost acordată prin legi sau chiar dacă le-a fost acordată sau reconfirmată prin justiţie, de către Straja Ţării sau fostul Oficiu de Educaţie a Tineretului Român, (O. E. T. R.).

Cele ce nu vor cere reconfirmarea în termenul mai sus arătat, sau cele ce nu vor obţine această reconfirmare, sunt disolvate deplin drept prin expirarea termenului, sau refuzul reconfirmării, urmând a fi lichidate în conformitate cu legea pentru persoanele juridice, patrimoniul federaţiilor de specialitate, precum şi al Uniunii Federaţiilor Sportive din Românit, (U. F. S. R.), trecând deplin drept — sub beneficiul de inventar — asupra Străjii Ţării.

Reconfirmarea sau refuzul reconfirmării personalităţii juridice, au caracterul prevăzut de alineatul ultim al articolului 12 din prezenta lege.

Art. 80. — Intreg patrimoniul, cu toate drepturile dobândite prin decretul-lege cu Nr. 3.424 din 7 Octomvrie 1937, publicat în Monitorul Oficial din 8 Octomvrie 1937, precum şi întreg patrimoniul, cu toate drepturile dobândite până în prezent de Straja Ţării, rămân în patrimoniul acestei instituţii.

Art. 81. — Un regulament va desvolta dispoziţiunile prezentei legi.

Art. 82. — Decretul-lege cu Nr. 3.424 din 7 Octomvrie 1937, publicat în Monitorul Oficial din 7 Octomvrie 1937, cât şi decretul-lege cu Nr. 2.334 din 25 Iunie 1938, publicat în Monitorul Oficial Nr. 144 din 27 Iunie 1938, sunt şi rămân abrogate.

Se abrogă de asemenea toate dispoziţiunile din legi, decrete-legi, regulamente sau oricare altele — generale sau speciale — contrarii legii de faţă.

MINISTERUL EDUCAȚIUNII NAȚIONALE

Direcțiunea învățământului primar-normal

Se desființează pe ziua de 1 Septemvrie 1939 postul IV dela Școala din Chilia Nouă, jud. Ismail și se înființează pe aceeași dată ca post VI la Școala de băieți din orașul Isaccea.

Nr. 95.339/939.

— Se fixează, pe ziua de 1 Septemvrie 1939, în Galați, următoarele posturi vacante din jud. Ismail:

Postul V dela Școala Nr. 1 băieți Ismail se fixează la Școala Nr. 11 băieți Galați.

Postul V dela Școala Nr. 1 mixtă Chilia Nouă, se fixează la Școala Nr. 12 băieți, Galați.

Postul V dela Școala Nr. 2 fete Ismail se fixează la Școala Nr. 8 fete Galați.

Nr. 95.331/939.

MINISTERUL DE FINANȚE

Oficiul central de licitații

Tablou de firmele înscrise pe lista răilor furnisori ai Statului.

Gheorghe Purearin din Craiova, calea Bucureștilor Nr. 31, se trece pe lista răilor furnisori întru cât nu a achitat complet arenda terenului de exerciții al Garnizoanei Craiova, situat la Balta-Verde.

Coman C. Enescu, măcelar, din Buzău, hala Sf-ții Ingeri, se trece pe lista răilor furnisori, întru cât a livrat Liceului industrial de fete din Buzău carne de proastă calitate.

ANUNȚURI JUDICIARE

MINISTERUL DE JUSTIȚIE

Ministerul publică acestea, conform art. 11, spre știința acelora care ar voi să facă opozițiune în termenul și condițiunile prevăzute de alin. II al zisului articol și de art. 3 din legea asupra numelui din 8 Aprilie 1936.

D-l Davide R. Mander, domiciliat în București, str. Școala Floreasca Nr. 12, a făcut cerere acestui minister de a fi autorizat să schimbe, pe baza art. 10, numele său patronimic de Mander în acela de Mandero, spre a se numi Davide Mandero.

Comisiunea pentru constatarea condițiunilor de naturalizare și recunoaștere

D-l Hristea N. Sotir, domiciliat în Turnu-Severin, str. Fraternității Nr. 11, a făcut cerere acestui minister pentru a i se acorda naționalitatea română.

Prin cerere petiționarul arată că este supus jugoslav, de profesiune funcționar comercial, născut în Roșiorii-de-Vede, jud. Teleorman, la data de 28 Iulie 1912, de religiune ortodoxă.

Conform art. 19 din legea privitoare la dobândirea și pierderea naționalității române, se publică aceasta spre știința acelora care ar voi să facă întâmpinare, potrivit dispozițiunilor art. 20 din zisa lege.

Dos. Nr. 687/939.

— D-na Livia Valeria Poenaru-Bordea, născută Ille, domiciliată în Oradea, str. Ciprian Porumbescu Nr. 3, a făcut cerere acestui minister pentru a i se acorda recunoașterea naționalității române.

Prin cerere petiționara arată că este de profesiune profesoară, născută în Budapesta-Ungaria la data de 8 Mai 1899, de religiune greco-orientală.

Conform art. 19 din legea privitoare la dobândirea și pierderea naționalității române, se publică aceasta spre știința acelora care ar voi să facă întâmpinare, potrivit dispozițiunilor art. 20 din zisa lege.

Dos. Nr. 215/939.

— D-l Desu Radovici, domiciliat în București, șos. Giurgiului Nr. 74, a făcut cerere acestui minister pentru a i se acorda naționalitatea română.

Prin cerere petiționarul arată că este supus jugoslav, de profesiune comerciant, venit și stabilit în țară în anul 1918.

Conform art. 19 din legea privitoare la dobândirea și pierderea naționalității române, se publică aceasta spre știința acelora care ar voi să facă întâmpinare, potrivit dispozițiunilor art. 20 din zisa lege.

Dos. Nr. 757/939.

— D-l Boj'n I. Petroff, domiciliat în București, str. Justiției Nr. 10, a făcut cerere acestui minister pentru a i se acorda naționalitatea română.

Prin cerere petiționarul arată că este supus bulgar, de profesiune călcător la fabrica Falk, născut în com. Vacedrama, Bulgaria, în anul 1875, de religiune creștin-ortodox.

Conform art. 19 din legea privitoare la dobândirea și pierderea naționalității române, se publică aceasta spre știința acelora care ar voi să facă întâmpinare, potrivit dispozițiunilor art. 20 din zisa lege.

Dos. Nr. 604/939.

— D-l Iline Vasile, domiciliat în com. Budenit, jud. Storojineț, a făcut cerere acestui minister pentru a i se recunoaște naționalitatea română.

Prin cerere petiționarul arată că este de profesiune director școlar, născut în com. Budenit, jud. Storojineț, la data de 14 Mai 1887.

Conform art. 19 din legea privitoare la dobândirea și pierderea naționalității române, se publică aceasta spre știința acelora care ar voi să facă întâmpinare, potrivit dispozițiunilor art. 20 din zisa lege.

Dos. Nr. 832/939.

— D-l Dumitru M. Marata, domiciliat în Giurgiu, str. Regele Carol I Nr. 1, a făcut cerere acestui minister pentru a i se acorda cetățenia română.

Prin cerere petiționarul arată că este de profesiune funcționar, născut în Brăila în 1888, de religiune creștin-ortodox.

Conform art. 19 din legea privitoare la dobândirea și pierderea naționalității române, se publică aceasta spre știința acelora care ar voi să facă întâmpinare, potrivit dispozițiunilor art. 20 din zisa lege.

Dos. Nr. 83/939.

MINISTERUL ECONOMIEI NAȚIONALE

BURSA CONSTANȚA

Închiderea din 2 Iunie 1939

Prețul pe vagon

Grâu roșu, 80 gk la hl. curat, lei 40.000; Grâu roșiatic, 77½—78½ kg la hl, 2 la sută corpuri străine, lei 43.000—43.250; Grâu comun, 77½—78½ kg la hl, 3 la sută corpuri străine, lei 42.250—42.500; Grâu comun, 76½—77 kg la hl, 2—4 la sută corpuri străine, lei 41.750—42.125; Grâu comun 76 kg la hl, 3—6 la sută corpuri străine, lei 41.000—41.500; Grâu comun 74½ gk la hl 10 la sută corpuri străine, lei 39.500; Orz 59 kg la hl, 5 la sută corpuri străine, lei 37.250; Orz 60 kg la hl, 3 la sută corpuri străine, lei 36.750; Orz 59 kg la hl, murdar, lei 36.600; Porumb dinte de cal uscat lei 41.375—41.500; Orz 58—59 kg la hl, 4×1 la sută corpuri străine, lei 37.000; Rapiță naveta, 3 la sută corpuri străine, lei 75.000; Rapiță coltza, 3 la sută corpuri străine, lei 77.000; Fasole de Ialomița, 6 la sută corpuri străine, 104.000; Fasole de Bazargic, 6 la sută corpuri străine, lei 106.00; Fasole de Trasilvania, 4 la sută corpuri străine, lei 108.000; Grâu, 78 kg la hl, 3 la sută corpuri străine, lei 42.500; Secară, 71—72 kg la hl, lei 30.000; Porumb ciur 27, uscat, lei 41.500; Porumb comun uscat lei 41.500; Porumb corcitură uscat lei 41.500, predarea imediat linie siloz.

SUMARUL PĂRȚII A II-a

A N-RULUI 126 DIN 3 IUNIE 1939

Anunțuri ministeriale

MINISTERUL AGRICULTURII ȘI DOMENIILOR: *Liberă practică a medicinei veterinare:* N. Ganuș.

MINISTERUL APĂRĂRII NAȚIONALE. *Șterși din controalele armatei ca supuși străini. Cercul de recrutare Botoșani:* R. Abramovici. *Cercul de recrutare Ciuc:* Șt. Füstoș, I. Füstoș.

MINISTERUL SĂNĂTĂȚII ȘI ASISTENȚEI SOCIALE: Rectificare.

Anunțuri judiciare

CITAȚIUNI. *Trib. Ilfov:* Firma United Artists Ltd., Teodor Ionescu, I. Dragomirescu. *Trib. Vâlcea:* D. Arsenie. *Jud. mixtă Chișinău:* Iulia Cneizer.

VÂNZĂRI IMOBILIARE. *București:* Al. Vinulescu, str. Siret Nr. 27. *Buzău:* Petre Borangiu, str. Heliade Rădulescu Nr. 33; C. Panciu, str. Căluneanu; Augustina Ghiță, str. Emancipată Nr. 1. *Dobra:* D. Dănescu. *Focșani:* Marcu Banner, str. t. Marosin Nr. 9. *Roșiorii-de-Vede:* Exploatarea Morilor Automate, str. Dunării Nr. 30. *Silistra:* Marin Ivanof, str. Bazargic Nr. 4. *Ulmeni:* Vasile Dărdală.

DECIZIUNI ȘI RECUNOAȘTEREA SOC. CA PERSOANE JURIDICE. *Trib. Ilfov:* Asoc. generală a Droghiștilor din România. *Trib. Sibiu:* Soc. de Cântări a Diletanților Maghiari din Sibiu.

EXTRACTE DE PE HOTĂRÎRI JUDECĂTOREȘTI. *Trib. Bihor:* Hala de Comerț în lichidare. *Trib. Cetatea-Albă:* Stepan Deli. *Trib. Sibiu:* Frații Trigarsazky.

JURNALE ȘI ORDONANȚE. *Trib. Dâmbovița:* Ion Ghițescu. *Jud. rurală Brad:* S. A. R. M. Mica.

PUNERI IN POSESIE. *Trib. Prahova:* Soc. Unirea.

EXTRACTE DE PE ACȚIUNI DE DIVORȚ. *Trib. Ilfov:* Ana Petcu. *Trib. Baia:* D. Constantinovici. *Trib. Gorj:* N. Cocină, I. Ciobanu. *Trib. Suceava:* I. Zachmann.

Licitațiuni publice

MINISTERUL DE INTERNE: *Centrul de instrucițe Nr. 4, jandarmi.*

MINISTERUL EDUCAȚIUNII NAȚIONALE: *Gimnaziul Petru Maior din Gherla; Liceul Al. Odobescu din Bistrița; Liceul de fete Mihail și Sevatsița Vasilescu din Pitești; Școala primară de Stat din Zărnești; Școala din orașul Călimănești; Seminarul pedagogic Cluj.*

MINISTERUL CULTELOR ȘI ARTELOR: *Parohia bisericii „Nașterea Maicii Domnului" din com. Cugat.*

MINISTERUL AGRICULTURII ȘI DOMENIILOR: *Dir. III silvică Iași; Dir. regională silvică Brașov.*

MINISTERUL APĂRĂRII NAȚIONALE: *Garnizoana Galați; Direcția Sanitară; Garnizoana Târgoviște; Liceul militar „Ștefan cel Mare", Cernăuți.*

MINISTERUL INZESTRĂRII ARMATEI.

MINISTERUL LUCRĂRILOR PUBLICE ȘI AL COMUNICAȚIILOR: *Dir. generală a Drumurilor; Dir. tehnic.; Dir. generală P. T. T.; Dir. generală pentru ocrotirea și ajutorarea personalului C. F. R.*

MINISTERUL MUNCII: *Căminul de arte grafice.*

MINISTERUL SĂNĂTĂȚII ȘI ASISTENȚEI SOCIALE: *Spitalul Th. I. Preda, Craiova; Pavilionul de contagioși P.-Neamț.*

MINISTERUL DE FINANȚE: *Serv. arhitecturii.*

CASA AUTONOMĂ A MONOPOLURILOR REGATULUI ROMÂNIEI: *Dir. comercială.*

PREFECTURA *Romanați.*

PRIMĂRII: *București, suburbana Grivița, Arad, Corbu, Deva, Deta, Lugoj, Răstolița, Sf. Gheorghe, Suceava, Tg.-Săcuesc, Timișoara.*

CAMERE DE COMERȚ ȘI DE INDUSTRIE: *Botoșani, Timișoara.*

Anunțuri comerciale

CONTRACTE DE ASOCIAȚIE ȘI CELE DE DISOLVAREA LOR. *Carei:* Casa de Păstrare Reuniune din Carei.

CONVOCĂRI, PROCESE-VERBALE ȘI BILANȚURI. *București:* Riunione Adriatica di Sicurta din Trieste; Arad-Chitila, S. A.; Răsucitoare Mecanică de Fire Textile; Knoll„ Oficiul național de comerț; Societatea Generală de Gaz și Electricitate din București; „România", S. A. R. de turism; Organizația Națională de Voiaj și Turism „Europa"; Industria Română de Ață și Fire Textile; Cinefa; Soc. Comitnentală pentru Comerțul Părului; Industria Agricolă Ardeleană; Stella Petroliferă; Compania minieră Metalica; Banca de Comerț și Depozite; Gallianaphta; Caolin; Soc. Națională de Cruce Roșie a României; Xenia, Albert Gross; Tassia; Leul, Vas. Black, Koffleris; Industria Plușului, Țesătoriile Reunite; Standard Droguerie; Construcții și Tunele, S. A.; Industria Minieră Română; Banca Amza. *Brăila:* Grânarul Dunărean. *Burdujeni* Uniunea Anglo-Română pentru Industria de Bacon. *Carei:* Casa de Păstrare Reuniune. *Ciachirgarbon:* Casa de Păstrare. *Chișinău:* Banca Municipiului. *Cluj:* Cafeneaua Club; Fenyves. *Constanța:* Granexport; Plușul. *Craiova:* Banca N. T. Popp S-ri; Banca Agricolă și Comercială. *Galați:* Atlas. *Hotin:* Soc. an. Socomal. *Iași:* Țesătoria Mecanică. *Mediaș:* Prima fabrică de sticlă cu gaz metan. *Satul-Mare:* Casa Noastră. *Tg.-Mureș:* Inndustria de Piele; Casa de Răstrare.

Anunțuri particulare

ACTE DOTALE. *București:* Aron Braitman.

INȘTIINȚARE. *București:* Geo-petrol.

Pierderi de acte

Ministeriale

MINISTERUL DE INTERNE: Ion Geambașu, Gh. Scripnic.

MINISTERUL EDUCAȚIUNII NAȚIONALE: V. Ciobanu, N. Dafin, I. Danielenco, A. Drăghici, I. Györffy, Raul Ionescu, L. Levkovits, M. Mihăilescu, A. Mocsonyi, R. Tepser.

MINISTERUL CULTELOR ȘI ARTELOR. *Parohia bisericii „Sf. Treime" din Slatina-Olt:* borderou.

MINISTERUL APĂRĂRII NAȚIONALE: Iancu Alex. A. Husemblat. *Arsenalul Armatei:* bonuri.

MINISTERUL MUNCII: N. Vinczi, M. Doming.

MINISTERUL DE FINANȚE: P. Sârbu.

Particulare

București: Ad-tor lt. I. Vătășescu, A. David, Aninoiu V., A. Haimovici, A. Nichita, Banciu O., Barbu Gh., Bocșa I., Carol Pascal, Calomeri Lucia, C. Pascal, Elena Cpt. Slapciu, Firma „I. Cassler", s-sor Armin Cassler; Fl. Ștefănescu, Georgescu Gh., Iohan Emil, I. Popp, Josan N., Lt.-col. V. Petrescu, Năvălan Petre, N. Hagienoff, Păncescu Gh., Petrescu Smaranda, Plot.-maj. Vasilași Al., Pop Aurel, Radeff Petcoff, S. Goldenberg, Traub M., V. Stoenescu, Zweiffel & Co. *Bucureștii-Noi:* M. Dumitru. *Aiud-Alba:* Lt.-col. N. Ionescu. *Arad:* T. Trâmbiționi. *Bazargic:* C. Chiru. *Brașov:* Al. Lazăr. *Cernăuți:* G. Knauer. *Cișmele:* I. Bilaus. *Cluj:* Gh. Palfi. *Constanța:* P. Mocanu, P. Șisu, P. Romano. *Craiova:* C. Demetrescu-Crețu, Savu Dima. *Donul Vechi-Bălți:* L. T. Locoreanu. *Galați:* Preot A. Constantinescu. *Băltăgești:* Gh. Scorțea. *Com. Gruiu-Mușetești:* M. Păpoiu. *Iași:* M. Ichim, I. Pintilie. *Jugur:* Moșt. I. Băbuș. *Lăculețe-Dâmbovița:* N. Ghibea. *Lipnic-Soroca:* Gh. Ladan. *Ocolișul-Mare:* Crișan Marișca. *Pasărea:* N. Barbu. *Principele Nicolae:* Av. Cristian Dumitrescu. *Rădulești:* G. Golescu. *Răsvadul-de-Jos:* D. Botez. *Pruni:* Maghiar Grigor. *Sâmbăta-de-Jos:* Alexe Popa. *Timișoara:* Gh. Dudaș. *Unirea:* B. Bilari. *Vasălați:* I. Petraru. *Vișoara:* Petre Căiin. *Vișeul-de-Sus:* M. Gluck. *Vlădești:* Pr. I. Petrescu. *Zăvideni-Vâlcea:* N. Popa.

Cota oficială a Bursei din București

Banca Națională a României

Comunicat; Cursul devizelor și al monedelor.

Sumarul părții I-a

Monitorul Oficial și Imprimeriile Statului
IMPRIMERIA CENTRALĂ

DIRECTOR GENERAL,
A. D. BUNESCU.

Ataşatul Comercial al Americei
Str. Mareşal Baloglio Nr. 10
L O C O.

Enclosure No. 1 to
Despatch No. 930 of June 12, 1939
from American Legation at
Bucharest - Rumania

Anul CVII — Nr. 127. **10 LEI EXEMPLARUL** Luni 5 Iunie 1939.

REGATUL ROMANIEI

MONITORUL OFICIAL

PARTEA I-a

LEGI, DECRETE

JURNALE ALE CONSILIULUI DE MINIŞTRI, DECIZIUNI MINISTERIALE, COMUNICATE, ANUNŢURI JUDICIARE (DE INTERES GENERAL).

ABONAMENTE ÎN LEI	PARTEA I-a sau a II-a				Desbaterile parlament.
	1 an	6 luni	3 luni	1 lună	sesiune
ÎN ŢARĂ:					
Particulari	1.800	900	459	150	4.200
Autorităţi de Stat, judeţ şi comune urbane	1.500	750	375	—	1.200
Autorităţi comunale rurale	1.000	500	250	—	1.200
ÎN STRAINĂTATE	4.000	—	—	—	7.400
Un exemplar din anul curent lei	10 part. I-a		15 part. II-a		10
„ „ „ anii trecuţi „	30				20

Abonamentul la partea III-a (Desbaterile parlamentare) pentru sesiunile prelungite sau extraordinare se socoteşte 200 lei lunar (minimum 1 lună).

Abonamentele şi publicaţiile pentru autorităţi şi particulari se plătesc anticipat. Ele vor fi însoţite de o adresă din partea autorităţilor şi de o cerere timbrată din partea particularilor

Instituţia nu garantează transportul ziarului.

Pentru trimiterea chitanţelor sau a ziarului şi pentru cereri de lămuriri, petiţionarii vor trimite în plus suma de 10 lei spese de birou şi porto simplu.

LAMURIRI: Toate publicaţiile se măsoară cu liniametrul corp 10. Linia M. O. se socoteşte aproximativ 6 cuvinte. Rândurile necomplete se calculează ca linii întregi.

PUBLICAŢII ÎN LEI	Inserţia	LINIA M. O.
JURNALELE CONSILIULUI DE MINIŞTRI		
Pentru acordarea avantajelor legii pentru încurajarea industriei la industriaşi şi fabricanţi	3.000	—
Idem, la meseriaşi şi mori ţărăneşti	700	—
Schimbări de nume încetăteniri	1.000	—
CITAŢIILE		
Curţilor de Casaţie, de Conturi, de Apel şi Tribunalelor	300	—
Judecătorillor	150	—
PUBLICAŢIILE PENTRU AMENAJAMENTE DE PĂDURI		
Păduri între 0— 10 ha.	100	—
„ „ 10,01— 20 „	200	—
„ „ 20,01— 100 „	300	—
„ „ 100,01— 200 „	1.000	—
„ „ 200,01— 500 „	1.500	—
„ „ 500,01—1000 „	2.000	—
„ peste 1000	3.000	—
PUBLICAŢII DIVERSE		
Pentru brevete de invenţiuni	70	—
„ schimbări de nume	150	—
„ libera practică profesională	300	—
„ pierderi de acte	100	—
Diferite pentru autorităţi	—	15
„ particulari	—	17
Comerciale, bilanţuri, tabele, citaţii de hotărnicie	—	25

Publicaţiile primite până la ora 10 dimineaţa se inserează în Monitorul Oficial din a treia zi

Toată corespondenţa se va trimite pe adresa: Monitorul Oficial, Bucureşti I. — Bulevardul Elisabeta, 29

Telegrame: MONITOFICIAL = Telefon 5—1820, 5—1828, 5—1829 = Cont C. E. C. 201

SUMAR:

Nr. publicaţiei		Pagina
	Mesaje Regale şi Comunicate ale Casei M. S. Regelui	3536
	Comunicat	3536
	Decrete Regale	3536—3545
	Preşedinţia Consiliului de Miniştri	*3536—3537*
2.299.	— Fixare de diurnă	3536
2.300.	—Depunerea jurământului deputaţilor şi senatorilor	3536—3537
	Ministerul Regal al Afacerilor Străine	*3537*
2.238.	— Medalieri	3537
	Ministerul Agriculturii şi Domeniilor	*3537—3538*
2.251.	— Decret-lege pentru autorizarea Ministerului Agriculturii şi Domeniilor de a vinde suprafaţa de 15 ha din pădurea Statului Mija, către Soc. An. „Industria Română Mecanică şi Chimie", din Bucureşti	3537—3538
2.256.	— Modificare de articol de regulament	3538
	Ministerul Apărării Naţionale	*3538—3544*
2.221.	— Terenuri declarate de utilitate publică	3538—3544
	Ministerul Sănătăţii şi Asistenţei Sociale	*3544*
2.242.	— Numiri	3544
	Ministerul Cultelor şi Artelor	*3544*
2.042.	— Donaţie	3544
	Ministerul de Finanţe	*3544—3545*
2.301.	— Baterea monedelor de aur	3544—3545
2.208.	— Avansare	3545
	Jurnale ale Consiliului de Miniştri	3546—3549
	Ministerul Regal al Afacerilor Străine	*3546—3549*
1.575.	— Punerea în vigoare a Acordului cultural între Franţa şi România	3546—3549
	Deciziuni Ministeriale	3549—3556.
	Ministerul Educaţiunii Naţionale	*3549*
85.251, 87.525.	— Numiri	3549
95.000.	— Transferare	3549
	Ministerul Agriculturii şi Domeniilor	*3549*
134.197.	— Trecere de fermă în ad-ţia Camerei agricole Prahova	3549
	Rectificare	3549
	Ministerul de Interne	*3549—3555*
6.710.	— Avansări	3549—3555
85.231.	— Punere în retragere	3555
	Ministerul Apărării Naţionale	*3555—3556*
1.037.	— Concentrarea benevolă a ofiţerilor inferiori de rezervă	3555
1.038.	— Chemarea temporară a ofiţerilor subalterni	3555—3556
802,	— Completare de comisiune	3556
809.	— Trecerea de gestiune asupra Şcoalei ofiţeri rezervă Bucureşti	3556
903.	— Indepărtări din şcoală	3556
	Ministerul Lucrărilor Publice şi al Comunicaţiilor	*3556*
56.572.	— Numiri	3556
	Ministerul Muncii	*3556*
12.852.	— Detaşări	3556
	Ministeru de Finanţe	*3556*
	Mişcare de personal	3556
	Comunicate şi Circulări Ministeriale	3557
	Ministerul Educatiunii Naţionale	*3557*
	Scoaterea unei catedre de pe lista catedrelor vacante	3557
	Ministerul de Justiţie	*3557*
	Concediu	3557
	Ministerul de Finanţe	*3557*
	Delegaţie	3557
	Ţinutul Olt	*3557*
	Locuri vacante	3557
	Anunţuri Judiciare	3557
	Cereri de schimbare de nume	*3557*
	Cereri de naturalizare	*3557*
	Cota oficială a cerealelor	*3557*
	Sumarul părţii a II-a	2558

MESAJE REGALE ŞI COMUNICATE ALE CASEI M. S. REGELUI

Sâmbătă 3 Iunie 1939, ora 12, Excelenţa Sa Don Pedro de Prat y Soutzo, trimis extraordinar şi ministru plenipotenţiar al Spaniei la Bucureşti, a fost primit în audienţă oficială la Palatul Regal, cu ceremonialul obişnuit.

Excelenţa Sa Don Pedro de Prat y Soutzo a avut onoare a remite Maiestăţii Sale Regelui, în prezenţa d-lui ministru al afacerilor străine, scrisorile sale de acreditare.

După terminarea audienţei oficiale, Excelenţa Sa Don Pedro de Prat y Soutzo a fost recondus la locuinţă cu acelaşi ceremonial ca la sosire.

Bucureşti, 3 Iunie 1939.

DECRETE REGALE

PREŞEDINŢIA CONSILIULUI DE MINIŞTRI

CAROL al II-lea,

Prin graţia lui Dumnezeu şi voinţa naţională, Rege al României,

La toţi de faţă şi viitori, sănătate:

Asupra raportului preşedintelui Consiliului Nostru de Miniştri şi al ministrului Nostru secretar de Stat la Departamentul Justiţiei Nr. 6.852 din 1939;

Văzând jurnalul Consiliului de Miniştri Nr. ...../939;

Văzând avizul Consiliului Legislativ Nr. 325 din 1939;

In temeiul art. 98 din Constituţiune,

Am decretat şi decretăm:

LEGE

pentru stabilirea diurnelor membrilor Corpurilor Legiuitoare

Art. I. Deputaţii şi senatorii vor primi o indemnitate de 15.000 lei lunar.

Art. II. Legea diurnelor deputaţilor şi senatorilor cu toate modificările ulterioare, se abrogă.

Dat în Bucureşti, la 3 Iunie 1939.

CAROL

Preşedintele Consiliului de Miniştri,
Armand Călinescu.

Ministrul Justiţiei,
Victor Iamandi

Ministrul Finanţelor,
M. Constantinescu.

Nr 2.299.

Referat către Consiliul de Miniştri:

Domnilor Miniştri,

Constituţiunea prevăzând că indemnizaţiile deputaţilor şi senatorilor se stabilesc prin lege, am întocmit alăturatul proiect prin care se fixează această indemnitate, renunţându-se la sistemul de a se plăti membrilor Corpurilor Legiuitoare o indemnizaţie de prezenţă pe tot timpul cât iau parte la lucrările Parlamentului.

Dacă împărtăşiţi modul meu de a vedea, vă rog a mă autoriza, să supun proiectul Maiestăţii Sale Regelui.

Preşedintele Consiliului de Miniştri,
Armand Călinescu.

Nr. 6.852.

CAROL al II-lea,

Prin graţia lui Dumnezeu şi voinţa naţională, Rege al României,

La toţi de faţă şi viitori, sănătate:

Asupra raportului preşedintelui Consiliului Nostru de Miniştri şi al ministrului Nostru secretar de Stat la Departamentul Justiţiei Nr. 6.854 din 1939;

Văzând jurnalul Consiliului de Miniştri Nr. 1.602 din 1939;

Văzând avizul Consiliului Legislativ, secţia I-a Nr. 330 din 1939;

In temeiul art. 98 din Constituţiune,

Am decretat şi decretăm:

LEGE

privitoare la jurământul membrilor Adunărilor Legiuitoare

Art. 1. — Membrii Adunărilor Legiuitoare sunt obligaţi, înainte de a intra în exerciţiul mandatului lor, să depună următorul jurământ:

„Jur credinţă Regelui ..... (se va indica persoana Regelui).

„Jur să păzesc Constituţiunea şi legile Ţării, să menţin unitatea naţională şi să apăr integritatea teritoriului României".

Art. 2. — Jurământul se prestează în prima şedinţă a Adunării Deputaţilor sau a Senatului, în prezenţa I. P. S. S. Patriarhul Bisericii Ortodoxe-Române sau a înlocuitorului său.

Jurământul se face prin citirea formulei, după care, prin apel nominal, deputaţii sau senatorii pronunţă cuvântul „Jur".

Jurământul se va repeta la schimbarea Regelui.

Art. 3.— Deputaţii sau senatorii care au lipsit la prima şedinţă sau care au fost aleşi ori numiţi ulterior, vor depune jurământul în prima şedinţă la care vor lua parte.

Art. 4. — Senatorii de drept şi cei numiţi depun jurământul numai la începutul mandatului lor.

Senatorii prevăzuţi de art. 64, litera *f* din Constituţiune depun jurământul în prima şedinţă a Senatului, ce urmează intrarea în vigoare a acestei legi.

Art. 5. — Deputaţii sau senatorii care refuză să jure pur şi simplu după formula arătată de această lege, pierd fără nicio altă formalitate mandatul lor.

Pierd de asemeni mandatul, în aceleaşi condiţiuni, deputaţii sau senatorii care nu au prestat jurământul în termen de o lună socotit dela data întrunirii Corpurilor Legiuitoare, iar pentru cei care au fost aleşi sau numiţi ulterior, socotit dela data când jurământul ar fi putut fi prestat.

Senatorii de drept care nu prestează jurământul, nu-şi pot exercita mandatul legislativ.

Dat în Bucureşti la 3 Iunie 1939.

CAROL

Preşedintele Consiliului de Miniştri,
Armand Călinescu.

Ministrul Justiţiei,
Victor Iamandi

Nr. 2.300.

Referat către Consiliul de Miniştri:

Domnilor Miniştri,

Pentru aducerea la îndeplinire a poruncii Constituţionale, potrivit căreia membrii Adunărilor Legiuitoare nu-şi pot exercita mandatul înainte de depunerea jurământului, am întocmit alăturatul proiect de lege, care hotărăşte atât formula jurământului, cât şi modalitatea depunerii lui.

Jurământul va trebui să fie depus la începutul fiecărei legislaturi, care, pentru Adunarea Deputaţilor este de 6 ani, iar pentru Senat de 9 ani. Dacă însă deputatul ori senatorul a fost ales sau numit în timpul legislaturii, el este obligat să depună jurământul în prima şedinţă a Corpului Legiuitor, la care ia parte.

Proiectul prevede pierderea mandatului, în caz de refuz de prestare a jurământului, sau când el este prestat cu rezerve; de asemeni, proiectul prevede pierderea mandatului, când, într'un anumit termen, jurământul nu este prestat, întru cât reprezentanţii Naţiunii au obligaţiunea de a participa la lucrările Parlamentului şi neprestarea jurământului cată a fi socotită drept un refuz de participare. Termenul de o lună, în care jurământul trebue prestat, se socoteşte pentru începuturile de legislatură dela data când Corpurile Legiuitoare s'au întrunit, iar pentru cei aleşi sau numiţi în timpul legislaturii, termenul se socoteşte dela data când Adunarea Legiuitoare din care fac parte s'a întrunit, aşa încât jurământul ar fi putut fi prestat.

Jurământul va fi prestat de senatorii

de drept sau numiţi, numai la începutul mandatului lui.

Dacă împărtăşiţi modul meu de a vedea, vă rog a mă autoriza să supun Maiestăţii Sale Regelui proiectul întocmit.

Preşedintele Consiliului de Miniştri,
Armand Călinescu.

Nr. 6.854.

MINISTERUL REGAL AL AFACERILOR STRĂINE

Prin decretul regal Nr. 2.238 din 31 Mai 1939, se numeşte membru al Ordinului „Serviciul Credincios",

In gradul de Mare Ofiţer

29, d-l Contzescu Constantin, ministru plenipotenţiar, delegatul Românei în Comisiunile Europeană şi Internaţională ale Dunării.

MINISTERUL AGRICULTURII ŞI DOMENIILOR

CAROL al II-lea,

Prin graţia lui Dumnezeu şi voinţa naţională, Rege al României,

La toţi de faţă şi viitori, sănătate:

Asupra raportului preşedintelui Consiliului Nostru de Miniştrii şi al miniştrilor Noştri secretari de Stat la Departamentele Agriculturii şi Domeniilor şi Justiţiei sub Nr. 28.789 din 1939;

Având în vedere jurnalul Consiliului de Miniştri Nr. 1.560 din 31 Mai 1939;

Având în vedere avizul Nr. 300 din 19 Mai 1939 al Consiliului legislativ;

In temeiul art. 98 din Constituţiune,

Am decretat şi decretăm:

DECRET-LEGE

pentru autorizarea Ministerului Agriculturii şi Domeniilor de a vinde suprafaţa de 15 ha din pădurea Statului Mija, către Societatea Anonimă „Industria Română Mecanică şi Chimică" din Bucureşti

Art. I. Se autorizează Ministerul Agriculturii şi Domeniilor să vândă de veci şi prin bună învoială Societăţii anonime „Industria Română Mecanică şi Chimică", cu sediul în Bucureşti, autorizată legal să funcţioneze prin sentinţa Tribunalului Ilfov, secţia I comercială, cu Nr. 1.044 din 31 Octomvrie 1938, învestită cu formula executorie de acelaşi tribunal şi publicată în Monitorul Oficial Nr. 258 din 5 Noemvrie 1938, 15 ha din pădurea Statului Mija, pendinte de com. Ghirdoveni, jud. Prahova (sol şi pădure), delimitate în parcelele notate în planul amenajamentului acelei păduri cu numerile 1 şi 8, subsolul rămânând Statului conform legii minelor.

Art. II. Situarea şi delimitarea pe teren a acestei suprafeţe, vânzarea de odată a celor 15 ha printr'un singur act, sau în porţiuni şi la intervale diferite, prin mai multe acte de vânzare, preţul şi toate celelalte condiţiuni se vor stabili de comun acord de ambele părţi contractante.

Art. III. Vânzarea se va face prin simplu act sub semnătură privată, fără niciun fel de formalitate, aviz sau autorizaţiune în prealabil, semnând valabil ministrul secretar de Stat al Agriculturii şi Domeniilor, cu dreptul de a da la rândul său delegaţiuni unei alte persoane, în numele şi pentru Statul Român, special autorizat pentru aceasta prin prezenta lege, precum şi pentru primirea preţului şi va avea putere de act autentic, transmiţând deplina proprietate şi ţinând loc şi de act de punere în posesie, putându-se cere transcrierea mutaţiunii în registrele de proprietate, chiar numai de una din părţi.

Art. IV. Se autorizează prin prezenta lege Societatea anonimă „Industria Română Mecanică şi Chimică" să defrişeze porţiunile de pădure ce formează obiectul vânzării şi anume porţiunile necesare construcţiunilor şi drumurilor de acces, fără nicio obligaţiune de împădurire din nou, total sau parţial, după cum va crede de cuviinţă, fără nicio altă formalitate sau autorizaţiune prealabilă.

Art. V. Actele de vânzare-cumpărare a acestor 15 hectare pădure cuprinzând teren şi material lemnos, sunt scutite de orice taxe şi impozite fixe sau proporţionale şi de orice alte taxe sau impozite datorate fondurilor speciale sau comună sau judeţ.

Dat în Bucureşti la 1 Iunie 1939.

CAROL

Preşedintele Consiliului de Miniştri,
Armand Călinescu
Ministrul agriculturii şi domeniilor,
N. D. Cornăţeanu
Ministrul justiţiei,
Nr. 2.251. **Victor Iamandi**

Raport către M. S. Regele.

Sire,

Societatea „Industria Română Mecanică şi Chimică", I. R. M. C., ne-a adresat o cerere, înregistrată la Direcţia comercială a pădurilor sub Nr. 28.789 din 25 Aprilie 1939, prin care solicită a i se vinde 15 ha din pădurea Statului Mija, pendinte de com. Ghirdoveni, (jud. Prahova), în scopul de a construi şi exploata o fabrică de produse mecanice şi chimice.

Având în vedere interesele superioare ale Statului de a se încuraja cât mai multe asemenea industrii care utilizează braţele din ţară, de pe urma cărora profită întreaga noastră economie naţională;

Având în vedere că şi Statul Român va participa cu o cotă parte la capitalul învestit în această industrie.

Autorizat fiind şi de Consiliul de Miniştri, am alcătuit un decret-lege pentru vânzarea suprafeţei de 15 ha din pădurea Statului Mija, pendinte de com. Ghirdoveni, (jud. Prahova), delimitată în parcelele 1 şi 8, prevăzute în planul de amenajament al acelei păduri.

Alăturat supunem la Inalta semnătură a Maiestăţii Voastre proiectul de decret-lege alcătuit în scopul arătat.

Suntem cu cel mai profund respect

Sire,

Ai Maiestăţii Voastre

prea supuşi şi prea plecaţi servitori,

Preşedintele Consiliului de Miniştri,
Armand Călinescu
Ministrul agriculturii şi domeniilor,
N. D. Cornăţeanu
Ministrul justiţiei,
Nr. 28.789/939. **Victor Iamandi**

Jurnal al Consiliului de Miniştri

Consiliul de Miniştri, în şedinţa sa dela 31 Mai 1939,

Având în vedere raportul d-lui ministru al agriculturii şi domeniilor Nr. 28.789 din Mai 1939, prin care se cere a se încuviinţa întocmirea unui decret-lege de a fi autorizat a vinde Societăţii anonime „Industria Română Mecanică şi Chimică", cu sediul în Bucureşti, suprafaţa de 15 ha din pădurea Statului Mija, pendinte de com. Ghirdoveni, (jud. Prahova);

Având în vedere scopul pentru care se cere a se efectua această vânzare, de a se construi o fabrică pentru produse mecanice şi chimice, la care participă şi Statul Român cu o cotă parte şi avizul Nr. 300 din 19 Mai 1939 al Consiliului legislativ,

Decide:

Art. I. Autorizează Ministerul Agriculturii şi Domeniilor să întocmească un decret-lege prin care să se vândă Societăţii anomie „Industria Română Mecanică şi Chimică", din Bucureşti, suprafaţa de 15 ha din pădurea Statului Mija, pendinte de com. Ghirdoveni, jud. Prahova, delimitată din parcelele 1 şi 8, prevăzute în planul de amenajament al acelei păduri şi cu dreptul de a defrişa suprafeţele strict necesare construcţiunilor şi drumurilor de acces, subsolul rămânând Statului conform legii minelor.

Art. II. D-l ministru al agriculturii şi domeniilor este însărcinat cu aducerea la îndeplinire a dispoziţiunilor prezentului jurnal.

Armand Călinescu, N. D. Cornăţeanu, Victor Iamandi, M. Ghelmegeanu, general dr. N. Marinescu, general adj. Paul Teodorescu, P. Andrei, Victor Slăvescu, M. Ralea. Nr. 1.560.

Referat către Consiliul de Miniştri.

Domnilor Miniştri,

Societatea „Industria Română Mecanică şi Chimică" „I. R. M. C.", ne-a adresat o cerere, înregistrată la Direcţiunea comercială a pădurilor sub Nr.

28.789 din 25 Aprilie 1939, prin care solicită a i se vinde 15 ha din pădurea Statului Mija, pendinte de com. Ghirdoveni, jud. Prahova, în scopul de a construi şi exploata o fabrică de produse mecanice şi chimice;

Având în vedere interesele superioare ale Statului, de a se încuraja cât mai mult asemenea industrii care utilizează braţele din ţară şi de pe urma cărora profită întreaga noastră economie naţională;

Având în vedere că şi Statul Român va participa cu o cotă parte la capitalul învestit în această industrie.

Dacă şi d-voastre sunteţi de acord, vă rog să binevoiţi a mă autoriza cu întocmirea unui proiect de decret-lege pentru vânzarea de veci către Societatea „Industria Română Mecanică şi Chimică", a 15 ha din pădurea Statului Mija, jud. Prahova, din parcelele 1 şi 8, prevăzute în planul de amenajament al acelei păduri, considerând şi avizul Nr. 300 din 19 Mai 1939 al Consiliului legislativ.

Ministru, **N. D. Cornăţeanu.**

Nr. 28.789/929.

CAROL al II-lea,

Prin graţia lui Dumnezeu şi voinţa naţională, Rege al României,

La toţi de faţă şi viitori, sănătate:

Asupra raportului ministrului Nostru secretar de Stat la Departamentul Agriculturii şi Domeniilor Nr. 136.152 din 2 Iunie 1939;

Având în vedere şi jurnalul Consiliului de Miniştri Nr. 1.550 din 30 Mai 1939,

Am decretat şi decretăm:

Art. I. Se aprobă modificarea art. 2 din regulamentul privitor la înfiinţarea şi funcţionarea Aşezământului „Fundaţiunea Culturală I. C. Michail", publicat în Monitorul Oficial Nr. 300 din 1936, în sensul ca în consiliul de administraţie al Fundaţiei Culturale „I. C. Michail" face parte d-l preşedinte al Consiliului de Miniştri, în locul Patriarhului României, iar restul consiliului rămâne în aceeaşi compunere actuală.

Art. II. Ministrul Nostru secretar de Stat la Departamentul Agriculturii şi Domeniilor este însărcinat cu aducerea la îndeplinire a prezentului decret.

Dat în Bucureşti la 2 Iunie 1939.

CAROL

Ministrul agriculturii şi domeniilor,
N. D. Cornăţeanu

Nr. 2.256.

Jurnal al Consiliului de Miniştri

Consiliul de Miniştri, în şedinţa sa dela 30 Mai 1939,

Luând în deliberare referatul d-lui ministru al agriculturii şi Domeniilor, înreg. la Nr. 126.945 din 20 Mai 1939;

Având în vedere testamentul olograf din 14 Februarie 1933, prin care defunctul I. C. Michail a instituit pe Statul Român, reprezentat prin Ministerul Agriculturii şi Domeniilor, ca legatar universal al întregii sale averi;

Având în vedere că pentru buna administrare a averii testate şi a realizării dispoziţiunilor testamentare s'a înfiinţat pe lângă Ministerul Agriculturii şi Domeniilor un Aşezământ sub denumirea „Fundaţia Cult. I. C. Michail", sub conducerea unui consiliu de administraţie, care funcţionează în baza regulamentului publicat în Monitorul Oficial Nr. 300 din 1936;

Având în vedere descompletarea acestui consiliu prin moartea Patriarhului României,

Decide:

Art. I. Se aprobă modificarea art. 2 din regulamentul privitor la înfiinţarea şi funcţionarea Aşezământului „Fundaţiunea Culturală I. C. Michail", publicat în Monitorul Oficial Nr. 300 din 1936, în sensul că în consiliul de administraţie al Fundaţiei Cult. I. C. Michail face parte d-l preşedinte al Consiliului de Miniştri, în locul Patriarhului României, iar restul consiliului rămâne în aceeaşi compunere actuală.

Art. II. D-l ministru al agriculturii şi domeniilor este însărcinat cu aducerea la îndeplinire a acestui jurnal.

Armand Călinescu, N. D. Cornăţeanu, M. Constantinescu, Victor Iamandi, general dr. N. Marinescu, general adj. Paul Teodorescu, Victor Slăvescu, P. Andrei, M. Gheimegeanu.

Nr. 1.550.

Referat către Consiliul de Miniştri.

Domnilor Miniştri,

Fundaţiunea Cult. I. C. Michail funcţionează în baza regulamentului pentru înfiinţarea şi funcţionarea Aşezământului Ion C. Michail, publicat în Monitorul Oficial Nr. 300 din 1936.

Ea este administrată de un consiliu de administraţie a cărei structură este stabilită în art. 2 din regulament şi are următoarea redacţiune:

Art. 2. — Fundaţiunea Cult. I. C. Mihail „îşi va avea sediul în Bucureşti şi va fi administrată de un consiliu compus din 5 persoane şi anume: Inalt Prea Sfinţia Sa Patiarhul României, preşedintele Academiei Române, ministrul de agricultură şi domenii, ministrul instrucţiunii publice şi ministrul sănătăţii".

„Consiliul îşi va desemna din sânul său un preşedinte şi un vicepreşedinte şi poate coopta în sânul său pe d-nii prof. dr. C. Angelescu şi ing. St. Constantinescu, executorii testamentari ai defunctului I. C. Michail, pe toată durata mandatului lor cu aceleaşi drepturi şi puteri ca şi ceilalţi membri ai consiliului".

„Consiliul se va convoca şi va lucra la sediul Fundaţiei ori de câte ori nevoia va cere".

„Deciziunile consiliului se vor lua cu majoritatea a cel puţin 3 membri din care neapărat trebue să facă parte ministrul agriculturii".

„Pentru toate hotărîrile luate se vor încheia procese-verbale care se vor păstra în arhiva Fundaţiei şi se vor trece într'un registru special".

Având în vedere vacanţa survenită prin încetarea din viaţă a Patriarhului României, sunt de părere ca completarea acestei vacanţe să se facă prin numirea primului ministru, urmând ca compunerea consiliului de administraţie al Fundaţiei Cult. I. C. Michail să fie următoarea:

D-l prim-ministru;

D-l consilier regal prof. dr. C. Angelescu, executor testamentar;

D-l preşedinte al Academiei Române;

D-l ministru al agriculturii şi domeniilor;

D-l ministru al educaţiei naţionale;

D-l ministru al sănătăţii;

D-l ing. St. Constantinescu, executor testamentar.

In acest scop am onoarea a prezenta alăturatul proiect de decret pentru modificarea art. 2 din regulamentul Fundaţiei Cult. I. C. Michail şi dacă şi domniile-voastre sunteţi de acord, vă rog să binevoiţi a semna alăturatul jurnal.

Ministrul agriculturii şi domeniilor,
N. D. Cornăţeanu

Nr. 126.945. 1939, Mai 20.

MINISTERUL APARARII NAŢIONALE

CAROL al II-lea,

Prin graţia lui Dumnezeu şi voinţa naţională, Rege al României,

La toţi de faţă şi viitori, sănătate:

Asupra raportului preşedintelui Consiliului de Miniştri şi miniştrilor Noştri secretari de Stat la Departamentele Apărări Naţionale, Inzestrării Armatei şi Finanţelor sub Nr. 60 din 27 Mai 1939;

Având în vedere art. 69—78 din legea generală de expropriere din 22 Octomvrie 1864, astfel cum a fost modificată prin legea de expropriere pentru cauză de utilitate publică, promulgată cu decretul regal Nr. 390 din 4 Februarie 1937 şi publicată în Monitorul Oficial Nr. 29 din 5 Februarie 1937;

Având în vedere jurnalul Consiliului de Miniştri cu Nr. 861 din 1939,

Am decretat şi decretăm:

Art. I. Se declară de utilitate publică, spre a fi expropriată de urgenţă pentru interese militare, suprafaţa de 77,9154 ha teren liber şi cu construcţiuni, ce ţine de comuna Mihai-Bravu, şi 49.0860 ha ce ţine de comuna Roşiori, ambele din judeţul Bihor, conform măsurătorilor făcute asupra terenurilor ce aparţin persoanelor indicate în tabelul ce urmează:

MINISTERUL APĂRĂRII NAȚIONALE
DIRECȚIA FORTIFICAȚIILOR
SECTORUL DE LUCRU Nr. 2

SERVICIUL TEHNIC

TABEL

de locurile expropiate din comuna Roșiori (poligoanele III, V și VI)

Nr. curent	Nr. Topog.	NUMELE ȘI PRONUMELE	DOMICILIUL	SUPRAFAȚA EXPROPIATĂ				CALIFICAREA		Venituri stabilite de Comisia de Recensământ	Indemnitate de expropiere oferită
				Jugăre		Ha	mp	Ramuri de cultură	Clasa	Jugăre în lei	în lei
				Intregi	Zecimale						
1	2.160/12	Csikai Gavril	Comuna Roșiori	1	—	—	5.754,60	Arabil	4-a	440	4.400
2	2.160/13	Vérteși Iosif	» »	1	—	—	5.754,70	»	5-a	420	4.200
3	2.160/14	Kalmar Emeric	» »	1	—	—	5.754,60	»	4-a	440	4.400
4	2.160/15	Farcaș Iosif	» »	1	—	—	5.754,60	»	3-a	460	4.600
5	2.160/16	Racs Sigismund	» »	1	—	—	5.754,70	»	4-a	440	4.400
6	2.160/17	Csoma Alexandru	» »	1	—	—	5.754,70	»	5-a	420	4.200
7	2.160/18	Z. Papp Iosif	» »	1	—	—	5.754,70	»	4-a	440	4.400
8	2.160/19	Csoma Gavril	» »	1	—	—	5.754,70	»	4-a	440	4.400
9	2.160/20	B. Bugyi Iosif	» »	1	—	—	5.754,70	»	4-a	440	4.400
10	2.160/21	Györi Gavril	» »	1	—	—	5.754,70	»	5-a	420	4.200
11	2.160/22	Györi Carol	» »	1	—	—	5.754,70	»	5-a	420	4.200
12	2.160/23	Barcsa Carol	» »	1	—	—	5.754,70	»	3-a	460	4.600
13	2.160/24	Csoma Emeric	» »	1	—	—	5.754,70	»	4-a	440	4.400
14	2.160/25	Koroș Iosif	» »	1	—	—	5.754,60	»	4-a	440	4.400
15	2.160/26	Uri Sigismund	» »	1	—	—	5.754,60	»	3-a	460	4.600
16	2.160/27	Barta Francisc	» »	1	—	—	5.754,60	»	3-a	460	4.600
17	2.160/28	Balogh Iosif	» »	1	—	—	5,754,60	»	4-a	440	4.400
18	2.160/29	Kiss Alexandru	» »	1	—	—	5.754,60	»	4-a	440	4.400
19	2.160/30	Oszianyi Alexandru	» »	1	—	—	5.754,60	»	4-a	440	4.400
20	2.160/31	Török Mihail	» »	1	—	—	5.754,60	»	5-a	420	4.200
21	2.160/32	Barcsa Alex. (junior)	» »	1	—	—	5.754,60	»	3-a	460	4.600
22	2.160/33	Csoma Francisc	» »	1	—	—	5.754,60	»	4-a	440	4.400
23	2.160/34	Matak Alexandru	» »	1	—	—	5.754,60	»	4-a	440	4.400
24	2.160/35	P. Bughyi Iosif	» »	1	—	—	5.754,60	»	5-a	420	4.200
25	2.160/36	Uri Emeric	» »	1	—	—	5.754,60	»	5-a	420	4.200
26	2.160/37	Racz Carol (junior)	» »	1	—	—	5.754,70	»	4-a	440	4.400
27	2.160/38	Takaș Valentin (junior)	» »	1	—	—	5.754,70	»	3-a	460	4.600
28	2.160/39	Papp Ioan (junior)	» »	1	—	—	5.754,70	»	5-a	420	4.200
29	2.160/40	Nagy Valentin	» »	1	—	—	5.754,70	»	3-a	460	4.600
30	2.160/41	Villaș Ioan	» »	1	—	—	5.754,70	»	5-a	420	4.200
31	2.160/42	Bacso Iosif	» »	1	—	—	5.754,70	»	4-a	440	4.400
32	2.161/ 1	Jurca Petre	» »	1	—	—	5.754,70	»	4-a	440	4.400
33	3.162/ 1	Sebestyen Sigismund	» »	1	—	—	5.754,70	»	5-a	420	4.200
34	2.163/ 1	Barcsa Iosif	» »	1	—	—	5.754,70	»	4-a	440	4.400
35	2.164/ 1	Puşcaș Alexandru	» »	1	—	—	5.754,70	»	5-a	420	4.200
36	2.164/ 3	Szabo Ștefan	» »	1	—	—	5.754,60	»	4-a	440	4.400
37	2.165/ 2	Vargà Emeric	» »	1	—	—	5.754,60	»	3-a	460	4.600
38	2.160/ 6	Heghedüs Iosif (senior)	» »	0,	5.457	—	3.141,00	»	5-a	420	2.292
39	2.160/ 7	Heghedüs Iosif (junior)	» »	0,	5.480	—	3.154,00	»	5-a	420	2.301

Nr. curent	Nr. Topog.	NUMELE ŞI PRONUMELE	DOMICILIUL	SUPRAFAŢA EXPROPIATĂ				CALIFICAREA		Venitura stabilite de Comisia de Recensământ	Indemnitate de expr opiere oferită
				Jugăre		Ha	mp	Ramuri de cultură	Clasa	Jugăre în lei	în lei
				Intregi	Zecimale						
40	2.160/ 8	Zurbò Ladislau	Comuna Roşiori	0,	5.500	—	3.165,00	Arabil	4-a	440	2.420
41	2.190/ 9	Kalmàr Iosif	» »	0,	5.522	—	3.178,00	»	4-a	440	2.430
42	2.160/10	Bughyi Ştefan	» »	0,	5.543	—	3.190,00	»	4-a	440	2.439
43	2.160/11	Lugosi Iosif	» »	0,	5.570	—	3.205,00	»	4-a	440	2.451
44	2.158/ 1	Naghy Ştefan	» »	0,	3.460	—	1.991,00	»	4-a	440	1.522
45	2.158/ 2	Matak Sigismund	» »	0,	3.444	—	1.982,00	»	5-a	420	1.447
46	2.158/ 3	Berbèly Ludovic	» »	0,	3.430	—	1,974,00	»	4-a	440	1.510
47	2.158/ 4	Prinyi Emeric	» »	0,	3.412	—	1.964,00	»	4-a	440	1.501
48	2.158/ 5	Gombos Gavrilă	» »	0.	3.417	—	1.967,00	»	4-a	440	1.503
49	2.158/ 6	Csikai Beniamin	» »	0.	3.378	—	1.944,00	»	3-a	460	1.554
			Total general...	42	3.611	24	3.777,20	—	—	—	185.570

Şeful Serviciului Tehnic,
Căpitan Ionescu

Văzut:
Comandantul Sectorului de lucru Nr. 2
Lt.-Col. Emanoil Vasile

Directorul Fortificaţiilor,
Col. Ing. Vasiliu Dumitru

Locotenenţi: *Victor Com., Chiriţescu*

MINISTERUL APĂRĂRII NAŢIONALE
DIRECŢIA FORTIFICAŢIILOR
SECTORUL DE LUCRU Nr. 2

SERVICIUL TEHNIC

TABEL

de evaluarea parcelelor din poligonul I — Comuna Roşiori

Nr. curent	Nr. topogr.	NUMELE ŞI PRONUMELE	DOMICILIUL	SUPRAFAŢA EXPROPIATĂ				CALIFICAREA		Venituri stabilite de Comisia de Recensământ	Indemnitate de expropriere oferită
				Jugăre		Ha	mp	Ramuri de cultură	Clasa	Jugăre lei	în lei
				Intregi	Zecimale						
1	2.243	Islazul comunei Roşiori	Comuna Roşiori	41	0.375	23	6.159	Islaz	5-a	140	57.450
2	2.159	Drum între Poligonul III şi IV	» »	0	0.498	—	286,40	Drum	—	Neimpozabil	—
3	2.164/2	Drum poligon III, latura sud	» »	0	9.833	—	5.657	»	—	»	—
4	2.167	Drum între Poligoanele III şi II	» »	0	8.655	—	4.981	»	—	»	—
			Total...	42	9.358	24	7.083,40				57.450

Şeful Serviciului Tehnic,
Căpitan P. Ionescu

Văzut:
Comandantul Sectorului de lucru Nr. 2
Lt.-Col. Emanoil Vasile

Directorul Fortificaţiilor,
Col. Ing. Vasiliu Dumitru

Locotenenţi: *Victor Com., Chiriţescu*

MINISTERUL APĂRĂRII NAȚIONALE
DIRECȚIA FORTIFICAȚIILOR
SECTORUL DE LUCRU Nr. 2

SERVICIUL TEHNIC

TABEL

de evaluarea parcelelor din poligoanele I, II, III, IV, V, VI, VII, X și XII, drumuri comuna Mihai Bravu

Nr. curent	Nr. topogr.	NUMELE ȘI PRONUMELE	DOMICILIUL	SUPRAFAȚA EXPROPIATĂ				CLASIFICAREA		Venituri stabilite de comisia de recensământ	Indemnitatea de expropiere oferită
				Jugăre		Ha.	mp	Ramuri de cultura	Clasa	Jugăre lei	In lei
				Intregi	Zeecimale						
1	2.442	Proprietatea Teleki (fostă Schwartz) Poligonul I.....	Mihai Bravu	36	7.544	21	1510,93	Arabil	4-a	440	161.719
2	—	Proprietatea C. F. R. (Poligonul II).....	» »	0	2.047	—	1178,01	»	4-a	440	901
3	2.193/93	Cimitirul comunei Mihai Bravu (Poligonul III).....	» »	3	2.045	1	8441,00	»	4-a	440	14.100
4	2.193/87	Izlazul com. M. Bravu (Poligonul IV).....	» »	0	7.117	—	4095,70	Izlaz	5-a	140	996
5	2.193/94	Șanț pe izlazul com. Mihai Bravu (Poligonul V).....	» »	0	0.820	—	472,10	»	5-a	140	115
6	2.216	Drumuri (Poligonul VI).....	» »	0	5.746	—	3306,45	Drum	—	Neimpozab.	—
7	2.214/53 2.214/54	Văduva Bogdan Gavrilă (Poligonul VII).....	» »	1	7.840	1	0266,90	Arabil	3-a	460	8.206
8	2.193/94	Izlazul com. Mihai Bravu (Poligonul X).....	» »	0	4.145	—	2385,66	Izlaz	5-a	140	580
9	2.222	Izlazul com. Mihai Bravu (Poligonul XII).....	» »	41	1.951	23	7065,00	»	5-a	140	57.673
10	2.670 2.214/24 2.214/48	Drumuri.....	» »	6	5.130	3	7480,18	Drum.	—	Neimpozab.	—
		Total.....	—	91	4.385	52	6201,93	—	—	—	244.290

Șeful Serviciului Tehnic,
Cpt. P. Ionescu

VĂZUT:
Comand. Sectorului de lucru Nr. 2
Lt Col. Emanoil Vasile

Locot. *Victor Com.*
Locot. *Chirițescu*

Directorul Fortificațiilor, *Col. Ing. Vasiliu Dumitru*

MINISTERUL APĂRĂRII NAȚIONALE
DIRECȚIA FORTIFICAȚIILOR
SECTORUL DE LUCRU Nr. 2

SERVICIUL TEHNIC

TABEL

De evaluarea parcelelor și construcțiilor din poligoanele VIII, IX și XI (Poligonul B). Comuna Mihai Bravu

Nr. curent	NUMELE ȘI PRONUMELE PROPRIETARULUI	Nr. cadastral al parcelei	Suprafața locului calitatea II venit 520/jugăr	Venit m.p. 0,091 Val. teren, venit total ×10	CASA		PREȚ mp.		TOTAL LEI	ATENANSE mp.		PREȚ mp.		TOTAL LEI	PREȚUL			TOTAL G-RAL
					Țiglă mp,	Stuf mp.	Țiglă lei	Stuf lei		Țiglă mp.	Stuf mp.	Țiglă lei	Stuf lei		Pomi lei	Fânațul lei	Împrejmuiri lei	
1	Chipe Simion	2.193/2	3.021,2	2.750	44,1	—	400	—	17.640	—	108,9	—	200	21.780	400	960	612	44.082
2	Dumea Vasile	2.193/3	2.985,2	2.716	36,5	—	400	—	14.600	—	22,2	—	200	4.440	1.250	900	—	23.906
3	Horchi Florian	2.193/4	2.877,3	2.618	44,4	—	500	—	22.200	7,9	64,0	400	200	15.960	550	900	281	42.508
4	Moț Mihail	2.193/35	2.877,3	2.618	47,7	—	400	—	19.080	—	38,6	—	200	7.720	2.450	900	576	33.344
5	Petriță Ioan	2.193/36	2.877,3	2.618	—	82,5	—	350	28.875	—	5,0	—	200	1.000	1.100	—	—	33.593
6	Foncea Vasile	2.193/37	2.877,3	2.618	22,8	—	400	—	9.120	—	55,3	—	200	11.060	2.200	900	576	26.474
7	Codreanu Florian	2.193/38	2.877,3	2.618	95,5	—	500	—	47.750	13,2	101,5	300	200	24.270	2.150	900	576	78.254
8	Pup Petre	2.193/39	2.733,6	2.488	49,2	—	400	—	19.680	—	59,6	—	200	11.920	1.800	900	620	37.408
9	Gavriș Zaharia	2.193/40	2.697,6	2.455	137,5	—	600	—	82.500	—	57,9	—	200	11.580	1.800	900	270	99.505
10	Panc Grigore	2.193/41	2.913,4	2.651	50,5	—	600	—	30.300	—	42,8	—	200	8.560	3.650	900	900	46.961
11	Căbău Ioan	2.193/43	2.877,3	2.618	—	53,2	—	400	21.280	89,2	—	500	—	44.600	2.600	2.400	800	74.298
12	Căbău Rusalim	2.193/44	2.877,3	2.618	64,0	—	600	—	38.400	54,3	4,5	300	200	17.190	2.200	900	821	62.129
13	Isai Petre	2.193/45	2.877,3	2.618	36,0	—	400	—	14.400	4,7	52,5	300	200	11.910	1.250	900	548	31.626
14	Comuna Roșiori	2.193/46	2.877,3	2.618	—	—	—	—	—	56,7	10,6	400	200	24.800	—	4.800	—	32.218
15	Comuna Roșiori	2.193/47	2.877,3	2.618	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2.618
16	Comuna Roșiori	2.193/48	2.877,3	2.618	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2.618
17	Tirlea Teodor	2.193/49	2.877,3	2.618	51,2	—	400	—	20.480	—	53,1	—	200	10.620	2.650	4.800	548	41.716
18	Văduvă Chirluță Nic.	2.193/50	2.877,3	2.618	37,3	—	500	—	18.650	—	38,7	—	200	7.740	2.500	—	274	31.782
19	Brădău Vasile	2.193/78	2.877,3	2.618	40,0	—	400	—	16.000	43,9	11,3	400	200	19.820	1.700	4.800	562	45.500
20	Orfanii lui Petre Iacob	2.193/79	2.877,3	2.618	83,7	—	400	—	33.480	6,2	41,2	300	200	10.100	1.050	—	—	47.248
21	Bureă Vasile	2.193/80	2.877,3	2.618	34,0	—	400	—	13.600	—	61,1	—	200	12.220	2.400	900	562	32.300
22	Vereș Mitu	2.193/81	2.877,3	2.618	—	24,8	—	350	8.680	—	56,0	—	200	11.200	4.000	900	562	27.960
23	Tirlea Rusalim	2.193/82	2.877,3	2.618	47,1	—	500	—	23.550	21,3	30,1	300	200	12.410	1.000	900	562	41.040
24	Ușvad Miron	2.193/83	2.877,3	2.618	59,2	—	600	—	35.520	149,3	12,6	500	200	77.170	1.300	4.800	562	121.970
25	Codreanu Vasile	2.193/84	2.877,3	2.618	—	49,6	—	350	17.360	—	52,1	—	200	10.420	900	900	281	32.479
26	Lăzău C-tin	2.193/85	2.877,3	2.618	39,6	—	400	—	15.840	39,6	12,6	300	200	14.400	1.400	900	274	35.432
27	Tirlea Precup	2.193/88	2.877,3	2.618	50,2	—	500	—	25.100	32,9	19,3	400	200	17.020	1.550	900	562	47.750
28	Chipe Dumitru	2.193/90	2.877,3	2.618	45,3	—	500	—	22.650	99,5	—	500	—	49.750	750	900	562	77.230
29	Coherț Gheorghe	2.193/89	2.877,3	2.618	31,5	—	400	—	12.600	—	46,6	—	200	9.320	1.250	900	281	26.969
30	Brândaș Teodor	2.193/91	2.877,3	2.618	38,8	—	400	—	15.520	—	75,4	—	300	22.620	750	900	842	43.250
31	Matei Teodor	2.193/92	2.877,3	2.618	130,5	—	500	—	65.250	40,4	16,5	400	200	19.460	1.000	2.400	562	91.290
32	Sferlea Miron	2.193/96	2.877,3	2.618	51,4	—	400	—	20.560	—	15,0	—	200	300	800	—	—	26.978
33	Covaci Melentie	2.193/95	2.877,3	2.618	42,8	—	400	—	17.120	34,0	15,5	400	200	16.700	1.150	2.400	252	40.240
34	Bica Vasile	2.214/1	3.129,2	2.848	68,6	—	600	—	41.160	45,6	35,5	400	200	25.340	1.000	900	907	72.155
35	Mocoi Ioan (S-sor)	2.214/2	2.949,2	2.684	34,0	—	350	—	11.900	—	4,5	—	200	900	150	900	266	16.800
36	Mițică Ioan	2.214/3	2.877,3	2.618	34,5	33,5	400	400	27.200	7,0	68,6	400	200	16.520	3.000	900	583	50.821
37	Beblea Ioan	2.214/4	2.877,3	2.618	46,1	—	400	—	18.440	—	45,0	—	200	9.000	2.400	—	810	33.268
38	Codrea Petre	2.214/6	2.877,3	2.618	55,5	—	500	—	27.750	—	47,3	—	200	9.460	400	—	583	40.811
39	Codoban Theodor	2.214/5	2.661,5	2.422	66,5	—	400	—	26.600	40,0	50,8	400	200	26.160	1.750	900	252	58.084
40	Brădău Ioan	2.214/7	2.841,5	2.586	19,2	—	350	—	6.720	—	21,6	—	200	4.320	700	900	—	15.226
41	Gherlea Ion	2.214/8	3.057,2	2.782	59,6	—	500	—	29.800	—	55,2	—	200	11.040	1.650	900	155	46.327
42	Moraru Miron	2.314/9	2.769,4	2.520	60,3	—	350	—	29.105	—	49,1	—	200	9.820	4.000	4.800	591	50.836

Nr. curent	NUMELE ŞI PRONUMELE PROPRIETARULUI	Nr. cadastral al parcelei	Suprafaţa locului calitatea II venit 250/jugăr	Venit mp. 0,091 Val. teren venit total × 10	CASA Ţiglă mp.	CASA Stuf mp.	PREŢ mp. Ţiglă lei	PREŢ mp. Stuf lei	TOTAL LEI	ATENANSE mp. Ţiglă mp.	ATENANSE mp. Stuf mp.	PREŢ mp. Ţiglă lei	PREŢ mp. Stuf lei	TOTAL LEI	PREŢUL Pomi lei	PREŢUL Fântâni lei	PREŢUL Împrejmuiri lei	TOTAL G-RAL
43	Brădău Dumitru	2.214/10	2.769,4	2.520	39,0	—	500	—	19.500	—	63,4	—	200	12.680	1.600	900	576	37.776
44	Mocoi C-tin	2.214/11	2.769,4	2.520	48,4	—	400	—	19.360	7	60,1	400	200	14.820	1.250	900	576	39.426
45	Tîrlea Ioan (Isimie)	2.214/12	2.877,3	2.618	76,9	—	500	—	38.450	—	62,5	—	300	18.750	1.300	900	562	62.580
46	Tîrlea Vasile	2.214/13	1.438,7	1.309	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1.309
47	Ciotea Gheorghe	2.214/13	1.438,7	1.309	31,8	—	500	—	15.900	—	—	—	—	—	100	—	—	17.309
48	Dumea Petre	2.214/14	1.438,7	1.309	57,6	—	500	—	28.800	34,6	—	400	—	13.840	1.350	900	562	46.761
49	Burăscu Ştefan	2.214/14	1.438,7	1.309	41.0	—	400	—	16.400	—	10,6	—	200	2.120	500	—	281	20.610
50	Ciotea Petre	2.214/15	2.877,3	2.618	—	34,8	—	400	13.920	35,7	17,2	400	200	17.720	750	2.400	281	37.689
51	Lăzău Dumitru	2.214/16	2.877,3	2.618	79,5	—	600	—	47.700	—	62,2	—	200	12.440	2.550	900	562	66.770
52	Tîrlea Nicolae	2.214/17	2.877,3	2.618	12,8	13,8	400	350	9.950	—	54,0	—	200	10.800	1.600	900	562	26.430
53	Rusu Dumitru	2.214/18	2.877,3	2.618	44,8	—	400	—	17.920	—	41,3	—	200	8.260	2.350	—	—	31.148
54	Uşvad Ioan	2.214/19	2.877,3	2.618	73,7	—	400	—	29.480	73,0	8,1	400	200	30.820	2.450	4.800	562	70.730
55	Văduva Copăceanu Terente	2.214/20	2.877,3	2.618	—	36,6	—	350	12.810	21,9	19,1	300	200	10.370	2.300	900	562	29.560
56	Lăzău C-tin	2.214/21	2.877,3	2.618	32,7	—	400	—	13.080	4,8	28,8	300	300	10.080	1.500	900	190	28.368
57	Burcă Dionisie	2.214/22	2.877,3	2.618	42,0	—	500	—	21.000	44,0	20,5	300	200	17.300	2.150	900	562	44.530
58	Codoban Theodor	2.214/23	2.733,5	2.488	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2.488
59	Horchei Ioan	2.214/26	2.877,3	2.618	112,9	—	500	—	56.450	—	78,1	—	300	23.430	3.100	2.400	562	88.560
60	Jurca Petru	2.214/27	2.877,3	2.618	22,2	—	500	—	11.100	—	—	—	—	—	1.550	—	281	15.549
61	Văduva Popa Florian	2.214/28	2.877,3	2.618	—	37,7	—	350	13.195	—	50,3	—	200	10.060	2.600	900	281	29.654
62	Nica Theodor	2.214/29	2.877,3	2.618	—	35,6	—	350	12.460	—	12,2	—	200	2.240	1.000	900	562	19.980
63	Jurca Mihail	2.214/30	2.877,3	2.618	45,5	—	—	400	18.200	—	31,0	—	200	6.200	1.700	900	562	30.180
64	Bogdan M. Ioan	2.214/31	2.877,3	2.618	—	55,8	—	350	19.530	—	44,3	—	200	8.860	1.800	900	562	34.270
65	Lăzău C-tin	2.214/33	2.877,3	2.618	—	71,0	—	350	24.850	—	34,5	—	200	6.900	700	900	281	36.249
66	Jurca Gavril	2.214/34	2.877,3	2.618	41,4	—	500	—	20.700	—	58,7	—	200	11.740	350	900	562	36.870
67	Brândaş Gavril	2.214/32	2.877,3	2.618	—	75,0	—	350	26.250	—	48,7	—	200	9.740	600	900	562	40.670
68	Ianc Simion	2.214/35	2.877,3	2.618	65,8	—	600	—	39.480	—	70,7	—	300	21.210	2.450	2.400	842	69.000
69	Ianc Gavril Gheorghe	2.214/36	2.877,3	2.618	95,4	—	600	—	57.240	—	84,1	—	300	25.230	1.500	2.400	842	89.830
70	Măliţa Ioan	2.214/37	2.877,3	2.618	75,5	—	500	—	37.750	—	87,3	—	300	26.190	1.500	4.800	281	73.139
71	Burăscu Jurcan Gh.	2.214/38	2.877,4	2.619	24,0	—	400	—	9.600	27,4	46,1	300	200	17.440	3.600	900	572	34.731
72	Văduva Jurcan Th.	2.214/39	2.877,4	2.619	—	47,3	—	400	18.920	—	17,9	—	200	3.580	1.050	900	572	27.641
73	Goldea Lup	2.214/40	2.877,4	2.619	30,8	—	400	—	12.320	—	3,9	—	—	780	100	—	—	15.819
74	Moraru Miron	2.214/41	2.877,4	2.619	—	—	—	—	—	—	—	—	200	—	—	—	—	2.619
75	Văduva Turcu Gh.	2.214/42	2.877,4	2.619	51,4	36,5	400	350	33.335	—	55,2	—	200	11.040	650	—	572	48.216
76	Văduva Costea Terente	2.214/43	2.877,3	2.618	21,5	—	400	—	8.600	—	25,0	—	200	5.000	550	900	281	17.949
77	Văduva Bogdan Gavril	2.214/44	2.877,3	2.618	38,6	—	350	—	13.510	—	26,4	—	200	5.280	1.150	900	562	24.020
78	Gherlea Mihail	2.214/45	2.877,3	2.618	43,7	—	400	—	17.480	—	50,7	—	200	10.140	1.450	4.800	562	37.050
79	Tudoran Florian	2.214/46	2.877,3	2.618	37,3	—	500	—	18.650	—	17,6	—	200	3.520	1.700	—	281	26.769
80	Perţ Vasile	2.214/47	2.877,3	2.618	51,2	—	500	—	25.600	—	65,9	—	300	19.770	1.100	4.800	842	54.730
81	Tripan Petru	2.214/49	2.877,3	2.618	62,2	29,8	500	350	41.530	—	44,2	—	200	8.840	1.650	4.800	—	59.438
82	Pantea Petru	2.214/50	2.877,3	2.618	90,0	—	600	—	54.000	—	—	—	—	—	1.100	2.400	281	60.399
83	Mihuţă Gheorghe	2.214/51	2.877,3	2.618	41,9	—	500	—	20.950	32,5	29,9	400	300	21.970	750	—	—	46.288
84	Mihuţă Mitru	2.214/52	2.877,3	2.618	108,8	—	400	—	43.520	—	38,5	—	200	7.700	1.600	—	562	56.000
85	Coita Gavril	2.214/56	17.264,1	15.710	37,5	—	400	—	15.000	85,5	15,1	400	200	37.220	—	900	1.418	70.248
	Total...	—	252.952,5	230.170	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3.576.356

Şeful Serviciului Tehnic, *Cpt. Ionescu*

Directorul Fortificaţiilor, *Col. Ing. Vasiliu Dumitru*

Văzut: Comand. Sectorului de lucru Nr. 2, *Lt. Col. Emanoil Vasile*

Locot. *Victor Com.*

Locot. *Chiriţescu*

Ca indemnitate de expropriere se oferă sumele indicate în dreptul fiecărui locuitor.

Imobilele expropriate vor servi pentru lucrări militare.

Indemnitatea de expropriere se va plăti din fondul Apărării Naţionale.

Art. II. Miniştrii Noştri secretari de Stat la Departamentele Apărării Naţionale, Inzestrării Armatei şi Finanţelor sunt însărcinaţi cu executarea decretului de faţă.

Dat în Bucureşti la 27 Mai 1939.

CAROL

Preşedintele Consiliului de miniştri,
ministru de interne
şi ministrul apărării naţionale ad-interim,
Armand Călinescu.

Ministrul înzestrării armatei
şi ministrul finanţelor ad-interim,
Nr. 2.221. Victor Slăvescu.

Raport către M. S. Regele.

Sire,

Autorizaţi de Consiliul de Miniştri prin jurnalul Nr. 861 din 1939 şi în conformitate cu art. 70 din legea generală de exproprieri din 20 Octomvrie 1864, modificată prin legea de expropriere pentru cauză de utilitate publică, promulgată cu decretul regal Nr. 390 din 4 Februarie 1937, publicat în Monitorul Oficial Nr. 29 din 5 Februarie 1937, cu cel mai profund respect supunem alăturatul proiect de decret pentru a primi semnătura Maiestăţii Voastre, ca pe temeiul art. 69—78 din menţionata lege, să fie declarată de utilitate publică şi expropriată de urgenţă pentru interes militar, suprafeţele de terenuri, cu şi fără construcţiuni, de 77,9154 ha, ce ţine de comuna Mihai-Bravu, precum şi 49,0860 ha ce ţine de comuna Roşiori, ambele din judeţul Bihor, suprafeţe ridicate conform planurilor întocmite, ce aparţin locuitorilor indicaţi în tabelele ce urmează.

Ca indemnitate provizorie de expropriere se oferă sumele arătate în dreptul fiecărui locuitor, rămânând ca justiţia să hotărască indemnitatea definitivă.

Imobilele expropriate vor servi pentru lucrări militare

Indemnitatea de expropriere se va plăti din fondul Apărării Naţionale.

Suntem cu cel mai profund respect,

Sire,

ai Maiestăţii Voastre,

prea plecaţi şi prea supuşi servitori,

Preşedintele Consiliului de miniştri,
ministru de interne
şi ministrul apărării naţionale ad-interim,
Armand Călinescu.

Ministrul înzestrării armatei
şi ministrul finanţelor, ad-interim,
Victor Slăvescu.

Nr. 60. 1939, Mai 27.

MINISTERUL SĂNĂTĂŢII ŞI ASISTENŢEI SOCIALE

Prin decretul regal Nr. 2.242 din 31 Mai 1939, se numesc pe termen de 5 ani următorii membrii în Comisiunea boalelor infecţioase şi sociale:

1. Directorul Inst. de Seruri şi Vaccinuri „Dr. I. Cantacuzino", prof. dr. C. Ionescu-Mihăeşti.

2. Directorul Inst. de Igienă Buc., prof. dr. D. Mezincescu.

3. Directorul Inst. de Igienă Iaşi, prof. dr. Ion Bălteanu.

4. Directorul Inst. de Igienă Cluj, prof. dr. Iuliu Moldovan.

5. Profesorul de microbiologie dela Facultatea de medicină din Buc., prof. dr. M. Ciucă.

6. Profesorul de microbiologie dela Facultatea de medicină din Cluj, prof. dr. V. Baroni.

7. Profesorul de boale contagioase de la Facultatea de medicină veterinară, prof. dr. Al. Ciucă.

8. Profesorul de boli contagioase dela Facultatea de medicină Bucureşti, prof. dr. T. Mironescu.

9. Profesor de boli venerice, prof. dr. St. Nicolau.

10. Profesor de oftalmologie, prof. dr. D. Manolescu.

11. Profesor de parazitologie, prof. dr. Gh. Zotta.

12. Specialist în malariologie, dr. D. Cornelson.

13. Un medic specialist în ftiziologie, dr. S. Irimescu.

14. Directorul Igienei Sociale, dr. C. Anghelescu.

15. Secretar, dr. S. Mihălţeanu.

MINISTERUL CULTELOR ŞI ARTELOR

Prin Inaltul Decret Regal Nr. 2.042 din 1939, Parohia bisericii „Cărămidarii de Jos" din Bucureşti, str. Piscului Nr. 7, este autorizată să accepte donaţiunea d-lui Constantin Lucasievici, domiciliat în Bucureşti, str. Calomfirescu Nr. 7, constând din efecte în valoare nominală de lei 23.000, în scopul şi condiţiunile arătate prin actul de donaţiune autentificat de Tribunalul Ilfov, secţia de notariat cu Nr. 3.979 din 1939.

MINISTERUL DE FINANŢE

CAROL al II-lea,

Prin graţia lui Dumnezeu şi voinţa naţională, Rege al Românilor,

La toţi de faţă şi viitori, sănătate:

Asupra raportului preşedintelui Consiliului Nostru de Miniştri, ministru de interne şi ad-interim la apărarea naţională şi al miniştrilor Noştri, secretari de Stat la Departamentele Finanţelor şi Justiţiei, cu Nr. 93.975 din 1939.

Văzând jurnalul Consiliului Miniştrilor, cu Nr. 1.603 din 1939;

Văzând avizul Consiliului Legislativ cu Nr. 71 din 1939;

In temeiul art. 98 din Constituţie,

Am decretat şi decretăm:

L E G E

pentru baterea de monete de aur

Art. 1. — Se autorizează Ministerul de Finanţe să bată la Monetăria Naţională, monetele jubilare de aur, având valoarea şi caracteristicile tehnice prevăzute în cele ce urmează.

Art. 2. — Valoarea nominală a monetelor jubilare, ce se vor bate este: 20 lei, 100 lei şi galbenul mare (monete de podoabă), fără valoare nominală, valoarea intrinsecă fiind socotită la paritatea aur.

Cuantumul emisiunii acestor menete jubilare se va fixa prin jurnal al Consiliului de Miniştri.

Art. 3. — Aurul necesar baterii acestor monete jubilare va fi pus la dispoziţia Monetăriei Naţionale de către Banca Naţională a României, costul de frapă şi celelalte cheltuieli anexe urmând a fi suportate de către Ministerul de Finanţe.

Art. 4. — Compoziţia chimică a monetelor jubilare va fi un aliaj de aur şi cupru, fără nicio altă impuritate, în proporţia de 900‰ aur pentru 100‰ cupru.

Toleranţa admisă pentru titlul este de maximum $\pm 2‰$.

Art. 5. — Aspectul caracteristic al acestor monete jubilare este determinat de următoarele:

a) *Culoarea* tuturor monetelor jubilare, ce se vor bate este galbenă aurie deschisă, având un aspect uniform fără sgârieturi sau pete. Această culoare se păstrează chiar dacă moneta se uzează;

b) Marginea monetelor va fi perfect cilindrică, fără bombament sau ciunturi şi este acoperită cu zimţi;

c) Frapa monetelor are o tehnică specială medalistică.

Art. 6. — Monetele jubilare vor fi bătute cu şase modele diferite, repartizate câte două modele de fiecare monetă, după cum se specifică mai jos:

A. *Moneda jubilară de 20 lei, valoare nominală*

Faţa reprezintă efigia M. S. Regelui Carol II, în profil, privind spre dreapta şi având firele de păr gravate clar vizibile. Sub efigie se găseşte scris cu litere foarte mici numele sculptorului E. W. Becker, iar în jurul efigiei în relief, cu litere mari textul „Carol II Regele Românilor".

Reversul (dosul) monetei reprezintă:

a) Vulturul cu aripele desfăşurate, ţinând în cioc crucea, iar în ghiare

stema heraldică a Ţării, cu armele provinciilor şi scutul mic al Casei Domnitoare.

In partea de jos, în arc de cerc cuvântul „România", cu litere mari, iar în partea de sus în stânga şi dreapta capului vulturului „20 LEI".

In stânga monetei sunt cifrele „19", iar în dreapta „39", formând împreună anul de batere „1939";

b) Scutul cu stema ţării şi vulturul heraldic, având deasupra Coroana Regală.

In partea de jos cu litere mari, cuvântul „România", iar în partea de sus „20 LEI".

In stânga scutului este o ramură de lauri, iar în dreapta una de ştejar, înconjurate de o panglică ce trece pe deasupra coroanei regale, şi pe care stă scris deviza „Nihil sine Deo".

In stânga şi dreapta monetei cifrele „19" şi „39", formând anul de batere „1939".

B. *Moneta jubilară de 100 lei valoare nominală*

Faţa reprezintă exact aceeaşi efigie a M. S. Regelui Carol II, ca la moneta de 20 lei şi cu aceleaşi inscripţii, mărite evident la dimensiunile monetei.

Reversul (dosul) monetei reprezintă:

a) Arhanghelul înaripat purtând în mână spada şi protejând scutul cu stema ţării şi vulturul heraldic.

In partea de sus în arc de cerc „100 LEI" iar în partea de jos tot în arc de cerc cuvântul „România" cu litere mari.

In stânga şi dreapta monetei cifrele „19" şi „39" formând anul de batere „1939";

b) Scutul cu stema ţării şi vulturul heraldic înconjurat de o ghirlandă de frunze de lauri.

Totul este aşezat pe o cruce stilizată după crucea bizantină din care se văd numai vârfurile.

In partea de sus în arc de cerc „100 LEI" iar în partea de jos tot în arc de cerc cuvântul „România".

In stânga şi dreapta monetei cifrele „19" şi „39" aşezate în arc de cerc şi formând împreună anul de batere „1939".

Deasupra cifrelor între ele şi „100 LEI" sunt două puncte.

C. *Galben mare (monedă jubilară de podoabă)*

Faţa reprezintă efigia călare a M. S. Regelui Carol II. îmbrăcat cu mantia ordinului Mihai Viteazul şi având profilul în stânga.

Sub efigie se găseşte scris cu litere foarte mici numele sculptorului E. W. Becker, iar în partea dreaptă în arc de cerc textul „Carolus II".

Reversul (dosul) monetei reprezintă:

a) Un ţăran cosaş într'un lan de grâu, în dreapta spicele căzând peste coasă.

In stânga cu litere mari în arc de cerc cuvântul „România" iar în dreapta deasupra lanului de grâu în faţa ţăranului scutul cu stema ţării deasupra căreia este Coroana Regală. In partea de jos anul de batere „1939";

b) In mijlocul monetei pe diametrul mare o friză cu cuvântul scris cu litere mari „România".

Sub această friză scutul cu stema ţării, iar deasupra statuia lupoacei dela Roma cu cei doi prunci simbolizând originea poporului român.

In partea de sus a monetei anul de batere „1939".

Intreaga compoziţie este înconjurată de o ghirlandă de lauri în stânga şi stejar în dreapta tăiată de friza centrală şi legată cu o panglică sub scut de sub care ies numai marginile.

Art. 7. — Dimensiunile şi greutăţile monetelor.

Pentru monetele jubilare de aur ce se vor bate se stabilesc următoarele dimensiuni determinate de uzanţa internaţională:

Pentru moneta de 20 lei valoarea nominală: 21 m/m Ø

Pentru moneta de 100 lei valoare nominală: 35 m/m Ø

Pentru galbenul mare: 41 m/m Ø

Toleranţa maximă admisă pentru diametru este ± 0,10 m/m.

Grosimea rondelei din care se vor executa monetele de aur, va fi stabilită de Regia Publică Comercială „Monetăria Naţională", în funcţie de diametru şi greutate.

Pentru greutatea monetelor se fixează:

Moneta de 20 lei valoare nominală 6,5 gr.

Moneta de 100 lei valoare nominală 38,5 gr.

Galbenul mare 42 gr, cu o toleranţă maximă de ± 0,05 grame.

Art. 8. — Monetele jubilare de aur ce se vor bate în virtutea prezentei legi vor fi supuse în totul dispoziţiunilor legii privitoare la controlul circulaţiunii metalelor preţioase, publicată în Monitorul Oficial Nr. 191 din 19 August 1936, cu modificările şi completările ulterioare din decretul-lege publicat în Monitorul Oficial Nr. 213 din 14 Septemvrie 1938.

Dat în Bucureşti, la 3 Iunie 1939.

CAROL

Preşedintele Consiliului de Miniştri,
ministrul internelor şi ad-interim la
apărarea naţională,
Armand Călinescu,

Ministrul finanţelor,
M. Constantinescu.

Ministrul justiţiei,
Victor Iamandi.

Nr. 2.301.

Raport către M. S. Regelui.

Sire,

Anul acesta împlinindu-se 100 de ani dela naşterea Regelui Carol I, Intemeetorul Dinastiei Române, acest mare eveniment, pentru ţara noastră, credem că trebue sărbătorit şi comemorat cu toată însemnătatea deosebită şi epocală pe care el o are pentru neamul nostru.

In acest cuget, ce se înalţă în sufletele tuturor românilor, din caldele simţiminte de admiraţie şi recunoştinţă pe care întreaga naţiune le are faţă de Intemeetorul Dinastiei Române, cu profund respect solicităm Maiestăţii Voastre, să închinăm comemorării acestei sărbători naţionale, baterea unor monete jubilare de aur. Aceste monete jubilare vor rămâne ca amintire perpetuă generaţiilor viitoare mărturisind că, sub glorioasa şi prospera Domnie a Maiestăţii Voastre, sufletul întreg al poporului român, strâns unit prin credinţa nestrămutată în jurul Regelui său, au comemorat şi în acest fel întemeierea Dinastiei Române, care a asigurat ţării şi belşugul pe lângă gloria marelor desăvârşiri naţionale ce chezăşuesc fiinţa României Mari.

Condiţiile şi caracteristicele distinctive în care se vor bate aceste monete jubilare, cu tehnică de medalii, se stabilesc prin proiectul de lege, alăturat, pe care autorizaţi de Consiliul Miniştrilor, prin jurnalul cu Nr. 1.603 din 1939, cu profund respect, îl supunem la Inalta Semnătură a Maiestăţii Voastre.

Suntem cu cel mai profund respect,

Sire,

ai Maiestăţii Voastre,
prea plecaţi şi prea supuşi servitori,

Preşedintele Consiliului de Miniştri,
ministrul internelor şi ad-interim la
apărarea naţională,
Armand Călinescu.

Ministrul finanţelor,
M. Constantinescu.

Ministrul justiţiei,
Victor Iamandi

Nr. 93.975. 1939, Iunie 3

Prin decretul regal Nr. 2.208 din 27 Mai 1939, d-l Claudiu St. Nastase, actual şef de serviciu cl. I la Direcţiunea datoriilor publice, se avansează, pe data de 1 Aprilie 1939, la gradul de subdirector cl. II în Administraţia centrală a Ministerului de Finanţe, în loc vacant.

JURNALE ALE CONSILIULUI DE MINIȘTRI
MINISTERUL REGAL AL AFACERILOR STRĂINE

Consiliul de Miniștri, în ședința sa dela 2 Iunie 1939,

Luând în deliberare referatul d-lui ministru al educației naționale și al d-lui ministru al afacerilor străine sub Nr. 33.965 din 30 Mai 1939,

Decide:

Art. I. Să se pună în vigoare, dela data semnării, Acordul cultural între Franța și România, semnat la București la 31 Martie 1939.

Art. II. Autorizâ pe d-l ministru al educației naționale și pe d-l ministru al afacerilor străine cu aducerea la îndeplinire a dispozițiunilor prezentului jurnal.

Armand Călinescu, Gr. Gafencu, P. Andrei, S. Dragomir, M. Ghelmegeanu, M. Ralea, V. Iamandi, General Dr. N. Marinescu, N. Zigre.

Nr. 1.575.

ACCORD

POUR LE DEVELOPPEMENT DES RELATIONS INTELLECTUELLES ENTRE LA ROUMANIE ET LA FRANCE

PREAMBULE

Les liens intellectuels qui unissent la Roumanie et la France s'inspirent d'une tradition trop riche et reposent sur une nécessité spirituelle trop impérieuse pour que la conclusion d'un accord visant à leur renforcement puisse prétendre les développer réellement davantage.

L'évolution des événements depuis ces dernières années a rendu cependant indispensable, non pas tant une nouvelle affirmation du sens et de la valeur des relations spirituelles entre les deux pays, que l'adaptation et la précision des moyens qu'ils entendent mettre en oeuvre pour conserver intact la patrimoine spirituel commun qui leur est également cher.

C'est donc surtout pour répondre à ce besoin de réalisation concrète que la conclusion d'un Accord pour le développement des relations intellectuelles entre la Roumanie et la France à été envisagée par les Gouvernements des deux pays. Il s'agit, d'une part, de donner aux institutions poursuivant le même effort de rayonnement spirituel une consécration décisive et réciproque et de faciliter le développement de leur action en instituant entre elles une coopération intellectuelle efficace; d'autre parte, de chercher à remédier par des dispositions appropriées aux entraves apportées aux échanges intellectuels et universitaire entre les deux pays par les difficultés d'ordre économique et financier survenues ces dernières années, dans l'économie européenne.

C'est dans cet esprit et à ces fins que Sa Majesté le Roi de Roumanie et le Président de la République française ont résolu de conclure le présent accord et ont nommé pour lours plénipotentiaires, savoir:

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE:

S. Exc. M. Adrien THIERRY, Ministre Plénipotentiaire et Etrangères;

S. Exc. M. Petre ANDREI, Ministre de l'Education Nationale;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE:

S. Exc. M. Adrien THIERRY, ministre Plénipotentiaire et Envoyé Extraordinaire près Sa Majesté le Roi de Roumanie;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article I.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Roumanie et le Gouvernement de la République Française, désireux d'affirmer leur volonté commune de maintenir et de développer la tradi-

ACORD

PENTRU DESVOLTAREA RELAȚIUNILOR INTELECTUALE ÎNTRE FRANȚA ȘI ROMÂNIA

PREAMBUL

Legăturile intelectuale care unesc Franța și România se întreține dintr'o tradiție prea bogată și se întemeiază pe o nevoie spirituală prea puternică pentru ca încheierea unui acord care ținteşte să le întărească să poată pretinde a le desvolta într'adevăr mai mult decât sunt acum.

Totuși evoluția evenimentelor de câțiva ani încoace a făcut să devină de neapărată nevoie nu atâta o nouă afirmare a înțelesului și valorii relațiunilor spirituale dintre cele două țări, cât adaptarea și precizarea mijloacelor pe care înțeleg să le întrebuințeze pentru păstrarea neștirbită a patrimoniului spiritual comun deopotrivă de scump ambelor părți.

Așa că, mai ales pentru a răspunde acestei cerințî de realizare concretă, Guvernele celor două țări au luat în considerare încheierea unui Acord pentru desvoltarea relațiilor intelectuale dintre Franța și România. E vorba, pe de o parte, de a da o consacrare hotărîtoare și reciproeă instituțiunilor care urmăresc aceeași sforțare de pătrundere spirituală și de a înlesni desvoltarea acțiunii lor, instituind între ele o cooperare intelectuală rodnică; pe de altă parte, de a căuta, prin măsuri potrivite, să se înlăture piedicile aduse schimburilor intelectuale și universitare dintre cele două țări din pricina greutăților de natură economică și financiară ivite în ultimii ani în economia europeană.

In acest spirit și pentru aceste țeluri, Președintele Republicii Franceze și Majestatea Sa Regele României au hotărît să încheie acordul de față și au numit ca plenipotențiari ai lor, anume:

PREȘEDINELE REPUBLICII FRANCEZE:

pe Excelența Sa D-l Adrien THIERRY, Ministrul Plenipotențiar și Trimis Extraordinar pe lângă Majestatea Sa Regele României;

MAJESTATEA SA REGELE ROMÂNIEI:

pe Excelența Sa D-l Grigore GAFENCU, Ministrul Afacerilor Străine,

și pe Excelența Sa D-l Petre ANDREI, Ministrul Educațiunii Naționale;

care, după prealabila comunicare a împuternicirilor respective, găsite în bună și cuvenită formă, au convenit asupra articolelor următoare:

Articolul I.

Guvernul Republicii Franceze și Guvernul Majestății Sale Regelui României, doritoare să afirme voința lor comună de a menține și desvolta vechea tradiție a relațiilor spirituale dintre

tion ancienne des relations spirituelles entre leurs pays, décident, par le présent Accord, de définir leur politique d'echanges intellectuels, la nature de ces échanges et les moyens par lesquels ils s'exécuteront.

Article II.

Le développement de cette politique et sa conduite générale seront fixés par les deux Gouvernements dans cette préoccupation, commune et confiés à des organismes spécialement chargés de l'oeuvre de collaboration intelectuelle entre les deux pays.

Article III.

Cette collaboration s'exerce:

a) dans le domaine de l'éducation et des relations universitaires;

b) dans celui des relations littéraires, scientifiques et artistiques.

Article IV.

Les oeuvres d'éducation et de relations universitaires comportent:

1. un enseignement et une documentation scientifique donnés respectivement en Roumanie et en France;
2. des échanges d'étudiants et de professeurs.

Article V.

L'enseignement et la documentation scientifique seront fournis, soit par des professeurs des cadres de l'enseignement du second degré, de l'enseignement technique et de l'enseignement supérieur engagés par chacun des deux Gouvernements, soit par des institutions officielles de chacun des deux pays, fonctionnant respectivement en Roumanie et en France, comme, par exemple, l'Institut Français de Hautes Etudes en Roumanie.

Article VI.

Les échanges de professeurs et de maîtres des différentes catégories seront multipliés, afin d'afirmer une collaboration étroite entre les cadres universitaires des deux pays.

Ces échanges seront déterminés chaque année par deux Comités siégeant, l'un à Paris, l'autre à Bucarest, sous le contrôle des deus Gouvernements, et qui établiront un plan méthodique d'action avec le concours des personnalités les plus autorisées.

Ces manifestations de collaboration scientifique et pédagogique comporteront, dans la mesure du possible, un enseignement effectif dans les établissements universitaires des deux pays. Chacun des deux Gouvernements prendra à sa charge les indémnités de voyage et les frais de séjour des professeurs respectifs.

Article VII.

Afin de donner aux échanges d'étudiants toute leur efficacité, les deux Gouvernements auront recours:

1. à l'institution de bourses allouées par des Commissions nommées par chacun d'eux;

ţărilor lor, hotărăsc, prin Acordul de faţă, să defineascâ politica lor de schimburi intelectuale, natura acestor schimburi şi mijloacele prin care se vor executa.

Articolul II.

Desvoltarea acestei politici şi conducerea sa generală se vor fixa de cele două Guverne în această preocupare comună şi vor fi încredinţate unor organe însărcinate în mod special cu opera de colaborare intelectuală dintre cele două ţări.

Articolul III.

Această colaborare se exercită:

a) în domeniul educaţiunii şi relaţiilor universitare;

b) în acel al relaţiilor literare, ştiinţifice şi artistice.

Articolul IV.

Operele de educaţie şi de relaţii universitare constau din:

1. un învăţământ şi o documentare ştiinţifică predate respectiv în Franţa şi în România;
2. schimburi de studenţi şi de profesori.

Articolul V.

Invăţământul şi documentarea ştiinţifică vor fi predate fie de către profesorii din cadrele învăţământului secundar, învăţământului tehnic şi învăţământului superior, angajaţi de către fiecare din cele două Guverne, fie de instituţiuni oficiale ale fiecăreia dintre cele două ţări, funcţionând respectiv în Franţa şi în România, cum e, de pildă, Institutul Francez de Inalte Studii în România.

Articolul VI.

Schimburile de profesori şi de savanţi din diferite categorii vor fi înmulţite pentru a se afirma o intimă colaborare între cadrele universitare ale celor două ţări.

Aceste schimburi vor fi hotărîte, în fiecare an, de către două Comitete, unul cu sediul la Paris, altul cu sediul la Bucureşti, sub controlul ambelor Guverne şi care vor stabili un plan de acţiune metodic cu concursul personalităţilor celor mai autorizate.

Aceste manifestaţiuni de colaborare ştiinţifică şi pedagogică vor cuprinde două posibilităţi — un învăţământ efectiv în stabilimentele universitare ale celor două ţări. Fiecare din cele două Guverne va lua asupra sa cheltuielile de călătorie şi de şedere în ţară a profesorilor respectivi.

Articolul VII.

Pentru a da schimburilor de studenţi toată temeinicia, cele două Guverne vor recurge:

1. la instituirea de burse atribuite de către Comisiuni numite de fiecare din ele;

2. à l'octroit dans des conditions particulièrement favorables, de devises pour frais d'études, conformément à la pratique existant actuellement en Roumanie;

3. à la détermination, d'un commun accord, des titres dont l'obtention dans l'un des deux pays par un ressortissant de l'autre confère, au bénéficiaire l'équivalence des titres délivrés dans sont pays d'origine.

Article VIII.

Les organisme compétents dresseront, chaque année, dans chacun des deux pays une liste des personnalités du monde des Lettres, des Sciences et des Arts, qui seront officiellement désignées pour se rendre dans l'autre pays. Le programme des manifestations de tout ordre que provoqueront ces voyages sera établi de concert entre les deux Gouvernements par les soins des organismes qualifiés.

Article IX.

Un programme d'échanges artistiques, théâtraux et musicaux sera de même réalisé, chacun des deux Gouvernements s'engageant à accorder des conditions particulières et les plus favorables à toutes ces manifestations.

Article X.

De même, un programme d'échanges radiophoniques sera établi sous le contrôle des deux Gouvernements.

Article XI.

Afin d'entretenir l'opinion dans la traditions d'une communauté spirituelle, les deux Gouvernements faciliteront la création dans chacun des deux pays, de cercles de réunion et d'études.

Des dispositions spéciales seront prises par chacun d'eux pour accroître la diffusion et la vente des livres, des oeuvres musicales, des films, des disques, etc.

Article XII.

Les voyages d'un pays à l'autre des ressortissants des deux pays seront développés. A cet effet, les deux Gouvernements s'accorderont réciproquement les conditions les plus avantageuses, particulièrement au bénéfice de la jeunesse.

Article XIII.

En règle générale, dans un régime de contrôle des changes, une attention privilégiée sera accordée aux nécessités de transfert des sommes provenant des différentes manifestations intellectuelles ou artistiques, organisées ou contrôlées par l'un ou l'autre des deux Gouvernements. A cet effet, un Fonds culturel pourra être constitué dont les modalités de gérance seront déterminées dans un accord spécial.

2. la acordarea de devize, în condiţiuni excepţional de favorabile, pentru cheltuielile de studii, conform practicei de până acum în România;

3. la stabilirea, printr'o bună înţelege, a titlurilor a căror obţinere într'una din cele două ţări de către un supus al celeilalte, dă beneficiarului său echivalenţa titlurilor eliberate de către ţara sa de origină.

Articolul VIII.

Organele competente vor stabili, anual, în fiecare din cele două ţări, o listă a personalităţilor din lumea literelor, ştiinţelor şi artelor care vor fi desemnate în mod oficial să viziteze cealaltă ţară. Programul manifestaţiilor de orice fel, decurgând din aceste călătorii, va fi stabilit prin bună înţelegere între cele două Guverne prin îngrijirea organelor calificate.

Articolul IX.

De asemenea se va împlini un program de schimburi artistice, teatrale şi muzicale, cele două Guverne luând angajamentul de a acorda condiţiuni deosebite şi din cele mai favorabile tuturor acestor manifestaţii.

Articolul X.

Un program de schimburi radiofonice va fi, de asemenea, stabilit sub controlul celor două Guverne.

Articolul XI.

Pentru a întreţine opinia în tradiţia comunităţii spirituale, cele două Guverne vor înlesni înfiinţarea de cercuri de întrunire şi studii în cele două ţări.

Se vor lua măsuri speciale de fiecare dintre părţi pentru a se mări răspândirea şi vânzarea cărţilor, operelor muzicale, filmelor, discurilor etc.

Articolul XII.

Călătoriile dela o ţară la alta a supuşilor celor două ţări vor fi încurajate. In acest scop, cele două Guverne îşi vor acorda reciproc condiţiunile cele mai avantajoase, în deosebi în beneficiul tineretului.

Articolul XIII.

In regulă generală, într'un regim de control al schimburilor, se va acorda o atenţiune privilegiată cerinţelor de transfer a sumelor provenite din diferite manifestări intelectuale sau artistice, organizate sau controlate de unul sau altul din cele două Guverne. In acest scop, se va putea constitui un fond cultural a cărui mod de administrare se va stabili printr'un acord special.

Article XIV.

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature.

En foi de quoi, le présent Accord a été signé.

Fait à Bucarest, en double exemplaire, le trente et un mars mil neuf cent trente neuf.

Articolul XIV.

Acordul de faţă va intra în vigoare la data semnării sale.

Drept care, prezentul Acord a fost semnat.

Făcut la Bucureşti, în dublu exemplar, la treizeci şi unu Martie o mie nouă sute treizeci şi nouă.

DECIZIUNI MINISTERIALE

MINISTERUL EDUCAŢIUNII NAŢIONALE

Prin decizia ministerială Nr. 85.251 din 1939, d-l Constantin Sassu, dr. în litere şi filosofie, se numeşte director al Direcţiei regionale a Arhivelor Statului, din Braşov, iar d-ra Melania Runceanu, licenţiată în litere şi filosofie, se numeşte arhivar-ajutor la aceeaşi direcţiune.

Ambele numiri se fac pe data de 3 Aprilie 1939, iar plata urmează a fi făcută de către Primăra Municipiului Braşov, potrivit deciziunii Nr. 63.179 din 1939.

Idem Nr. 87.525 din 1939, d-l Ilie G. Dumitru, doctor în drept, a fost numit secretar administrativ la Facultatea de Drept din Bucureşti, pe data de 1 Aprilie 1939, în baza recomandării făcută de consiliul facultăţii, în conformitate cu dispoziţiunile art. 60 din legea învăţământului universitar şi art. 38 din statutul funcţionarilor publici.

Idem Nr. 95.000 din 26 Mai 1939, pr. Cercel Mihail, fost secretar de gimnaziu, funcţionând la Inspectoratul şcolar al Ţinutului Nistru, (Chişinău), este transferat cu postul, pe ziua de 1 Iunie 1939, la Inspectoratul şcolar al Ţinutului Prut (Iaşi).

MINISTERUL AGRICULTURII ŞI DOMENIILOR

Prin decizia ministerială Nr. 134.197 din 31 Mai 1939, ferma Ciorani, împreună cu întreg inventarul ei, care a aparţinut Administraţiei comerciale R. E. A. Z., se trece în administraţia Camerei agricole a judeţului Prahova.

RECTIFICARE

La decizia ministerială Nr. 120.622 din 9 Mai 1939, d-l Dumitrescu Ioan, inginer mecanic din Direcţia comercială a pădurilor, are gradul de *director cl. I*, nu „director cl. II', cum din eroare de manuscris s'a publicat la repartizarea personalului Dir. comerciale a pădurilor în Monitorul Oficial Nr. 110 din 15 Mai 1939.

MINISTERUL DE INTERNE

Prin decizia ministerială Nr. 6.710 din 30 Mai 1939, se înaintează în grad un număr de 34 plotonieri la gradul de plotonier major şi un număr de 521 sergenţi instructori la gradul de plotonier, prevăzuţi în anexatele tabele.

Inaintarea în grad se face pe data de 10 Mai 1939, pe locuri bugetare.

Inspectoratul General al Jandarmeriei

Serviciul personalului

Tabel nominal Nr. 1 de plotonierii ce se înaintează la gradul de plotonier-major pe data de 10 Mai 1939.

1. Mihai Constantin, cu vechimea 1.XII.1924, unitatea Someş.
2. Caşcaval Victor, cu vechimea 1. VII.1925, unitatea Bălţi.
3. Marcu Andrei, cu vechimea 1.VIII. 1925, unitatea Bihor.
4. Mehedinţu Constantin, cu vechimea 1.XII.1925, unitatea Durostor.
5. Păun Pârvu, cu vechimea 1.III. 1926, unitatea Odorhei.
6. Mândricel Gheorghe, cu vechimea 15.VII.1926, unitatea Gorj.
7. Naciu Constantin, cu vechimea 15.IV.1927, unitatea Ismail.
8. Maniu Ioan, cu vechimea 15.IV. 1927, unitatea Hunedoara.
9. Reziuc Silivestru, cu vechimea 1.XI.1927, unitatea C. F. R.
10. Bârlădeanu Ioniţă, cu vechimea 15.XII.1927, unitatea Tighina.
11. Vlad Radu, cu vechimea 15.I. 1928, unitatea C. F. R.
12. Alungei Teodor, cu vechimea 15.V.1928, unitatea Cernăuţi.
13. Epuran Constantin, cu vechimea 15.VII.1928, unitatea Hunedoara.
14. Sandu Constantin, cu vechimea 15.VIII.1928, unitatea Caliacra.
15. Coman Dumitru, cu vechimea 15.VIII.1928, unitatea Făgăraş.
16. Lozan Chirilă, cu vechimea 15.VIII.1928, unitatea I. G. J.
17. Mateiciuc Alex., cu vechimea 1.X.1928, unitatea Timiş.
18. Degeratu Ştefan, cu vechimea 15.XI.1928, unitatea Bihor.
19. Biciuşcă Gheorghe, cu vechimea 15.XI.1928, unitatea C. F. R.
20. Nicolin Constantin, cu vechimea 15.XI.1928, unitatea Prahova.
21. Negrea Gheorghe, cu vechimea 15.XI.1928, unitatea Ialomiţa.
22. Ghiorghiţă Ştefan, cu vechimea 1.XII.1928, unitatea C.-Lung.
23. Ivan Teodor, cu vechimea 1.XII. 1928, unitatea Hunedoara.
24. Barbu Ioan, cu vechimea 15.XII. 1928, unitatea Năsăud.
25. Tudor Dumitru, cu vechimea 1.I.1929, unitatea Prahova.
26. Taraşiu Ilie, cu vechimea 15.I. 1929, unitatea Odorhei.
27. Drâmbea Florea, cu vechimea 1.III.1929, unitatea Caraş.
28. Nanu Nicolae, cu vechimea 1.IV. 1929, unitatea Ilfov.
29. Corneanu Vasile, cu vechimea 1.I.1939, unitatea Roman.
30. Pican Ioan, cu vechimea 1.IV.1932, unitatea Tulcea.
31. Neagoe Ilie, cu vechimea 8.6.1932, unitatea Ilfov.
32. Dumitru Gheorghe, cu vechimea 8.VI.1932, unitatea Tulcea.
33. Colcea Constantin, cu vechimea 8.VI.1932, unitatea Mehedinţi.
34. Brumă Teodor, cu vechimea 8.VI.1932, unitatea Bălţi.

Tabel nominal Nr. 2 de sergenţii instructori, ce se înaintează la gradul de plotonier pe data de 10 Mai 1939.

Combatanţi

1. Mărgărit Radu, cu vechimea 15. XI.1932, unitatea Constanţa.
2. Cerghit Făgărăşanu Gh., cu vechimea 1.II,1933, unitatea Timiş-T.
3. Zamfir Andrei, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Ilfov.
4. Diaconu Gheorghe, cu vechimea 1.II.1933, unitatea I. G. J.
5. Dumitrache Marin, cu vechimea 1.II.1933, unitatea I. G. J.
6. Bobic Dumitru, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Bihor.
7. Bordânc Pantelie, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Alba.
8. Dimofte Ştefan, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Vaslui.
9. Marineanu Dumitru, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Hunedoara.
10. Drăghicescu Ioan, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Sălaj.

11. Vâlcoci Ioan, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Insp. Someş.

12. Pârvu N. Florea, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Severin.

13. Proca Stelian, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Satu Mare.

14. Zvorâşteanu Dumitru, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Severin.

15. Vlad Nicolae, cu vechimea, 1.II. 1933, unitatea Mureş.

16. Bănuţi Constantin, cu vechimea 1.II.1933, unitatea C. F. R.

17. Strâmtu Dumitru, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Centru Instr. 11 Jandarmi.

18. Moise Ştefan, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Mureş.

19. Stroescu Constantin, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Arad.

20. Păunescu Dumitru, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Caliacra.

21. Raţă Mihăil, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Turda.

22. Bianu Anghel, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Insp. Bucegi.

23. Fieraru Badea, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Turda.

24. Bologa Ioan, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Arad.

25. Luca Eduard, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Ismail.

26. Leonescu Marin, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Ilfov.

27. Radu Ioan, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Botoşani.

28. Ţeca Ioan, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Ilfov.

29. Cristescu Stan, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Ilfov.

30. Tudorache Constantin, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Ilfov.

31. Florea I. Gheorghe, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Dâmboviţa.

32. Tegzeş Ioan, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Sibiu.

33. Mătuşoiu Anghel, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Braşov.

34. Chivu Teodor, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Ilfov.

35. Ghiţă Ilie, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Dâmboviţa.

36. Fotescu Nicolae, cu vechimea 1. II.1933, unitatea C. Instr. 11 Jand.

37. Ţurcanu Nichifor, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Orhei.

38. Ţepuşe Vasile, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Insp. Someş.

39. Cătănoiu Ioan, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Argeş.

40. Bădescu Stanciu, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Ilfov.

41. Gardea Dumitru, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Tr. Mică.

42. Manole Nicolae, cu vechimea 1. II.1933, unitatea Odorhei.

43. Mateescu Paraschiv, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Inspect. Olt.

44. Chiţu Ioan, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Ilfov.

45. Marinescu Ioan, cu vechimea 1. II.1933, unitatea Timiş T.

46. Mocanu Teodor, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Ilfov.

47. Tudorache Ene, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Motorizată.

48. Daulja Petre, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Neamţ.

49. Baltă Vasile, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Cernăuţi.

50. Răutu D. Ioan, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Someş.

51. Fâţă Ioan, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Muscel.

52. Marin Dumitru, cu vechimea 1. II.1933, unitatea Vlaşca.

53. Cruceanu Miluţă, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Baia.

54. Budrea Alexandru, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Timiş T.

55. Grigoresciuc Simion, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Orhei.

56. Pomean Ştefan, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Putna.

57. Pânzariu Ioan, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Timiş T.

58. Ciochină Vasile, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Putna.

59. Zaharia Dumitru, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Someş.

60. Lupaşcu Gheorghe, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Tighina.

61. Goagă Gheorghe, cu vechimea 1. II.1933, unitatea Argeş.

62. Oprea Ştefan, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Constanţa.

63. Repta Vasile, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Sălaj.

64. Nedelea P. Adrian, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Ilfov.

65. Cârneanu Ioan, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Arad.

66. Gadarenco Eufimie, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Centr. Inst. 3 Jand.

67. Turneanu Vizante, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Timiş T.

68. Rizea D. Constantin, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Satu Mare.

69. Văitiş Niţă, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Cluj.

70. Honciuc Alexandru, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Putna.

71. Perşu Constantin, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Prahova.

72. Duţă Dumitru, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Năsăud.

73. Nae St. Vasile, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Severin.

74. Marinete Tudor, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Severin.

75. Pană Nicolae, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Tr. Mare.

76. Gună Ioan, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Hunedoara.

77. Uspalenco Vasile, cu vechimea 1. II.1933, unitatea Iaşi.

78. Grigore Constantin, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Ialomiţa.

79. Volintiru David, cu vechimea 1. II.1933, unitatea Bălţi.

80. Vizeriu Alexandru, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Arad.

81. Dumitru Nicolae, cu vechimea 1. II.1933, unitatea C. F. R.

82. Furculiţă Haralambie, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Lăpuşna.

83. Iftode Dumitru, cu vechimea 1. II.1933, unitatea Satu Mare.

84. Grigore Ioan, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Lăpuşna.

85. Ristea Nicolae, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Argeş.

86. Preda Mihai, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Caraş.

87. Picu Petre cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Vâlcea.

88. Nicolae A. Gheorghe, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Ilfov.

89. Bădilă Constantin, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Bihor.

90. Vieru Gheorghe, cu vechimea 1. II.1933, unitatea Soroca.

91. Vacă Dumitru, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Baia.

92. Ghebaur Nicolae, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Dâmboviţa.

93. Trufaşu Vasile, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea C. Instr. 9 Jand.

94. Pop Simion, cu vechimea 1.II. 1933, Inspect. Someş.

95. Iordache Gheorghe, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Roman.

96. Jugănaru Traian, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Gorj.

97. Ciobanu Constantin, cu vechimea 1.II.1933, unitatea C. Instr. 3 Jand.

98. Sandu Gheorghe, cu vechimea 1. II.1933, unitatea Cluj.

99. Pătru Florea, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Dolj.

100. Tătaru Ioan, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Neamţ.

101. Roşu Toma, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Constanţa.

102. Nicolau Gheorghe, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Vaslui.

103. Melnic Alexandru, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Tighina.

104. Plopa Ioan, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Soroca.

105. Bunduchi Petre, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Bălţi.
106. Melniciuc Sava, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Bălţi.
107. Popovici Teodosie, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Lăpuşna.
108. Ioan G. Ioan, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Prahova.
109. Comana Petre, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Satu Mare.
110. Miu Florea, cu vechimea 1.II. 1933, unitatea Ilfov.
111. Nedea Alexandru, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Muscel.
112. Roşca Pantelimon, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Lăpuşna.
113. Gigea Florea, cu vechimea 1.IV. 1933, unitatea Brăila.
114. Almic Marin, cu vechimea 1.IV. 1933, unitatea Rădăuţi.
115. Puiu Gheorghe, cu vechimea 1. IV.1933, unitatea Muscel.
116. Ionaş Gheorghe, cu vechimea 1. V.1933, unitatea Insp. Suceava.
117. Lefter Alexandru, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Timiş T.
118. Borteanu Emanoil, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Arad.
119. Mitrea Ştefan, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Iaşi.
120. Cenuşă Iorgu, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Dolj.
121. Dumitriu Ioan, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea I. G. J.
122. Jiga Gheorghe, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Inspect. Someş.
123. Ţăranu Ioan, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Inspect. Timiş.
124. Antohi Marin, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Tighina.
125. Popa Zamfir, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea C. F. R.
126. Ciopec Dumitru, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Timiş T.
127. Marin G. Aurel, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Constanţa.
128. Dimofte Iancu, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Buzău.
129. Dumitru V. Teodor, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Ismail.
130. Merliu Marin, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Dep. G-l Materiale.
131. Mihalcea Constantin, cu vechimea 1.VI.1933, Şc. Subof. Drăgăşani.
132. Stan Ilie, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Inspect. Timiş.
133. Petrescu D. Gheorghe, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Durostor.
134. Mihăilescu Mihai, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Făgăraş.
135. Barbu Ioan, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Caliacra.
136. Matei Daniel, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Cluj.
137. Smeu Petre, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea C. Inst. 9 Jand.
138. Moraru Ioan, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Făgăraş.
139. Dumitru M. Ilie, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Tulcea.
140. Lisnic Vasile, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Cahul.
141. Păun Ioan, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Teleorman.
142. Hampău Ioan, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Inspect. Dunărea de Jos.
143. Rădulescu Constantin, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Mureş.
144. Neghină Gheorghe, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Bălţi.
145. Vicol Timoftei, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea C. Instr. 4 Jand.
146. Colea Stoian, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea C. F. R.
147. Nistor Alexandru, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Buzău.
148. Abel Vasile, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Soroca.
149. Cătănoiu Ioan, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Timiş T.
150. Tudose Constantin, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Dolj.
151. Hatură Vasile, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Alba.
152. Brustur Ioan, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Durostor.
153. Nicolescu Alexandru II, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea I. G. J.
154. Tătaru Ioan, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Reg. Jand. Pedeştri.
155. Prună I. Petre, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Bihor.
156. Dicu R. Petre, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Sălaj.
157. Cucu Grigore, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Şc. Subof. Drăgăşani.
158. Puşcaşu Ştefan, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Neamţ.
159. Simionoaie Dumitru, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Putna.
160. Stoica Vasile, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Prahova.
161. Caldeş Anghel, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Vâlcea.
162. Angelescu Constantin, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Durostor.
163. Prescorniţă Mihai, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Inspect. Mureş.
164. Bucă Florea, cu vechimea 1.VI 1933, unitatea R. Sărat.
165. Dumitrescu Zamfir, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Lăpuşna.
166. Mitrache Ioan, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Timiş T.
167. Florea Iulian, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Constanţa.
168. Stănescu Gheorghe, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea C. F. R.
169. Lupescu Costel, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Tr. Mică.
170. Moldovan Luca, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea C. F. R.
171. Rusu Ioan, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea R. Sărat.
172. Irimescu Romulus, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Constanţa.
173. Stăicuţ Marin, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Ciuc.
174. Selaru G. Petre, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Cluj.
175. Stoian Ioan, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea I. G. J.
176. Moroşanu Gheorghe, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea C. F. R.
177. Tănase Marin, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea I. G. J.
178. Nicolae Ilie, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea I. G. J.
179. Petcu Vasile, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Timiş T.
180. Stoian Dumitru, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Durostor.
181. Barac D. Marin, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea I. G. J.
182. Trifan I. Vasile, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Durostor.
183. Mitrofan Ioan, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Reg. jand. Pedeştri.
184. Modiga Ene, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Bălţi.
185. Anghel Nicolae, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Mureş.
186. Gherlan Gheorghe, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Durostor.
187. Pântea Teodor, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Timiş-Torontal.
188. Pătrăscioiu Constantin, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Tr.-Scaune.
189. Adam Pârvu, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Prahova.
190. Ionescu Dumitru, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Bălţi.
191. Nicola Ştefan, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Inspect. Mureş.
192. Rusu Nichita, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Putna.
193. Caba Gheorghe, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Inspect. Suceava.
194. Ghinoiu Ioan, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Vlaşca.
195. Gherboveţ Gheorghe, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Cahul.
196. Morozan Simion, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea R.-Sărat.
197. Copcea Gheorghe, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Buzău.
198. Velea C. Florian, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea C. F. R.
199. Tudorie V. Ioan, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Roman.
200. Petre Constanţin, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Lăpuşna.
201. Florescu Ghiţă, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Putna.
202. Tănase Ştefan, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Bălţi.
203. Grigoraş Ilie, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Ilfov.
204. Pană Petre, cu vechimea 1.IV. 1933, unitatea Durostor.
205. Loghin Nicolae, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea I. G. J.

206. Olteanu Ioan, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Durostor.
207. Răduca Marin, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Caraş.
208. Brodeală Ioan, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Năsăud.
209. Stoica M. Gheorghe II. cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Durostor.
210. Miron Drăghici, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Durostor.
211. Oaida Nicolae, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Neamţ.
212. Negură Dumitru, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Caliacra.
213. Bâlă Vasile, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Tr.-Mică.
214. Stan Năstase, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Someş.
215. Niţă Nicolae, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Tr.-Mică.
216. Jalbă Constantin, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Dâmboviţa.
217. Butmălai Grigore, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Ciuc.
218. Ţurcanu Ioan, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Motorizată.
219. Preda Ilie, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Cluj.
220. Bădilescu Ioan, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Turda.
221. Condrea Nicolae, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Soroca.
222. Sima Tudor, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Durostor.
223. Stochiţoiu Dumitru, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Inspect. Someş.
224. Marin Grigore, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Tighina.
225. Lazăr Eugeniu, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Braşov.
226. Mărghidan Gheorghe, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Ialomiţa.
227. Liche Ştefan, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Cernăuţi.
228. Craiu I. Petre, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Satu Mare.
229. Nedelcu Dinu, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea I. G. J.
230. Dumitru V. Ioan, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Tighina.
231. Ioaniţescu Dumitru, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea C. Albă.
232. Ristea Stancu, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Turda.
233. Cireş Ioan, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea C. F. R.
234. Ignat Dumitru, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Rădăuţi.
235. Croitoru Radu, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Alba.
236. Popescu Nicolae, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea I. G. J.
237. Tventernai Victor, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Bucureşti.
238. Drăghicescu Nicolae, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Hunedoara.
239. Costea Ştefan, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Soroca.
240. Şolcoi Ioan, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea C. F. R.
241. Mocanu Nicolae, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Bălţi.
242. Adam V. Adam, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Reg. Jand. Pedeştri.
243. Pânzaru Petre, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Inspect. Nistru.
244. Chirănuş Constantin, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Neamţ.
245. Muscalu Teodor, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Bucureşti.
246. Ştefan Teodor, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Ciuc.
247. Streng Mihai, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea C. F. R.
248. Dindirică Ilie, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Bucureşti.
249. Stănculescu Iordan, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Inspect. Bucegi.
250. Ghorghina Vasile, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Neamţ.
251. Gălbează I. Stan, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Durostor.
252. Lungu Nicolae, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Prahova.
253. Roşculeţ Gheorghe, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Cahul.
254. Pitulice Stan, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Tr. Mare.
255. Rădvan Gheorghe, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea C. F. R.
256. Sanda Mihai, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Turda.
257. David N. Costache, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Satu Mare.
258. Iacob Ilie, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Bihor.
259. Zamoşteanu Ioan, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Putna.
260. Crăciunescu Dumitru, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea I. G. J.
261. Pop Vasile, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Roman.
262. Stropşa Gheorghe, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Ismail.
263. Marian Nicolae, cu vechimea, 1. VI.1933, unitatea Bălţi.
264. Rozz Pavel, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Fălciu.
265. Rizoiu P. Ilie, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Timiş T.
266. Mizumschi Haralambie, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Lăpuşna.
267. Ilie T. Petre, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Neamţ.
268. Dobrotă Grigore, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Bălţi.
269. Vizireanu Gheorghe, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Năsăud.
270. Ştefănescu Vasile, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Tulcea.
271. Neamţu Bucur, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Someş.
272. Alexandrescu Petre, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Turda.
273. Ivan Grigore, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Ilfov.
274. Stanciu R. Ioan, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Vlaşca.
275. Guşă Nicolae, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Tulcea.
276. Onţeanu Gheorghe, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Suceava.
277. Langa Mihail, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Bălţi.
278. Popovici Gheorghe, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Bălţi.
279. Ciauşiu Iancu, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Durostor.
280. Zehan Ioan, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Roman.
281. Savu Petre, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Turda.
282. Cosmiceanu Simion, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Neamţ.
283. Andrei N. Ioan, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Ciuc.
284. Chiriţă Păun, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Someş.
285. Gugilă Dumitru, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Inspect. Olt.
286. Bragă Teodor, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Soroca.
287. Dobre Vasile, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Cluj.
288. Avădanei Gheorghe, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Bălţi.
289. Taranciuc Vasile, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Neamţ.
290. Ceama Traian, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Severin.
291. Ciurea Vasile, cu vechimea 1.IV.1933, unitatea Ilfov.
292. Aiuresei Alexandru, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Neamţ.
293. Onel Ene, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Brăila.
294. Andrieş Dumitru, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Lăpuşna.
295. Lăzărescu Gheorghe, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Cernăuţi.
296. Bonţoiu Petre, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Năsăud.
297. Ionescu I. Iulian, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Inspect. Someş.
298. Constantinescu Marin, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Prahova.
299. Cucu Constantin, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Cernăuţi.
300. Botezatu Vasile, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Bucureşti.
301. Petrescu Ioan, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Bălţi.
302. Saimac Milea, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Durostor.
303. Aldea T. Valerian, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Prahova.
304. Mirescu Ioan, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea Bacău.
305. Ranga Gheorghe, cu vechimea 1.VI.1933, unitatea R.-Sărat.
306. Pardoş N. Gheorghe, cu vechimea 10.VI.1933, unitatea Ilfov.
307. Nenciulescu Ioan, cu vechimea 1.VII.1933, unitatea Cahul.

308. Păpuşoiu Gheorghe, cu vechimea 1.VII.1933, unitatea Severin.
309. Iacobine Zoltan, cu vechimea 1.VII.1933, unitatea Ismail.
310. Piroşca Alexandru, cu vechimea 1.VII.1933, unitatea Dep. G-l Materiale.
311. Fernea Dumitru, cu vechimea 1.VII.1933, unitatea Iaşi.
312. Răileanu Axinte, cu vechimea 1.VII.1933, unitatea Dorohoi.
313. Ardeleanu Dumitru, cu vechimea 1.VII.1933, unitatea Ciuc.
314. Coman Ilie, cu vechimea 1.VII. 1933, unitatea Dâmboviţa.
315. Pintilie Ioan, cu vechimea 1.VII. 1933, unitatea Suceava.
316. Zamfir Constantin, cu vechimea 1.VII.1933, unitatea Inspect. Marea.
317. Gologan Ştefan, cu vechimea 1.VII.1933, unitatea Orhei.
318. Ţară Teodor, cu vechimea 1.VII. 1933, unitatea Inspect. Suceava.
319. Chicioroagă Ştefan, cu vechimea 1.VII.1933, unitatea Cahul
320. Berceanu Tudor, cu vechimea 1.VII.1933, unitatea Severin.
321. Popa Gheorghe, cu vechimea 1.VII.1933, unitatea Vâlcea.
322. Croitoru Mihai, cu vechimea 1.VII.1933, unitatea Dorohoi.
323. Boţoc Fotin, cu vechimea 1.VII. 1933, unitatea Orhei.
324. Dumitrescu Valter, cu vechimea 1.VII.1933, unitatea Tighina.
325. Sârbu Gheorghe, cu vechimea 1.VII.1933, unitatea Prahova.
326. Rotaru Jenică, cu vechimea 1.VII.1933, unitatea Ismail.
327. Trandafir Gheorghe, cu vechimea 1.VII.1933, unitatea Lăpuşna
328. Negoiţă Ilie, cu vechimea 1.VII. 1933, unitatea Cahul.
329. Bucă Gavrilă, cu vechimea 1.VII. 1933, unitatea Tighina.
330. Grama Mircea, cu vechimea 1.VII.1933, unitatea Dâmboviţa.
331. Picioruş Constantin, cu vechimea 1.VII.1933, unitatea Ismail.
332. Botez Vasile, cu vechimea 1.VII. 1933, unitatea Neamţ.
333. Ilieş Gavrilă, cu vechimea 1.VII. 1933, unitatea Prahova.
334. Lohan Grigore, cu vechimea 1.VII.1933, unitatea Storojineţ.
335. Mărăşescu Procopie, cu vechimea 1.VII.193, uintatea C. F. R.
336. Briciu Nicolae, cu vechimea 1.VII.1933, unitatea Ismail.
337. Toderaşcu Ioan, cu vechimea 1.VII.1933, unitatea R.-Sărat.
338. Bordei Ioan, cu vechimea 1.VII. 1933, unitatea Bălţi.
339. Roşca Dumitru, cu vechimea 1.VII.1933, unitatea C. F. R.
340. Chirică Nicolae, cu vechimea 1.VII.1933, unitatea Neamţ.
341. Ciocoiu Dumitru, cu vechimea 1.VII.1933, unitatea C.-Lung.
342. Bratu Ioan, cu vechimea 1.VII. 1933, unitatea Făgăraş.
343. Costache Constantin, cu vechimea 4.VII.1933, unitatea Durostor.
344. Gârjoabă Petre, cu vechimea 4.VII.1933, unitatea Ilfov.
345. Rusu Elefterie, cu vechimea 1.IX.1933, unitatea Romanaţi.
346. Teslaru Petre, cu vechimea 1.X.1933, unitatea Lăpuşna.
347. Leonte Alexandru, cu vechimea 14.X.1933, unitatea Lăpuşna.
348. Simionescu Stan, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Durostor.
349. Mariescu Constantin, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Arad.
350. Rusănescu Ferdinand, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Durostor.
351. Doia Ilie, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Şcoala Drăgăşani.
352. Nicolescu Constantin, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Bacău.
353. Ţenea Neagoe, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea I. G. J.
354. Costea Nicolae, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea C. F. R.
355. Iordache Aurel, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea C. 3 Jand.
356. Rusu Dumitru, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea I. G. J.
357. Geosan Gheorghe, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Inspect. Bucegi.
358. Chiţu Alexandru, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Bucureşti.
359. Şerbănescu Ilie, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Tr. Mică.
360. Crăciun Ioan, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Şcoala Drăgăşani.
361. Stamin Anton, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Hunedoara.
362. Liscă Nicolae, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Tighina.
363. Lemnaru Ioan, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Orhei.
364. Dumitrescu Ioan, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Durostor.
365. Miloş Gheorghe, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Inspect. Someş.
366. Lungu Gheorghe, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Tr. Scaune.
367. Matei Păun, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Bucureşti.
368. Luchian Ignate, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Inspect. Dunărea.
369. Popescu M. Ioan, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Mehedinţi.
370. Rădulescu T. Ioan, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Inspect. Marea
371. Spulber Costache, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Dâmoviţa.
372. Lungu Ioan, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Şcoala Oradea.
373. Solovei Ştefan, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Inspect. Prut.
374. Vioreanu Vasile, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Ilfov.
375. Pătrăţeanu Constantin, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Bălţi.
376. Lazăr Ioan, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Covurlui.
377. Iordan Victor, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Tr. Mică.
378. Sicoe Sabin, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Motorizată.
379. Vişan Marin, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Ciuc.
380. Crăciun Gheorghe, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Inspect. Prut.
381. Bejenaru Dumitru, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea C. F. R.
382. Dulgheru Ioan, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Dolj.
383. Dincă I. Moise, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Reg. Jand. Pedeştri.
384. Petre I. Ioan, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea C. F. R.
385. Ionescu Rudolf, cu vecimea 1.XI. 1933. unitatea Hunedoara.
386. Simioniuc Savel, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Motorizată.
387. Ciomârtan Grigore, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Vaslui.
388. Matei N. Constantin, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea R.-Sărat.
389. Dalu Ioan, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea I. G. J.
390. Alexandrescu Gheorghe, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Bălţi.
391. Vlaicu Pantelimon, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Mureş.
392. Meşină Dumitru, cu vechimea 1.XI.933, unitatea Vâlcea.
393. Gheorghiţă Mihai, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Storojineţ.
394. Pârvan Teodor, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Argeş.
395. Furtună Ioan, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Odorhei.
396. Enache F. Constantin, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Sibiu.
397. Savu M. Manole, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Sibiu.
398. Bourceanu Lazăr, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Tutova.
399. Dominteanu Nicolae, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea I. G. J.
400. Vasilescu Nicolae, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Reg. Jand. Pedeştri.
401. Răileanu Vasile, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Şcoala Drăgăşani.
402. Ostop Alexandru, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Vaslui.
403. Mateescu Victor, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Inspect. Olt.
404. Marinescu Nicolae, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Ilfov.
405. Dache Ioan, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea I. G. J.
406. Ene Marin, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Arad.
407. Ivancea Marin, cu vecimea 1.XI. 1933, unitatea Constanţa.
408. Moldovanu Alexandru, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Caraş.

409. Arhire Petru, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Cahul.

410. Havrun Ioan, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Orhei.

411. Marinescu Nicolae, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Timiş T.

412. Maravela Ioan, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Bălţi.

413. Niţescu Mihail, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Inspect. Dunărea de Jos.

414. Robu Nichita, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Orhei.

415. Diaconu A. Vasile, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Turda.

416. Petre St. Gheorghe, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Arad.

417. Onu Nicolae, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Tutova.

418. Chera Ioan, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Argeş.

419. Ciocmărean Ioan, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Bihor.

420. Plopeanu Radu, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Tecuci.

421. Pârvu M. Constantin, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Turda.

422. Deliu A. Simion, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Severin.

423. Stamate Ioan, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Tighina.

424. Manolache Nicolae, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Durostor.

425. Nincu Florea, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Timiş Torontal.

426. Pătraşcu Grigore, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Braşov.

427. Voicescu Dumitru, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Dâmboviţa.

428. Roman Stelian, cu vechimea 1. XI.1939, unitatea Tighina.

429. Stanciu Gh. Vasile, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Reg. Jand. Pedeştri.

430. Şerpuleţ Ştefan, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Centru 6 jandarmi.

431. Vereşu Gavrilă, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Dolj.

432. Tănase V. Neagu, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Durostor.

433. Pavel Dumitru, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Tutova.

434. Negrea Mihail, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea I. G. J.

435. Ciornoavă Gavril, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea I. G. J.

436. Stoica Constantin, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Dolj.

437. Pătru I. Ştefan, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Olt.

438. Brânzan Vasile, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Arad.

439. Drăgan Ioan, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Putna.

440. Stroe Stan, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Ialomiţa.

441. Dobre Vasile, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Cahul.

442. Anghelescu Ioan, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Sibiu.

443. Simion Dumitru, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Braşov.

444. Dinu Ioan, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Tulcea.

445. Stanciu H. Gheorghe, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Inspectoratul Mureş.

446. Ududoiu Ilie, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Bucureşti.

447. Radu Gheorghe, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Durostor.

448. Blaju Moise, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Prahova.

449. Feer Gheorghe, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea C. F. R.

450. Tătaru Teodor, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Bihor.

451. Pavel Gheorghe, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Motorizată.

452. Spânu Alexandru, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Hunedoara,

453. Creţu Simion, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea I. G. J.

454. Abudenie Veniamin, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea C. Lung.

455. Andraş I. Ioan, cu vechimea 1. XI. 1933, unitatea Tecuci.

456. Brătianu Dumitru, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Inspectoratul Prut.

457. Niculcea Vasile, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Cahul.

458. Cioran Ioan, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Mureş.

459. Buricea Alexandru, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Severin.

460. Aruxandei Ioan, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Bihor.

461. Mândru Gheorghe, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Soroca.

462. Tabană Vasile, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Covurlui.

463. Popârda Nicolae, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea I. G. J.

464. Militaru Alexandru, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Timiş Torontal.

465. Turia Teodor, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Soroca.

466. Simion Gh. Radu, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Caliacra.

467. Dunca Ioan, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Baia.

468. Răileanu Ştefan, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Soroca.

469. Uivăraş Nicolae, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Mehedinţi.

470. Manda Mihail, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Olt.

471. Măceşanu Dumitru, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Mehedinţi.

472. Bucur Nicolae, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Tighina.

473. Căpăţână Petre, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Ismail.

474. Diaconu Lascăr, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Vaslui.

475. Dicu Ioan, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Teleorman.

476. Ştefan R. Gheorghe, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea I. G. J.

477. Ofiţeru Dumitru, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Timiş Torontal.

478. Marin Pavel, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Dolj.

479. Olaru Petre, cu vechimea 1.XI 1933, unitatea Tighina.

480. Manta Nicolae, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Bălţi.

481. Dobrescu Anton, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Soroca.

482. Popa Vintilă, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Constanţa.

483. Cârcu Constantin, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Inspectoratul Marea.

484. Spineanu Petre, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Dolj.

485. Popovici Dumitru, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Bihor.

486. Donceanu Petre, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Baia.

487. Dumistrăcel Mihai, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Rădăuţi.

488. Iacob I. Petre, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Şcoala Of. Jand.

489. Bondar Nistor, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Tighina.

490. Hulubă Ioan, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Ismail.

491. Teşu Gheorghe, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Braşov.

492. Iorga C. Ioan, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Putna.

493. Andrei Ioan, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Prahova.

494. Cârciu Alexandru, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Hunedoara.

495. Stroe I. Matei, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Reg. Jand. Pedeştri.

496. Purcărea Petre, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Teleorman.

497 Ghica E. Vasile, cu vechimea 1. XI.1933, unitatea Inspectoratul Bucegi.

498. Dincă Radu, cu vechimea 1.XI. 1933, unitatea Sibiu.

499. Gheorghiu Constantin, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Brăila.

500. Armulescu Constantin, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Caraş.

Necombatanţi

Sanitari

501. Marfon Gheorghe, cu vechimea 1.XI.1933, unitatea Inspectoratul Timiş.

Potcovari

502. Anghel Traian, cu vechimea 1. IV.1933, unitatea Caliacra.

503. Mohr Sigfried, cu vechimea 1. IV.1933, unitatea Durostor.

504. Rodniciuc Ioan, cu vechimea 1. IV.1933, unitatea Şcoala Oradea.

505. Papară Grigore, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Cetatea Albă.

506. Stan Tudor, cu vechimea 1.VI. 1933, unitatea Depozitul General Materiale.

507. Ioviţă Dumitru, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Depozitul General Materiale.

Muzicanţi

508. Budrică Ismail, cu vechimea 1. I.1932, unitatea Şcoala Drăgăşani.

509. Georgescu Gheorghe, cu vechimea 1.II.1933, unitatea Centrul 4 Jandarmi.

510. Godeanu Dumitru, cu vechimea 7.III.1933, unitatea Centrul 5 Jandarmi.

511. Dinuţ Nicolae, cu vechimea 1.IV. 1933, unitatea Centrul 5 Jandarmi.

512. Dărăbuş Gavrilă, cu vechimea 1. IV.1933, unitatea Centrul 4 Jandarmi.

513. Minică Vasile, cu vechimea 1. VI.1933, unitatea Şcoala Oradea.

514. Drăgan Ioan, cu vechimea 1.VII. 1933, unitatea Şcoala Drăgăşani.

515. Păun Gheorghe, cu vechimea 1. VII.1933, unitatea Centrul 5 Jandarmi.

516. Mermezea Mihai, cu vechimea 15. VIII.1933, unitatea Centrul 9 Jandarmi.

517. Chivu Petre, cu vechimea 1.X. 1933, unitatea Reg. Jandarmi Pedeştri.

518. Orlic Gheorghe, cu vechimea 1. X.1933, unitatea Centrul 4 Jandarmi.

519. Băcăran Gheorghe, cu vechimea 15.X.1933, unitatea Centrul 5 Jandarmi.

520. Dumitrescu Florea, cu vechimea 15.X.1933, unitatea Centru 6 Jandarmi.

521. Momeu Traian, cu vechimea 15. X.1933, unitatea Centrul 5 Jandarmi.

Prin decizia d-lui secretar general al Prefecturii Poliţiei Municipiului Bucureşti, Nr. 85.231 din 31 Mai 1939, d-na **Blejan Ştefania, gardian public civil cl. III (agentă permanentă)** în această prefectură, se pune din oficiu în retragere, pe ziua de 1 Iulie 1939, pentru caz de boală contractată în timpul, însă nu din cauza serviciului, spre a-şi aranja drepturile la pensie.

MINISTERUL APĂRĂRII NAŢIONALE

Decizie ministerială Nr. 1.037 din 3 Iunie 1939, relativă la concentrarea benevolă pe termen nelimitat a ofiţerilor inferiori de rezervă proveniţi din activitate.

Pentru executarea înaltului decret regal Nr. 2.174 din 1939 şi având în vedere referatul Direcţiei personalului cu Nr. 44 din 1939,

Decidem:

Art. I. Pe data de 1 Iulie 1939 pot fi concentraţi, pe termen nelimitat, ofiţeri inferiori de rezervă din infanterie, cavalerie, artilerie, geniu şi administraţie, foşti activi, din categoriile celor:

Trecuţi din oficiu în rezervă prin aplicarea decretului Nr. 3.487 din 1937, (art. V, punctele *b, c* şi *d).*

Demisionaţi de bună voie din cadrele active ale armatei.

Concentrarea ofiţerilor din aceste categorii se poate face pe baza cererii lor şi în limita locurilor disponibile.

Art. II. Sublocotenenţii, locotenenţii şi căpitanii din categoriile arătate la art. I, care doresc a fi concentraţi, vor înainta Ministerului Apărării Naţionale (Direcţia personalului) până la 20 Iunie 1939:

1. Cererea lor care va cuprinde următoarele date:

a) Gradul, numele şi pronumele;

b) Arma;

c) Unitatea în care contează;

d) Starea civilă;

e) Numărul înaltului decret de trecere în rezervă;

f) Trei garnizoane de preferinţă, însă fără a condiţiona valabilitatea cererii de repartiţia la aceste garnizoane;

g) Domiciliul actual.

2. Declaraţia că atât în timpul cât a fost ofiţer activ, cât şi după data trecerii în rezervă, nu a trecut prin filiera justiţiei militare sau civile în condiţiunile şi pentru vreunul din faptele care fac obiectul înaltului decret Nr. 3.750 din 1937, publicat în Monitorul Oficial Nr. 267 din 18 Noemvrie 1937, (paginele 8985—8986).

Art. III. Ofiţerilor ce vor fi admişi pentru concentrare li se vor emite ordine de concentrare de către Marele Stat-Major, repartizându-se corpurilor de trupă după propunerile Direcţiei personalului.

Art. IV. Pe tot timpul concentrării ofiţerii se vor bucura de drepturile prevăzute prin decretul-lege Nr. 1.911 din 1939 pentru ofiţerii concentraţi.

Art. V. Marele Stat-Major şi direcţiile respective din Ministerul Apărării Naţionale sunt însărcinate cu executarea prezentei decizii care va fi adusă la cunoştinţă ofiţerilor de rezervă interesaţi prin publicitate.

Preşedintele Consiliului de Miniştri şi ministrul apărării naţionale ad-interim, **Armand Călinescu.**

Decizie ministerială Nr. 1.038 din 3 Iunie 1939 relativă la chemarea temporară în vederea activării a ofiţerilor subalterni de rezervă proveniţi din şcolile de ofiţeri de rezervă.

Pentru executarea I. D. R. cu Nr. 2.174 din 1939 şi având în vedere referatul Direcţiei personaului cu Nr. 44 din 1939,

Decidem:

Art. I. Pe data de 1 Iulie 1939 se pot chema temporar în vederea activării, ofiţerii subalterni de rezervă din infanterie, cavalerie, artilerie, geniu şi administraţie, pe baza cererii lor şi în limita locurilor disponibile.

Art II. Condiţiunile ce trebuesc să îndeplinească ofiţerii de rezervă arătaţi la art. I sunt:

1. Să fi absolvit o şcoală de ofiţeri de rezervă.

2. Să aibă la bază bacalaureatul teoretic pentru armele combatante şi cel puţin diploma şcoalei superioare de comerţ pentru administraţie.

3. Să aibă la 30 Iunie 1939 vârsta de maximum:

a) 28 ani neîmpliniţi, sublocotenenţii şi

b) 32 ani neîmpliniţi, locotenenţii.

4. Să nu fi trecut prin filiera justiţiei în condiţiunile şi pentru vreunul din faptele care fac obiectul I. D. Nr. 3.750 din 1937.

5. Soţiile celor căsătoriţi să îndeplinească condiţiunile legii căsătoriilor militare.

Art. III. Sublocotenenţii şi locotenenţii de rezervă din infanterie, cavalerie, artilerie, geniu şi administraţie, care îndeplinesc condiţiunile arătate la art II şi care doresc a fi chemaţi temporar în vederea activării, vor înainta Ministerului Apărării Naţionale (Direcţia personalului) până la 20 Iunie 1939:

1. Cererea lor care va cuprinde următoarele date:

a) Gradul, numele şi pronumele;

b) Arma;

c) Unitatea în care contează;

d) Starea civilă;

e) Trei garnizoane de preferinţă, însă fără a condiţiona valabilitatea cererii de repartiţia la aceste garnizoane;

f) Domiciliul actual.

2. Extractul după actul de naştere.

3. Certificatul de sănătate eliberat de medicul garnizoanei.

4. Actele de studii.

5. Declaraţia legalizată prin care se obligă a servi minimum 9 ani în armată dela data I. D. de activare.

6. Declaraţia că nu a trecut prin filiera justiţiei militare sau civile în condiţiunile şi pentru vreunul din faptele care fac obiectul I. D. Nr. 3.750 din 1937, publicat în Monitorul Oficial Nr. 267 din 18 Noemvrie 1937 (paginele 8985 şi 8986).

7. Pentru cei căsătoriţi:

a) Copie de pe actul dotal sau un act doveditor al venitului soţiei;

b) Actul de naştere şi fotografia soţiei;

c) Actul de naţionalitate şi onorabilitatea părinţilor soţiei.

Art. IV. Ofiţerii ce vor fi admişi pentru chemare temporară în vederea activării, vor face un stagiu de încercare

de un an, la finele căruia vor fi supuşi la o probă de capacitate care se va ţine la şcolile de ofiţeri ale armelor respective.

1. Stagiul de încercare de un an se va face:

a) Pentru ofiţerii combatanţi (infanterie, cavalerie, artilerie şi geniu).

4 luni (Iulie, August, Septemvrie şi Octomvrie 1939) la Centrul de instrucţie al armelor respective, după un program ce se va stabili de Marele Stat-Major.

Restul de 8 luni, cu începere dela 1 Noemvrie 1939 la Corpurile de trupă unde vor fi întrebuinţaţi în comenzile corespunzătoare;

b) Pentru ofiţerii de administraţie: la Corpurile de trupă, comandamente şi servicii, în funcţiuni corespunzătoare.

2. Proba de capacitate se va trece în conformitate cu art. 140 din regulamentul legii asupra înaintărilor în armată.

3. Inscrierea în anuar a acestor ofiţeri se va face cu vechimea chemării temporare, în urma ofiţerilor activi cu aceeaşi vechime în grad şi în ordinea clasificaţiei obţinute la proba de capacitate depusă la finele anului de încercare.

Art. V. Ofiţerii vor avea aceleaşi drepturi corespunzătoare gradului ca şi ofiţerii activi.

La activare vor primi şi o primă de echipare ce se va stabili de Ministerul Apărării Naţionale (Direcţia intendenţei).

Art. VI. Marele Stat-Major, direcţiile respective din Ministerul Apărării Naţionale, precum şi Inspectoratele generale de arme şi servicii sunt însărcinate cu executarea prezentei decizii care va fi adusă la cunoştinţa ofiţerilor de rezervă interesaţi prin publicitate.

Preşedintele Consiliului de Miniştri şi ministrul apărării naţionale ad-interim, Armand Călinescu

Prin decizia ministerială Nr. 802 din 20 Mai 1939, Comisiunea de elaborare a regulamentelor de geniu pentru întreaga armată şi pentru arma geniului se completează cu colonelii Alinescu Barbu şi Vasiliu Dumitru.

Idem Nr. 809 din 22 Mai 1939, gestiunea Manutanţei Bacău, aflată în prezent asupra Reg. 4 Artilerie Grea, va trece, pe data de 1 Iunie 1939, asupra Şcoalei ofiţeri rezervă Bacău.

Idem Nr. 903 din 24 Mai 1939, elevii T. R.: Munteanu Zaharia, Damaschin Mihai, Isăceanu Gheorghe, Arhip Mihai, Moraru Petre şi Opresecu Gheorghe se îndepărtează din Şc. of. rez. inf. Nr. 2 Bacău, deoarece au lipsit de la instrucţie şi cursuri mai mult de 60 zile.

Şcoala ofiţeri rezervă infanterie Nr. 2 Bacău va trimete pe susmenţionaţii elevi unităţilor de origine, pentru completarea serviciului militar.

MINISTERUL LUCRĂRILOR PUBLICE ŞI AL COMUNICAŢIILOR

Prin decizia ministerială Nr. 56.572 din 31 Mai 1939, d-l Dumitrescu Constantin este numit, în mod provizoriu, pe ziua de 1 Aprilie 1939, în postul vacant de maestru de atelier la Direcţiunea generală a drumurilor.

D-nii: Petre Andrei şi Rădulescu Ilie sunt numiţi, în mod provizoriu, pe ziua de 1 Aprilie 1939, în posturi vacante de şofeuri cl. I la Direcţiunea generală a drumurilor.

D-nii: Cotic Ioan, Samson Litră şi Frâncu Marin sunt numiţi, în mod provizoriu, pe ziua de 1 Aprilie 1939, în posturi vacante de monteuri cl. II la Direcţiunea generală a drumurilor.

D-nii: Anton Ştefan, Micu Gh. şi Lascu Gh. sunt numiţi, în mod provizoriu, pe ziua de 1 Aprilie 1939, în posturi vacante de gardieni la Direcţiunea generală a drumurilor.

D-nii: Dobrescu Tănase, Drăghici Ioan, Creangă Alex., Pană Nicolae, Mateescu Vasile, Dobrea Vasile, Petre Cristea, Petruş Ioan, Stamate Ion şi Bănete Ion sunt numiţi, în mod provizoriu, pe ziua de 1 Aprilie 1939, în posturi vacante de mecanici cl. I în serviciul exterior al Direcţiunii generale a drumurilor.

D-nii: Ioan F. Constantin, Brancovici Drag., Petricel Ioan, Burcioacă Stan, Şovăială Nicolae, Niculae Anghelescu, Negreu Ioan, Ardeanu Ioan, Vasilescu Gh. şi Câmpeanu Ion sunt numiţi, în mod provizoriu, pe ziua de 1 Aprilie 1939, în posturi vacante de mecanici cl. II în serviciul exterior al Direcţiunii generale a drumurilor.

D-nii: Marinescu Ion, Vlănţoiu Ion, Florian Ion, Dumitru M. Ion, Patrichi Simion, Grigore Const., Borcan Const., Stuparu Gh., Ion Stoica, Dumitrescu Ion, Stanciu Marin, Ilea Andronic, Casiu Dumitru, Ionescu Ion, Ionescu Gh. Radu Tudor, Brânzea Nicolae, Clain Ion, Oprică D. Iancu, Chivaru Nicolae, Istrate Ion, Popa Nic., Stăniloiu Eleft., Fritz Kampf, Roman Gh., Cutteş Carol, Grigore Virgil şi Bălan Constantin, sunt numiţi, în mod provizoriu, pe ziua de 1 Aprilie 1939, în posturi vacante de mecanici cl. III în serviciul exterior al Direcţiunii generale a drumurilor.

MINISTERUL MUNCII

Prin decizia ministerială Nr. 12.852 din 27 Mai 1939, în interes de serviciu, se detaşează următorii funcţionari din Casa Centrală a Asigurărilor Sociale şi Casa Asigurărilor Bucureşti, la Direcţiunea personalului ministerului, pe data prezentei deciziuni:

D-l Ceaureanu Ion, şef de secţie cl. II.

D-l Manolescu Vasile, şef de birou cl. I.

D-l Jilescu Cornel, subşef de birou cl. I.

D-l Otinceanu M., subşef de birou, Casa Asigurărilor Bucureşti.

D-l Săndulescu Al., agent.

MINISTERUL DE FINANŢE

Prin decizia ministerială Nr. 17.887 din 31 Mai 1931, d-l profesor C. Rădulescu-Motru, membru în consiliul de administraţie al Casei Generale de Pensiuni, ca delegat din partea Ministerului Educaţiunii Naţionale, se numeşte preşedinte al acelui consiliu.

Idem Nr. 71.886 din 22 Mai 1939, d-ra Ştefănescu Eugenia, licenţiată în litere şi filosofie, se numeşte, pe data de 1 Iunie 1939, în baza dispoziţiunilor art. 38 din legea pentru statutul funcţionarilor publici, în gradul de impiegat cl. III în Administraţia centrală a Ministerului de Finanţe, în loc vacant, la Oficiul de îndrumare şi coordonare financiară, statistica financiară.

Idem Nr. 71.892 din 22 Mai 1939, d-ra Rozalia Rauser, bacalaureată, se numeşte, pe data de 1 Iunie 1939, în funcţiunea de impiegat stagiar în Administraţia centrală a Ministerului de Finanţe, în loc vacant, la Serviciul contencios.

Idem Nr. 71.894 din 22 Mai 1939, d-l Hadarag V. Aurelian, absolvent de liceu, se numeşte, pe adta de 1 Iunie 1939, în funcţiunea de impiegat stagiar în Administraţia centrală a Ministerului de Finanţe, în loc vacant, şi se repartizează la Direcţiunea contabilităţii.

Idem Nr. 71.888 din 22 Mai 1939, d-na Duma Gabriela, actual şef de birou cl. I la Direcţiunea datoriilor publice, se avansează, pe data de 1 Aprilie 1939, la gradul de şef de secţie cl. II în Administraţia centrală a Ministerului de Finanţe, în loc vacant.

Idem Nr. 71.896 din 22 Mai 1939, d-ra Bonciu Georgeta, actual impiegat stagiar la Direcţiunea timbrului şi succesiunilor, se avansează pe data de 1 Aprilie 1939, la gradul de impiegat cl. III în Administraţia centrală a Ministerului de Finanţe, în loc vacant.

COMUNICATE ŞI CIRCULĂRI MINISTERIALE

MINISTERUL EDUCAŢIUNII NAŢIONALE

Direcţiunea învăţământului secundar

Se scoate din publicaţia catedrelor vacante, catedra de lucru de mână şi gospodărie dela Gimnaziul mixt din Tg.-Ocna, întru cât este ocupată de titulară.

Nr. 82.561/939 A.

MINISTERUL DE JUSTIŢIE

Camera notarilor publici Oradea

Camera notarilor publici din Oradea aduce la cunoştinţă că după ce d-l Vlad Gheorghe, notar public în Negreşti a obţinut un concediu de 3 luni, pentru substituirea sa l-a delegat pe d-l Alecsandru Doroş, notar public în Satul-Mare, să gireze postul şi să îndeplinească toate agendele de notar public până la întoarcerea titularului.

Dată în Oradea, în şedinţa consiliului Camerei notarilor publici, ţinută la 27 Mai 1939.

Nr. 121/939 C. n. p.

MINISTERUL DE FINANŢE

Cassa de Credit, Economii şi Asistenţă a Funcţionarilor

Conform deciziei d-lui ministru de finanţe, Nr. 2.013 din 1 Iunie 1939, se deleagă ca mandatar al Casei de Credit a Ministerului de Finanţe, pe data de 1 Iunie 1939, d-l Marin Stănescu, şef de serviciu cl. I.

ŢINUTUL OLT

Se aduce la cunoştinţa generală că, la serviciile tehnice judeţene din cuprinsul Ţinutului Olt se găsesc vacante, dela 1 Mai 1939, posturile specificate în dreptul fiecărui serviciu, care urmează a se ocupa de îndată de candidaţii ce îndeplinesc condiţiunile legii statutului funcţionarilor publici şi legii corpului tehnic.

Fiecare candidat va depune la Ţinut acte sprijinitoare ale cererilor sale.

Serviciul tehnic Dolj: 2 conductori ord. cl. II-a; 2 conductori ord. cl. III-a; 1 conductor de arhitectură; 1 subşef bir. cl. II-a.

Serviciul tehnic Gorj: 1 inginer ord. cl. III-a, 1 conductor ord. cl. III-a, 1 şef birou cl. II-a.

Serviciul tehnic Mehedinţi: 1 conductor ord. cl. III-a, 1 desenator, 2 picheri provizorii.

Serviciul tehnic Olt: 1 conductor ord. cl. III-a, 1 conductor de arhitectură, 1 desenator, 1 impiegat cl. II-a, 1 impiegat stagiar dactilograf.

Serviciul tehnic Romanaţi: 1 inginer ord. cl. III-a, 2 conductori ord. cl. III-a, 1 conductor de arhitectură, 1 subşef de birou cl. II-a, 1 dactilograf stagiar.

Serviciul tehnic Vâlcea: 2 conductori ord. cl. III-a, 1 conductor de arhitectură, 1 subşef de birou cl. II-a, 1 şofer, 1 camerier.

Nr. 17.907. 1939, Mai 31.

ANUNŢURI JUDICIARE

MINISTERUL DE JUSTIŢIE

Ministerul publică acestea, conform art. 11, spre ştiinţa acelora care ar voi să facă opoziţiune în termenul şi condiţiunile prevăzute de alin. II al zisului articol şi de art. 3 din legea asupra numelui din 8 Aprilie 1936.

D. Maurice H. Goldstein, născut la 4 Ianuarie 1894 în Botoşani, domiciliat în Bucureşti, parcul Delavrancea, aleea C Nr. 22, a făcut cerere acestui minister de a fi autorizat să schimbe, pe baza art. 10, numele său patronimic de Goldstein în acela de Guyon spre a se numi Maurice H. Guyon.

Comisiunea pentru constatarea condiţiunilor de naturalizare şi recunoaştere

D. Carol H. Spiegler, domiciliat în Bucureşti, str. Făinari Nr. 21, a făcut cerere acestui minister pentru a i se acorda naţionalitatea română.

Prin cerere petiţionarul arată că este născut în Bucureşti în 1915.

Conform art. 19 din legea privitoare la dobândirea şi pierderea naţionalităţii române se publică aceasta spre ştiinţa acelora care ar voi să facă întâmpinare, potrivit dispoziţiunilor art. 20 din zisa lege.

Dos. Nr. 712/939.

— D-l Aron Caller, domiciliat în Galaţi, str. Berthelot Nr. 15, a făcut cerere acestui minister pentru a i se acorda naţionalitatea română.

Prin cerere petiţionarul arată că este de profesiune comerciant.

Conform art. 19 din legea privitoare la dobândirea şi pierderea naţionalităţii române se publică aceasta spre ştiinţa acelora care ar voi să facă întâmpinare, potrivit dispoziţiunilor art. 20 din zisa lege.

Dos. Nr. 736/939.

D-na Ilona Peschl, domiciliată în Bucureşti, b-dul Basarab Nr. 60, a făcut cerere acestui minister pentru a i se acorda naţionalitatea română.

Prin cerere petiţionara arată că este supusă germană, de profesiune casnică, născută în Budapesta (Ungaria), la data de 25 Septemvrie 1901, de religiune evanghelică, venită şi stabilită în ţară în 1906.

Conform art. 19 din legea privitoare la dobândirea şi pierderea naţionalităţii române, se publică aceasta spre ştiinţa acelora care ar voi să facă întâmpinare, potrivit dispoziţiunilor art. 20 din zisa lege.

Dos. Nr. 2.332/939.

MINISTERUL ECONOMIEI NAŢIONALE

BURSA CONSTANŢA

Inchiderea din 3 Iunie 1939

Preţul pe vagon

Grâu comun, 79 kg la hl, 3 la sută corpuri străine, lei 42.875; Grâu comun, 77 jumătate—78 kg la hl, 3—4 la sută corpuri străine, 42.250—42.500 lei; Grâu comun, 77 kg la hl, 3 la sută corpuri străine, lei 42.000—42.125; Grâu comun, 76 jumătate—77 kg la hl, 6—8 la sută corp. str., lei 41.625; Grâu comun, 76 kg la hl, 6 la sută corp. str., lei 41.250; Orz, 57 jum. kg la hl, 5 la sută corpuri străine, lei 37.000; Orz, 59—60 kg la hl, 5 la sută corp. str., lei 37.250; Porumb dinte de cal, uscat, lei 41.500, predarea imediat linie siloz.

Orz, 58—59 kg la hl, 4 × 1 la sută corp. str., lei 37.000; Rapiţă Naveta, 3 la sută corp. str., lei 75.000; Rapiţă Coltza, 3 la sută corp. str., lei 77.000; Fasole de Ialomiţa, 6 la sută corpuri str., lei 104.000; Fasole de Bazargic, 6 la sută corp. str., lei 106.000; Fasole de Transilvania, 4 la sută corp. str., lei 108.000; Grâu, 78 kg la hl, 3 la sută corp. str., lei 42.000; Secară 71—72 kg la hl, lei 30.000; Porumb ciur, 27, uscat, lei 41.500; Porumb comun, uscat, lei 41.500; Porumb, corcitură, uscat, lei 41.500, predarea Iunie linie siloz.

Orz, 58—59 kg la hl, 4× 1 la sută, recolta 1939, lei 32.500, predarea Iulie-August linie siloz.

BURSA BRĂILA

Inchiderea din 3 Iunie 1939

Preţul pe vagon

Grâu roşu, 80 kg la hl, 1 la sută corp. str., lei 44.000; Grâu, 78 kg la hl, 2 la sută corp. str., lei 42.500; Grâu, 77 kg la hl, 3 la sută corp. str., lei 42.000; Grâu, 76,500 kg la hl, 3 la sută corp. str., lei 41.500; predare linie port. Grâu de Prut, roşu 78,500 kg la hl, 1 jum. la sută, corpuri străine, lei 4.000. Grâu de Prut, 77 kg la hl, 3 la sută corpuri str., lei 42.500; Secară, 71—72 kg la hl, 4 şi 4 la sută corp. str., lei 30.000, predarea şlep Brăila.

Porumb de Dunăre, lei 41.000, predarea bordo schele.

Porumb de Dunăre, lei 40.500, predarea şlep Brăila.

Porumb corcitură, lei 40.000, predarea linie port.

Porumb corcitură Chilia, lei 40.000, Fob Chilia.

Orz de Muntenia, 58—59 kg la hl, 5 la sută corp. str., lei 35.500 linie-port,

Orz de Basarabia, Chilia, 58—59 kg la hl, 5 la sută corp. str., lei 37.500, Fob Chilia.

Mazăre furaj, Victoria, lei 44.000; Sămânţă de floarea soarelui, 42 kg la 4 la sută corp. str., lei 52.500, predarea linie port.

SUMARUL PARȚII A II-a

A N-RULUI 127 DIN 5 IUNIE 1939

Anunțuri ministeriale

MINISTERUL APĂRĂRII NAȚIONALE. *Șterși din controalele armatei ca supuși străini. Cercul de recrutare Cernăuți:* E. Gotlieb, Gh. Zovainischi. *Cercul de recrutare Prahova:* C. Tantina, C. Basso, P. Globa. *Cercul de recrutare Sălaj:* Chiș Calonean, I. Trimai, Șt. Holczinger. *Cercul de recrutare Sibiu:* N. Blau. *Cercul de recrutare Orhei:* I. Candel. *Cercul de recrutare Timiș-Torontal:* T. Mielău.

MINISTERUL EDUCAȚIUNII NAȚIONALE. *Academia de Inalte Studii Comerciale și Industriale:* anulare de diplomă.

Anunțuri ale instituțiilor publice autonome

MINISTERUL INZESTRĂRII ARMATEI. *Administrația publică autonomă a Atelierului Central de Confecții al Armatei:* proces-verbal. *Administrația publică autonomă a Arsenalului Armatei:* proces-verbal. *Administrația publică autonomă a fabricii de material de protecție a armatei:* proces-verbal. *Administrația publică autonomă a Pirotehniei Armatei:* proces-verbal. *Administrația publică autonomă a Fabricii de Pulberi:* proces-verbal.

Anunțuri judiciare

CITAȚIUNI. *Trib. Ilfov:* Marcu Rosengerg, Ion Modorcea.

VÂNZĂRI IMOBILIARE. *Bacău:* D-tru Zota, str. N. Climescu Nr. 1; C. Manole, str. Hatmanul Beresc Nr. 12; S. Zimer, str. Leca Nr. 192; N. Golea, str. Avrâm Iancu Nr. 9; C. Condurache, str. Moldovei Nr. 8; N. Frâncu, str. Trecătoarea Bârnatului Nr. 13. *Bogdănești:* N. El. Bursuc. *Buzău:* P. Borangiu, str. Heliade Rădulescu Nr. 33; C. Ponciu, str. Cătuneanu; C. Ghiță, str. Emancipată Nr. 1. *Ulmeni:* V. Dărdală.

JURNALE ȘI ORDONANȚE. *Jud. rurală Brad:* S. A. R. M. „Mica".

EXTRACTE DE PE ACȚIUNI DE DIVORȚ. *Trib. Ilfov:* Victoria Văscea, Sevillio Albahary, Gh. Mărgărit. *Trib. Dolj:* F. Ghinja.

Anunțuri administrative

SOCIETATEA GENERALĂ DE GAZ ȘI ELECTRICITATE DIN BUCUREȘTI: licitație.

Licitațiuni publice

MINISTERUL EDUCAȚIUNII NAȚIONALE: *Școala normală „Florica Niță" Nr. 1, Chișinău.*

MINISTERUL APĂRĂRII NAȚIONALE: *Garnizoana Craiova; Garnizoana Târgoviște; Școala de ofițeri de artilerie „Regele Carol I".*

MINISTERUL AERULUI ȘI MARINEI: *Divizia de Dunăre.*

MINISTERUL LUCRĂRILOR PUBLICE ȘI AL COMUNICAȚIILOR: *Direcțiunea tehnică.*

MINISTERUL SĂNĂTĂȚII ȘI ASISTENȚEI SOCIALE: *Institutul de seruri și vaccinuri „Dr. I. Cantacuzino".*

MINISTERUL DE FINANȚE: *Regimentul 1 Grăniceri.*

REGIA AUTONOMĂ C. F. R.: *Dir. economatului C.F.R.*

PRIMĂRII: *Cernăuți, Constanța. Deta, Moinești, Tg.-Mureș.*

CAMERA DE AGRICULTURĂ A JUD. SOROCA.

Anunțuri comerciale

CONTRACTE DE ASOCIAȚIE ȘI CELE DE DISOLVAREA LOR. *București:* Saul Horowitz & Co. *Pitești:* Tudor Mihai și Ion Popescu.

CONVOCĂRI, PROCESE-VERBALE ȘI BILANȚURI. *București:* Banca de Intreprinderi Comerciale și Industriale. Cometa; Silromana; Bauxita; Societatea Loteriei de Stat din România; Astra Română; Gallia; Ford Română; Centrala Cosmetică; Construcțiuni Civile; Intrepozitele Panduri; Rominvest; Sanatoriul Sf. Elisabeta; Siltex; Petrol Matița; Horest; Intreprinderile Clușani, S. A. R.; „Normandia", S. A. R. *Azuga:* Fabrica de bere. *Constanța:* Tacke Manicatide. *Fălticeni:* Banca Sucevei. *Ploiești:* Textila Ploiești. *Tg.-Jiu:* Banca Victoria.

CAMERA DE COMERȚ ȘI DE INDUSTRIE PLOIEȘTI.

Anunțuri particulare

PROCURI ȘI ANULĂRI DE PROCURI. *București:* Soc. Unirea.

AUTORIZAȚIE. *Cluj:* Soc. Continentală pentru Comerțul Fierului.

REABILITARE. *Zimnicea:* Toma Marinescu.

INȘTIINȚARE. *Brașov:* Cassa Generală de Păstrare.

Pierderi de acte

Ministeriale

MINISTERUL EDUCAȚIUNII NAȚIONALE: V. Foltean, I. Herșcovici, Al. Popescu, Lix. T. Ioana, A. Varadi.

MINISTERUL APĂRĂRII NAȚIONALE: Ștefan Vasile, Enea Grigore, N. Turcin, Gh. Cosmescu, Ion Dragomir, V. Stoica.

MINISTERUL DE FINANȚE: C. Mihăilescu, D. Băloi, Ana Coteț iu. *Percepția I urbană Bârlad:* recipisă.

Particulare

București: B. Alexevschi, Avram Ion, Col. Anastasiu D., C. Năstase. Crețu Alex., Dumitrache Atena, Duță D., Emilian Codrea, Fabrica de mătăsuri „Record", Ferrominiera, S. A. R.; Gh. Cartianu, Gh. Vasiliu, H. Groper, Ing. Gh. Dobrovici, Ionescu Șt., Levon Sahazizian, Maria Al. Șeicărescu, M. Bluman, M. și V. Lăcătușu, Mohan N., N. Schlossberg, N. Constantinescu, Niculescu M., N. Zosim, P. Bădilă, P. Taubman, Polgar Emil, Udroiu D. *Com. Acmariu:* I. Lascu. *Bacău:* M. Schapira. *Balcic:* A. Camburolu. *Com. Blondiana:* Florea Savu. *Com. Blăjani:* A. Mihai. *Brașov:* A. Arthur. *Com. Bucerdavinoasă:* H. Muncuș și soții. *Com. Bunești:* N. Bădi'oiu. *Călărași:* A. Paraschivescu. *Cernavodă:* Tonea Ion. *Cernăuți:* L. Kissman. *Constanța:* A. Dumitru, Sion Dumitru. *Com. Cuedi:* Mikes A. *Com. Dobânca:* Oltean Vasile lui Simion. *Galați:* H. Bletzstein. *Com. suburb. Grivița:* D. Mihăilă. *Com. Jurilovca:* P. Parteanca. *Com. Lechința:* I. Mișca. *Com. Mihai Viteazul:* Nedelcu N. *Odobești:* P. Pantea. *Oradea:* V. Grosz, Kocs Prager Ștefan. *Ploiești* Iacob N. *Com. Rășinari:* I. Vulcan. *Com. Robănești:* Pavel Zamfir. *Sibiu:* Gütt Evnest, A. Lukas, St. Szanto. *Com. Știrbey:* V. Velian. *Tg.-Mureș:* Elis. Deutsch. *Tecuci:* Sublt. Vlad Radu. *Com. Tețcani:* E. Scutelnic. *Timișoara:* Dr. F. Winkler; C. Gh. Ionașcu.

Banca Națională a României

Cursul devizelor și al Monedelor.

Sumarul părții I-a

A apărut:

TABLA DE MATERII

A

MONITORULUI OFICIAL, PARTEA I și II

a Volumului IV dela 1 Octomvrie—31 Decemvrie 1938

Cuprinzând:

VOLUMUL I și II (Partea I):

Mesaje regale, Legi, Convenții, Decrete, Jurnale ale Consiliului de Miniștri, Decizii ministeriale, Comunicate oficiale, Circulări oficiale, Schimbări de nume, Naturalizări, Ordonanțe judecătorești, întocmită pe ministere, materii și nume proprii, în ordinea alfabetică.

VOLUMUL I și II (Partea II):

Jurnale ale Consiliului de Miniștri, Decizii ministeriale, Anunțuri ministeriale, judiciare și administrative de interes limitat, Anunțuri comerciale și particulare, întocmită pe ministere, case și regii autonome, Anunțuri administrative și particulare, așezate alfabetic pe cuprins, localități și nume proprii.

PREȚUL DE VOLUM: Partea I lei 10, Partea II lei 15.

De vânzare la Depozitul Direcțiunii Generale M. O.

(La comenzile pentru provincie se va adăuga lei 10 pentru porto și corespondență pentru fiecare volum)

Monitorul Oficial și Imprimeriile Statului
IMPRIMERIA CENTRALĂ

DIRECTOR GENERAL,
A. D. BUNESCU.

EU

PAD

LEGATION OF THE
UNITED STATES OF AMERICA

No. 926 Bucharest, June [illegible], 1939.

DIVISION OF EUROPEAN AFFAIRS
JUN 28 1939
DEPARTMENT OF STATE

Subject: Statement on Foreign Policy by Foreign Minister Gafencu at the Opening of the New Parliament.

ADVISER ON POLITICAL RELATIONS
MR. DUNN
JUL 5 1939
DEPARTMENT OF STATE

Routing	Distribution Instructions
Grade for	

RECEIVED
DEPARTMENT OF STATE
1939 JUN 27 PM 4 07
DIVISION OF COMMUNICATIONS AND RECORDS

771.00/73

The Honorable

The Secretary of State,

Washington.

FILED

Sir:

Referring to my today's despatch No. 925 regarding the elections and the opening of the new Parliament, I have the honor to transmit herewith a translation 1/ of a statement on foreign affairs which Foreign Minister Gafencu made before the newly elected Chamber of Deputies at its first regular meeting yesterday. Since this translation, which has been provided by the Bureau of Press and Propaganda, originally contained a great many errors and awkward expressions, some corrections have

FP

have been made in order to eradicate the more glaring mistakes.

There is nothing in Mr. Gafencu's statement which is particularly new or which calls for detailed analysis. Deploring warlike trends and decrying such aggressive catchwords as "vital space", he went headlong into the question of minorities in Rumania, declaring that they were looked upon in no responsible quarters as constituting a territorial problem and that "there is no great Power which would put forward and follow up territorial claims against us." Further on he said that Rumania would fulfill her duties to the minorities as directed by feelings of justice and right, but "not with the agreement or control of a foreign power". In a later passage he declared that "we are determined to defend, even by arms, the boundaries and independence of our country".

Other outstanding points made by Mr. Gafencu were:

(a) An agreement with Hungary would be extremely useful to the organization of peace and good-will in the Danubian basin.

(b) Rumania has received guarantees of England and France with deep gratitude.

(c) Sincere and close collaboration is maintained with Poland.

(d) Rumanian relations with Russia are "undisturbed and good."

(e) The Balkan Entente is destined to have ever-increasing importance.

(f) Bulgarian collaboration with the States of the Balkan Entente is highly desirable.

Finally, recalling his recent meetings with the Yugoslav and Turkish Foreign Ministers, he announced his

intention

intention of visiting Ankara and Athens officially within the next few days.

Mr. Gafencu left Bucharest for his trip to Ankara and Athens, accompanied by Mrs. Gafencu and a small suite of Foreign Office officials, late last night.

Respectfully yours,

Franklin Mott Gunther.

Enclosure:

1. Statement on Foreign Policy by Foreign Minister Gafencu at Opening of New Parliament.

710

t.

CKH/BFG

Copy of Translation furnished by Bureau of Press and Propaganda.

Enclosure No.1 to Despatch No. 926 of June 10, 1939 from the American Legation, Bucharest, Rumania.

STATEMENT ON FOREIGN POLICY BY THE RUMANIAN MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS AT THE FIRST MEETING OF PARLIAMENT ON JUNE 9, 1939.

Gentlemen:

I am happy to be able to let you know the impressions which I gathered during my long journey abroad some weeks ago.

First of all, I want to express, once again, my gratitude for the very warm and sincere welcome which was given to me in Berlin, where I was the guest of the German Government, also in Belgium, in England, France, Italy, at the Holy City, and in Yugoslavia.

With some of these countries, we are bound by ties of old and tried friendships. With the others, we are happy to be able to strengthen our associations of fruitful and loyal collaboration.

Everywhere, I saw how esteemed were the political and economical agreements with our country, and how much faith is shown, in these days of worry and strife, in the password "Rumania".

I realised, while I was expressing with real sincerity in every place that I visited, the Rumanian policy, which is balanced not on a basis of fear and unavailing ability, but rather expresses its real interests and lawful ideals, that whoever sows peace in these troublesome times, will reap peace.

Moreover, I understood, with a pleasure which I wish you also to feel, that the unity, independence and strength

of

of our country are looked on everywhere as a foundation for order and peace.

Of course, Gentlemen, this unity, which is today so powerfully consolidated, depends on us and on our vigour. In order to strengthen the security of our country, every minute claims our entire energy and our utmost strength of will. The friendship which is shown to us on all sides helps us, in spite of all contrary pressure, to fulfill all our duties with a quiet mind, feelings of right and a will for peace.

Our duties increase, as does the friendship which is shown to us by so many countries. Among the foreign voices which have insisted on this point, there is one which has asked: "What does Rumania want?" Is it not possible that she will propose the solution now when in international politics the opposing camps are waiting face to face in armed array, and when everyone's attention is directed towards her. We answer: "Why not?"

The solution which we propose is after all not so new. It has in this moment an echo in everyone's mind: "Europe".

In order to discover this solution, there is no need to make too many calculations. It is not even necessary to lose oneself in ideological fumblings. A sense of reality will direct us towards it. Actually, there is no reality which we meet with more often nowadays than that this Europe, which cannot exist if all of us do not find the means of living together will, if she fails, bring us all down in the wreckage.

I had the feeling of a united and indivisible Europe in all the Capitals which I visited, where our great

civilisation

civilisation is striving on the edge of a precipice in order not to perish.

The feeling of the Unity of Europe came to me especially when I was listening to the thoughts and worries of the Statesmen with whom I had the honour to talk. I shall never forget the words of the Head of a powerful Empire on the continent, when he said after having explained to me what the war of tomorrow would be, that at the end of the fight, on a barren earth, victor and vanquished would be buried under the same ruins.

These words, which express so precisely and clearly a brave conviction of the impossibility of looking on war, in view of the circumstances of today, as an aim or a solution, I have carried with me from country to country as a message for Peace. Everywhere, moreover, I found an echo of understanding as a witness of the same conviction. Of course, the displacing of the idea of war does not mean that peace has come in its stead. That is because, although everyone is unanimous about not wanting war, everyone has a different view as to Peace. We live in troublous times, when there is neither war nor Peace.

The idea of putting an end to these troubles by force has not yet disappeared. We see armaments increasing, the trenches getting deeper, and the battle ranks drawing themselves up face to face. These are militarist and heroic times, when everyone has the duty of facing the facts like a man.

These heroic days have brought to the Helm of States

men

men of the generation of the past war who are not afraid to fight, but their deep appreciation of the appalling results of a new destruction brings them up short on the way when faced with such responsibilities without issue and without mercy. It is only a psychological mistake, i.e. a mistaken estimation of the opposing forces and their powers of resistance which can provoke a solution by arms. As these forces are further strengthened and their resistance is organized, diplomatic intrigues between the Powers grow tenser and leave everyday fewer loopholes for mistakes or acts of surprise.

And so the whole world feels that it can no longer go on in this way as, in the uncertainty of today, normal relations between peoples no longer exist and firm foundations and productive work no longer continue, so that the whole world awaits with ever-increasing impatience a termination of these troubles.

Thus appears to us an image of Europe in travail, who, if she is not to die, should soon be delivered.

Even now, she strives to build up the beginnings of a new life on the forces of equilibrium which are now establishing themselves.

But as long as axes and alliances oppose each other, binding themselves with mottoes of defense and resistance, international relations will also remain strained. We do not deny the usefulness of such ties between nations. They must be neither weakened nor removed. But these ties can and must be multiplied. Only by their multiplication and by removing the appearance of an angry Continent split in two, can we reach the only practical and much-needed issue

from

from the troubles of today: the life of Europe arranged in an atmosphere of understanding and goodwill.

Whoever maintains that liberty of thought and action which is necessary to bring the nations closer together serves not only a high ideal but also realizes the realities on which everyone's fate depends.

At this moment, I recall the words of the young and distinguished King of Belgium, when he did me the honor of telling me of a thought that had occupied his mind to a considerable extent.

King Leopold thinks that the middle-sized and smaller countries should have the mission of approaching one another so that they can look for and find economic measures and principles of international faith on which an organized and peaceful international life can be built. Nowhere do such words find a more lively echo than in Rumania where with another bold and enlightened King at the head, the whole country is willing to fight for the sake of Peace, both in word and fact.

But until we are able to restrain ourselves in our passion for war, we should all of us struggle to do away with mottoes and fighting watchwords, with all our actions and words, and to drive away the ghosts which darken and poison international life.

Thus we shall succeed in bringing to light those realities of the mind and soul which do not impose themselves by force alone, those realities which are so closely bound up with the existence and national independence of middle-sized and smaller countries.

Let us consider for example, the words "vital space", which are so much talked about nowadays. Given the

present

present-day economic circumstances, every State enters somewhat into the "vital space" of its neighbours, because all countries depend on each other in order to live. Because this catchword "vital space" is so vague and undefined it may certainly create trouble, and that comes about because the problems which have arisen through the abandonment of economic independence between countries has been left. As far as the countries themselves can fill their daily needs, be it by direct economic agreements and the facilities of international commerce or by a wider plan which embraces and supplies all products, goods and necessary raw materials---- that is to say, a plan of organized international life to bring about which, according to the official information we have received, men of ability and responsibility are eagerly working ----- it will be possible to set the necessary limits to this notion of "vital space".

Rumania has searched for the solutions of these problems with a view to European solidarity. By the economic agreements which we have just signed, she has proved beyond all doubt her appreciation and understanding of realities. The space contained within her boundaries is still reserved only, let it be known, for the needs of the Rumanian Nation.

I should also like, Gentlemen, to touch upon the question of minorities. It is a question which mainly concerns our home policy, though at the same time it has a strong influence upon our relations with other countries. I insist strongly upon the fact that the problem of minorities in Rumania is nowhere regarded, by any important Power or responsible Government, as a problem of territory.

All

All responsible Statesmen realize fully that within the confines of its boundaries, the Rumanian State is a nation, and one cannot detach fractions of minorities without breaking out more important portions of of Rumanians from the closely united block of our Country. Therefore, there is no great Power which would put forward and follow up territorial claims against us. This statement allows me to declare that the principle of our territorial integrity, which is the basis of our foreign policy, is also the general principle for European order and peace.

The fact that all plots which could be laid against the foundations of our country are vain cannot but contribute to the clearing up of relations between ourselves and some of our neighbours. It also constitutes a real solution of the minority problem within our borders. Indeed, the minority problem, like any other political problem, suffers because of passing circumstances, caused by unsettled states and conditions of agitation and uncertainty. It cannot reach the true solution, which is based on continuing arrangements and laws, unless an atmosphere of quiet and lasting settlement is established.

All of you know how much we have struggled, even during the last year, to bring the fairest solution to the problem of the minorities. The Statute of Minorities of last autumn is not to be regarded only as a formality. It contains the result of our sincere wish and determined will to give justice to all citizens of the country. In that Statute, we gave particular attention

tion to the interests of those citizens whom we wish to bind as fast as possible to the country, with regard to their culture, schools, churches and economic matters.

Naturally, such a problem, with its many phases, both political and economical, and also with its sentimental side, is in constant need of solution, and demands from everybody incessant and ever-renewed proof of sympathetic understanding and goodwill. The carrying out of such a law, which binds the word of a country, gives us not only our political and social duties, but more especially our duties to our fellowmen. We can carry out these duties only as directed by our feelings of justice and right, and not with the agreement or control of a foreign power, for whom, perhaps, the happy and definite solution of our minority problem does not represent such an important matter as for us. That is why Rumania will accept no new obligations regarding her minorities except those which she herself imposes within her own borders.

This decision in no way diminishes the value of declarations and acts of the Rumanian Government concerning the minorities. Rumania is prepared to conclude friendly and loyal agreements with neighbouring countries. She thinks that such an agreement with Hungary, which has so many similar political and social problems to solve, would be extremely useful to the organization of peace and goodwill in the basin of the Danube.

We are therefore happy that our Ally Yugoslavia has shown us that she shares wholly our thoughts, attitude and political action.

I have mentioned our obligations for the sake of peace. We shall do our utmost to fill them. With the

same

same determination, we shall do our duty for the safety of our country.

Our safety is based above all on ourselves.

We shall not take anything which is not ours, but we shall strengthen and defend with all our power that which we have. I have based this declaration on the solemn proclamation given in the name of the Government by the Prime Minister and the Minister for Foreign Affairs, that: We are determined to defend even with arms the boundaries and independence of our country. At the first touch on our property, we shall fight.

Thus, by assuring the safety of the country by our resolve to defend ourselves, we wished to show that our foreign policy has its source and inspiration from within the country. Here, two real and powerful springs give it life and strength: the will of the nation to live freely and as a whole, and the country's army.

Two great friendly Powers, England and France, have declared that they are ready to give us their entire support if we are ever obliged to fulfill our determination to defend ourselves. We have received this double declaration with our deep gratitude. We regarded it as an act of friendship on the part of Powers to whom we are bound by sincere feelings and glorious recollections. We also regarded it as a sign that the will for peace, from which springs the right of existence of every nation, is itself contained in any plan for safety which follows the establishment and organization of Peace.

LC
RBS

WSS

Our ties of alliance with Poland require a friendly and most sincere collaboration with our neighbour of the north.

Beside

Beside Poland, and in similar circumstances, we have followed a deliberate policy after careful consideration. Our relations as the neighbour of Soviet Russia are undisturbed and good, as we were happy to be able to state when Mr. Potemkin went through the country. We have respected the principle of not joining with one neighbouring great Power against another in order not to give reasons for conflict between the powers that we separate,- either at the frontiers or on the soil of our country. This principle is and continues to be in our interests, our neighbours' interests and the interests of general peace. A strong and independent Rumania is, for the countries around us, a guarantee of safety.

We believe that the Balkan Entente is destined to have an ever-increasing importance.

Its aim is to defend order in the Balkans. Its unity is assured by the common interests of the Balkan States and by their will to serve the same ideal for peace.

The sincere and friendly interest which the four Balkan Powers show towards Bulgaria is a proof that they do not intend to exclude anyone from the Balkan Community. On the contrary, they are ready to welcome among them those who realize how useful in present day circumstances is this union for the Balkan Nations. The solidarity which is shown at all times by these allied powers thus frustrates the intentions and plots against the order which they are securing and will, if necessary, defend energetically.

Confident in its mission of constituting a guarantee of the safety and independence of these States, the Balkan Entente is already a decisive and weighty factor for peace

in

in Europe. Its unity of thought and action is secured by the very close touch which is kept between the four allies. I remember the meetings I had, after the very fruitful session of the Council in Bucharest, with the Minister for Foreign Affairs of the Turkish Republic in Istanboul, and with the Minister for Foreign Affairs of Yugoslavia in Belgrade and Orsova (Orshova). I insist also on reminding you that during the next few days, I shall have the honor of calling officially in Ankara and Athens, where I shall carry the message of the warm and loyal friendship of our country.

I believe, Gentlemen, that we ought to include in this system for our safety the economic agreements which we have concluded with several Powers, in order to prove our will to take an active part in the organisation of the economic life of Europe, as Peace depends on this so much. The agreement with Germany is a guarantee of an undeniable importance of the peaceful and friendly intentions existing between the Reich and our country. It demands a long period of trustful collaboration in order to bear the fruit we are awaiting and which will be so useful for the smooth-running of both countries. The plan of work and interchange included in this agreement can be a link in the chains of economic agreements joining the countries of Europe once more in a complete union.

The economic agreements with Great Britain and France assign us our place in the international market, and, in favorable circumstances, should develop to really important proportions. Last of all, I would like to show how favorable would be a long period of quiet and mutual understanding,

ding, for the natural development of our relations with the work, productive power and commerce of Italy, to whom we are bound by so many interests.

These are, Gentlemen, a few explanations of the aims and methods of our foreign policy.

We insist that this policy be alive and comprehensive, just as the country to which we dedicate all our love and strength for work is full of energy.

We also set the seal of our national existence on this policy which follows the defense of our rights abroad.

Rumania stands after a past of fighting and sacrifice. We owe to this past the preservation of an old and noble race, of which we are proud. We furthermore owe to it the free development of our nation within its rightful and lasting boundaries. We wish to keep this heritage entire, intact.

Rumania represents for us the fruits of a civilization to which so many nations, with whom we have maintained for many years friendly relations, have contributed with their work and brilliance. Peace does not mean a list of empty words, but the continuance of this civilization bursting with life and abundance. It demands a continuous effort of energy, foresight and understanding.

To the clever and enthusiastic work of the King, the guide of his nation, we add our powers of defense, work and life, and place them with a firm resolve at the service of our country and of order and goodwill between nations.

DEPARTMENT OF STATE

DIVISION OF EUROPEAN AFFAIRS

July 14, 1939.

Summary of Despatch No. 945, from Legation at Bucharest, dated June 22, 1939.

Subject: Rumanian Foreign and Internal Affairs.

M. Gafencu is reported to have had a wholly satisfactory trip to Ankara and Athens. He is said to have had a valuable exchange of views and information with the Turkish and Greek Foreign Ministers, reaffirming Rumania's friendship and counteracting, at least partly, doubts that may have arisen as to the continuing solidarity of the Balkan Entente.

Press reports on the journey contained some interesting ideas. The first was that M. Gafencu successfully sponsored with his colleagues the idea of transforming the Balkan Entente from its original conception as an organization to hold Bulgaria in check into a general military alliance against attacks or aggression from any direction. M. Gafencu has denied this report. Another press rumor was that Gafencu had convinced the Turkish and Greek Foreign Ministers, as

well

well as French and British officials, of the futility of making concessions to Bulgaria in order to bring that country into the Balkan Entente, as there would be no guarantee that Bulgaria would actually be won over. Gafencu felt that the granting of concessions, in view of Yugoslavia's present instability, would open a direct corridor for the Germans to the Mediterranean.

There have been hints of a shuffling of Cabinet posts; and M. Gafencu is himself reported to be dissatisfied because he is not given freedom enough in the formation and enunciation of his country's foreign policy. Moreover, the old-line politicians are plotting against him, especially Tatarescu, now Ambassador to Paris, who, although he cannot hope to dislodge Calinescu from the Prime Minister's berth, is trying for the Foreign Ministry. Furthermore, the Germans and Italians are displeased with Gafencu, and if these attacks are successful he will retire on the grounds of the ill health from which he is actually suffering.

Strangely enough, the shadow of Titulescu is again appearing on the political horizon. His relations with King Carol and other leaders have been very strained until lately when he has made overtures for his return which have been received amicably, if not favorably. He recently

attempted

attempted conciliation with the King by donating 50,000 lei ($350!) to the popular fund being raised for armaments, and by giving a portion of his country estate to a cultural institution in which the King is interested. These gestures have been well received. A personage close to the King went to Paris to discuss with Titulescu Rumania's present foreign policy, and subsequently Titulescu proceeded to London where he was received by the most important political figures, including Halifax. He is unquestionably Rumania's shrewdest negotiator, and has always advocated more smoothly working relations and cooperation between Rumania and Russia. He is a Senator by Right, as well as a professor at the University at Bucharest, and he may return to take up these two positions. He could not, of course, be reappointed to his old position as Foreign Minister, as his well-known "pro-Ally" sentiments would not endear him to the Axis powers; nor is he popular in Yugoslavia or in Poland where his personal feud with Beck has never been liquidated. "It would, however, be of great service to Rumania in the present jockeying for position to have him here for consultation and advice."

771.00/74

Cr

Eu:Coe:DG

LEGATION OF THE
UNITED STATES OF AMERICA

No. 945 Bucharest, June 22, 1939.

Subject: Foreign Minister Gafencu's Official Visits to Ankara and Athens.

Copy in Eu
File Cor.

771.00/74

ADVISER ON POLITICAL RELATIONS
MR. DUNN
JUL 18 1939
DEPARTMENT OF STATE

DEPARTMENT OF STATE
JUL 27 1939
DIVISION OF
NEAR EASTERN AFFAIRS

5
RECEIVED
DEPARTMENT OF STATE

MID after
ONI

JUL 24 1939

DEPARTMENT OF STATE
ASSISTANT SECRETARY OF STATE

The Honorable

The Secretary of State,

Washington.

Sir:

771.00/73

Referring to my despatch No. 926 of June 10th last, the last paragraph of which reported the departure of Foreign Minister Gafencu on June 9th for official visits to Ankara and Athens, I have the honor to state that Mr. Gafencu and his suite returned to Bucharest yesterday following what appears to have been a wholly satisfactory trip to the Turkish and Greek capitals.

The visits will undoubtedly have been fully reported to the Department from the two posts concerned. I am enclosing herewith as a matter of record, however,

translations

FILED
JUL 27 1939

GML

1-2/ translations of the official communiqués issued at Ankara and Athens as reproduced in the local press,

3/ as well as translations of representative comment found in a few leading Bucharest newspapers.

The general impression is that Mr. Gafencu, who is at present President of the Permanent Council of the Balkan Entente and has already had several occasions to confer with the Yugoslav Foreign Minister (Cincar Marcovic) in recent months, had a valuable exchange of views and information with the Turkish and Greek Foreign Ministers, reaffirming Rumania's friendship and ties with the two allied countries, and succeeding in counteracting, at least partly, doubts that may recently have arisen as to the continuing solidarity of the Balkan Entente.

The only concrete results of the visits so far announced have been the elevation of the Turkish Legation in Bucharest to the rank of Embassy and the proposal for the establishment at Istanbul of a permanent Institute of Balkan Affairs to engage in the study of economic, cultural and other questions of interest to the States of the Entente.

The chief interest of news correspondents here, however, centers on three reports which have as yet no official confirmation. The first is that Mr. Gafencu successfully sponsored with his colleagues the idea of transforming the Balkan Entente from an organization designed, as in its original conception, to hold Bulgaria in check into a general military alliance against attacks or aggression from any direction. The

Reuter's

Reuter's correspondent here has accepted the story and put it out, saying that he has reliable information from two excellent sources to the effect that such an alliance will soon be completed and announced; on the other hand, I have learned from what should be a dependable source that Mr. Gafencu flatly denied the report to a group of Italian journalists shortly after he landed at Constanza yesterday. It will be remembered that during the course of both these visits Mr. Gafencu has been vigorously attacked by the Italian press on this score, it being alleged that the reference in his speeches to Turkish protection of the Dardanelles and Rumanian protection of the Lower Danube as assets of the Balkan Entente indicate amply the new military character of the organization. The other rumor is that Mr. Gafencu has succeeded in convincing the Turkish and Greek Foreign Ministers----as well as French and British officials----of the futility of making concessions to Bulgaria in order to bring that country into the Balkan Entente, arguing that there is no guarantee that Bulgaria would actually be won over by concessions (territory in the Dobrudja and a port on the Aegean) and clinching his point with the Turks and the British by stating his understanding that Bulgaria would demand not only her 1913 boundaries but a port in the Sea of Marmora! He feels that granting these concessions, in view of the present instability of Yugoslavia, would open a direct corridor for the Germans to the Mediterranean. The British and French are reported to have seen the

merit

merit of this point and have agreed not to press Rumania further.

The third object of Mr. Gafencu's visit is reputed to have been to secure from the Turks a pledge that in the final published drafts of the Anglo-Turkish and Franco-Turkish Agreements no specific mention of any guarantees to the remaining members of the Balkan Entente be made as these are considered provocative by the Germans and increase the difficulty of relations particularly between that country and Rumania and Yugoslavia. The British are said not to have been over-enthusiastic on this point but to have agreed finally.

In the meantime there have been rumors of an imminent shuffle of some of the Cabinet posts. As usual, some of these center on Constantinescu, Minister of Finance and Governor of the National Bank, who, although no one seems to be able to get along with him, is much like the Ancient Mariner's Albatross in staying power. It is hinted that the Minister of National Economy (Bujoiu) may have to go because he does not always see eye to eye with this colleague. He may be transferred to the Ministry of Army Supply, the present incumbent (Slavescu) going to National Economy. Another solution may be Constantinescu's retirement from the Finance Ministry but retaining the Governorship of the National Bank.

Gafencu is dissatisfied as he feels he is not allowed sufficient freedom in the formation and enunciation of the country's foreign policy. At the same time there

is

is the usual machination against him by those old line politicians (he has not previously been a strong party man) who are jealous of his position. This is said to be especially true of former Prime Minister Tatarescu who dislikes his present position as Ambassador to Paris and has tendered his resignation (not yet accepted) to return here to his post as Senator by Right. To put it bluntly, he prefers to be closer to the "pie counter", and as it would be impossible for him to dislodge Calinescu from the Prime Minister's berth he is trying, with the support of former National Liberal Party members, for the Foreign Ministry. The Germans and Italians are also displeased with Gafencu and may decide to cause him embarrassment in retaliation for the moves attributed to him in the reports retailed in the last paragraph above. Should either of these attacks succeed, he will retire on the grounds of health as he is actually suffering from an acute liver complaint which makes the continued strain of public office most difficult.

There is also talk of raising the Under Secretariat for Press and Propaganda (in the Ministry of the Interior) to a full Ministry, possibly with the present Minister of Labor (Ralea) as the first titular head. Ralea is a very active young man who has had much experience in this type of work as the head of the Publicity Department of the former National Peasant Party. Titeanu, the present Under Secretary for Press and Propaganda, has been unsatisfactory in that he has used the position for his personal ends rather than for the country. His

ego has become unpleasantly inflated and he is said to have come into conflict with his immediate Chief, Prime Minister Calinescu; on the other hand, he appears to enjoy Royal favor and he won considerable favorable attention for himself a few days ago at Silistra, one of the larger cities of the Dobrudja in which he staged a highly successful manifestation of contentment and loyalty on the part of the minorities in connection with the unveiling there of a statue of Ferdinand I.

Another interesting figure who is gradually emerging on the political horizon is Titulescu, for many years Minister for Foreign Affairs. It will be remembered that following his abrupt dismissal from the Cabinet in the autumn of 1936 he left the country and has returned only once for the abortive Parliamentary elections in December 1937 when he ran for Deputy on the National Peasant ticket. He left again immediately thereafter and has been living in the south of France. His relations with King Carol and other leaders have remained very strained until the past few months when he has made overtures for his return, which have been amicably, if not favorably, received. Recently he has attempted final conciliation with the King by donating 50,000 lei to the popular fund being raised for armament and by giving a portion of his country estate to a cultural institution in which the King is interested. These gestures have been well received. Last month Colonel Urdariano, Minister of the Court, who is the

person

person closest to the King, went to Paris where it is said he discussed with Titulescu Rumania's present foreign policy, particularly with respect to her attitude vis-à-vis Russia and the present Anglo-French-Russian negotiations. Titulescu subsequently went to London where he was received by the most important political figures, including Lord Halifax. He has since written one or two articles for the London Times on the Anglo-Turkish agreement and its relation to the Balkan Entente which have been well received. He is unquestionably Rumania's shrewdest negotiator. He has always advocated more smoothly working relations and cooperation between Rumania and Russia and, as he is well thought of in the latter country, his advice would be of great value. He is a Senator by Right as well as a full professor of the University of Bucharest and he may return to take up these two positions. It is, of course, impossible for him to be appointed to his old position at present for, quite aside from the bad effect this would have on Rumania's relations with the Axis Powers because of his pronounced pro-Ally sentiments, he is not popular in Yugoslavia and his personal feud with Colonel Beck has never been settled. It would, however, be of great service to Rumania in the present jockeying for position to have him here for consultation and advice.

These rumors of change may be due only to the slight lull in the present European situation which has given local politicos time to think of personal

questions

questions. In any case, there is no reason to anticipate any changes which would have any outstanding significance or entail any fundamental change in the Governmental program.

Respectfully yours,

Frederick P. Hibbard

Frederick P. Hibbard,
Chargé d'Affaires ad interim.

3 Enclosures:

1. Official Communiqué issued at Ankara, June 14, 1939.
2. Official Communiqué issued at Athens, June 18, 1939.
3. Press Comment regarding Gafencu's Visit to Ankara and Athens.

030
cr. 710
800

t. Copies to Istanbul, Athens, Sofia, Belgrade.

FPH/CKH/BFG

Enclosure No. 1 to Despatch
No. 945 of June 22, 1939 from
American Legation at Bucharest,
Rumania.

OFFICIAL COMMUNIQUÉ ISSUED AT CLOSE OF FOREIGN MINISTER GAFENCU'S VISIT TO ANKARA, JUNE 14, 1939.

(Translated from Romania, June 16, 1939)

Mr. Grigore Gafencu, Rumanian Minister of Foreign Affairs, who arrived at Ankara on June 11 on his official visit, had during his stay in the capital of Turkey, a number of conversations with Messrs. Dr. Refik Saydam, President of the Council of Ministers, and Sukru Saracioglu, Minister of Foreign Affairs.

The President of the Republic, away in the country, received Mr. Grigore Gafencu in audience at Yalova on June 14.

This official visit has again brought out the value of the faithful and profound friendship between the Turkish and Rumanian peoples and the unshakable permanency of the ties which join them.

The conversations, full of confidence, between Mr. Saracioglu, Turkish Minister of Foreign Affairs, and his Rumanian guest, Acting President of the Council of the Balkan Entente, permitted the two Ministers to note their common attachment to the unity, independence and the policy of peace of the Balkan Entente.

The two Ministers see in this Entente an instrument of brotherly union and of solid action among the neighboring peoples, indispensable to order in the Balkans and more and more necessary to European peace.

Enclosure No. 2 to Despatch
No. 945 of June 22, 1939 from
American Legation at Bucharest,
Rumania.

OFFICIAL COMMUNIQUÉ ISSUED AT CLOSE OF FOREIGN MINISTER GAFENCU'S VISIT TO ATHENS, JUNE 18, 1939.

(Translation from Timpul, June 20, 1939)

During his stay in Athens on June 15 and 16, Mr. Grigore Gafencu, Rumanian Minister of Foreign Affairs, had a number of conversations with Mr. Metaxas, Greek President of the Council and Minister of Foreign Affairs.

On June 16, His Majesty King George was so good as to receive Mr. Gafencu in audience and to retain him for lunch.

The conversations which took place between Mr. Metaxas and Mr. Gafencu gave proof once more of a complete accord in regard to all problems which interest Rumania and Greece directly.

In his quality as Acting President of the Balkan Entente, Mr. Gafencu informed President Metaxas of the conversations which he had had during the past month with Cincar Marcovic, Yugoslav Minister of Foreign Affairs. The Rumanian Minister also informed the President of the Council of the conversations which he had had in the last few days with Mr. Sukru Saracioglu, Turkish Minister of Foreign Affairs, and also regarding the very satisfactory results of his official visit to Ankara.

President Metaxas has been very happy to note that the guiding principles of the Balkan Entente, which are independence, unity and a determined pacific policy, have received a new consecration, which will further strengthen the confidence and tighten the relations among the four friendly and allied States.

In translation

Enclosure No. 3 to Despatch No. 945 of June 22, 1939 from American Legation at Bucharest, Rumania.

PRESS COMMENT REGARDING FOREIGN MINISTER GAFENCU'S VISIT TO ANKARA AND ATHENS

SEMNALUL (democratic), June 15, 1939.

.....What does that categoric declaration of Mr. Gafencu signify----"the duty of the two nations to stand guard over the defense of the freedom of the Straits and of the Lower Danube"?

It signifies that Rumania and Turkey are determined to coordinate their external action to assure peace in the southeastern region, to preserve their rights over the Dardanelles and the Lower Danube. Evidently, such a decision must be made known to all the powers interested in the status quo of the Balkan region.

Among those powers, Yugoslavia and Greece are the most directly interested, by their geographic position as well as by their ties with Rumania and Turkey as members of the Balkan Entente. That is the reason for the exceptional importance which Belgrade attributes to the decisions at Ankara and to the special interest with which Athens pursues the discussions there. Which proves, moreover, that the ties among the Balkan States are not an illusion and that the Entente reserves for itself a decisive role in the resolution of so many special local as well as general European problems, in w hich the four states, united, may have a word to say, the importance of which depends on the indestructible solidarity of which they have given proof.....

UNIVERSUL (nationalistic, anti-Semitic), June 15, 1939.

The Spirit of Gafencu's Visit.

.....Determined to realize its mission of equilibrium and peace, the Balkan Entente does not exclude a single Balkan people. It defends interests of a general order and strives to entertain good relations with all powers within the limits of its dignity and the respect of its independence. In this manner it can and must fulfill its superior international function of maintaining equilibrium and peace in the Balkans.

TIMPUL (democratic), June 15, 1939.

.....Before his departure from Turkey to Athens, Mr. Grigore Gafencu delivered an address over the radio in which he synthetized the significance of his trip and the present aims of the alliance which binds the four nations:

"In a united brotherhood we shall serve with intelligence and courage the cause of the Balkan Entente,

instrument

instrument of union and collaboration among friendly and neighbor peoples, as well as the great cause of rapprochement among all peoples with good will, in other words the cause of general peace."

The feelings of the entire Rumanian nation are expressed in these words of the Rumanian Minister for Foreign Affairs, the bearer of the message of peace and friendship of Rumania to the friendly peoples of the Balkans.

LE MOMENT (democratic, in French), June 18, 1939.

.....The statesmen who, at the present time at Bucharest, Athens, Ankara and Belgrade, direct the foreign policy of their respective countries, all look upon the future with confidence and optimism. Their optimism is based on the conviction that no one, in any great capital of Europe, can fail to bear in mind the fact that the sincere and solidary aim of the States of the Balkan Entente to pursue a policy of loyal collaboration with all countries is associated with the firm and unshakable will to safeguard, at no matter what price, the independence, liberty and national sovereignty of each of them.

CROSS-REFERENCE FILE

NOTE

SUBJECT

Foreign policy of Rumania; Report on -. Boundaries. Diplomatic activities tied to Little Entente and Balkan Entente. Sympathy and policies with western Democracies, England and France.

771.00/75

For the original paper from which reference is taken

See #1026
(Despatch, telegram, instruction, letter, etc.)

Dated August 10, 1939 From / To Rumania (Hibbard)

File No. [illegible] 871.00/698

771.00

U. S. GOVERNMENT PRINTING OFFICE 1—1540

Shown to MID

19377

RDC EO

LWH AE

EP

TELEGRAM RECEIVED

FROM

FSM
This telegram must be closely paraphrased before being communicated to anyone. (Br.)

Bucharest

Dated November 30, 1939

Rec'd 9 p. m.

764.00/104 771.00/76

Secretary of State,

Washington.

411, November 30, 8 p. m.

Foreign Minister Gafencu speaking before Parliamentary Commission for Foreign Affairs yesterday stated that Rumanian foreign policy, always under the King's inspiration and guidance, remains unchanged and that with the outbreak of war and ensuing events notably the flight into Rumania of the Polish Government and the extension of the Rumanian-Russian frontier by Russia's occupation of eastern Poland, this country had had to assume an attitude of the most strict neutrality coupled with preparedness for the defense of the frontiers.

The main points of interest were:

With reference to Russia Rumania desires to maintain peaceful relations with all neighbors and is particularly interested in the continuation of good relations between Russia and Turkey, which relations "have not suffered from the temporary interruption of negotiations". With reference to the German-Russian pact Rumania desires to avoid either

provoking

provoking a conflict or becoming an obstacle to understanding between the two great powers.

Italy can exercise great and beneficial influence also in the east.

The Bulgarian stand for peace and neutrality is gratifying and Rumania seeks friendly collaboration with that country.

Recent increased collaboration with Hungary has been achieved including mutual reduction frontier forces, thanks to Yugoslav help. While Rumania was all the more surprised that Count Csaky should choose at this juncture to speak of "disinfecting" the atmosphere (my telegram No. 404, November 25, 6 p. m.) the speaker would abstain from facile but useless polemics. Rumania does not believe that the Treaty of Trianon was unjust and "monstrous"; rather that justice was done and "this natural order of things cannot be changed". Minority groups, as the leaders of the groups themselves can testify, could constitute ties rather than obstacles between the two countries were they not incited from without. Rumania hopes Hungary will render justice to this country as she has already done in the case of Yugoslavia.

764.71/167

The speech brings no new orientation and appears to have been very well received by both the Parliament and

the

the press. In Parliament there was great enthusiasm over the references to Turkey but none over those to Russia. The references to Hungary, which were vigorously applauded, though without offense, slightly ironical and imbued with a sense of humor, are suave and should tend not to encourage prolonged polemics but to appease and point the way to the composition of differences.

GUNTHER

DDM

LEGATION OF THE
UNITED STATES OF AMERICA

No. 1157. Bucharest, December 7, 1939.

Subject: Statement on Foreign Policy by Foreign Minister Gafencu.

DEPARTMENT OF STATE
JAN 6 1940
DIVISION OF
NEAR EASTERN AFFAIRS

DIVISION OF
EUROPEAN AFFAIRS
JAN 4 1940
DEPARTMENT OF STATE

RECEIVED
DEPARTMENT OF STATE
1940 JAN 3 AM 11 24
DIVISION OF

771.00/77

The Honorable

The Secretary of State,

Washington.

Sir:

771.00/76

I have the honor to refer to my telegram No. 411 of November 30, 7 p.m., reporting a statement on Rumanian foreign policy made on November 29th last by Foreign Minister Grigore Gafencu before the Foreign Affairs Commissions of the Chamber and the Senate.

The salient features of the Foreign Minister's statement having been delineated in my telegram just cited, they need not be repeated here. I am enclosing herewith, however, an office summary of the statement 1/ and the full text thereof as it appeared in the French language in LE MOMENT of December 1, 1939, as of 2/

possible

GRR

possible use in a more leisurely examination of Rumania's position in international affairs at the present time.

Respectfully yours,

For the Minister:

Frederick P. Hibbard

Frederick P. Hibbard,
Secretary of Legation.

Enclosures:

1. Summary of Foreign Minister's statement;
2. Text of statement, taken from LE MOMENT (in duplicate).

802.1

t.

CKH/EMS

Enclosure No. 1 to Despatch No.1157
of Dec. 7, 1939 from the American
Legation, Bucharest.

SUMMARY OF STATEMENT ON FOREIGN AFFAIRS
BY FOREIGN MINISTER GAFENCU
BEFORE THE PARLIAMENTARY COMMISSION ON FOREIGN AFFAIRS

Mr. Gafencu opened his exposé by referring to his address in the Chamber on June 9 in which he clarified the peaceful aims of Rumania and pointed out that a country which does not covet the possessions of another but which defends its own with determination is a guarantee of security for itself and others.

He said that Rumania accepts every collaboration looking to an improvement of the political and economic situation and seeks, realizing its powers and aims, to avoid any collaboration with an aggressive or exclusivist spirit in order to preserve what is just and to keep its independence intact.

He referred to the economic accord made with Germany last spring; to the friendly guarantees offered Rumania by France and England, which helped Rumania to continue its efforts to establish relations of confidence with its neighbors. When the war broke Rumania had merely to stress its situation as previously stated: a peaceful attitude and continuation of efforts for a détente with its neighbors.

He pointed out, that, at a Royal Council on the 6th of September two days after war broke out, his foreign policy and the military measures taken for the defense of the frontiers had been approved, and the Councilors recommended the strict observation in the present conflict of the rules of neutrality established by international conventions as regards belligerents.

On the 17th of September, he said, Rumania had received information from the Polish Government that it wished to take shelter in Rumania and that night the Polish President, the Marshal of the Army, and the members of the Polish Government entered Rumania. On the same day the Soviet Government informed Rumania that Russia would take possession of the Western Ukraine and Bielo. In view of these facts Rumania felt that it was better to continue its strict neutrality and to defends its frontiers for the security of the country, and it was felt a duty on the one hand to receive the Poles, military and civil, and to apply toward the military refugees the rules required by Rumania's engagements as a neutral.

On the other hand, to clarify Rumania's relations with the Soviets, he pointed out that in reply to Russia's declaration of neutrality Rumania brought to the Soviet Government's attention the communiqué of September 18 which expressed, on the basis of a policy of neutrality,

its

its desire to preserve peaceful and good relations with all neighbors, recalling that this desire was expressed in the Briand-Kellogg Pact when Rumania asked that it be stated in the preamble that the act was made to strengthen the existing peace between the signatories. And since then, he added, more precise acts have been signed defining their engagements of security.

Mr. Gafencu further showed that Rumania's policy was to avoid any ideologic tendencies which might be suspected as being directed against any of its neighbors, that it was contrary to the principle, outlined in the speech of June 9, not to support a great neighboring power against another so as not to make it the cause of a conflict among these powers at or within Rumania's frontiers. This principle, he repeated, is favorable to Rumania's interests, to its neighbors and to the general policy: a strong and independent Rumania being for the surrounding states a guarantee of security The pact concluded between Moscow and Germany justifies this principle.

Rumania is convinced, as far as its neighbors on the east are concerned, that there is no enmity among the peoples meeting at the Dniester or the Black Sea, to the same extent that it believes in the harmony of the peaceful policy affirmed by the Soviet Republic and the policy of independence which the Rumanian state pursues. Having these thoughts in mind, Rumania closely followed the negotiations between the U.S.S.R. and Turkey, realizing the significance which good relations between these two countries might have on the improvement of relations in the Balkans and in the Black Sea area and Rumania is satisfied that these relations did not suffer following the "temporary interruption" of negotiations.

Mr. Gafencu attempted to show how closely bound up is Rumania's policy of independence and its peaceful aims with the policy of the allied States of the Balkan Entente, and he reviewed Yugoslavia's attempts at consolidation, Turkey's desire for peace, the friendship developed between Greece and Italy, Italy's influence in the East in its historic mission to preserve the idea of European order, Bulgaria's declaration of neutrality and Rumania's desire for collaboration with the last-named country.

He also reviewed Rumania's relations with Hungary: the offer Rumania made for a pact of non-aggression, as a reply to Hungary's concern over Rumania's measures of defense at Hungary's frontier and in order to show Rumania's will to preserve peace in the Danubian Basin; the later withdrawal of troops from the frontier as a result of the intervention of Yugoslavia; Hungary's good will in ratifying the convention with regard to the Gojdu Foundation. Rumania, however, was surprised over the recent speech of the Hungarian Foreign Minister, particularly his use of the phrase "disinfecting the atmosphere" when speaking of an attempt to improve

the

the relations between the two countries. Mr. Gafencu added that as far as he was concerned he would not make use of words which might irritate or facts which might widen the relations between the two countries.

Regarding the problems in the Danubian Basin he said that Rumania did not believe that the Trianon treaty is unjust and monstrous. This treaty, he said, replaced a state composed of minorities and in which the dominating state also was a minority, with national states----among which was also Hungary, which retained, unavoidably, some minorities. It was a healthy and natural fact and justice was done, he felt. The states, he added, which were thus made larger on the basis of national consolidation are today vital, powerfully consolidated and fulfill a mission of order and peace. Rumania is satisfied that Hungary has also recognized this truth as far as Yugoslavia is concerned. Tomorrow, who knows, he said, Hungary will also recognize this truth for Rumania. However, this natural order, he insisted, can no longer be changed.

Gafencu admits that as a result of the Trianon Treaty there remain wounds which must be treated, but not, however, by reviving certain ancient formulas, not by the destruction of the principle of nationalities and of national states, but by friendly collaboration and recognition of their national independence. In such a collaboration, which Rumania desires and which demands good will, active sympathy and understanding, he feels that the minorities, instead of being an obstacle or a cause of hatred, can and should be a binding tie.

Mr. Gafencu repeated that the minorities in Rumania have every consideration and good treatment equal to those of the natives.

Rumania, he said, is ready to establish with its neighbors closer relations in the same degree that it is determined to affirm its rights peacefully and with firmness.

Speaking of neutrality and the duties which it involves, he said that it signifies control and reserve, demanding permanent concern not to aggravate, by attitude or facts, the conflict, and it also demands impartiality in judgment and action. Neutrality, he said further, does not signify indifference over what is happening and which might influence Rumania's position. Neither does it signify renunciation of faith in the justice of the Rumanian cause, which Rumania has affirmed and will continue to affirm when peace comes. It does not signify abdication of the national aim, which must be fulfilled. Rumania must therefore preserve its powers of vigilance, defense and moral resistance. That is why Rumania is forced to ask, over so many months, a continuous preparation and tireless watch. Rumania's good will is based on the consciousness of her strength.

Mr.

Mr. Gafencu is confident of a just and sound organization of peoples in which large and small states can satisfy their needs of life and in which all peoples, small and great, can develop freely within their national frontiers. He also persists in the faith of the benefits of an early peace.

His Majesty King Carol, he said, the most authorized interpreter of the faiths and feelings of his people, supported in a manly way and warmly the steps taken for peace by the Sovereigns of Holland and Belgium. It was not an accidental gesture, but a permanent attitude. By this fact Rumania has strengthened its policy of peace.

He pointed out that the policy of Rumania which he had outlined is not the task of a Minister or of a Government; that all the governments embraced it; that the Royal Councilors approved it; that it bears the seal of the President of the Council, as well as the seals of Constantin Argetoianu and Armand Calinescu. Rumania, he added, is indebted to the King, above all, for his guidance. When Rumania's rights are defended, they are defended by all with the same thought. When Rumania speaks of peace, it is expressed by all with the same concern and will.

Mr. Gafencu concluded that it is the instinctive national policy which is again being expressed and that through the wars and the sufferings of the past and the trying present times Rumania is marching on to a future which she looks forward to peacefully, with manhood and with every confidence.

DEC 1 - 1939

Devant les commissions des Affaires Etrangères de la Chambre et du Sénat

DEC 1 - 1939

M. Grégoire Gafenco a fait hier un grand exposé sur la politique extérieure de la Roumanie

„Cette politique n'est pas l'oeuvre d'un ministre ou d'un gouvernement Elle est la politique de l'instinct national et porte l'aval de tous les gouvernements de Sa Majesté".

ASPECTS

A 17 h. 30 précises (l'exactitude est devenue la politesse des postes de radio-émission, — et on sait que l'exposé de M. Gafenco a été hier radiodiffusé), M. Victor Antonesco, ancien ministre des affaires étrangères et président de la commission des affaires étrangères du Sénat gagne le fauteuil présidentiel et donne la parole à M. Grégoire Gafenco.

Au banc ministériel se trouvent presque tous les membres du gouvernement, M. Georges Tataresco, en tête. Au banc des conseillers royaux: MM.: Iorga, Vaida-Voevod, Argetoiano et G. G. Mironesco. Dans la tribune diplomatique les représentants de presque toutes les Ambassades et Légations. L'enceinte est comble.

Le discours de M. Gafenco dure exactement une demi-heure, y compris la durée des longs applaudissements qui ont fait le trait d'union entre un chapitre et l'autre du bel exposé.

En regagnant son banc, le ministre est vivement félicité par ses collègues, en même temps que de la tribune, M. Victor Antonesco lui adresse des félicitations au nom des commissions réunies de la Chambre et du Sénat.

La sonnette carillonne et la séance est levée dans une atmosphère de claironnante unanimité.

Monsieur le Président,
Messieurs les Sénateurs,
Messieurs les Députés,

Dans l'allocution que j'ai eu l'honneur de tenir à la Chambre des Députés le 9 Juin, il m'a été donné de préciser les buts pacifiques de notre politique étrangère. J'ai montré, alors, qu'un peuple qui ne tend pas à s'emparer des biens d'autrui mais qui est décidé à défendre les siens propres, demeure une garantie de sécurité pour lui-même ainsi que pour les autres peuples.

Nous examinerons aujourd'hui, avec toute la mesure que nous imposent les circonstances mais aussi, avec toute la sincérité qui doit nous animer tous, la situation de notre pays au milieu des remous de la politique internationale, et cela trois mois après le déclenchement de la guerre européenne.

Nous sommes entrés la conscience tranquille, dans ces temps troublés dont nous eussions voulu épargner à d'autres les conséquences tragiques.

Nous sommes prêts à faire notre devoir envers le pays. Notre armée, dénuée de tout esprit d'agression, veille aux frontières.

Nous n'avons écarté aucune des collaborations qui nous ont été offertes pour le renforcement de la situation politique et économique dans notre région. Sans nous abuser sur nos propres forces, mais sans davantage oublier la mission que nous avons à remplir, nous nous sommes efforcés de garder ces collaborations de tout esprit d'agression ou d'exclusivité et nous nous sommes appliqués à toujours observer un juste équilibre propice aussi bien à l'accomplissement de nos devoirs en dehors de nos frontières qu'au maintien intégral de notre indépendance.

L'ACCORD ÉCONOMIQUE AVEC LE REICH

Vous connaissez les liens économiques, récemment noués avec des Etats dont nous rapprochent d'importants intérêts complémentaires. Je pense en particulier, à l'accord économique conclu avec l'Allemagne au printemps dernier. Ces liens se sont montrés dans des circonstances difficiles, non seulement de bons moyens d'échange, mais encore de véritables instruments de paix.

LES GARANTIES DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE

Vous connaissez également les garanties et généraux. Ces garanties nous

GIE SUB NOTRE TERRITOIRE, ONT ENGAGE LA ROUMANIE A OBSERVER PLUS AVANT L'ATTITUDE DE STRICTE NEUTRALLTE ADOPTEE ENVERS LES BELLIGERANTS. LE GOUVERNEMENT CONTINUERA A VEILLER, EN TOUT PATRIOTISME, A LA SURETE ET A LA DEFENSE DES FRONTIERES DU PAYS".

Nous nous trouvions, du même coup, en face d'une double obligation:

Il importait d'une part, d'accueillir les Polonais, civils ou militaires, officiels ou simples particuliers, qui cherchaient un refuge chez nous, avec toute la sympathie due à un peuple voisin, lié à notre peuple et de nouvau éprouvé de lourdes souffrances. Le peuple roumain a su remplir ce devoir avec humanité et une chaleureuse amitié. En ce qui concerne notre Gouvernement, il se devait d'appliquer aux réfugiés militaires, les règles que lui imposait sa position même de neutre.

LES RELATIONS ENTRE LA ROUMANIE ET L'U.R.S.S.

Nous avions d'autre part à éclaircir nos rapports avec l'Union Soviétique dont les troupes venaient d'occuper toute notre frontière nord depuis le Dniester jusqu'aux Carpathes. En réponse à la déclaration russe de neutralité, je portais à la connaissance du Gouvernement de l'U. R. S. S., notre communiqué du 18 Septembre, et insistais sur notre désir de maintenir, sur la base d'une politique de neutralité, de bons et pacifiques rapports avec tous nos voisins.

Ce désir, en ce qui concerne la Russie Soviétique, vous est particulièrement connu. Dix ans ont passé depuis la signature à Moscou, du Protocole qui mettait en vigueur, par anticipation, le pacte Briand-Kellog.

Nous nous rappelons avec quelle satisfaction fut accueillie chez nous la nouvelle que, sur notre demande, une formule figurant dans le préambule du Protocole, affirmait que cet acte avait pour but de **„renforcer la paix existante entre les Etats signataires".**

Depuis lors, nos rapports avec les Soviets s'étant précisés davantage, des pactes ont été conclus qui sont venus définir certains engagements touchant notre sécurité réciproque.

Mais plus encore que ces pactes, notre action politique répondant à l'attitude pacifique observée à notre égard par la Russie, a démontré notre ferme volonté d'éviter toute tendance idéologique ou politique dont on pourrait soupçonner qu'elle ne soit dirigée contre nos voisins. Nos efforts pour faire de notre indépendance appuyée sur

J'ai même ajouté alors : **Ce, principe est et demeure utile à nos intérêts, à ceux de nos voisins et surtout à la politique générale. UNE ROUMANIE PUISSANTE ET INDÉPENDANTE EST POUR LES ETATS QUI NOUS ENTOURENT UN GAGE DE SÉCURITÉ".**

(Applaudissements).

Le pacte conclu, depuis lors, à Moscou entre l'U. R. S. S. et l'Allemagne est venu donner à ce principe une nouvelle justification Car entre deux grandes puissances, il n'y a pas seulement une possibilité de conflit, mais aussi une possibilité d'entente. Et nous nous gardons de provoquer des conflits de même que nous nous gardons d'être un obstacle dans la voie des ententes.

Ce que nous poursuivons fermement c'est l'accomplissement des destins de notre pays, dans cette région où nous avons été placés et à laquelle nous attachent, depuis des siècles, de longs efforts et de nombreuses luttes. Ce destin nous entendons le poursuivre, en bonne entente avec les peuples voisins qui travaillent, de leurs côtés, à la même tâche. Nous pensons qu'en ce qui concerne nos voisins de l'Est, en quelque endroit que se rencontrent nos destins, sur le Dniester ou en Mer Noire, ils ne se heurtent point, de même que nous sommes convaincus de la conformité qui existe entre la politique de paix affirmée par la République des Soviets et la politique d'indépendance poursuivie par l'Etat roumain.

C'est guidés par cette pensée que nous avons suivi les négocia-

Il y a trois mois, le 24 août, l'Etat voisin nous a fait part des craintes qu'avaient fait naître chez lui les mesures légitimes de défense que nous avons prises en ces temps troublés, à nos frontières. Nous avons répondu par une offre précise de conclure un pacte de non-agression.

Cette offre exprimait, quelques jours seulement avant le commencement de la guerre germano-polonaise, notre volonté de servir et de maintenir la paix dans tout le Bassin Danubien. Bien que n'ayant pas reçu la réponse souhaitée, nous avons recherché, en toute bienveillance, une formule propre à ménager un accord sur la base même des principes arrêtés l'an dernier à Bled. Les résultats obtenus par cette politique ont été en partie satisfaisants.

Nous avons pu ainsi conclure quelques accords techniques pour la réglementation du trafic et des communications à nos frontières. Nous avons réussi, grâce au concours amical du Gouvernement Yougoslave, à décongestionner, à cette même frontière, les troupes de défense qui étaient massées face à face. Parmi d'autres preuves de bonne volonté, dont beaucoup témoignées par nous, je tiens à signaler le geste du Gouvernement hongrois qui a bien voulu présenter, au Parlement de Budapest, aux fins de ratification, le convention de la fondation Gojdu.

LA RÉPONSE ROUMAINE AU COMTE CZAKY

Notre surprise devant un nouveau discours au Ministre des Affaires Etrangères hongrois, n'en est que plus justifiée. Il est certains mots qui ne produisent aucun effet sur notre tempérament latin, lequel est doué de bon sens et du sens de la mesure; (Applaudissements tumultueux sur tous les bancs) **Ils peuvent nous surprendre ou nous égayer mais ils ne nous effrayent jamais.** (Appl. frénétiques). **Tous ceux qui sont desireux d'établir de bons rapports entre la Roumanie et la Hongrie, et en premier lieu les dirigeants mêmes des minorités, en entrevoyant des signes de détente forment ce voeu: pourvu que le comte Csaky ne s'avise plus a „désinfecter" l'atmosphère!**

En ce qui me concerne, je m'abstiendrai cette fois encore de polémiques faciles mais inutiles, persuadé que le rapprochement naturel de deux peuples placés dans le même espace et en face de problèmes semblables, ne doit pas être contrecarré, ni par des mots qui irritent, ni par des faits qui

L'ORDRE NATUREL DES CHOSES NE SAURAIT PLUS ÊTRE CHANGÉ

Quoi qu'il en soit, on ne saurait plus changer cet ordre naturel des choses. (Acclamation). **Il est vrai que le traité de Trianon a laissé des blessures qui doivent et peuvent par la destruction du principe des nationalités et des Etats nationaux, mais bien par une collaboration amicale entre ces Etats, qui, par dessus les mécontentes ou**

LE TRAITÉ DE TRIANON

Je me bornerai à préciser à nouveau et brièvement notre point de vue sur les problèmes du Bassin Danubien. Nous ne croyons pas que le traité de Trianon soit injuste et „monstrueux". Ce traité a remplacé un état composé de minorités et d'une nation dominante, minoritaire elle-même, par des Etats nationaux, dont la Hongrie, qui ont gardé dans leurs frontières — il ne pouvait pas en être autrement — certaines minorités. Ce traité a été un acte à la fois sain et naturel: justice a été faite. Les Etats qui ont ainsi grandi, sur la base même de leur unité nationale, sont aujourd'hui pleins de vie, puissamment consolidés et remplissent dans le monde une mission d'ordre et de paix. Nous prenons acte avec satisfaction que la Hongrie ait déjà reconnu cette vérité en ce qui concerne notre amie, la Yougoslavie. Demain, peut-être, qui sait? Elle nous rendra également justice.

ment de la guerre européenne.
Nous sommes entrés la conscien-

L'ACCORD ÉCONOMIQUE AVEC LE REICH

Vous connaissez les liens économiques, récemment noués avec des Etats dont nous rapprochent d'importants intérêts complémentaires. Je pense en particulier, à l'accord économique conclu avec l'Allemagne au printemps dernier. Ces liens se sont montrés dans des circonstances difficiles, non seulement de bons moyens d'échange, mais encore de véritables instruments de paix.

LES GARANTIES DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE

Vous connaissez également les garanties amicales qui nous ont été données par la France et par l'Angleterre — garanties formulées, comme il nous plait de le rappeler — en termes pré-

UN HISTORIQUE DE L'ATTITUDE ADOPTÉE PAR LA ROUMANIE DÈS LE DÉCLENCHEMENT DE LA GUERRE

Quand le conflit a éclaté, il nous a suffi de préciser une situation déjà éclaircie en elle-même. Le communiqué du Conseil des Ministres du 4 Septembre montre que la Roumanie „garde la même attitude pacifique que celle observée jusqu'alors et qu'elle entend poursuivre la politique de détente déjà entreprise à l'égard de ses voisins".

Deux jours plus tard, le 6 septembre, Sa Majesté le Roi convoque au Palais de Cotroceni les Conseillers Royaux, le Premier Ministre et le Ministre des Affaires Etrangères. Celui-ci après avoir exposé la politique du Gouvernement et montré „QUE LES BONS RAPPORTS ENTRETENUS AVEC TOUTES LES PUISSANCES NE COMPORTENT AUCUN ENGAGEMENT QUI NOUS OBLIGE A PARTICIPER AU CONFLIT" et que „LE MAINTIEN D'UNE ATTITUDE PACIFIQUE EST PLEINEMENT JUSTIFIE PAR LA NECESSITE DE PRESERVER LE BASSIN DANUBIEN ET LES BALKANS DE LA GUERRE" a conclu, en soulignant, que la politique observée jusqu'à ce jour „NOUS DEMANDE DE POURSUIVRE PLUS AVANT L'OBSERVANCE DES REGLES DE NON INTERVENTION ET DE NEUTRALITE EN TANT QUE LE CONFLIT N'ATTEINT PAS NOS INTERETS, NOTRE INDEPENDANCE, NOTRE INTEGRITE, ETANT BIEN ENTENDU QUE NOUS RESPECTERONS DE MEME LES ENGAGEMENTS OU LIENS EXISTANTS".

Le Premier Ministre, dans un discours concis et clair à sa manière, a montrée les soins prévoyants qu'il porte à notre armée et à notre action diplomatique. C'est la dernière allocution politique importante que devait prononcer Armand Calinesco

qu'Armand Calinesco a apporté à à notre politique étrangère, par la clarté de son esprit, son fervent amour du pays et sa volonté de fer, (L'Assemblée garde un moment de silence à la mémoire de l'ancien président du Conseil). Les conseillers royaux ayant ensuite exprimé leur opinion, le communiqué suivant a été ensuite approuvé:

„LE CONSEIL APPROUVE A L'UNANIMITE L'ACTION DIPLOMATIQUE ENTREPRISE ET LES MESURES MILITAIRES ARRETEES POUR LA DEFENSE DES FRONTIERES ET DECIDE D'OBSERVER STRICTEMENT LES REGLES DE NEUTRALITE ETABLIES PAR LES CONVENTIONS INTERNATIONALES".

Le 17 Septembre, une situation nouvelle était créée. Le gouvernement polonais nous fit savoir qu'il souhaitait se réfugier en Roumanie. Dans la soirée du même jour, le Président de la République, le Maréchal commandant suprême de l'armée et tous les membres du Gouvernement polonais entraient en territoire roumain.

Toujours le 17 Septembre, le Gouvernement Soviétique nous faisait savoir que „ETANT DONNE QUE L'ETAT POLONAIS ET SON GOUVERNEMENT AVAIENT CESSE D'EXISTER EN FAIT", le Commandement suprême de l'armée rouge avait donné l'ordre à ses troupes de passer la frontière et de prendre sous leur protection, la vie et les biens des populations de l'Ukraine-ouest et de la Biélo-Russie d'ouest".

A l'issue de ces événements qui se produisirent simultanément, notre Gouvernement publia le communiqué suivant: „LES CONDITIONS SPECIALES DANS LESQUELLES SE SONT DEROULES LES EVENEMENTS DE POLOGNE, LE 17

frontières qu'au maintien intégral de notre indépendance.

les Soviets [illegible] tage, des pactes ont été conclus qui sont venus définir certains engagements touchant notre sécurité réciproque.

Mais plus encore que ces pactes, notre action politique répondant à l'attitude pacifique observée à notre égard par la Russie, a démontré notre ferme volonté d'éviter toute tendance idéologique ou politique dont on pourrait soupçonner qu'elle ne soit dirigée contre nos voisins. Nos efforts pour faire de notre indépendance appuyée sur une politique pleinement équilibrée, un élément de sécurité pour tous nos voisins, est conforme aux principes que je me suis permis de vous rappeler dans mon discours du 9 Juin, à savoir :

„Ne s'appuyer sur aucune grande puissance voisine contre une autre grande puissance, afin d'éviter toute cause de conflit entre ces deux puissances, soit à notre frontière, soit sur notre territoire.

LES RAPPORTS AVEC LES ETATS ALLIÉS DE L'ENTENTE BALK[illegible]IQUE

Messieurs les Sénateurs,
Messieurs les Députés,

En ces jours troubles, nous pouvons apprécier combien notre politique d'indépendance et à fins pacifiques, demeure étroitement liée à celle des Etats alliés de l'Entente Balkanique. Nous suivons avec sympathie et compréhension les efforts efficaces de l'Etat yougoslave pour consolider la situation intérieure de ce pays et améliorer ses rapports avec les Etats voisins, tout en gardant agissants et forts, les liens qui l'unissent à nous ainsi qu'à nos amis balkaniques.

LA TURQUIE

Nous voyons dans l'action de la Turquie, — dont la parfaite loyauté lui a gagné depuis longtemps notre entière et profonde confiance, — le souci constant pour la sécurité des pays et des mers qui l'avoisinent et la volonté d'empêcher que la guerre ne vienne s'étendre à ces régions. (Vifs applaudissements, longuement répétés).

LA GRÈCE

La Grèce à son tour, sous un Gouvernement sage et prévoyant a

à la même tâche. Nous pensons qu'en ce qui concerne nos voisins de l'Est, en quelque endroit que se rencontrent nos destins, sur le Dniester ou en Mer Noire, ils ne se heurtent point, de même que nous sommes convaincus de la conformité qui existe entre la politique de paix affirmée par la République des Soviets et la politique d'indépendance poursuivie par l'Etat roumain.

C'est guidés par cette pensée que nous avons suivi les négociations entreprises récemment entre l'U. R. S. S. et la Turquie. Nous nous rendons compte de l'importance que peuvent avoir de bons rapports entre la Turquie et les Soviets pour le renforcement de la situation dans les Balkans et à la Mer Noire. Et nous sommes satisfaits de constater que ces rapports n'ont pas eu à souffrir de l'interruption temporaire des négociations.

dressé devant les menaces d'une guerre éventuelle, sa déclaration d'amitié avec l'Italie. Le fait que l'Italie ait manifesté par cette voie l'intérêt qu'elle porte naturellement à la paix balkanique, a eu chez nous, comme dans les autres capitales amies, le plus vif retentissement.

L'ITALIE

La mission historique de l'Italie de sauvegarder, au milieu des conjonctures présentes, l'idée de l'ordre européen, préservé des effets destructifs de la guerre, peut avoir aussi à l'Est une grande et bienfaisante influence.

LA BULGARIE

Nous avons pris connaissance avec satisfaction de la déclaration par laquelle la Bulgarie a fait connaître à ses voisins, sa volonté de paix et de neutralité. Nous sommes convaincus qu'après des malentendus qui n'ont que trop duré, la Bulgarie peut trouver, dans une politique d'entente avec ses voisins, la possibilité de rentorcer sa position et de s'assurer un heureux développement. En ce qui nous concerne, nous n'avons jamais cessé d'exprimer notre désir d'une collaboration amicale.

NOTRE ATTITUDE À L'ÉGARD DE LA HONGRIE

[illegible] claire

suadé que le rapprochement naturel de deux peuples placés dans le même espace et en face de problèmes semblables, ne doit pas être contrecarré, ni par des mots qui irritent, ni par des faits qui

L'ORDRE NATUREL DES CHOSES NE SAURAIT PLUS ÊTRE CHANGÉ

Quoi qu'il en soit, on ne saurait plus changer cet ordre naturel des choses. (Acclamation). **Il est vrai que le traité de Trianon a laissé des blessures qui doivent et peuvent être guerries. Mais cela non pas en ressuscitant des formules périmées, sources de souffrances qui n'ont pas encore été oubliées,**

ni par la destruction du principe des nationalités et des Etats nationaux, mais bien par une collaboration amicale entre ces Etats, qui, par dessus les mésententes ou les ressentiments passagers, poursuivent le but commun d'affirmer leur individualité et leur indépendance nationales.

LE RÔLE DES MINORITÉS

Dans une semblable collaboration que nous souhaitons et qui exige de la bonne volonté, une sympathie active et la compréhension des temps nouveaux, les minorités, loin d'être un obstacle ou un motif de griefs continuels, peuvent et doivent jouer leur vrai rôle pacifique, celui de servir de trait d'union. Et elles s'acquitteront pleinement de ce rôle, si elles ne sont pas gênées dans leur action, ni excitées du dehors. Elles renforceront ainsi dans la même mesure, l'Etat auquel elles appartiennent et les liens naturels qui unissent les peuples. Tel est le sens que nous donnons au problème des minorités et telle est la voie dans laquelle nous cherchons sa solution.

La plupart des minoritaires sont attachés à la terre de ce pays, terre qui leur appartient aussi, comme jamais elle ne leur a appartenu dans le passé et comme elle ne leur appartiendrait pas dans tous les pays voisins. En vérité, les paysans de toutes langues et de toutes croyances, partagent avec les paysans roumains, les bienfaits d'une large et juste répartition de la terre. Notre désir est que tous les minoritaires, aussi bien ceux des villes, que ceux des villages, puissent également bénéficier d'un traitement juste. Aussi, en étudiant avec attention les intérêts culturels, sociaux, économiques et politiques qui nous sont signalés, nous nous efforçons de renforcer dans le cadre même de l'Etat, des lois et des principes humanitaires, — les droits des minoritaires en ce qui concerne leur langue, leur religion et leur culture. Ceux qui savent à quel point sont sincères ces efforts auxquels le Gouvernement entend associer toutes les autorités administratives, ceux qui connaissent les résultats positifs déjà obtenus et les efforts déployés pour parfaire ces résultats, ceux qui savent dans quelle mesure la confiance des minorités a déjà été gagnée, ceux-là ne sauraient douter du succès d'une pareille politique.

C'est pour dissiper d'autres doutes qui ne trouvent pas tous leurs sources dans le désir de hâter le règlement définitif des problèmes minoritaires, que nous avons tenu à préciser une fois de plus une action que nous considérons tout aussi naturelle et nécessaire que l'ordre historique dont elle découle.

LA NEUTRALITÉ ROUMAINE

Nous ne terminerons pas ces propos sur les rapports qui nous lient avec nos voisins sans affirmer que nous restons prêts à entrer en contact avec tous ceux qui entendent veiller en parfait accord, aux intérêts et devoirs qui incombent aux pays neutres.

Ceci nous amène à parler de la neutralité et des devoirs que celle-ci comporte. Neutralité signifie mesure et réserve. Elle exige des soins permanents afin d'éviter, par des attitudes ou des faits, l'aggra-

prenons acte avec satisfaction que la Hongrie ait déjà reconnu cette vérité en ce qui concerne notre amie, la Yougoslavie. Demain, peut-être, qui sait? Elle nous rendra également justice.

une impartialité de jugement et d'action. Neutralité ne signifié pas indifférence devant les évènements qui peuvent avoir, à tout instant, une influence, sur notre propre existence. Etre neutre ne signifie pas renoncer à la foi que nous mettons dans la justice de notre cause, justice que nous affirmons dans ces journées orageuses comme nous l'affirmerons au jour de la paix. Cela ne signifie pas l'abdication à la mission nationale que

LE DERNIER MOMENT

CALME COMPLET SUR LE FRONT TERRESTRE

2 patrouilles françaises ont exploré les lignes ennemies

PARIS 29 (Rador). — Havas souligne le calme complet qui règne depuis 24 heures sur le front, calme troublé seulement par quelques tirs de l'artillerie allemande dans la région de Blies, ainsi que par les opérations habituelles des patrouilles.

Deux patrouilles françaises ont fait une reconnaissance de près de deux kilomètres en profondeur dans les lignes allemandes et en territoire allemand. Chacune d'elles était d'approximativement un peloton. Se servant du terrain accidenté et du fait que la région est boisée, les deux patrouilles ont pu tromper la surveillance des petits postes allemands, parcourant longtemps le terrain, entre les positions avancées et la ligne de résistance ennemie. Elles sont retournées dans les lignes françaises sans pertes et avec de nombreux renseignements.

Dans l'air on a enregistré un peu plus d'activité que les derniers jours, mais celle ci est néanmoins faible. D'un côté et de l'autre les aviateurs se sont bornés à quelques sorties des appareils de chasse, ainsi qu'à quelques reconnaissances en profondeur. Ainsi les Allemands ont survolé hier la région d'Est de la France, jusque vers le sud-est.

G. Q. G. FRANÇAIS

PARIS, 29 (Rador). — Le communiqué du grand quartier général français du 29 novembre au soir a la teneur suivante.

Aucun événement sur le front. Tirs de harcellement par notre artillerie. Quelques rencontres de patrouilles.

COMMANDEMENT DE L'ARMÉE ALLEMANDE

BERLIN 29 (Rador). — Le commandement suprême de l'armée communique:

A l'Ouest, il n'y a pas eu d'événements importants.

Les avions anglais ont de nouveau tenté de survoler le Nord-Ouest de l'Allemagne, venant par les îles Frisonnes orientales, mais ils ne sont pas arrivés jusqu'aux côtes allemandes.

La base aérienne de Borkum a été attaquée, mais aucun dégât n'est signalé.

Comme il a été communiqué spécialement, un grand croiseur anglais du type „Londres" a été torpillé et détruit à l'Est des îles Shetland, par le sous-marin du lt. de vaisseau Prien.

Les aviateurs anglais abattent un hydravion allemand

LONDRES 29 (Rador). — Le Ministère de l'Air confirme qu'un avion allemand Heinkel qui s'approchait de la côte nord-ouest de la Grande Bretagne mercredi matin, a été dépisté par des avions militaires britanniques qui ont ouvert le feu contre lui.

L'avion allemand est tombé dans la mer, à travers les nuages.

* * *

LONDRES 29 (Rador). — L'avion allemand détruit mercredi matin est le 15-ème descendu en Grande Bretagne ou à proximité des côtes, depuis le raid du 16 octobre au dessus du golfe Firth of Forth.

ATTAQUE PAR SURPRISE CONTRE UNE BASE AÉRIENNE ALLEMANDE

LONDRES 29 (Rador). — Les avions anglais qui ont attaqué mardi la base allemande d'hydravions de Borkum a complètement surpris le défense de l'ennemi.

Les avions ont atteint les objectifs avant la tombée de la nuit et le groupe principal a attaqué trois hydravions allemands qu'ils ont observés sur le point de s'élancer.

Après l'attaque, les appareils anglais sont rentrés. Aucun avion allemand ne les a poursuivis, ni a été remarqué pendant le vol de retour, fait qui prouve que l'attaque de l'aviation britannique a pris les Allemands au dépourvu.

UN CARGO ANGLAIS TOUCHE UNE MINE

LONDRES 29 (Rador). — Stefani annonce que le vaisseau britannique „Rubislaw" de 1.023 tonnes a touché une mine et a coulé en deux minutes à proximité des côtes orientales de l'Angleterre.

Des 17 membres de l'équipage 13 sont morts. Les quatre autres ont été sauvés par un navire draguer de mines à l'Allemagne. Plus de 100.000 tonnes étaient des produits pétroliers.

DÉBATS SUR LA POLITIQUE EXTÉRIEURE À LA CHAMBRE DES COMMUNES

LONDRES. 29 (Rador). — M.

INSTRUCTIONS DU MINISTRE BRITANNIQUE DE LA GUERRE ÉCONOMIQUE AUX EXPORTATEURS ET ARMATEURS

Les navires neutres auront à se soumettre a un controle volontaire

LONDRES, 29 (Rador). — Le Ministère de -la Guerre Economique publie le communiqué suivant relatif à la mise en vigueur des mesures prises par le conseil des ministres à propos de la saisie des exportations allemandes.

La décision des gouvernements alliés, ayant trait à la saisie des exportations ennemies, stipule que les vaisseaux qui partiront d'Allemagne ou des pays auxquels le Reich a accès, seront soumis aux mêmes mesures de contrôle que ceux qui se dirigent vers l'Allemagne ou vers les pays où celle-ci a accès.

Les armateurs devront faire en sorte que leurs navires fassent escale dans un des ports de contrôle situés à **Kirkwali, Downs, Dunkerque et Le Havre.**

Les vaisseaux qui quittent la Méditerranée et la Mer Noire devront s'arrêter à **Malte, Port Said, Haiffa, Gibraltar, Marseille ou Oran.**

Les navires qui ne feront pas de bon gré escale à une de ces bases pourront être obligés à changer d'itinéraire pour être visités.

LE SORT DES MARCHANDISES SUSPECTES

Toutes les marchandises qui doivent être débarquées dans les ports britanniques à cause de leur origine ennemie, ou parce que propriété allemande, seront confiées aux représentants de la Cour des Prises Maritimes, et si cette Cour n'ordonne pas la réquisition au nom de Sa Majesté, ces marchandises seront retenues, et mises en vente en vertu d'une décision de la Cour de Prises Maritimes, si celle-ci juge qu'en fait les marchandises sont d'origine allemande ou propriété allemande.

Les commerçants qui désirent s'assurer que leurs exportations dans les pays européens ne subissent pas de retards, sont priés de se procurer des certificats d'origine, délivrés par l'agent consulaire britannique ou français des pays européens intéressés.

Ils devront prendre des mesures pour que ces certificats accompagnent les marchandises à bord des vaisseaux qui les transportent.

LA DÉNONCIATION DU PACTE SOVIÉTO-FINNOIS

Un protocole russe était destiné à définir le rôle de l'agresseur

PARIS, 29 (Rador). — Les milieux diplomatiques rappellent que le pacte de non agression entre la Russie et la Finlande, qui a été dénoncé par les Soviets, a été signé le 21 juin 1932 et le 7 avril 1934 il a été prolongé de commun accord pour une période de 10 ans.

En dehors de ce pacte, la Finlande a adhéré le 4 juin 1933 à Londres au protocole Litvinov. Ce protocole, dont l'initiative revient à la Russie Soviétique, a été accepté par tous ses voisins, et comporte la définition de l'agresseur et de l'agression sous différentes formes.

La dénonciation du pacte de non agression par la Russie Soviétique rappelle la dénonciation du pacte polono-allemand par le Chancelier Hitler, pacte qui a été conclu pour 10 ans.

MESURES MILITAIRES ET DIPLOMATIQUES À HELSINKI

COPENHAGUE 29 (Rador). — Le correspondant de Heisinki du journal „Politiken" mande que la Finlande pourrait appeler sous ses drapeaux jusqu'à un demi-million de soldats. Il ajoute qu'une grande partie en a déjà été appelée.

* * *

HELSINKI 29 (Rador). — Reuter mande qu'à la suite de la dénonciation du pacte de non-agression russo-finnois, les patrouilles finnoises ont reçu l'ordre de se retirer à une certaine distance de la frontière.

* * *

HELSINKI 29 (Rador). — La réponse de la Finlande à la dernière note soviétique a été envoyée à Moscou mercredi matin.

LE GOUVERNEMENT DE FINLANDE PROPOSE UNE COMMISSION MIXTE

MOSCOU 29 (Rador). — L'Agence Tass mande:

Le gouvernement de Finlande a remis au gouvernement soviétique une note aux termes de laquelle il expose les résultats négatifs de l'enquête relative à l'incident de frontière et constate, en conclusion, que l'acte d'hostilité à l'égard de la Russie Soviétique, dont parle le gouvernement de Moscou, n'a pas été commis par les Finlandais.

Bien qu'il n'y ait aucun motif *s'élève contre la procédure employée par le gouvernement soviétique à l'égard de la Finlande et prend ouvertement la défense de celle-ci.*

Nouvelle intervention de M. Roosevelt?

NEW YORK, 29 (Rador). — L'Agence „Dow Jones" annonce que dans les milieux du Ministère des Affaires Etrangères on croit qu'il est possible que le président Roosevelt adresse un nouvel appel

L'EXPOSE DE M. GAFENCO

(SUITE DE LA PAGE 3)

nous avons à remplir. D'où la nécessité de garder tendues nos forces de défense et de résistance morale, d'où la nécessité aussi d'exiger depuis des mois, à notre armée, une préparation continue et une vigilence inlassable. Sa présence à nos frontières, son armement sans cesse meilleur, son instruction toujours plus complète, nous permettent de suivre sans crainte une politique de paix. Notre bonne volonté s'appuie sur le sentiment même de notre force.

Qu'il me soit permis, en tant que Ministre des Affaires Etrangères, de rendre ici un hommage reconnaissant à nos soldats qui, par leur sentiment du devoir et de la discipline, assurent la tranquillité du pays. J'adresse les mêmes remerciements à tous ceux qui, par le strict accomplissement de nombreuses charges qui pèsent sur leur vie et leurs biens, si modestes soient-ils, complètent l'oeuvre de paisible mais ferme défense de la patrie.

La neutralité réclame d'autres efforts — auxquels nous n'entendons pas nous soustraire.

Sans prendre part au combat, nous partageons la douleur causée par tant de souffrances et de pertes et notre coeur se serre à la pensée que — à mesure que les valeurs et les forces européennes les plus hautes se perdent chaque jour en vain, il devient de plus en plus difficile de rebâtir sur les ruines d'une civilisation commune — un monde harmonieux et apaisé.

La conviction qu'il n'est pas exclus aujourd'hui même — de concilier les aspirations qui paraissent encore s'opposer, la foi dans la possibilité de réunir un jour les peuples dans une organisaton juste et durable, qui leur permette également de satisfaire à leurs besoins vitaux — et grâce à laquelle tous — grands et petits — puissent se développer librement dans le cadre de leurs frontières nationales — cette foi reste vivante en nous et avec elle la foi dans les bienfaits d'une paix prochaine.

Sa Majesté le Roi Carol, l'interprète le plus autorisé des croyances et des sentiments de son peuple, a soutenu avec une chaleureuse vigueur, l'initiative pacifique des Souverains des Pays-Bas et de la Belgique. Ce n'est pas là un geste de hasard, mais le signe d'une attitude permanente. Par le geste de son Roi, la Roumanie a renforcé sa politique de paix.

„C'EST SA MAJESTÉ QUI A IMPRIMÉ À NOTRE POLITIQUE EXTÉRIEURE SON SENS NATIONAL"

Messieurs les sénateurs

Messieurs les députés

La politique que je viens d'esquisser rapidement devant vous, n'est pas l'oeuvre d'un Ministre, ni d'un Gouvernement. Tous ceux qui nous ont précédés, l'avaient faite leur. Tous les Conseillers Royaux, chaque fois qu'il nous a été donné de les consulter, nous ont accordé leur approbation. Cette politique porte la marque du Président du Conseil, ainsi qu'il a eu l'occasion de l'affirmer hier avec une particulière autorité. Mais elle porte aussi l'empreinte de MM. Argetoiano et Armand Calinesco. Si cette action, préservée de toute influence extérieure, des hésitations habituelles en des temps troubles, a pu être adoptée et suivie par tous, le fait est dû avant tout à Celui qui par Sa haute direction a su lui imprimer pleinement le sens d'une politique nationale. Pour cette inappréciable réussite Sa Majesté le Roi a droit à toute notre reconnaissance.

(vifs applaudissements).

Cette unité autour de notre politique étrangère, le fait que n'importe quel porte-parole autorisé des intérêts roumains les comprend de la même façon donne à toutes nos manifestations à l'extérieur un caractère de sincérité indéniable.

Lorsque nous défendons nos droits, nous le faisons tous dans la même pensée; et

Lorsque nous parlons de la paix — nous exprimons tous le même souci et la même volonté.

Nous avons appris au cours de l'histoire, à être vaillants et réfléchis à la fois.

Nous ne saurions oublier cette longue suite de souffrances dont est faite l'histoire de notre unité nationale; et

Nous resterons unis.

Toute présomption reste cependant étrangère à notre nature.

„NOUS SOUHAITONS LE TRIOMPHE DE L'IDÉE EUROPÉENNE

Nous ne barrerons pas la route aux temps nouveaux que nous pressentons.

Ce triomphe de l'idée européenne — que nul plus que nous ne souhaite — nous ne l'entraverons pas par des paroles ou des passions vieillies. Nous saurons servir la cause de l'entente entre les peuples.

C'est là la politique même de l'instinct national, qui se précise à nouveau, — sans combat intéressé et notre coeur se serre à la pensée que — à mesure que les valeurs et les forces européennes les plus hautes se perdent chaque jour en vain, il devient de plus en plus difficile de rebâtir sur les ruines d'une civilisation commune — un monde harmonieux et apaisé.

La conviction qu'il n'est pas exclus aujourd'hui même — de concilier les aspirations qui paraissent encore s'opposer, la foi dans la possibilité de réunir un jour les peuples dans une organisaton juste et durable, qui leur permette également de satisfaire à leurs besoins vitaux — et grâce à laquelle tous — grands et petits — puissent se développer librement dans le cadre de leurs frontières nationales — cette foi reste vivante en nous et avec elle la foi dans les bienfaits d'une paix prochaine.

réalisation d'hier, à travers les graves épreuves d'aujourd'hui, — vers un avenir que nous regardons avec calme, avec courage, — avec une pleine confiance.

* * *

M. Gafenco a été vivement applaudi et félicité.

M. VICTOR ANTONESCO, président de la commission des affaires étrangères du Senat, parlant également au nom de la même com-

DECLASSIFIED: E.O. 12065, Sec. 3-402; State Dept. guidelines, 6/7/79
By K.O. Dunton NARS, Date 1-28-80

rai français du 29 novembre au soir a la teneur suivante.

COMMANDEMENT DE L'ARMÉE ALLEMANDE

BERLIN 29 (Rador). — Le commandement suprême de l'armée communique:

A l'Ouest, il n'y a pas eu d'événements importants.

Les avions anglais ont de nouveau tenté de survoler le Nord-Ouest de l'Allemagne, venant par les îles Frisonnes orientales, mais ils ne sont pas arrivés jusqu'aux côtes allemandes.

La base aérienne de Borkum a été attaquée, mais aucun dégât n'est signalé.

Comme il a été communiqué spécialement, un grand croiseur anglais du type „Londres" a été torpillé et détruit à l'Est des îles Shetland, par le sous-marin du lt. de vaisseau Prien.

Les aviateurs anglais abattent un hydravion allemand

LONDRES 29 (Rador). — Le Ministère de l'Air confirme qu'un avion allemand Heinkel qui s'approchait de la côte nord-ouest de la Grande Bretagne mercredi matin, a été dépisté par des avions militaires britanniques qui ont ouvert le feu contre lui.

L'avion allemand est tombé dans la mer, à travers les nuages.

* * *

LONDRES 29 (Rador). — L'avion allemand détruit mercredi matin est le 15-ème descendu en Grande Bretagne ou à proximité des côtes, depuis le raid du 16 octobre au dessus du golfe Firth of Forth.

ATTAQUE PAR SURPRISE CONTRE UNE BASE AÉRIENNE ALLEMANDE

LONDRES 29 (Rador). — Les avions anglais qui ont attaqué mardi la base allemande d'hydravions de Borkum a complètement surpris le défense de l'ennemi.

Les avions ont atteint les objectifs avant la tombée de la nuit et le groupe principal a attaqué trois hydravions allemands qu'ils ont observés sur le point de s'élancer.

Après l'attaque, les appareils anglais sont rentrés. Aucun avion allemand ne les a poursuivis, ni a été remarqué pendant le vol de retour, fait qui prouve que l'attaque de l'aviation britannique a pris les Allemands au dépourvu.

UN CARGO ANGLAIS TOUCHE UNE MINE

LONDRES 29 (Rador). — Stefani annonce que le vaisseau britannique „Rubislaw" de 1.023 tonnes a touché une mine et a coulé en deux minutes à proximité des côtes orientales de l'Angleterre.

Des 17 membres de l'équipage 13 sont morts. Les quatre autres ont été sauvés par un navire dragueur de mines.

463.000 tonnes de marchandises saisies

LONDRES 29 (Rador). — Pendant les 12 premières semaines de guerre, le contrôle naval britannique a confisqué au total 463.000 tonnes de marchandises destinées à l'Allemagne. Plus de 100.000 tonnes étaient des produits pétroliers.

DÉBATS SUR LA POLITIQUE EXTÉRIEURE À LA CHAMBRE DES COMMUNES

LONDRES. 29 (Rador). — M. Chamberlan ne fera pas jeudi sa déclaration hebdomadaire au sujet de la situation internationale, parce qu'il a fait d'importantes déclarations mardi.

Des débats auront par contre lieu au sujet des questions de politique exterieure.

Les ambassadeurs des Etats-Unis à Londres et à Bruxelles se rendent à Washington

BRUXELLES 29 (Rador). — M. Davies, ambassadeur des Etats Unis à Bruxelles part jeudi pour Washington.

Il a été appelé pour faire un rapport sur la situation de la Belgique.

* * *

LONDES, 29 (Rador). — M. Kennedy, ambassadeur des Etats Unis à Londres, appelé à Washington pour avoir des consultations avec le gouvernement, a quitté jeudi Londres en avion pour Paris, d'où il se rendra, toujours par avion, à Lisbonne pour s'embarquer samedi pour New York à bord de l'hydravion „American Clipper".

* * *

AMSTERDAM, 29 (Rador). — Les cadavres de plusieurs aviateurs allemands ont été rejetés par les vagues à Hollum, sur l'île d'Ameland.

—x●x—

S.S. IRÉNÉE MIHALCESCO A ÉTÉ ÉLU MÉTROPOLITE DE MOLDAVIE

Hier matin s'est réuni le Collège électoral oecumenique pour procéder à l'élection du Métropolite pour le Siège de la Métropolie de Moldavie.

Il y a eu 159 inscrits et 154 votants. S. S. Irénée Mihalcesco a été ELU par 121 voix; l'archimandrite Scriban a obtenu 17 voix.

Aujourd'hui il sera procédé à l'élection du nouveau Métropolite de Craïova.

de la Cour des Prises Maritimes, si celle-ci juge qu'en fait les marchandises sont d'origine allemande ou propriété ... gent consulaire britannique ou français des pays européens intéressés.

Ils devront prendre des mesures pour que ces certificats accompagnent les marchandises à bord des vaisseaux qui les transportent.

LA DÉNONCIATION DU PACTE SOVIÉTO-FINNOIS

Un protocole russe était destiné à définir le rôle de l'agresseur

PARIS, 29 (Rador). — Les milieux diplomatiques rappellent que le pacte de non agression entre la Russie et la Finlande, qui a été dénoncé par les Soviets, a été signé le 21 juin 1932 et le 7 avril 1934 il a été prolongé de commun accord pour une période de 10 ans.

En dehors de ce pacte, la Finlande a adhéré le 4 juin 1933 à Londres au protocole Litvinov. Ce protocole, dont l'initiative revient à la Russie Soviétique, a été accepté par tous ses voisins, et comporte la définition de l'agresseur et de l'agression sous différentes formes.

La dénonciation du pacte de non agression par la Russie Soviétique rappelle la dénonciation du pacte polono-allemand par le Chancelier Hitler, pacte qui a été conclu pour 10 ans.

MESURES MILITAIRES ET DIPLOMATIQUES À HELSINKI

COPENHAGUE 29 (Rador). — Le correspondant de Helsinki du journal „Politiken" mande que la Finlande pourrait appeler sous ses drapeaux jusqu'à un demi-million de soldats. Il ajoute qu'une grande partie en a déjà été appelée.

* * *

HELSINKI 29 (Rador). — Reuter mande qu'à la suite de la dénonciation du pacte de non-agression russo-finnois, les patrouilles finnoises ont reçu l'ordre de se retirer à une certaine distance de la frontière.

* * *

HELSINKI 29 (Rador). — La réponse de la Finlande à la dernière note soviétique a été envoyée à Moscou mercredi matin.

LE GOUVERNEMENT DE FINLANDE PROPOSE UNE COMMISSION MIXTE

MOSCOU, 29 (Rador). — L'Agence Tass mande:

Le gouvernement de Finlande a remis au gouvernement soviétique une note aux termes de laquelle il expose les résultats négatifs de l'enquête relative à l'incident de frontière et constate, en conclusion, que l'acte d'hostilité à l'égard de la Russie Soviétique, dont parle le gouvernement de Moscou, n'a pas été commis par les Finlandais.

Bien qu'il n'y ait aucun motif sérieux pour l'éloignement des troupes finlandaises de la frontière, le gouvernement finlandais se déclare prêt à discuter la question d'un retrait réciproque des troupes.

La Finlande propose enfin pour l'éclaircissement complète de l'incident d'instituer une commission mixte dans l'isthme de Karélie, conformément à la convention du 24 septembre 1928, conclue entre les deux pays.

L'officieux du Vatican défend la thèse finnoise

CITE DU VATICAN 29 (Rador). — Commentant la dénonciation unilatérale du pacte de non agression entre la Russie et la Finlande, l'Osservatore Romano s'élève contre la procédure employée par le gouvernement soviétique à l'égard de la Finlande et prend ouvertement la défense de celle-ci.

Nouvelle intervention de M. Roosevelt?

NEW YORK, 29 (Rador). — L'Agence „Dow Jones" annonce que dans les milieux du Ministère des Affaires Etrangères on croit qu'il est possible que le président Roosevelt adresse un nouvel appel pour la solution pacifique du différend soviéto-finlandais.

* * *

WASHINGTON, 29 (Rador). — M. Hull a annoncé que le gouvernment des Etats Unis était prêt à offrir ses bons offices dans le différend finno-soviétique, si les deux gouvernements acceptent.

* * *

WASHINGTON, 29 (Rador). — Stefani mande:

Dans certains cercles politiques on affirme que l'ambassadeur des Etats Unis à Moscou, qui est rentré récemment dans la capitale soviétique après une visite à Helsinki, aurait été chargé d'offrir sa médiation en vue d'un accord entre les deux parties.

La Russie a rompu les relations diplomatiques aves la Finlande

MOSCOU, 29 (Rador). — Mercredi à 22 h. 30 le gouvernement gères a remis au ministre de Finlande à Moscou une note par laquelle le gouvernement soviétique annonce la décision de rompre les relations diplomatiques avec la Finlande.

* * *

COPENHAGUE. — Philippe Scheidemann, premier Chancelier allemand après la guerre, député socialiste ensuite, et plusieurs fois ministre, est mort à l'âge de 74 ans.

JOURNAUX RUSSES PERMIS EN BULGARIE

Le vente des journaux russes, qui avait été interdite jusqu'à present, a été autorisée par le gouvernement bulgare pour tout le soviétique, par l'intermédiaire de M. Potemkine, vice-commissaire du peuple pour les affaires étran-

soient-ils, complètent l'oeuvre de paisible mais ferme défense de la patrie.

La neutralité réclame d'autres efforts — auxquels nous n'entendons pas nous soustraire.

Sans prendre part au combat, nous partageons la douleur causée par tant de souffrances et de per-

"C'EST SA MAJESTÉ QUI A IMPRIMÉ À NOTRE POLITIQUE EXTÉRIEURE SON SENS NATIONAL"

Messieurs les sénateurs

Messieurs les députés

La politique que je viens d'esquisser rapidement devant vous, n'est pas l'oeuvre d'un Ministre, ni d'un Gouvernement. Tous ceux qui nous ont précédés, l'avaient faite leur. Tous les Conseillers Royaux, chaque fois qu'il nous a été donné de les consulter, nous ont accordé leur approbation. Cette politique porte la marque du Président du Conseil, ainsi qu'il a eu l'occasion de l'affirmer hier avec une particulière autorité. Mais elle porte aussi l'empreinte de MM. Argetoiano et Armand Calinesco. Si cette action, préservée de toute influence extérieure, des hésitations habituelles en des temps troubles, a pu être adoptée et suivie par tous, le fait est dû avant tout à Celui qui par Sa haute direction a su lui imprimer pleinement le sens d'une politique nationale. Pour cette inappréciable réussite Sa Majesté le Roi a droit à toute notre reconnaissance.

[vifs applaudissements).

Cette unité autour de notre politique étrangère, le fait que n'importe quel porte-parole autorisé des intérêts roumains les comprend de la même façon donne à toutes nos manifestations à l'extérieur un caractère de sincérité indéniable.

Lorsque nous défendons nos droits, nous le faisons tous dans la même pensée; et

Lorsque nous parlons de la paix — nous exprimons tous le même souci et la même volonté.

Nous avons appris au cours de l'histoire, à être vaillants et réfléchis à la fois.

Nous ne saurions oublier cette longue suite de souffrances dont est faite l'histoire de notre unité nationale; et

Nous resterons unis.

Toute présomption reste cependant étrangère à notre nature.

„NOUS SOUHAITONS LE TRIOMPHE DE L'IDÉE EUROPÉENNE

Nous ne barrerons pas la route aux temps nouveaux que nous pressentons.

Ce triomphe de l'idée européenne — que nul plus que nous ne souhaite — nous ne l'entraverons pas par des paroles ou des passions vieillies. Nous saurons servir la cause de l'entente entre les peuples.

C'est là la politique même de l'instinct national, qui se précise à nouveau, — sans combat intérieur — et qui nous conduit d'un passé de souffrances et de luttes à travers le souvenir précieux des réalisation d'hier à travers les graves épreuves d'aujourd'hui, — vers un avenir que nous regardons avec calme, avec courage, — avec une pleine confiance.

* * *

M. Gafenco a été vivement applaudi et félicité.

M. VICTOR ANTONESCO, président de la commission des affaires étrangères du Senat, parlant également au nom de la même commission de la Chambre, a exprimé l'approbation unanime de tous les parlementaires présents.

Précisions de M. le Conseiller Royal prof. N. Iorga

Après une suspension de séance, M. le conseiller Royal prof. N. Iorga, a remercié le président de la Commission et le chef du gouvernement de lui avoir permis d'émettre quelques avis.

L'orateur déclare être fier d'avoir en sa qualité de Conseiller Royal, pris une part active à la politique extérieure poursuivie ces temps derniers.

A la mi-mars, on avait décidé de défendre toute atteinte au sol sacré de notre territoire. Et septembre on a décidé la neutralité, mais une neutralité honnête et parfaite à l'égard de tout le monde. M. le prof. Iorga demande que cette neutralité soit observée non seulement par les hommes politiques dans toutes leurs attitudes et dans tous leurs agissements, mais également par une partie de la presse qui, presque tous les jours, dépasse les bornes que nous impose la neutralité.

„Au Conseil de la Couronne j'ai insisté — remarque l'orateur — que lors des négociations de paix notre attitude devra nous conserver l'amitié de ceux qui nous ont aidés à fonder l'Etat roumain dans ses frontières actuelles".

M. le conseiller royal Iorga rappel le la grande tragédie de la Pologne, l'amitié traditionelle et ancienne entre Roumains et Polonais, et exprime l'espoir que tout droit national offensé trouvera une juste compensation. Il conserve la foi que toutes les nations vont ressusciter.

Et l'orateur à ajouter: „A part cela je voudrais vous rappeler une chose que nous ne pouvons pas oublier, que, sans rien demander et sans rien offrir, la France et l'Angleterre ont garanti les frontières de la Roumanie. C'est un geste généreux que nous ne pouvons pas oublier".

Se rapportant ensuite aux déclarations de Budapest, M. Iorga a dit: „le peuple hongrois est un des plus nobles de l'Europe. Ils a été pendant des siècles, tout comme la Pologne, un bouclier de la civilisation chrétienne. Nous avons été alliés durant des siècles, et si d'aucuns ne le reconnaissent pas, il est de mon devoir d'historien de l'affirmer ici. La Hongrie peut désormais marcher également pour la défense du même droit national. Nous n'avons pas à leur montrer qui doit les conduire, mais qu'on nous permette de croire que toute offense qui nous soit faite, ne saurait cacher le sentiment véritable du peuple magyaré".

Central File: Decimal File 771.00, Political Relations Of States, Relations; Bi-Lateral Treaties., Romania And The World, December 14, 1931 - December 7, 1939. December 14, 1931 - December 7, 1939. MS Turkey, Greece, and the Balkan States: Records of the U.S. Department of State, 1930-1944: Records of the Department of State Relating to Political Relations of Turkey, Greece, and the Balkan States, 1930-1939. National Archives (United States). Archives Unbound, link.gale.com%2Fapps%2Fdoc%2FSC5111389624%2FGDSC%3Fu%3Domni%26sid%3Dbookmark-GDSC. Accessed 21 June 2025.